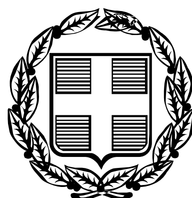


ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ **Αρ. Φύλλου 14**

30 Ιανουαρίου 2009

ΝΟΜΟΣ ΥΠ’ ΑΡΙΘΜ. 3738

Κύρωση των Πράξεων του XXIII Παγκόσμιου Ταχυδρομικού Συνεδρίου (Βουκουρέστι 2004).

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνονται και έχουν την ισχύ, που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος, οι Πράξεις του XXIII Παγκόσμιου Ταχυδρομικού Συνεδρίου, που υπογράφηκαν στο Βουκουρέστι στις 5 Οκτωβρίου 2004 και οι οποίες περιλαμβάνουν:

α. το Καταστατικό της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Ένωσης, όπως αυτό τροποποιήθηκε από τα πρόσθετα Πρωτόκολλα του Τόκιο 1969, της Λωζάνης 1974, του Αμβούργου 1984, της Ουάσιγκτον 1989, της Σεούλ 1994, του Πεκίνου 1999 και του Βουκουρεστίου 2004,

β. το Έβδομο Πρόσθετο Πρωτόκολλο στο Καταστατικό της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Ένωσης,

γ. το Γενικό Κανονισμό της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Ένωσης,

δ. την Παγκόσμια Ταχυδρομική Σύμβαση και το Τελικό Πρωτόκολλο αυτής,

ε. τη Συμφωνία Υπηρεσιών Ταχυδρομικών Πληρωμών,

το κείμενο των οποίων σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

Constitution de l'Union postale universelle

(modifiée par les Protocoles additionnels de Tokyo 1969, de Lausanne 1974, de Hamburg 1984, de Washington 1989, de Séoul 1994, de Beijing 1999 et de Bucarest 2004[1])

Table des matières

---

[1] Pour le Protocole additionnel de Tokyo 1969, voir Documents de ce Congrès, tome III, pages 9 à 12. Pour le deuxième Protocole additionnel (Lausanne 1974), voir Documents de ce Congrès, tome III, pages 23 à 25. Pour le troisième Protocole additionnel (Hamburg 1984), voir Documents de ce Congrès, tome III, pages 25 à 28. Pour le quatrième Protocole additionnel (Washington 1989), voir Documents de ce Congrès, tome III/1, pages 27 à 32. Pour le cinquième Protocole additionnel (Séoul 1994), voir Documents de ce Congrès, tome III, pages 25 à 29. Pour le sixième Protocole additionnel (Beijing 1999), voir pages A 3 à A 6 du cahier publié à Berne en 1999. Pour le septième Protocole additionnel (Bucarest 2004), voir pages 3 à 7 de ce cahier.

Chapitre III

Organisation de l'Union

Chapitre IV

Finances de l'Union

Titre II

Actes de l'Union

Chapitre I

Généralités

Chapitre II

Acceptation et dénonciation des Actes de l'Union

Chapitre III

Modification des Actes de l'Union

Chapitre IV

Règlement des différends

Titre III

Dispositions finales

Constitution de l'Union postale universelle

(modifiée par les Protocoles additionnels de Tokyo 1969, de Lausanne 1974, de Hamburg 1984, de Washington 1989, de Séoul 1994, de Beijing 1999 et de Bucarest 2004)

Préambule[1]

En vue de développer les communications entre les peuples par un fonctionnement efficace des services postaux et de contribuer à atteindre les buts élevés de la collaboration internationale dans les domaines culturel, social et économique, les Plénipotentiaires des Gouvernements des pays contractants ont adopté, sous réserve de ratification, la présente Constitution.

L'Union a pour vocation de stimuler le développement durable de services postaux universels de qualité, efficaces et accessibles, pour faciliter la communication entre habitants de la planète en:

- **garantissant la libre circulation des envois postaux sur un territoire postal unique composé de réseaux interconnectés;**
- **encourageant l'adoption de normes communes équitables et l'utilisation de la technologie;**
- **assurant la coopération et l'interaction entre les parties intéressées;**
- **favorisant une coopération technique efficace;**
- **veillant à la satisfaction des besoins évolutifs des clients.**

[1] Modifié par le Congrès de Bucarest 2004.

Titre I

Dispositions organiques

Chapitre I

Généralités

Article premier
Etendue et but de l'Union

1. Les pays qui adoptent la présente Constitution forment, sous la dénomination d'Union postale universelle, un seul territoire postal pour l'échange réciproque des envois de la poste aux lettres. La liberté de transit est garantie dans le territoire entier de l'Union.

2. L'Union a pour but d'assurer l'organisation et le perfectionnement des services postaux et de favoriser, dans ce domaine, le développement de la collaboration internationale.

3. L'Union participe, dans la mesure de ses possibilités, à l'assistance technique postale demandée par ses Pays-membres.

Article 1bis[1]
Définitions

1. Aux fins des Actes de l'Union postale universelle, les termes ci-après sont définis comme suit:

1.1 Service postal: ensemble des prestations postales dont l'étendue est déterminée par les organes de l'Union. Les principales obligations s'attachant à ces prestations consistent à répondre à certains objectifs sociaux et économiques des Pays-membres, en assurant la collecte, le tri, la transmission et la distribution des envois postaux.

1.2 Pays-membre: pays qui remplit les conditions énoncées à l'article 2 de la Constitution.

1.3 Territoire postal unique (un seul et même territoire postal): obligation pour les parties contractantes des Actes de l'UPU d'assurer, selon le principe de réciprocité, l'échange des envois de la poste aux lettres dans le respect de la liberté de transit et de traiter indistinctement les envois postaux provenant des autres territoires et transitant par leur pays comme leurs propres envois postaux.

1.4 Liberté de transit: principe selon lequel une administration postale intermédiaire est tenue de transporter les envois postaux qui lui sont remis en transit par une autre administration postale, en réservant à ce courrier le même traitement que celui appliqué aux envois du régime intérieur.

1.5 Envoi de la poste aux lettres: envois décrits dans la Convention.

1.6 Service postal international: opérations ou prestations postales réglementées par les Actes. Ensemble de ces opérations ou prestations.

[1] Introduit par le Congrès de Bucarest 2004.

Article 2
Membres de l'Union

Sont Pays-membres de l'Union:

a) les pays qui possèdent la qualité de membre à la date de la mise en vigueur de la présente Constitution;

b) les pays devenus membres conformément à l'article 11.

Article 3
Ressort de l'Union

L'Union a dans son ressort:

a) les territoires des Pays-membres;

b) les bureaux de poste établis par des Pays-membres dans des territoires non compris dans l'Union;

c) les territoires qui, sans être membres de l'Union, sont compris dans celle-ci parce qu'ils relèvent, au point de vue postal, de Pays-membres.

Article 4
Relations exceptionnelles

Les administrations postales qui desservent des territoires non compris dans l'Union sont tenues d'être les intermédiaires des autres administrations. Les dispositions de la Convention et de ses Règlements sont applicables à ces relations exceptionnelles.

Article 5
Siège de l'Union

Le siège de l'Union et de ses organes permanents est fixé à Berne.

Article 6
Langue officielle de l'Union

La langue officielle de l'Union est la langue française.

Article 7[1]
Unité monétaire

L'unité monétaire utilisée dans les Actes de l'Union est l'unité de compte du Fonds monétaire international (FMI).

[1] Modifié par le Congrès de Washington 1989.

Article 8
Unions restreintes. Arrangements spéciaux

1. Les Pays-membres, ou leurs administrations postales si la législation de ces pays n(oppose pas, peuvent établir des Unions restreintes et prendre des arrangements spéciaux con nant le service postal international, à la condition toutefois de ne pas y introduire des disposit moins favorables pour le public que celles qui sont prévues par les Actes auxquels les P membres intéressés sont parties.

2. Les Unions restreintes peuvent envoyer des observateurs aux Congrès, Conférence réunions de l'Union, au Conseil d'administration ainsi qu'au Conseil d'exploitation postale[1].

3. L'Union peut envoyer des observateurs aux Congrès, Conférences et réunions des Un restreintes.

Article 9
Relations avec l'Organisation des Nations Unies

Les relations entre l'Union et l'Organisation des Nations Unies sont réglées par les Accords les textes sont annexés à la présente Constitution.

Article 10
Relations avec les organisations internationales

Afin d'assurer une coopération étroite dans le domaine postal international, l'Union peut (borer avec les organisations internationales ayant des intérêts et des activités connexes.

Chapitre II

Adhésion ou admission à l'Union. Sortie de l'Union

Article 11[2]
Adhésion ou admission à l'Union. Procédure

1. Tout membre de l'Organisation des Nations Unies peut adhérer à l'Union.

2. Tout pays souverain non membre de l'Organisation des Nations Unies peut dem: son admission en qualité de Pays-membre de l'Union.

3. L'adhésion ou la demande d'admission à l'Union doit comporter une déclaration foi d'adhésion à la Constitution et aux Actes obligatoires de l'Union. Elle est adressée par le Gc nement du pays intéressé au Directeur général du Bureau international, qui, selon le cas, i l'adhésion ou consulte les Pays-membres sur la demande d'admission.

4. Le pays non membre de l'Organisation des Nations Unies est considéré comme adn qualité de Pays-membre si sa demande est approuvée par les deux tiers au moins des membres de l'Union. Les Pays-membres qui n'ont pas répondu dans le délai de quatre moi: considérés comme s'abstenant.

[1] Modifié par les Congrès de Tokyo 1969 et de Séoul 1994.
[2] Modifié par les Congrès de Tokyo 1969 et de Washington 1989.



5. L'adhésion ou l'admission en qualité de membre est notifiée par le Directeur général du Bureau international aux Gouvernements des Pays-membres. Elle prend effet à partir de la date de cette notification.

Article 12[1]
Sortie de l'Union. Procédure

1. Chaque Pays-membre a la faculté de se retirer de l'Union moyennant dénonciation de la Constitution donnée par le Gouvernement du pays intéressé au Directeur général du Bureau international et par celui-ci aux Gouvernements des Pays-membres.

2. La sortie de l'Union devient effective à l'expiration d'une année à partir du jour de réception par le Directeur général du Bureau international de la dénonciation prévue au paragraphe 1.

Chapitre III

Organisation de l'Union

Article 13[2]
Organes de l'Union

1. Les organes de l'Union sont le Congrès, le Conseil d'administration, le Conseil d'exploitation postale et le Bureau international.

2. Les organes permanents de l'Union sont le Conseil d'administration, le Conseil d'exploitation postale et le Bureau international.

Article 14
Congrès

1. Le Congrès est l'organe suprême de l'Union.

2. Le Congrès se compose des représentants des Pays-membres.

Article 15
Congrès extraordinaires

Un Congrès extraordinaire peut être réuni à la demande ou avec l'assentiment des deux tiers au moins des Pays-membres de l'Union.

Article 16
Conférences administratives

(Supprimé)[3]

---

[1] Modifié par le Congrès de Washington 1989.
[2] Modifié par les Congrès de Tokyo 1969, de Hamburg 1984 et de Séoul 1994.
[3] Par le Congrès de Hamburg 1984.

Article 17[1]
Conseil d'administration

1. Entre deux Congrès, le Conseil d'administration (CA) assure la continuité des travaux de l'Union conformément aux dispositions des Actes de l'Union.

2. Les membres du Conseil d'administration exercent leurs fonctions au nom et dans l'intérêt de l'Union.

Article 18[2]
Conseil d'exploitation postale

Le Conseil d'exploitation postale (CEP) est chargé des questions d'exploitation, commerciales, techniques et économiques intéressant le service postal.

Article 19
Commissions spéciales

(Supprimé)[3]

Article 20[4]
Bureau international

Un office central, fonctionnant au siège de l'Union sous la dénomination de Bureau international de l'Union postale universelle, dirigé par un Directeur général et placé sous le contrôle du Conseil d'administration, sert d'organe d'exécution, d'appui, de liaison, d'information et de consultation.

Chapitre IV

Finances de l'Union

Article 21[5]
Dépenses de l'Union. Contributions des Pays-membres

1. Chaque Congrès arrête le montant maximal que peuvent atteindre:

a) annuellement les dépenses de l'Union;

b) les dépenses afférentes à la réunion du prochain Congrès.

2. Le montant maximal des dépenses prévu sous 1 peut être dépassé si les circonstances l'exigent, sous réserve que soient observées les dispositions y relatives du Règlement général.

---

[1] Modifié par le Congrès de Séoul 1994.
[2] Modifié par les Congrès de Tokyo 1969 et de Séoul 1994.
[3] Par le Congrès de Hamburg 1984.
[4] Modifié par les Congrès de Hamburg 1984 et de Séoul 1994.
[5] Modifié par les Congrès de Tokyo 1969, de Lausanne 1974 et de Washington 1989.

3. Les dépenses de l'Union, y compris éventuellement les dépenses visées sous 2, sont supportées en commun par les Pays-membres de l'Union. A cet effet, chaque Pays-membre choisit la classe de contribution dans laquelle il entend être rangé. Les classes de contribution sont fixées dans le Règlement général.

4. En cas d'adhésion ou d'admission à l'Union en vertu de l'article 11, le pays intéressé choisit librement la classe de contribution dans laquelle il désire être rangé au point de vue de la répartition des dépenses de l'Union.

Titre II

Actes de l'Union

Chapitre I

Généralités

Article 22
Actes de l'Union

1. La Constitution est l'Acte fondamental de l'Union. Elle contient les règles organiques de l'Union **et ne peut pas faire l'objet de réserves**[1].

2. Le Règlement général comporte les dispositions assurant l'application de la Constitution et le fonctionnement de l'Union. Il est obligatoire pour tous les Pays-membres **et ne peut pas faire l'objet de réserves**[1].

3. La Convention postale universelle, le Règlement de la poste aux lettres et le Règlement concernant les colis postaux comportent les règles communes applicables au service postal international ainsi que les dispositions concernant les services de la poste aux lettres et des colis postaux. Ces Actes sont obligatoires pour tous les Pays-membres[2].

4. Les Arrangements de l'Union et leurs Règlements règlent les services autres que ceux de la poste aux lettres et des colis postaux entre les Pays-membres qui y sont parties. Ils ne sont obligatoires que pour ces pays[2].

5. Les Règlements, qui contiennent les mesures d'application nécessaires à l'exécution de la Convention et des Arrangements, sont arrêtés par le Conseil d'exploitation postale, compte tenu des décisions prises par le Congrès[3].

6. Les Protocoles finals éventuels annexés aux Actes de l'Union visés sous 3 à 5 contiennent les réserves à ces Actes.

---

[1] Modifié par le Congrès de Bucarest 2004.
[2] Modifié par le Congrès de Beijing 1999.
[3] Modifié par les Congrès de Washington 1989, de Séoul 1994 et de Beijing 1999.

Article 23[1]
Application des Actes de l'Union aux territoires dont un Pays-membre assure les relations internationales

1. Tout pays peut déclarer à tout moment que l'acceptation par lui des Actes de l'Union comprend tous les territoires dont il assure les relations internationales, ou certains d'entre eux seulement.

2. La déclaration prévue sous 1 doit être adressée au Directeur général du Bureau international.

3. Tout Pays-membre peut en tout temps adresser au Directeur général du Bureau international une notification en vue de dénoncer l'application des Actes de l'Union pour lesquels il a fait la déclaration prévue sous 1. Cette notification produit ses effets un an après la date de sa réception par le Directeur général du Bureau international.

4. Les déclarations et notifications prévues sous 1 et 3 sont communiquées aux Pays-membres par le Directeur général du Bureau international.

5. Les dispositions prévues sous 1 à 4 ne s'appliquent pas aux territoires possédant la qualité de membre de l'Union et dont un Pays-membre assure les relations internationales.

Article 24
Législations nationales

Les stipulations des Actes de l'Union ne portent pas atteinte à la législation de chaque Pays-membre dans tout ce qui n'est pas expressément prévu par ces Actes.

Chapitre II

Acceptation et dénonciation des Actes de l'Union

Article 25[2]
Signature, authentification, ratification et autres modes d'approbation des Actes de l'Union

1. Les Actes de l'Union issus du Congrès sont signés par les plénipotentiaires des Pays-membres.

2. Les Règlements sont authentifiés par le Président et le Secrétaire général du Conseil d'exploitation postale[3].

3. La Constitution est ratifiée aussitôt que possible par les pays signataires.

4. L'approbation des Actes de l'Union autres que la Constitution est régie par les règles constitutionnelles de chaque pays signataire.

---

[1] Modifié par le Congrès de Washington 1989.
[2] Modifié par les Congrès de Washington 1989 et de Séoul 1994.
[3] Modifié par le Congrès de Beijing 1999.

5. Lorsqu'un pays ne ratifie pas la Constitution ou n'approuve pas les autres Actes signés par lui, la Constitution et les autres Actes n'en sont pas moins valables pour les pays qui les ont ratifiés ou approuvés.

Article 26[1]
Notification des ratifications et des autres modes d'approbation des Actes de l'Union

Les instruments de ratification de la Constitution, des Protocoles additionnels à celle-ci et éventuellement d'approbation des autres Actes de l'Union sont déposés dans le plus bref délai auprès du Directeur général du Bureau international, qui notifie ces dépôts aux Gouvernements des Pays-membres.

Article 27
Adhésion aux Arrangements

1. Les Pays-membres peuvent, en tout temps, adhérer à un ou à plusieurs des Arrangements prévus à l'article 22.4.

2. L'adhésion des Pays-membres aux Arrangements est notifiée conformément à l'article 11.3.

Article 28
Dénonciation d'un Arrangement

Chaque Pays-membre a la faculté de cesser sa participation à un ou plusieurs des Arrangements, aux conditions stipulées à l'article 12.

Chapitre III

Modification des Actes de l'Union

Article 29
Présentation des propositions

1. L'administration postale d'un Pays-membre a le droit de présenter, soit au Congrès, soit entre deux Congrès, des propositions concernant les Actes de l'Union auxquels son pays est partie.

2. Toutefois, les propositions concernant la Constitution et le Règlement général ne peuvent être soumises qu'au Congrès.

3. En outre, les propositions concernant les Règlements sont soumises directement au Conseil d'exploitation postale, mais elles doivent être transmises au préalable par le Bureau international à toutes les administrations postales des Pays-membres[2].

---

[1] Modifié par les Congrès de Tokyo 1969 et de Washington 1989.
[2] Modifié par le Congrès de Beijing 1999.

Article 30
Modification de la Constitution

1. Pour être adoptées, les propositions soumises au Congrès et relatives à la présente Constitution doivent être approuvées par les deux tiers au moins des Pays-membres de l'Union **ayant le droit de vote**[1].

2. Les modifications adoptées par un Congrès font l'objet d'un protocole additionnel et, sauf décision contraire de ce Congrès, entrent en vigueur en même temps que les Actes renouvelés au cours du même Congrès. Elles sont ratifiées aussitôt que possible par les Pays-membres et les instruments de cette ratification sont traités conformément à la règle requise à l'article 26.

Article 31[2]
Modification du Règlement général, de la Convention et des Arrangements

1. Le Règlement général, la Convention et les Arrangements fixent les conditions auxquelles est subordonnée l'approbation des propositions qui les concernent.

2. **La Convention et les Arrangements** sont mis à exécution simultanément et ils ont la même durée. Dès le jour fixé par le Congrès pour la mise à exécution de ces Actes, les Actes correspondants du Congrès précédent sont abrogés[1].

Chapitre IV

Règlement des différends

Article 32
Arbitrages

En cas de différend entre deux ou plusieurs administrations postales des Pays-membres relativement à l'interprétation des Actes de l'Union ou de la responsabilité dérivant, pour une administration postale, de l'application de ces Actes, la question en litige est réglée par jugement arbitral.

---

[1] Modifié par le Congrès de Bucarest 2004.
[2] Modifié par le Congrès de Hamburg 1984.

Titre III

Dispositions finales

Article 33[1]
Mise à exécution et durée de la Constitution

La présente Constitution sera mise à exécution le 1er janvier 1966 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des pays contractants ont signé la présente Constitution en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du pays siège de l'Union. Une copie en sera remise à chaque Partie par **le Bureau international de l'Union postale universelle**.

Fait à Vienne, le 10 juillet 1964.

[1] Modifié par le Congrès de Bucarest 2004.

Septième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle

Table des matières

Septième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle

Les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union postale universelle réunis en Congrès à Bucarest, vu l'article 30.2 de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont adopté, sous réserve de ratification, les modifications suivantes à ladite Constitution.

Article I
(Préambule modifié)

En vue de développer les communications entre les peuples par un fonctionnement efficace des services postaux et de contribuer à atteindre les buts élevés de la collaboration internationale dans les domaines culturel, social et économique, les Plénipotentiaires des Gouvernements des pays contractants ont adopté, sous réserve de ratification, la présente Constitution.

L'Union a pour vocation de stimuler le développement durable de services postaux universels de qualité, efficaces et accessibles, pour faciliter la communication entre habitants de la planète en:

- **garantissant la libre circulation des envois postaux sur un territoire postal unique composé de réseaux interconnectés;**
- **encourageant l'adoption de normes communes équitables et l'utilisation de la technologie;**
- **assurant la coopération et l'interaction entre les parties intéressées;**
- **favorisant une coopération technique efficace;**
- **veillant à la satisfaction des besoins évolutifs des clients.**

Article II
(Article 1bis ajouté)
Définitions

1. Aux fins des Actes de l'Union postale universelle, les termes ci-après sont définis comme suit:

1.1 Service postal: ensemble des prestations postales dont l'étendue est déterminée par les organes de l'Union. Les principales obligations s'attachant à ces prestations consistent à répondre à certains objectifs sociaux et économiques des Pays-membres, en assurant la collecte, le tri, la transmission et la distribution des envois postaux.

1.2 Pays-membre: pays qui remplit les conditions énoncées à l'article 2 de la Constitution.

1.3 Territoire postal unique (un seul et même territoire postal): obligation pour les parties contractantes des Actes de l'UPU d'assurer, selon le principe de réciprocité, l'échange des envois de la poste aux lettres dans le respect de la liberté de transit et de

traiter indistinctement les envois postaux provenant des autres territoires et transitant par leur pays comme leurs propres envois postaux.

1.4 **Liberté de transit: principe selon lequel une administration postale intermédiaire est tenue de transporter les envois postaux qui lui sont remis en transit par une autre administration postale, en réservant à ce courrier le même traitement que celui appliqué aux envois du régime intérieur.**

1.5 **Envoi de la poste aux lettres: envois décrits dans la Convention.**

1.6 **Service postal international: opérations ou prestations postales réglementées par les Actes. Ensemble de ces opérations ou prestations.**

Article III
(Article 22 modifié)
Actes de l'Union

1. La Constitution est l'Acte fondamental de l'Union. Elle contient les règles organiques de l'Union **et ne peut pas faire l'objet de réserves.**

2. Le Règlement général comporte les dispositions assurant l'application de la Constitution et le fonctionnement de l'Union. Il est obligatoire pour tous les Pays-membres **et ne peut pas faire l'objet de réserves.**

3. La Convention postale universelle, le Règlement de la poste aux lettres et le Règlement concernant les colis postaux comportent les règles communes applicables au service postal international ainsi que les dispositions concernant les services de la poste aux lettres et des colis postaux. Ces Actes sont obligatoires pour tous les Pays-membres.

4. Les Arrangements de l'Union et leurs Règlements règlent les services autres que ceux de la poste aux lettres et des colis postaux entre les Pays-membres qui y sont parties. Ils ne sont obligatoires que pour ces pays.

5. Les Règlements, qui contiennent les mesures d'application nécessaires à l'exécution de la Convention et des Arrangements, sont arrêtés par le Conseil d'exploitation postale, compte tenu des décisions prises par le Congrès.

6. Les Protocoles finals éventuels annexés aux Actes de l'Union visés sous 3 à 5 contiennent les réserves à ces Actes.

Article IV
(Article 30 modifié)
Modification de la Constitution

1. Pour être adoptées, les propositions soumises au Congrès et relatives à la présente Constitution doivent être approuvées par les deux tiers au moins des Pays-membres de l'Union **ayant le droit de vote.**

2. Les modifications adoptées par un Congrès font l'objet d'un protocole additionnel et, sauf décision contraire de ce Congrès, entrent en vigueur en même temps que les Actes renouvelés au cours du même Congrès. Elles sont ratifiées aussitôt que possible par les Pays-membres et les instruments de cette ratification sont traités conformément à la règle requise à l'article 26.

Article V

(Article 31 modifié)
Modification du Règlement général, de la Convention et des Arrangements

1. Le Règlement général, la Convention et les Arrangements fixent les conditions auxquelles est subordonnée l'approbation des propositions qui les concernent.

2. **La Convention et les Arrangements** sont mis à exécution simultanément et ils ont la même durée. Dès le jour fixé par le Congrès pour la mise à exécution de ces Actes, les Actes correspondants du Congrès précédent sont abrogés.

Article VI
Adhésion au Protocole additionnel et aux autres Actes de l'Union

1. Les Pays-membres qui n'ont pas signé le présent Protocole peuvent y adhérer en tout temps.

2. Les Pays-membres qui sont parties aux Actes renouvelés par le Congrès mais qui ne les ont pas signés sont tenus d'y adhérer dans le plus bref délai possible.

3. Les instruments d'adhésion relatifs aux cas visés sous 1 et 2 doivent être adressés au Directeur général du Bureau international. Celui-ci notifie ce dépôt aux Gouvernements des Pays-membres.

Article VII
Mise à exécution et durée du protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle

Le présent Protocole additionnel sera mis à exécution le **1er janvier 2006** et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres ont dressé le présent Protocole additionnel, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de la Constitution, et ils l'ont signé en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par **le Bureau international de l'Union postale universelle.**

Fait à **Bucarest**, le **5 octobre 2004.**

Règlement général de l'Union postale universelle

Table des matières

Chapitre I

Fonctionnement des organes de l'Union

Chapitre II

Bureau international

Chapitre III

Procédure d'introduction et d'examen des propositions

123. **Procédure de présentation au Conseil d'exploitation postale des propositions concernant l'élaboration des nouveaux Règlements compte tenu des décisions prises par le Congrès**
124. Procédure de présentation des propositions entre deux Congrès
125. Examen des propositions entre deux Congrès
126. Notification des décisions adoptées entre deux Congrès
127. Mise en vigueur des Règlements et des autres décisions adoptés entre deux Congrès

Chapitre IV

Finances

128. Fixation et règlement des dépenses de l'Union
129. Sanctions automatiques
130. Classes de contribution
131. Paiement des fournitures du Bureau international

Chapitre V

Arbitrages

132. Procédure d'arbitrage

Chapitre VI

Dispositions finales

133. Conditions d'approbation des propositions concernant le Règlement général
134. Propositions concernant les Accords avec l'Organisation des Nations Unies
135. Mise à exécution et durée du Règlement général

Règlement général de l'Union postale universelle

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22.2 de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25.4 de ladite Constitution, arrêté, dans le présent Règlement général, les dispositions suivantes assurant l'application de la Constitution et le fonctionnement de l'Union.

Chapitre I

Fonctionnement des organes de l'Union

Article 101
Organisation et réunion des Congrès et Congrès extraordinaires (Const. 14, 15)

1. Les représentants des Pays-membres se réunissent en Congrès au plus tard **quatre** ans après la **fin de l'année au cours de laquelle le Congrès précédent a eu lieu**.

2. Chaque Pays-membre se fait représenter au Congrès par un ou plusieurs plénipotentiaires munis, par leur Gouvernement, des pouvoirs nécessaires. Il peut, au besoin, se faire représenter par la délégation d'un autre Pays-membre. Toutefois, il est entendu qu'une délégation ne peut représenter qu'un seul Pays-membre autre que le sien.

3. Dans les délibérations, chaque Pays-membre dispose d'une voix, sous réserve des sanctions prévues à l'article **129.**

4. En principe, chaque Congrès désigne le pays dans lequel le Congrès suivant aura lieu. Si cette désignation se révèle inapplicable, le Conseil d'administration est autorisé à désigner le pays où le Congrès tiendra ses assises, après entente avec ce dernier pays.

5. Après entente avec le Bureau international, le Gouvernement invitant fixe la date définitive et le lieu exact du Congrès. Un an, en principe, avant cette date, le Gouvernement invitant envoie une invitation au Gouvernement de chaque Pays-membre. Cette invitation peut être adressée soit directement, soit par l'intermédiaire d'un autre Gouvernement, soit par l'entremise du Directeur général du Bureau international.

6. Lorsqu'un Congrès doit être réuni sans qu'il y ait un Gouvernement invitant, le Bureau international, avec l'accord du Conseil d'administration et après entente avec le Gouvernement de la Confédération suisse, prend les dispositions nécessaires pour convoquer et organiser le Congrès dans le pays siège de l'Union. Dans ce cas, le Bureau international exerce les fonctions du Gouvernement invitant.

7. Le lieu de réunion d'un Congrès extraordinaire est fixé, après entente avec le Bureau international, par les Pays-membres ayant pris l'initiative de ce Congrès.

8. Les dispositions prévues sous 2 à 6 sont applicables par analogie aux Congrès extraordinaires.

Article 102

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil d'administration (Const. 17)

1. Le Conseil d'administration se compose de quarante et un membres qui exercent leurs fonctions durant la période qui sépare deux Congrès successifs.

2. La présidence est dévolue de droit au pays hôte du Congrès. Si ce pays se désiste, il devient membre de droit et, de ce fait, le groupe géographique auquel il appartient dispose d'un siège supplémentaire auquel les restrictions prévues sous 3 ne sont pas applicables. Dans ce cas, le Conseil d'administration élit à la présidence un des membres appartenant au groupe géographique dont fait partie le pays hôte.

3. Les quarante autres membres du Conseil d'administration sont élus par le Congrès sur la base d'une répartition géographique équitable. La moitié au moins des membres est renouvelée à l'occasion de chaque Congrès; aucun Pays-membre ne peut être choisi successivement par trois Congrès.

4. Chaque membre du Conseil d'administration désigne son représentant, qui doit être compétent dans le domaine postal.

5. Les fonctions de membre du Conseil d'administration sont gratuites. Les frais de fonctionnement de ce Conseil sont à la charge de l'Union.

6. Le Conseil d'administration a les attributions suivantes:

6.1 superviser toutes les activités de l'Union dans l'intervalle des Congrès, en tenant compte des décisions du Congrès, en étudiant les questions concernant les politiques gouvernementales en matière postale et en tenant compte des politiques réglementaires internationales telles que celles qui sont relatives au commerce des services et à la concurrence;

6.2 examiner et approuver, dans le cadre de ses compétences, toute action jugée nécessaire pour sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et le moderniser;

6.3 favoriser, coordonner et superviser toutes les formes d'assistance technique postale dans le cadre de la coopération technique internationale;

6.4 examiner et approuver le budget **biennal** et les **comptes de** l'Union;

6.5 autoriser, si les circonstances l'exigent, le dépassement du plafond des dépenses conformément à l'article **128.3** à **5;**

6.6 arrêter le Règlement financier de l'UPU;

6.7 arrêter les règles régissant le Fonds de réserve;

6.8 arrêter les règles régissant le Fonds spécial;

6.9 arrêter les règles régissant le Fonds des activités spéciales;

6.10 arrêter les règles régissant le Fonds volontaire;

6.11 assurer le contrôle de l'activité du Bureau international;

6.12 autoriser, s'il est demandé, le choix d'une classe de contribution inférieure, conformément aux conditions prévues à l'article **130.6;**

6.13 autoriser le changement de groupe géographique, si un pays le demande, en tenant compte des avis exprimés par les pays qui sont membres des groupes géographiques concernés;

6.14 arrêter le Statut du personnel et les conditions de service des fonctionnaires élus;

6.15 créer ou supprimer les postes de travail du Bureau international en tenant compte des restrictions liées au plafond des dépenses fixé;

6.16 arrêter le Règlement du Fonds social;

6.17 approuver les rapports **biennaux** établis par le Bureau international sur les activités de l'Union et sur la gestion financière et présenter, s'il y a lieu, des commentaires à leur sujet;

6.18 décider des contacts à prendre avec les administrations postales pour remplir ses fonctions;

6.19 après consultation du Conseil d'exploitation postale, décider des contacts à prendre avec les organisations qui ne sont pas des observateurs de droit, examiner et approuver les rapports du Bureau international sur les relations de l'UPU avec les autres organismes internationaux, prendre les décisions qu'il juge opportunes sur la conduite de ces relations et la suite à leur donner; désigner, en temps utile, **après consultation du Conseil d'exploitation postale et du Secrétaire général,** les organisations internationales, **les associations, les entreprises et les personnes qualifiées** qui doivent être invitées à se faire représenter à **des séances spécifiques du Congrès et de ses Commissions, lorsque cela est dans l'intérêt de l'Union ou peut profiter aux travaux du Congrès,** et charger le Directeur général du Bureau international d'envoyer les invitations nécessaires;

6.20 arrêter, au cas où il le juge utile, les principes dont le Conseil d'exploitation postale doit tenir compte lorsqu'il étudiera des questions ayant des répercussions financières importantes (taxes, frais terminaux, frais de transit, taux de base du transport aérien du courrier et dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres), suivre de près l'étude de ces questions et examiner et approuver, pour en assurer la conformité avec les principes précités, les propositions du Conseil d'exploitation postale portant sur les mêmes sujets;

6.21 étudier, à la demande du Congrès, du Conseil d'exploitation postale ou des administrations postales, les problèmes d'ordre administratif, législatif et juridique intéressant l'Union ou le service postal international; il appartient au Conseil d'administration de décider, dans les domaines susmentionnés, s'il est opportun ou non d'entreprendre les études demandées par les administrations postales dans l'intervalle des Congrès;

6.22 formuler des propositions qui seront soumises à l'approbation soit du Congrès, soit des administrations postales conformément à l'article **124;**

6.23 approuver, dans le cadre de ses compétences, les recommandations du Conseil d'exploitation postale concernant l'adoption, si nécessaire, d'une réglementation ou d'une nouvelle pratique en attendant que le Congrès décide en la matière;

6.24 examiner le rapport annuel établi par le Conseil d'exploitation postale et, le cas échéant, les propositions soumises par ce dernier;

6.25 soumettre des sujets d'étude à l'examen du Conseil d'exploitation postale, conformément à l'article 104.9.16;

6.26 désigner le pays siège du prochain Congrès dans le cas prévu à l'article 101.4;

6.27 déterminer, en temps utile et après consultation du Conseil d'exploitation postale, le nombre de Commissions nécessaires pour mener à bien les travaux du Congrès et en fixer les attributions;

6.28 désigner, après consultation du Conseil d'exploitation postale et sous réserve de l'approbation du Congrès, les Pays-membres susceptibles:

- d'assumer les vice-présidences du Congrès ainsi que les présidences et vice-présidences des Commissions, en tenant compte autant que possible de la répartition géographique équitable des Pays-membres;
- de faire partie des Commissions restreintes du Congrès;

6.29 examiner et approuver le projet de plan stratégique à présenter au Congrès et élaboré par le Conseil d'exploitation postale avec l'aide du Bureau international; examiner et approuver les révisions annuelles du plan arrêté par le Congrès sur la base des recommanda-

tions du Conseil d'exploitation postale et travailler en concertation avec le Conseil d'exploitation postale à l'élaboration et à l'actualisation annuelle du **plan;**

6.30 **établir le cadre pour l'organisation du Comité consultatif et approuver l'organisation du Comité consultatif, conformément aux dispositions de l'article 106;**

6.31 **établir des critères d'adhésion au Comité consultatif et approuver ou rejeter les demandes d'adhésion selon ces critères, en s'assurant que ces dernières soient traitées suivant une procédure accélérée, entre les réunions du Conseil d'administration;**

6.32 **désigner les membres qui feront partie du Comité consultatif;**

6.33 **réceptionner les rapports ainsi que les recommandations du Comité consultatif et en débattre, et examiner les recommandations de ce dernier pour soumission au Congrès.**

7. A sa première réunion, qui est convoquée par le Président du Congrès, le Conseil d'administration élit, parmi ses membres, quatre Vice-Présidents et arrête son Règlement intérieur.

8. Sur convocation de son Président, le Conseil d'administration se réunit, en principe une fois par an, au siège de l'Union.

9. Le Président, les Vice-Présidents, les Présidents des Commissions du Conseil d'administration ainsi que le Président du Groupe de planification stratégique forment le Comité de gestion. Ce Comité prépare et dirige les travaux de chaque session du Conseil d'administration. Il approuve, au nom du Conseil d'administration, le rapport **biennal** établi par le Bureau international sur les activités de l'Union et il assume toute autre tâche que le Conseil d'administration décide de lui confier ou dont la nécessité apparaît durant le processus de planification stratégique.

10. Le représentant de chacun des membres du Conseil d'administration participant aux sessions de cet organe, à l'exception des réunions qui ont eu lieu pendant le Congrès, a droit au remboursement soit du prix d'un billet-avion aller et retour en classe économique ou d'un billet de chemin de fer en 1re classe, soit du coût du voyage par tout autre moyen, à condition que ce montant ne dépasse pas le prix du billet-avion aller et retour en classe économique. Le même droit est accordé au représentant de chaque membre de ses Commissions, de ses Groupes de travail ou de ses autres organes lorsque ceux-ci se réunissent en dehors du Congrès et des sessions du Conseil.

11. Le Président du Conseil d'exploitation postale représente celui-ci aux séances du Conseil d'administration à l'ordre du jour desquelles figurent des questions relatives à l'organe qu'il dirige.

12. Le Président du Comité consultatif représente celui-ci aux réunions du Conseil d'administration lorsque l'ordre du jour comprend des questions intéressant le Comité consultatif.

13. Afin d'assurer une liaison efficace entre les travaux des deux organes, le Conseil d'exploitation postale peut désigner des représentants pour assister aux réunions du Conseil d'administration en qualité d'observateurs.

14. L'administration postale du pays où le Conseil d'administration se réunit est invitée à participer aux réunions en qualité d'observateur, si ce pays n'est pas membre du Conseil d'administration.

15. Le Conseil d'administration peut inviter à ses réunions, sans droit de vote, tout organisme international, tout représentant d'association ou d'entreprise ou toute personne qualifiée qu'il désire associer à ses travaux. Il peut également inviter dans les mêmes conditions une ou

plusieurs administrations postales des Pays-membres intéressées à des questions prévues à son ordre du jour.

16. A leur demande, les observateurs indiqués ci-après peuvent participer aux séances plénières et aux réunions des Commissions du Conseil d'administration, sans droit de vote:

16.1 membres du Conseil d'exploitation postale;

16.2 membres du Comité consultatif;

16.3 organisations intergouvernementales s'intéressant aux travaux du Conseil d'administration;

16.4 autres Pays-membres de l'Union.

17. Pour des raisons logistiques, le Conseil d'administration peut limiter le nombre de participants par observateur. Il peut également limiter leur droit à la parole lors des débats.

18. Les membres du Conseil d'administration participent effectivement à ses activités. Les **observateurs** peuvent, à leur demande, **être autorisés à** collaborer aux études entreprises, en respectant les conditions que le Conseil peut établir pour assurer le rendement et l'efficacité de son travail. Ils peuvent aussi être sollicités pour présider des Groupes de travail **et des Equipes de projet** lorsque leurs connaissances ou leur expérience le justifient. La participation des **observateurs** s'effectue sans frais supplémentaires pour l'Union.

19. Dans des circonstances exceptionnelles, les observateurs peuvent être exclus d'une réunion ou d'une partie d'une réunion. De même, leur droit de recevoir certains documents peut être limité si la confidentialité du sujet de la réunion ou du document l'exige; la décision concernant une telle restriction peut être prise au cas par cas par tout organe concerné ou son Président; les différents cas sont signalés au Conseil d'administration, et au Conseil d'exploitation postale s'il s'agit de questions présentant un intérêt particulier pour cet organe. Par la suite, le Conseil d'administration peut, s'il le juge nécessaire, réexaminer les restrictions, en consultation avec le Conseil d'exploitation postale lorsque cela est approprié.

Article 103
Information sur les activités du Conseil d'administration

1. Après chaque session, le Conseil d'administration informe les Pays-membres de l'Union, les Unions restreintes **et les membres du Comité consultatif** sur ses activités en leur adressant notamment un compte rendu analytique ainsi que ses résolutions et décisions.

2. Le Conseil d'administration fait au Congrès un rapport sur l'ensemble de son activité et le transmet aux administrations postales **des Pays-membres de l'Union et aux membres du Comité consultatif** au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès.

Article 104
Composition, fonctionnement et réunions du Conseil d'exploitation postale (Const. 18)

1. Le Conseil d'exploitation postale se compose de quarante membres qui exercent leurs fonctions durant la période qui sépare deux Congrès successifs.

2. Les membres du Conseil d'exploitation postale sont élus par le Congrès, en fonction d'une répartition géographique spécifiée. Vingt-quatre sièges sont réservés aux pays en développement et seize sièges aux pays développés. Le tiers au moins des membres est renouvelé à l'occasion de chaque Congrès.

3. **Chaque membre du Conseil d'exploitation postale désigne son représentant qui assume les responsabilités mentionnées dans les Actes de l'Union en matière de prestation de services.**

4. Les frais de fonctionnement du Conseil d'exploitation postale sont à la charge de l'Union. Ses membres ne reçoivent aucune rémunération. Les frais de voyage et de séjour des représentants des administrations postales participant au Conseil d'exploitation postale sont à la charge de celles-ci. Toutefois, le représentant de chacun des pays considérés comme défavorisés d'après les listes établies par l'Organisation des Nations Unies a droit, sauf pour les réunions qui ont lieu pendant le Congrès, au remboursement soit du prix d'un billet-avion aller et retour en classe économique ou d'un billet de chemin de fer en 1re classe, soit du coût du voyage par tout autre moyen, à condition que ce montant ne dépasse pas le prix du billet-avion aller et retour en classe économique.

5. A sa première réunion, qui est convoquée et ouverte par le Président du Congrès, le Conseil d'exploitation postale choisit, parmi ses membres, un Président, un Vice-Président, les Présidents des Commissions et le Président du Groupe de planification stratégique.

6. Le Conseil d'exploitation postale arrête son Règlement intérieur.

7. En principe, le Conseil d'exploitation postale se réunit tous les ans au siège de l'Union. La date et le lieu de la réunion sont fixés par son Président, après accord avec le Président du Conseil d'administration et le Directeur général du Bureau international.

8. Le Président, le Vice-Président, les Présidents des Commissions du Conseil d'exploitation postale ainsi que le Président du Groupe de planification stratégique forment le Comité de gestion. Ce Comité prépare et dirige les travaux de chaque session du Conseil d'exploitation postale et assume toutes les tâches que ce dernier décide de lui confier ou dont la nécessité apparaît durant le processus de planification stratégique.

9. Les attributions du Conseil d'exploitation postale sont les suivantes:

9.1 conduire l'étude des problèmes d'exploitation, commerciaux, techniques, économiques et de coopération technique les plus importants qui présentent de l'intérêt pour les administrations postales de tous les Pays-membres de l'Union, notamment des questions ayant des répercussions financières importantes (taxes, frais terminaux, frais de transit, taux de base du transport aérien du courrier, quotes-parts des colis postaux et dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres), élaborer des informations et des avis à leur sujet et recommander des mesures à prendre à leur égard;

9.2 procéder à la révision des Règlements de l'Union dans les six mois qui suivent la clôture du Congrès, à moins que celui-ci n'en décide autrement; en cas d'urgente nécessité, le Conseil d'exploitation postale peut également modifier lesdits Règlements à d'autres sessions; dans les deux cas, le Conseil d'exploitation reste subordonné aux directives du Conseil d'administration en ce qui concerne les politiques et les principes fondamentaux;

9.3 coordonner les mesures pratiques pour le développement et l'amélioration des services postaux internationaux;

9.4 entreprendre, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration dans le cadre des compétences de ce dernier, toute action jugée nécessaire pour sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et le moderniser;

9.5 formuler des propositions qui seront soumises à l'approbation soit du Congrès, soit des administrations postales conformément à l'article **125**; l'approbation du Conseil d'administration est requise lorsque ces propositions portent sur des questions relevant de la compétence de ce dernier;

9.6 examiner, à la demande de l'administration postale d'un Pays-membre, toute proposition que cette administration postale transmet au Bureau international selon l'article **124**, en préparer les commentaires et charger le Bureau de les annexer à ladite proposition avant de la soumettre à l'approbation des administrations postales des Pays-membres;

9.7 recommander, si nécessaire, et éventuellement après approbation par le Conseil d'administration et consultation de l'ensemble des administrations postales, l'adoption d'une réglementation ou d'une nouvelle pratique en attendant que le Congrès décide en la matière;

9.8 élaborer et présenter, sous forme de recommandations aux administrations postales, des normes en matière technique, d'exploitation et dans d'autres domaines de sa compétence où une pratique uniforme est indispensable; de même, il procède, en cas de besoin, à des modifications de normes qu'il a déjà établies;

9.9 examiner, en consultation avec le Conseil d'administration et avec son approbation, le projet de plan stratégique de l'UPU, élaboré par le Bureau international et à soumettre au Congrès; réviser chaque année le plan approuvé par le Congrès avec le concours du Groupe de planification stratégique et du Bureau international, ainsi qu'avec l'approbation du Conseil d'administration;

9.10 approuver le rapport annuel établi par le Bureau international sur les activités de l'Union dans ses parties qui ont trait aux responsabilités et fonctions du Conseil d'exploitation postale;

9.11 décider des contacts à prendre avec les administrations postales pour remplir ses fonctions;

9.12 procéder à l'étude des problèmes d'enseignement et de formation professionnelle intéressant les pays nouveaux et en développement;

9.13 prendre les mesures nécessaires en vue d'étudier et de diffuser les expériences et les progrès faits par certains pays dans les domaines de la technique, de l'exploitation, de l'économie et de la formation professionnelle intéressant les services postaux;

9.14 étudier la situation actuelle et les besoins des services postaux dans les pays nouveaux et en développement et élaborer des recommandations convenables sur les voies et les moyens d'améliorer les services postaux dans ces pays;

9.15 prendre, après entente avec le Conseil d'administration, les mesures appropriées dans le domaine de la coopération technique avec tous les Pays-membres de l'Union, en particulier avec les pays nouveaux et en développement;

9.16 examiner toutes autres questions qui lui sont soumises par un membre du Conseil d'exploitation postale, par le Conseil d'administration ou par toute administration postale d'un **Pays-membre;**

9.17 réceptionner et discuter les rapports ainsi que les recommandations du Comité consultatif, et, pour les questions intéressant le Conseil d'exploitation postale, examiner et faire des observations au sujet des recommandations du Comité consultatif pour soumission au Congrès;

9.18 désigner les membres qui feront partie du Comité consultatif.

10. Sur la base du plan stratégique de l'UPU adopté par le Congrès et, en particulier, de la partie afférente aux stratégies des organes permanents de l'Union, le Conseil d'exploitation postale établit, à sa session suivant le Congrès, un programme de travail de base contenant un certain nombre de tactiques visant à la réalisation des stratégies. Ce programme de base, comprenant un nombre limité de travaux sur des sujets d'actualité et d'intérêt commun, est révisé chaque année en fonction des réalités et des priorités nouvelles ainsi que des modifications apportées au plan stratégique.

11. Afin d'assurer une liaison efficace entre les travaux des deux organes, le Conseil d'administration peut désigner des représentants pour assister aux réunions du Conseil d'exploitation postale en qualité d'observateurs.

12. A leur demande, les observateurs indiqués ci-après peuvent participer, sans droit de vote, aux séances plénières et aux réunions des Commissions du Conseil d'exploitation postale:

12.1 membres du Conseil d'administration;

12.2 membres du Comité consultatif;

12.3 organisations intergouvernementales s'intéressant aux travaux du Conseil d'exploitation postale;

12.4 autres Pays-membres de l'Union.

13. Pour des raisons logistiques, le Conseil d'exploitation postale peut limiter le nombre de participants par observateur. Il peut également limiter leur droit à la parole lors des débats.

14. Les membres du Conseil d'exploitation postale participent effectivement à ses activités. **Les observateurs** peuvent, à leur demande, **être autorisés à** collaborer aux études entreprises, en respectant les conditions que le Conseil peut établir pour assurer le rendement et l'efficacité de son travail. **Ils** peuvent aussi être **sollicités** pour présider des Groupes de travail **et des Equipes de projet** lorsque leurs connaissances ou leur expérience le justifient. **La participation des observateurs s'effectue sans frais supplémentaires pour l'Union.**

15. Dans des circonstances exceptionnelles, les observateurs peuvent être exclus d'une réunion ou d'une partie d'une réunion. De même, leur droit de recevoir certains documents peut être limité si la confidentialité du sujet de la réunion ou du document l'exige; la décision concernant une telle restriction peut être prise au cas par cas par tout organe concerné ou son Président; les différents cas sont signalés au Conseil d'administration, et au Conseil d'exploitation postale s'il s'agit de questions présentant un intérêt particulier pour cet organe. Par la suite, le Conseil d'administration peut, s'il le juge nécessaire, réexaminer les restrictions, en consultation avec le Conseil d'exploitation postale lorsque cela est approprié.

16. Le Président du Comité consultatif représente celui-ci aux réunions du Conseil d'exploitation postale lorsque l'ordre du jour comprend des questions intéressant le Comité consultatif.

17. Le Conseil d'exploitation postale peut inviter à ses réunions, sans droit de vote:

17.1 tout organisme international ou toute personne qualifiée qu'il désire associer à ses travaux;

17.2 des administrations postales de Pays-membres n'appartenant pas au Conseil d'exploitation postale;

17.3 toute association ou entreprise qu'il souhaite consulter sur des questions concernant ses activités.

Article 105
Information sur les activités du Conseil d'exploitation postale

1. Après chaque session, le Conseil d'exploitation postale informe les **Pays-membres de l'Union,** les Unions restreintes **et les membres du Comité consultatif** sur ses activités en leur adressant notamment un compte rendu analytique ainsi que ses résolutions et décisions.

2. Le Conseil d'exploitation postale établit, à l'intention du Conseil d'administration, un rapport annuel sur ses activités.

3. Le Conseil d'exploitation postale établit, à l'intention du Congrès, un rapport sur l'ensemble de son activité et le transmet aux administrations postales des Pays-membres **de l'Union et aux membres du Comité consultatif** au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès.

Article 106
Composition, fonctionnement et réunions du Comité consultatif

1. Le Comité consultatif a pour but de représenter les intérêts du secteur postal au sens large du terme et de servir de cadre à un dialogue efficace entre les parties intéressées. Il comprend des organisations non gouvernementales représentant des clients, des fournisseurs de services de distribution, des organisations de travailleurs, des fournisseurs de biens et de services œuvrant pour le secteur des services postaux, et des organismes similaires regroupant des particuliers, ainsi que des entreprises intéressées par les services postaux internationaux. Si ces organisations sont enregistrées, elles doivent l'être dans un Pays-membre de l'Union. Le Conseil d'administration et le Conseil d'exploitation postale désignent leurs membres respectifs siégeant en tant que membres du Comité consultatif. En dehors des membres désignés par le Conseil d'administration et le Conseil d'exploitation postale, l'adhésion au Comité consultatif est déterminée à l'issue d'un processus de dépôt de demande et d'acceptation de celle-ci, établi par le Conseil d'administration et réalisé conformément à l'article 102.6.31.

2. Chaque membre du Comité consultatif désigne son propre représentant.

3. Les frais de fonctionnement du Comité consultatif sont répartis entre l'Union et les membres du Comité, selon les modalités déterminées par le Conseil d'administration.

4. Les membres du Comité consultatif ne bénéficient d'aucune rémunération ou rétribution.

5. Le Comité consultatif se réorganise après chaque Congrès, selon le cadre établi par le Conseil d'administration. Le Président du Conseil d'administration préside la réunion d'organisation du Comité consultatif, au cours de laquelle on procède à l'élection du Président dudit Comité.

6. Le Comité consultatif détermine son organisation interne et établit son propre règlement intérieur, en tenant compte des principes généraux de l'Union et sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration, après consultation du Conseil d'exploitation postale.

7. Le Comité consultatif se réunit deux fois par an. En principe, les réunions ont lieu au siège de l'Union au moment des sessions du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale. La date et le lieu de chaque réunion sont fixés par le Président du Comité consultatif, en accord avec les Présidents du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale et le Directeur général du Bureau international.

8. Le Comité consultatif établit son propre programme dans le cadre de la liste des attributions ci-après:

8.1 examiner les documents et les rapports appropriés du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale; dans des circonstances exceptionnelles, le droit de recevoir certains textes et documents peut être limité si la confidentialité du sujet de la réunion ou du document l'exige; la décision concernant une telle restriction peut être prise au cas par cas par tout organe concerné ou son Président; les différents cas sont signalés au Conseil d'administration, et au Conseil d'exploitation postale s'il s'agit de questions présentant un intérêt particulier pour cet organe; par la suite, le Conseil d'administration peut, s'il le juge nécessaire, réexaminer les restrictions, en consultation avec le Conseil d'exploitation postale lorsque cela est approprié;

8.2 mener des études et débattre de questions importantes pour les membres du Comité consultatif;

8.3 examiner les questions concernant le secteur des services postaux et présenter des rapports sur ces questions;

8.4 contribuer aux travaux du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale, notamment par la présentation de rapports et de recommandations, et par la présentation d'avis à la demande des deux Conseils;

8.5 faire des recommandations au Congrès, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration et, pour les questions intéressant le Conseil d'exploitation postale, moyennant examen et commentaire de ce dernier.

9. Le Président du Conseil d'administration et le Président du Conseil d'exploitation postale représentent ces organes aux réunions du Comité consultatif lorsque l'ordre du jour de ces réunions comprend des questions intéressant ces organes.

10. Pour assurer une liaison efficace avec les organes de l'Union, le Comité consultatif peut désigner des représentants pour participer aux réunions du Congrès, du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale ainsi que de leurs Commissions respectives en qualité d'observateurs sans droit de vote.

11. A leur demande, les membres du Comité consultatif peuvent assister aux séances plénières et aux réunions des Commissions du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale, conformément aux articles 102.16 et 104.12. Ils peuvent également participer aux travaux des Equipes de projet et des Groupes de travail aux termes des articles 102.18 et 104.14. Les membres du Comité consultatif peuvent participer au Congrès en qualité d'observateurs sans droit de vote.

12. A leur demande, les observateurs indiqués ci-après peuvent participer, sans droit de vote, aux sessions du Comité consultatif:

12.1 membres du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale;

12.2 organisations intergouvernementales s'intéressant aux travaux du Comité consultatif;

12.3 Unions restreintes;

12.4 autres membres de l'Union.

13. Pour des raisons logistiques, le Comité consultatif peut limiter le nombre de participants par observateur. Il peut également limiter leur droit à la parole lors des débats.

14. Dans des circonstances exceptionnelles, les observateurs peuvent être exclus d'une réunion ou d'une partie d'une réunion. De même, leur droit de recevoir certains documents peut être limité si la confidentialité du sujet de la réunion ou du document l'exige; la déci-

sion concernant une telle restriction peut être prise au cas par cas par tout organe concerné ou son Président; les différents cas sont signalés au Conseil d'administration, et au Conseil d'exploitation postale s'il s'agit de questions présentant un intérêt particulier pour cet organe. Par la suite, le Conseil d'administration peut, s'il le juge nécessaire, réexaminer les restrictions, en consultation avec le Conseil d'exploitation postale lorsque cela est approprié.

15. Le Bureau international, sous la responsabilité du Directeur général, assure le secrétariat du Comité consultatif.

Article 107
Information sur les activités du Comité consultatif

1. Après chaque session, le Comité consultatif informe le Conseil d'administration et le Conseil d'exploitation postale de ses activités en adressant aux Présidents de ces organes, entre autres, un compte rendu analytique de ses réunions ainsi que ses recommandations et avis.

2. Le Comité consultatif fait au Conseil d'administration un rapport d'activité annuel et en envoie un exemplaire au Conseil d'exploitation postale. Ce rapport est inclus dans la documentation du Conseil d'administration fournie aux Pays-membres de l'Union et aux Unions restreintes, conformément à l'article 103.

3. Le Comité consultatif fait au Congrès un rapport sur l'ensemble de son activité et le transmet aux administrations postales des Pays-membres de l'Union au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès.

Article **108**
Règlement intérieur des Congrès (Const. 14)

1. Pour l'organisation de ses travaux et la conduite de ses délibérations, le Congrès applique le Règlement intérieur des Congrès.

2. Chaque Congrès peut modifier ce Règlement dans les conditions fixées au Règlement intérieur lui-même.

Article **109**
Langues de travail du Bureau international

Les langues de travail du Bureau international sont le français et l'anglais.

Article **110**
Langues utilisées pour la documentation, les délibérations et la correspondance de service

1. Pour la documentation de l'Union, les langues française, anglaise, arabe et espagnole sont utilisées. Sont également utilisées les langues allemande, chinoise, portugaise et russe, à condition que la production dans ces dernières langues se limite à la documentation de base la plus importante. D'autres langues sont également utilisées, à condition que les Pays-membres qui en font la demande en supportent tous les coûts.

2. Le ou les Pays-membres ayant demandé une langue autre que la langue officielle constituent un groupe linguistique.

3. La documentation est publiée par le Bureau international dans la langue officielle et dans les langues des groupes linguistiques constitués, soit directement, soit par l'intermédiaire des bureaux régionaux de ces groupes, conformément aux modalités convenues avec le Bureau international. La publication dans les différentes langues est faite selon le même modèle.

4. La documentation publiée directement par le Bureau international est, dans la mesure du possible, distribuée simultanément dans les différentes langues demandées.

5. Les correspondances entre les administrations postales et le Bureau international et entre ce dernier et des tiers peuvent être échangées en toute langue pour laquelle le Bureau international dispose d'un service de traduction.

6. Les frais de traduction vers une langue quelle qu'elle soit, y compris ceux résultant de l'application des dispositions prévues sous 5, sont supportés par le groupe linguistique ayant demandé cette langue. Les Pays-membres utilisant la langue officielle versent, au titre de la traduction des documents non officiels, une contribution forfaitaire dont le montant par unité contributive est égal à celui supporté par les Pays-membres ayant recours à l'autre langue de travail du Bureau international. Tous les autres frais afférents à la fourniture des documents sont supportés par l'Union. Le plafond des frais à supporter par l'Union pour la production des documents en allemand, chinois, portugais et russe est fixé par une résolution du Congrès.

7. Les frais à supporter par un groupe linguistique sont répartis entre les membres de ce groupe proportionnellement à leur contribution aux dépenses de l'Union. Ces frais peuvent être répartis entre les membres du groupe linguistique selon une autre clé de répartition, à condition que les intéressés s'entendent à ce sujet et notifient leur décision au Bureau international par l'intermédiaire du porte-parole du groupe.

8. Le Bureau international donne suite à tout changement de choix de langue demandé par un Pays-membre après un délai qui ne doit pas dépasser deux ans.

9. Pour les délibérations des réunions des organes de l'Union, les langues française, anglaise, espagnole et russe sont admises, moyennant un système d'interprétation – avec ou sans équipement électronique – dont le choix est laissé à l'appréciation des organisateurs de la réunion après consultation du Directeur général du Bureau international et des Pays-membres intéressés.

10. D'autres langues sont également autorisées pour les délibérations et les réunions indiquées sous 9.

11. Les délégations qui emploient d'autres langues assurent l'interprétation simultanée en l'une des langues mentionnées sous 9, soit par le système indiqué au même paragraphe, lorsque les modifications d'ordre technique nécessaires peuvent y être apportées, soit par des interprètes particuliers.

12. Les frais des services d'interprétation sont répartis entre les Pays-membres utilisant la même langue dans la proportion de leur contribution aux dépenses de l'Union. Toutefois, les frais d'installation et d'entretien de l'équipement technique sont supportés par l'Union.

13. Les administrations postales peuvent s'entendre au sujet de la langue à employer pour la correspondance de service dans leurs relations réciproques. A défaut d'une telle entente, la langue à employer est le français.

Chapitre II

Bureau international

Article **111**
Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international

1. Le Directeur général et le Vice-Directeur général du Bureau international sont élus par le Congrès pour la période séparant deux Congrès successifs, la durée minimale de leur mandat étant de **quatre** ans. Leur mandat est renouvelable une seule fois. Sauf décision contraire du Congrès, la date de leur entrée en fonctions est fixée au 1er janvier de l'année qui suit le Congrès.

2. Au moins sept mois avant l'ouverture du Congrès, le Directeur général du Bureau international adresse une note aux Gouvernements des Pays-membres en les invitant à présenter les candidatures éventuelles pour les postes de Directeur général et de Vice-Directeur général et en indiquant en même temps si le Directeur général ou le Vice-Directeur général en fonctions sont intéressés au renouvellement éventuel de leur mandat initial. Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae, doivent parvenir au Bureau international deux mois au moins avant l'ouverture du Congrès. Les candidats doivent être des ressortissants des Pays-membres qui les présentent. Le Bureau international élabore la documentation nécessaire pour le Congrès. L'élection du Directeur général et celle du Vice-Directeur général ont lieu au scrutin secret, la première élection portant sur le poste de Directeur général.

3. En cas de vacance du poste de Directeur général, le Vice-Directeur général assume les fonctions de Directeur général jusqu'à la fin du mandat prévu pour celui-ci; il est éligible à ce poste et est admis d'office comme candidat, sous réserve que son mandat initial en tant que Vice-Directeur général n'ait pas déjà été renouvelé une fois par le Congrès précédent et qu'il déclare son intérêt à être considéré comme candidat au poste de Directeur général.

4. En cas de vacance simultanée des postes de Directeur général et de Vice-Directeur général, le Conseil d'administration élit, sur la base des candidatures reçues à la suite d'une mise au concours, un Vice-Directeur général pour la période allant jusqu'au prochain Congrès. Pour la présentation des candidatures, les dispositions prévues sous 2 s'appliquent par analogie.

5. En cas de vacance du poste de Vice-Directeur général, le Conseil d'administration charge, sur proposition du Directeur général, un des **Directeurs de grade D 2** au Bureau international d'assumer, jusqu'au prochain Congrès, les fonctions de Vice-Directeur général.

Article **112**
Fonctions du Directeur général

1. Le Directeur général organise, administre et dirige le Bureau international, dont il est le représentant légal. Il est compétent pour classer les postes des grades G 1 à D 2 et pour nommer et promouvoir les fonctionnaires dans ces grades. Pour les nominations dans les grades P 1 à D 2, il doit prendre en considération les qualifications professionnelles des candidats recommandés par les administrations postales des Pays-membres dont ils ont la nationalité, ou dans lesquels ils exercent leur activité professionnelle, en tenant compte d'une équitable répartition géographique continentale et des langues. Les postes de **grade D 2** doivent, dans toute la mesure possible, être pourvus par des candidats provenant de régions différentes et d'autres régions que celles dont le Directeur général et le Vice-Directeur général sont originaires, compte tenu de la considération dominante de l'efficacité du Bureau international. Dans le cas de postes exigeant des qualifications spéciales, le Directeur général peut s'adresser à l'extérieur. Il tient également compte, lors de la nomination d'un nouveau fonctionnaire, de ce qu'en principe les personnes qui occupent les postes des grades D 2, D 1 et P 5 doivent être des ressortissants de différents Pays-membres de l'Union. Lors de la promotion d'un fonctionnaire du Bureau international aux grades D 2, D 1 et

P 5, il n'est pas tenu à l'application du même principe. En outre, les exigences d'une équitable répartition géographique et des langues passent après le mérite dans le processus de recrutement. Le Directeur général informe le Conseil d'administration une fois par an des nominations et des promotions aux grades P 4 à D 2.

2. Le Directeur général a les attributions suivantes:

2.1 assurer les fonctions de dépositaire des Actes de l'Union et d'intermédiaire dans la procédure d'adhésion et d'admission à l'Union ainsi que de sortie de celle-ci;

2.2 notifier les décisions prises par le Congrès à tous les Gouvernements des Pays-membres;

2.3 notifier à l'ensemble des administrations postales les Règlements arrêtés ou révisés par le Conseil d'exploitation postale;

2.4 préparer le projet de budget annuel de l'Union au niveau le plus bas possible compatible avec les besoins de l'Union et le soumettre en temps opportun à l'examen du Conseil d'administration; communiquer le budget aux Pays-membres de l'Union après l'approbation du Conseil d'administration et l'exécuter;

2.5 exécuter les activités spécifiques demandées par les organes de l'Union et celles que lui attribuent les Actes;

2.6 prendre les initiatives visant à réaliser les objectifs fixés par les organes de l'Union, dans le cadre de la politique établie et des fonds disponibles;

2.7 soumettre des suggestions et des propositions au Conseil d'administration ou au Conseil d'exploitation postale;

2.8 après la clôture du Congrès, présenter au Conseil d'exploitation postale les propositions concernant les changements à apporter aux Règlements en raison des décisions du Congrès, conformément au Règlement intérieur du Conseil d'exploitation postale;

2.9 préparer, à l'intention du Conseil d'exploitation postale et sur la base des directives données par ce dernier, le projet de plan stratégique à soumettre au Congrès et le projet de révision annuelle;

2.10 assurer la représentation de l'Union;

2.11 servir d'intermédiaire dans les relations entre:

- l'UPU et les Unions restreintes;
- l'UPU et l'Organisation des Nations Unies;
- l'UPU et les organisations internationales dont les activités présentent un intérêt pour l'Union;
- l'UPU et les organismes internationaux, associations ou entreprises que les organes de l'Union souhaitent consulter ou associer à leurs travaux;

2.12 assumer la fonction de Secrétaire général des organes de l'Union et veiller à ce titre, compte tenu des dispositions spéciales du présent Règlement, notamment:

- à la préparation et à l'organisation des travaux des organes de l'Union;
- à l'élaboration, à la production et à la distribution des documents, rapports et procès-verbaux;
- au fonctionnement du secrétariat durant les réunions des organes de l'Union;

2.13 assister aux séances des organes de l'Union et prendre part aux délibérations sans droit de vote, avec la possibilité de se faire représenter.

Article **113**
Fonctions du Vice-Directeur général

1. Le Vice-Directeur général assiste le Directeur général et il est responsable devant lui.

2. En cas d'absence ou empêchement du Directeur général, le Vice-Directeur général exerce les pouvoirs de celui-ci. Il en est de même dans le cas de vacance du poste de Directeur général visé à l'article **111.3.**

Article **114**
Secrétariat des organes de l'Union (Const. 14, 15, 17, 18)

Le secrétariat des organes de l'Union est assuré par le Bureau international sous la responsabilité du Directeur général. Il adresse tous les documents publiés à l'occasion de chaque session aux administrations postales des membres de l'organe, aux administrations postales des pays qui, sans être membres de l'organe, collaborent aux études entreprises, aux Unions restreintes ainsi qu'aux autres administrations postales des Pays-membres qui en font la demande.

Article **115**
Liste des Pays-membres (Const. 2)

Le Bureau international établit et tient à jour la liste des Pays-membres de l'Union en y indiquant leur classe de contribution, leur groupe géographique et leur situation par rapport aux Actes de l'Union.

Article **116**
Renseignements. Avis. Demandes d'interprétation et de modification des Actes. Enquêtes. Intervention dans la liquidation des comptes (Const. 20, Règl. gén. **124, 125, 126**)

1. Le Bureau international se tient en tout temps à la disposition du Conseil d'administration, du Conseil d'exploitation postale et des administrations postales pour leur fournir tous renseignements utiles sur les questions relatives au service.

2. Il est chargé, notamment, de réunir, de coordonner, de publier et de distribuer les renseignements de toute nature qui intéressent le service postal international; d'émettre, à la demande des parties en cause, un avis sur les questions litigieuses; de donner suite aux demandes d'interprétation et de modification des Actes de l'Union et, en général, de procéder aux études et aux travaux de rédaction ou de documentation que lesdits Actes lui attribuent ou dont il serait saisi dans l'intérêt de l'Union.

3. Il procède également aux enquêtes qui sont demandées par les administrations postales en vue de connaître l'opinion des autres administrations postales sur une question déterminée. Le résultat d'une enquête ne revêt pas le caractère d'un vote et ne lie pas formellement.

4. Il peut intervenir à titre d'office de compensation, dans la liquidation des comptes de toute nature relatifs au service postal.

Article **117**
Coopération technique (Const. 1)

Le Bureau international est chargé, dans le cadre de la coopération technique internationale, de développer l'assistance technique postale sous toutes ses formes.

Article **118**
Formules fournies par le Bureau international (Const. 20)

Le Bureau international est chargé de faire confectionner les coupons-réponse internationaux et d'en approvisionner, au prix de revient, les administrations postales qui en font la demande.

Article **119**
Actes des Unions restreintes et arrangements spéciaux (Const. 8)

1. Deux exemplaires des Actes des Unions restreintes et des arrangements spéciaux conclus en application de l'article 8 de la Constitution doivent être transmis au Bureau international par les bureaux de ces Unions ou, à défaut, par une des parties contractantes.

2. Le Bureau international veille à ce que les Actes des Unions restreintes et les arrangements spéciaux ne prévoient pas des conditions moins favorables pour le public que celles qui sont prévues dans les Actes de l'Union et informe les administrations postales de l'existence des Unions et des arrangements susdits. Il signale au Conseil d'administration toute irrégularité constatée en vertu de la présente disposition.

Article **120**
Revue de l'Union

Le Bureau international rédige, à l'aide des documents qui sont mis à sa disposition, une revue en langues allemande, anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe.

Article **121**
Rapport **biennal** sur les activités de l'Union (Const. 20, Règl. gén. 102.6.17)

Le Bureau international fait, sur les activités de l'Union, un rapport **biennal** qui est communiqué, après approbation par le Conseil d'administration, aux administrations postales, aux Unions restreintes et à l'Organisation des Nations Unies.

Chapitre III

Procédure d'introduction et d'examen des propositions

Article **122**
Procédure de présentation des propositions au Congrès (Const. 29)

1. Sous réserve des exceptions prévues sous 2 et 5, la procédure ci-après règle l'introduction des propositions de toute nature à soumettre au Congrès par les administrations postales des Pays-membres:

a) sont admises les propositions qui parviennent au Bureau international au moins six mois avant la date fixée pour le Congrès;

b) aucune proposition d'ordre rédactionnel n'est admise pendant la période de six mois qui précède la date fixée pour le Congrès;

c) les propositions de fond qui parviennent au Bureau international dans l'intervalle compris entre six et quatre mois avant la date fixée pour le Congrès ne sont admises que si elles sont appuyées par au moins deux administrations postales;

d) les propositions de fond qui parviennent au Bureau international dans l'intervalle compris entre quatre et deux mois qui précède la date fixée pour le Congrès ne sont admises que si elles sont appuyées par au moins huit administrations postales; les propositions qui parviennent ultérieurement ne sont plus admises;

e) les déclarations d'appui doivent parvenir au Bureau international dans le même délai que les propositions qu'elles concernent.

2. Les propositions concernant la Constitution ou le Règlement général doivent parvenir au Bureau international six mois au moins avant l'ouverture du Congrès; celles qui parviennent postérieurement à cette date mais avant l'ouverture du Congrès ne peuvent être prises en considération que si le Congrès en décide ains! à la majorité des deux tiers des pays représentés au Congrès et si les conditions prévues sous 1 sont respectées.

3. Chaque proposition ne doit avoir en principe qu'un objectif et ne contenir que les modifications justifiées par cet objectif.

4. Les propositions d'ordre rédactionnel sont munies, en tête, de la mention «Proposition d'ordre rédactionnel» par les administrations postales qui les présentent et publiées par le Bureau international sous un numéro suivi de la lettre R. Les propositions non munies de cette mention mais qui, de l'avis du Bureau international, ne touchent que la rédaction sont publiées avec une annotation appropriée; le Bureau international établit une liste de ces propositions à l'intention du Congrès.

5. La procédure prescrite sous 1 et 4 ne s'applique ni aux propositions concernant le Règlement intérieur des Congrès ni aux amendements à des propositions déjà faites.

Article 123
Procédure de présentation au Conseil d'exploitation postale des propositions concernant l'élaboration des nouveaux Règlements compte tenu des décisions prises par le Congrès

1. Les Règlements de la Convention postale universelle et de l'Arrangement concernant les services de paiement de la poste sont arrêtés par le Conseil d'exploitation postale, compte tenu des décisions prises par le Congrès.

2. Les propositions de conséquence aux amendements qu'il est proposé d'apporter à la Convention ou à l'Arrangement concernant les services de paiement doivent être soumises au Bureau international en même temps que les propositions au Congrès auxquelles elles se rapportent. Elles peuvent être soumises par l'administration postale d'un seul Pays-membre de l'UPU, sans l'appui des administrations postales d'autres Pays-membres. Ces propositions doivent être envoyées à tous les Pays-membres, au plus tard un mois avant le Congrès.

3. Les autres propositions concernant les Règlements, censées être examinées par le Conseil d'exploitation postale en vue de l'élaboration des nouveaux Règlements dans les six mois suivant le Congrès, doivent être soumises au Bureau international au moins deux mois avant le Congrès.

4. Les propositions concernant les changements à apporter aux Règlements en raison des décisions du Congrès, qui sont soumises par les administrations postales des Pays-membres, doivent parvenir au Bureau international au plus tard deux mois avant l'ouverture du Conseil d'exploitation postale. Ces propositions doivent être envoyées à tous les Pays-membres, au plus tard un mois avant l'ouverture du Conseil d'exploitation postale.

Article **124**
Procédure de présentation des propositions entre deux Congrès (Const. 29, Règl. gén. **116**)

1. Pour être prise en considération, chaque proposition concernant la Convention ou les Arrangements et introduite par une administration postale entre deux Congrès doit être appuyée par au moins deux autres administrations postales. Ces propositions restent sans suite lorsque le Bureau international ne reçoit pas, en même temps, les déclarations d'appui nécessaires.

2. Ces propositions sont adressées aux autres administrations postales par l'intermédiaire du Bureau international.

3. Les propositions concernant les Règlements n'ont pas besoin d'appui, mais ne sont prises en considération par le Conseil d'exploitation postale que si celui-ci en approuve l'urgente nécessité.

Article **125**
Examen des propositions entre deux Congrès (Const. 29, Règl. gén. **116, 124**)

1. Toute proposition concernant la Convention, les Arrangements et leurs Protocoles finals est soumise à la procédure suivante: **lorsque l'administration postale d'un Pays-membre a envoyé une proposition au Bureau international, ce dernier la transmet à toutes les administrations postales des Pays-membres pour examen. Celles-ci disposent d'un délai de deux mois pour examiner la proposition et, le cas échéant, pour faire parvenir leurs observations au Bureau international.** Les amendements ne sont pas admis. **A la fin de ce délai de deux mois, le Bureau international transmet aux administrations postales des Pays-membres toutes les observations qu'il a reçues et invite l'administration postale de chaque Pays-membre ayant le droit de vote à voter pour ou contre la proposition. Les administrations postales des Pays-membres** qui n'ont pas fait parvenir leur vote dans un délai de deux mois sont considérées comme **s'étant abstenues.** Les délais précités comptent à partir de la date des circulaires du Bureau international.

2. Les propositions de modification des Règlements sont traitées par le Conseil d'exploitation postale.

3. Si la proposition concerne un Arrangement ou son Protocole final, seules les administrations postales de Pays-membres qui sont parties à cet Arrangement peuvent prendre part aux opérations indiquées sous 1.

Article **126**
Notification des décisions adoptées entre deux Congrès (Const. 29, Règl. gén. **124, 125**)

1. Les modifications apportées à la Convention, aux Arrangements et aux Protocoles finals de ces Actes sont consacrées par une notification du Directeur général du Bureau international aux Gouvernements des Pays-membres.

2. Les modifications apportées par le Conseil d'exploitation postale aux Règlements et à leurs Protocoles finals sont notifiées aux administrations postales par le Bureau international. Il en est de même des interprétations visées à l'article **36.3.2** de la Convention et aux dispositions correspondantes des Arrangements.

Article **127**
Mise en vigueur des Règlements et des autres décisions adoptés entre deux Congrès

1. Les Règlements entrent en vigueur à la même date et ont la même durée que les Actes issus du Congrès.

2. Sous réserve des dispositions sous 1, les décisions de modification des Actes de l'Union qui sont adoptées entre deux Congrès ne sont exécutoires que trois mois, au moins, après leur notification.

Chapitre IV

Finances

Article **128**
Fixation et règlement des dépenses de l'Union (Const. **22**)

1. Sous réserve des dispositions prévues sous 2 à 6, les dépenses annuelles afférentes aux activités des organes de l'Union ne doivent pas dépasser les sommes ci-après pour les années **2005** et suivantes: 37 000 000 francs suisses pour les années **2005** à **2008.** La limite de base pour **2008** s'applique également aux années postérieures en cas de report du Congrès prévu pour **2008.**

2. Les dépenses afférentes à la réunion du prochain Congrès (déplacement du secrétariat, frais de transport, frais d'installation technique de l'interprétation simultanée, frais de reproduction des documents durant le Congrès, etc.) ne doivent pas dépasser la limite de **2 900 000** francs suisses.

3. Le Conseil d'administration est autorisé à dépasser les limites fixées sous 1 et 2 pour tenir compte des augmentations des échelles de traitement, des contributions au titre des pensions ou indemnités, y compris les indemnités de poste, admises par les Nations Unies pour être appliquées à leur personnel en fonctions à Genève.

4. Le Conseil d'administration est également autorisé à ajuster, chaque année, le montant des dépenses autres que celles relatives au personnel en fonction de l'indice suisse des prix à la consommation.

5. Par dérogation aux dispositions prévues sous 1, le Conseil d'administration, ou en cas d'extrême urgence le Directeur général, peut autoriser un dépassement des limites fixées pour faire face aux réparations importantes et imprévues du bâtiment du Bureau international, sans toutefois que le montant du dépassement puisse excéder 125 000 francs suisses par année.

6. Si les crédits prévus sous 1 et 2 se révèlent insuffisants pour assurer le bon fonctionnement de l'Union, ces limites ne peuvent être dépassées qu'avec l'approbation de la majorité des Pays-membres de l'Union. Toute consultation doit comporter un exposé complet des faits justifiant une telle demande.

7. Les pays qui adhèrent à l'Union ou qui sont admis en qualité de membres de l'Union ainsi que ceux qui sortent de l'Union doivent acquitter leur cotisation pour l'année entière au cours de laquelle leur admission ou leur sortie devient effective.

8. Les Pays-membres paient à l'avance leur part contributive aux dépenses annuelles de l'Union, sur la base du budget arrêté par le Conseil d'administration. Ces parts contributives

doivent être payées au plus tard le premier jour de l'exercice financier auquel se rapporte le budget. Passé ce terme, les sommes dues sont productives d'intérêts au profit de l'Union, à raison de 3% par an durant les six premiers mois et de 6% par an à partir du septième mois.

9. Lorsque les arriérés de contributions obligatoires hors intérêts dues à l'Union par un Pays-membre sont égaux ou supérieurs à la somme des contributions de ce Pays-membre pour les deux exercices financiers précédents, ce Pays-membre peut céder irrévocablement à l'Union tout ou partie de ses créances sur d'autres Pays-membres, selon les modalités fixées par le Conseil d'administration. Les conditions de cession de créances sont à définir selon un accord convenu entre le Pays-membre, ses débiteurs/créanciers et l'Union.

10. Les Pays-membres qui, pour des raisons juridiques ou autres, sont dans l'impossibilité d'effectuer une telle cession s'engagent à conclure un plan d'amortissement de leurs comptes arriérés.

11. Sauf dans des circonstances exceptionnelles, le recouvrement des arriérés de contributions obligatoires dues à l'Union ne pourra pas s'étendre à plus de dix années.

12. Dans des circonstances exceptionnelles, le Conseil d'administration peut libérer un Pays-membre de tout ou partie des intérêts dus si celui-ci s'est acquitté, en capital, de l'intégralité de ses dettes arriérées.

13. Un Pays-membre peut également être libéré, dans le cadre d'un plan d'amortissement de ses comptes arriérés approuvé par le Conseil d'administration, de tout ou partie des intérêts accumulés ou à courir; la libération est toutefois subordonnée à l'exécution complète et ponctuelle du plan d'amortissement dans un délai convenu de dix ans au maximum.

14. Pour pallier les insuffisances de trésorerie de l'Union, il est constitué un Fonds de réserve dont le montant est fixé par le Conseil d'administration. Ce Fonds est alimenté en premier lieu par les excédents budgétaires. Il peut servir également à équilibrer le budget ou à réduire le montant des contributions des Pays-membres.

15. En ce qui concerne les insuffisances passagères de trésorerie, le Gouvernement de la Confédération suisse fait, à court terme, les avances nécessaires selon des conditions qui sont à fixer d'un commun accord. Ce Gouvernement surveille sans frais la tenue des comptes financiers ainsi que la comptabilité du Bureau international dans les limites des crédits fixés par le Congrès.

Article **129**
Sanctions automatiques

1. Tout Pays-membre étant dans l'impossibilité d'effectuer la cession prévue à l'article **128.9** et qui n'accepte pas de se soumettre à un plan d'amortissement proposé par le Bureau international conformément à l'article **128.10**, ou ne le respecte pas perd automatiquement son droit de vote au Congrès et dans les réunions du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale et n'est plus éligible à ces deux Conseils.

2. Les sanctions automatiques sont levées d'office et avec effet immédiat dès que le Pays-membre concerné s'est acquitté entièrement de ses arriérés de contributions obligatoires dues à l'Union, en capital et intérêts, ou qu'il accepte de se soumettre à un plan d'amortissement de ses comptes arriérés.

Article **130**
Classes de contribution (Const. 21, Règl. gén. **115, 128**)

1. Les Pays-membres contribuent à la couverture des dépenses de l'Union selon la classe de contribution à laquelle ils appartiennent. Ces classes sont les suivantes:

classe de 50 unités;
classe de 45 unités;
classe de 40 unités;
classe de 35 unités;
classe de 30 unités;
classe de 25 unités;
classe de 20 unités;
classe de 15 unités;
classe de 10 unités;
classe de 5 unités;
classe de 3 unités;
classe de 1 unité;
classe de 0,5 unité, réservée aux pays les moins avancés énumérés par l'Organisation des Nations Unies et à d'autres pays désignés par le Conseil d'administration.

2. Outre les classes de contribution énumérées sous 1, tout Pays-membre peut choisir de payer un nombre d'unités de contribution supérieur à 50 unités.

3. Les Pays-membres sont rangés dans l'une des classes de contribution précitées au moment de leur admission ou de leur adhésion à l'Union, selon la procédure visée à l'article 21.4 de la Constitution.

4. Les Pays-membres peuvent changer ultérieurement de classe de contribution, à la condition que ce changement soit notifié au Bureau international au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès. Cette notification, qui est portée à l'attention du Congrès, prend effet à la date de mise en vigueur des dispositions financières arrêtées par le Congrès. Les Pays-membres qui n'ont pas fait connaitre leur souhait de changer de classe de contribution dans les délais prescrits sont maintenus dans la classe de contribution à laquelle ils appartenaient jusqu'alors.

5. Les Pays-membres ne peuvent pas exiger d'être déclassés de plus d'une classe à la fois.

6. Toutefois, dans des circonstances exceptionnelles telles que des catastrophes naturelles nécessitant des programmes d'aide internationale, le Conseil d'administration peut autoriser un déclassement temporaire d'une classe, une seule fois entre deux Congrès, à la demande d'un Pays-membre si celui-ci apporte la preuve qu'il ne peut plus maintenir sa contribution selon la classe initialement choisie. Dans les mêmes circonstances, le Conseil d'administration peut également autoriser le déclassement temporaire de Pays-membres n'appartenant pas à la catégorie des pays les moins avancés et déjà rangés dans la classe de 1 unité en les faisant passer dans la classe de 0,5 unité.

7. En application des dispositions prévues sous 6, le déclassement temporaire peut être autorisé par le Conseil d'administration pour une période maximale de deux ans ou jusqu'au prochain Congrès, si celui-ci a lieu avant la fin de cette période. A l'expiration de la période fixée, le pays concerné réintègre automatiquement sa classe initiale.

8. Par dérogation aux dispositions prévues sous 4 et 5, les surclassements ne sont soumis à aucune restriction.

Article **131**
Paiement des fournitures du Bureau international (Règl. gén. **118**)

Les fournitures que le Bureau international livre à titre onéreux aux administrations postales doivent être payées dans le plus bref délai possible, et au plus tard dans les six mois à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'envoi du compte par ledit Bureau. Passé ce délai, les sommes dues sont productives d'intérêts au profit de l'Union, à raison de 5% par an, à compter du jour de l'expiration dudit délai.

Chapitre V

Arbitrages

Article **132**
Procédure d'arbitrage (Const. 32)

1. En cas de différend à régler par jugement arbitral, chacune des administrations postales en cause choisit une administration postale d'un Pays-membre qui n'est pas directement intéressée dans le litige. Lorsque plusieurs administrations postales font cause commune, elles ne comptent, pour l'application de cette disposition, que pour une seule.

2. Au cas où l'une des administrations postales en cause ne donne pas suite à une proposition d'arbitrage dans le délai de six mois, le Bureau international, si la demande lui en est faite, provoque à son tour la désignation d'un arbitre par l'administration postale défaillante ou en désigne un lui-même, d'office.

3. Les parties en cause peuvent s'entendre pour désigner un arbitre unique, qui peut être le Bureau international.

4. La décision des arbitres est prise à la majorité des voix.

5. En cas de partage des voix, les arbitres choisissent, pour trancher le différend, une autre administration postale également désintéressée dans le litige. A défaut d'une entente sur le choix, cette administration postale est désignée par le Bureau international parmi les administrations postales non proposées par les arbitres.

6. S'il s'agit d'un différend concernant l'un des Arrangements, les arbitres ne peuvent être désignés en dehors des administrations postales qui participent à cet Arrangement.

Chapitre VI

Dispositions finales

Article **133**
Conditions d'approbation des propositions concernant le Règlement général

Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Règlement général doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres représentés au Congrès **et**

ayant le droit de vote. Les deux tiers au moins des Pays-membres de l'Union **ayant le droit de vote** doivent être présents au moment du vote.

Article **134**
Propositions concernant les Accords avec l'Organisation des Nations Unies (Const. 9)

Les conditions d'approbation visées à l'article **133** s'appliquent également aux propositions tendant à modifier les Accords conclus entre l'Union postale universelle et l'Organisation des Nations Unies dans la mesure où ces Accords ne prévoient pas les conditions de modification des dispositions qu'ils contiennent.

Article **135**
Mise à exécution et durée du Règlement général

Le présent Règlement général sera mis à exécution le 1er janvier **2006** et demeurera en vigueur **pour une période indéterminée.**

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres ont signé le présent Règlement général en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le **Bureau international de l'Union postale universelle.**

Fait à **Bucarest**, le **5 octobre 2004.**

Convention postale universelle

Table des matières

Première partie

Règles communes applicables au service postal international

Chapitre unique

Dispositions générales

Art.

Deuxième partie

Règles applicables à la poste aux lettres et aux colis postaux

Chapitre 1

Offre de prestations

12. Services de base
13. Services supplémentaires
14. Courrier électronique, EMS, **logistique intégrée** et nouveaux services
15. Envois non admis. Interdictions
16. Matières radioactives et matières biologiques admissibles
17. Réclamations
18. Contrôle douanier. Droits de douane et autres droits
19. Echange de dépêches closes avec des unités militaires
20. **Normes et objectifs** en matière de qualité de service

Chapitre 2

Responsabilité

21. Responsabilité des administrations postales. Indemnités
22. Non-responsabilité des administrations postales
23. Responsabilité de l'expéditeur
24. Paiement de l'indemnité
25. Récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou sur le destinataire
26. **Réciprocité applicable aux réserves concernant la responsabilité**

Chapitre 3

Dispositions particulières à la poste aux lettres

27. Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres

Troisième partie

Rémunération

Chapitre 1

Dispositions particulières à la poste aux lettres

28. Frais terminaux. Dispositions générales
29. Frais terminaux. Dispositions applicables aux échanges entre pays **du système cible**

30. Frais terminaux. Dispositions applicables aux flux de courrier **vers, depuis et entre les pays du système transitoire**
31. **Fonds pour l'amélioration de la qualité de service**
32. Frais de transit

Chapitre 2

Autres dispositions

33. Taux de base et dispositions relatives aux frais de transport aérien
34. Quotes-parts territoriales et maritimes des colis postaux
35. Pouvoir du Conseil d'exploitation postale de fixer le montant des frais et des quotes-parts

Quatrième partie

Dispositions finales

36. Conditions d'approbation des propositions concernant la Convention et les Règlements
37. **Réserves présentées lors du Congrès**
38. Mise à exécution et durée de la Convention

Protocole final de la Convention postale universelle

Convention postale universelle

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22.3 de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25.4 de ladite Constitution, arrêté, dans la présente Convention, les règles applicables au service postal international.

Première partie

Règles communes applicables au service postal international

Chapitre unique

Dispositions générales

Article premier
Définitions

1. Aux fins de la Convention postale universelle, les termes ci-après sont définis comme suit:

1.1 service postal universel: prestation permanente aux clients de services postaux de base de qualité, en tout point du territoire d'un pays, à des prix abordables;

1.2 dépêche close: sac ou ensemble de sacs ou d'autres récipients étiquetés, plombés ou cachetés, contenant des envois postaux;

1.3 transit à découvert: transit, par un pays intermédiaire, d'envois dont le nombre ou le poids ne justifie pas la confection d'une dépêche close pour le pays de destination;

1.4 envoi postal: terme générique désignant chacune des expéditions effectuées par la poste (envoi de la poste aux lettres, colis postal, mandat de poste, etc.);

1.5 frais terminaux: rémunération due à l'administration postale de destination par l'administration postale expéditrice à titre de compensation des frais liés au traitement des envois de la poste aux lettres reçus dans le pays de destination;

1.6 frais de transit: rémunération pour les prestations faites par un organisme transporteur du pays traversé (administration postale, autre service ou combinaison des deux), concernant le transit territorial, maritime et/ou aérien des dépêches;

1.7 quote-part territoriale d'arrivée: rémunération due à l'administration postale de destination par l'administration postale expéditrice à titre de compensation des frais de traitement d'un colis postal dans le pays de destination;

1.8 quote-part territoriale de transit: rémunération due pour les prestations faites par un organisme transporteur du pays traversé (administration postale, autre service ou combinaison des deux), concernant le transit territorial et/ou aérien, pour l'acheminement d'un colis postal à travers son territoire;

1.9 quote-part maritime: rémunération due pour les prestations faites par un organisme transporteur (administration postale, autre service ou combinaison des deux) participant au transport maritime d'un colis postal.

Article 2
Désignation de la ou des entités chargées de remplir les obligations découlant de l'adhésion à la Convention

1. Les Pays-membres notifient au Bureau international, dans les six mois suivant la clôture du Congrès, le nom et l'adresse de l'organe gouvernemental chargé de superviser les affaires postales. En outre, les Pays-membres communiquent au Bureau international, dans les six mois suivant la clôture du Congrès, le nom et l'adresse du ou des opérateurs désignés officiellement pour assurer l'exploitation des services postaux et remplir les obligations découlant des Actes de l'Union sur son ou leurs territoires. Entre deux Congrès, tout changement concernant les organes gouvernementaux et les opérateurs désignés officiellement doit être notifié au Bureau international dans les meilleurs délais.

Article **3**
Service postal universel

1. Pour renforcer le concept d'unicité du territoire postal de l'Union, les Pays-membres veillent à ce que tous les utilisateurs/clients jouissent du droit à un service postal universel qui correspond à une offre de services postaux de base de qualité, fournis de manière permanente en tout point de leur territoire, à des prix abordables.

2. A cette fin, les Pays-membres établissent, dans le cadre de leur législation postale nationale ou par d'autres moyens habituels, la portée des services postaux concernés ainsi que les conditions de qualité et de prix abordables en tenant compte à la fois des besoins de la population et de leurs conditions nationales.

3. Les Pays-membres veillent à ce que les offres de services postaux et les normes de qualité soient respectées par les opérateurs chargés d'assurer le service postal universel.

4. Les Pays-membres veillent à ce que la prestation du service postal universel soit assurée de manière viable, garantissant ainsi sa pérennité.

Article **4**
Liberté de transit

1. Le principe de la liberté de transit est énoncé à l'article premier de la Constitution. Il entraîne l'obligation, pour chaque administration postale, d'acheminer toujours par les voies les plus rapides et les moyens les plus sûrs qu'elle emploie pour ses propres envois les dépêches closes et les envois de la poste aux lettres à découvert qui lui sont livrés par une autre administration postale. **Ce principe s'applique également aux envois ou aux dépêches mal dirigés.**

2. Les Pays-membres qui ne participent pas à l'échange des lettres contenant des matières biologiques périssables ou des matières radioactives ont la faculté de ne pas admettre ces envois au transit à découvert à travers leur territoire. Il en est de même pour les envois de la poste aux lettres, autres que les lettres, les cartes postales et les **cécogrammes. Cela s'applique également aux imprimés, aux périodiques, aux revues, aux petits paquets et aux sacs M dont le con-**

tenu ne satisfait pas aux dispositions légales qui règlent les conditions de leur publication ou de leur circulation dans le pays traversé.

3. La liberté de transit des colis postaux à acheminer par les voies terrestre et maritime est limitée au territoire des pays participant à ce service.

4. La liberté de transit des colis-avion est garantie dans le territoire entier de l'Union. Toutefois, les Pays-membres qui ne participent pas au service des colis postaux ne peuvent être obligés d'assurer l'acheminement, par voie de surface, des colis-avion.

5. Si un Pays-membre n'observe pas les dispositions concernant la liberté de transit, les autres Pays-membres ont le droit de supprimer le service postal avec ce pays.

Article **5**
Appartenance des envois postaux. Retrait. Modification ou correction d'adresse. Réexpédition. Renvoi à l'expéditeur des envois non distribuables

1. Tout envoi postal appartient à l'expéditeur aussi longtemps qu'il n'a pas été délivré à l'ayant droit, sauf si ledit envoi a été saisi en application de la législation du pays **d'origine ou de destination et, en cas d'application de l'article 15.2.1.1 ou 15.3, selon la législation du pays de transit.**

2. L'expéditeur d'un envoi postal peut le faire retirer du service ou en faire modifier ou corriger l'adresse. Les taxes et les autres conditions sont prescrites aux Règlements.

3. Les Pays-membres assurent la réexpédition des envois postaux, en cas de changement d'adresse du destinataire, et le renvoi à l'expéditeur des envois non distribuables. Les taxes et les autres conditions sont énoncées dans les Règlements.

Article **6**
Taxes

1. Les taxes relatives aux différents services postaux internationaux et spéciaux sont fixées par les administrations postales, en conformité avec les principes énoncés dans la Convention et les Règlements. Elles doivent en principe être liées aux coûts afférents à la fourniture de ces services.

2. L'administration d'origine fixe les taxes d'affranchissement pour le transport des envois de la poste aux lettres **et des colis postaux**. Les taxes d'affranchissement comprennent la remise des envois au domicile des destinataires, pour autant que le service de distribution soit organisé dans les pays de destination pour les envois dont il s'agit.

3. Les taxes appliquées, y compris celles mentionnées à titre indicatif dans les Actes, doivent être au moins égales à celles appliquées aux envois du régime intérieur présentant les mêmes caractéristiques (catégorie, quantité, délai de traitement, etc.).

4. Les administrations postales sont autorisées à dépasser toutes les taxes **indicatives** figurant dans les **Actes.**

5. Au-dessus de la limite minimale des taxes fixée sous 3, les administrations postales ont la faculté de concéder des taxes réduites basées sur leur législation intérieure pour les envois de la poste aux lettres **et pour les colis postaux** déposés dans leur pays. Elles ont notamment la possibilité d'accorder des tarifs préférentiels à leurs clients ayant un important trafic postal.

6. Il est interdit de percevoir sur les clients des taxes postales de n'importe quelle nature autres que celles qui sont prévues dans les Actes.

7. Sauf les cas prévus dans les Actes, chaque administration postale garde les taxes qu'elle a perçues.

Article 7
Exonération des taxes postales

1. Principe

1.1 Les cas de franchise **postale, en tant qu'exonération du paiement de l'affranchissement,** sont expressément prévus par la Convention. Toutefois, les Règlements peuvent fixer des dispositions prévoyant **tant l'exonération du paiement de l'affranchissement que l'exonération du paiement des frais de transit, des frais terminaux et des quotes-parts d'arrivée pour les envois de la poste aux lettres et les colis postaux** relatifs au service postal envoyés par les administrations postales et les Unions restreintes. En outre, les envois de la poste aux lettres et les colis postaux expédiés par le Bureau international de l'UPU à destination des Unions restreintes et les administrations postales sont considérés comme des envois relatifs au service postal et sont exonérés de toutes taxes postales. Cependant, l'administration d'origine a la faculté de percevoir des surtaxes aériennes pour ces derniers envois.

2. Prisonniers de guerre et internés civils

2.1 Sont exonérés de toutes taxes postales, à l'exclusion des surtaxes aériennes, les envois de la poste aux lettres, les colis postaux et les envois des services financiers postaux adressés aux prisonniers de guerre ou expédiés par eux soit directement, soit par l'entremise des bureaux mentionnés **dans les Règlements de la Convention et de l'Arrangement concernant les services de paiement de la poste.** Les belligérants recueillis et internés dans un pays neutre sont assimilés aux prisonniers de guerre proprement dits en ce qui concerne l'application des dispositions qui précèdent.

2.2 Les dispositions prévues sous 2.1 s'appliquent également aux envois de la poste aux lettres, aux colis postaux et aux envois des services financiers postaux, en provenance d'autres pays, adressés aux personnes civiles internées visées par la Convention de Genève du 12 août 1949 relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, ou expédiés par elles soit directement, soit par l'entremise des bureaux mentionnés **dans les Règlements de la Convention et de l'Arrangement concernant les services de paiement de la poste.**

2.3 Les bureaux mentionnés **dans les Règlements de la Convention et de l'Arrangement concernant les services de paiement de la poste** bénéficient également de la franchise postale pour les envois de la poste aux lettres, les colis postaux et les envois des services financiers postaux concernant les personnes visées sous 2.1 et 2.2 qu'ils expédient ou qu'ils reçoivent, soit directement, soit à titre d'intermédiaire.

2.4 Les colis sont admis en franchise postale jusqu'au poids de 5 kilogrammes. La limite de poids est portée à 10 kilogrammes pour les envois dont le contenu est indivisible et pour ceux qui sont adressés à un camp ou à ses hommes de confiance pour être distribués aux prisonniers.

2.5 Dans le cadre du règlement des comptes entre les administrations postales, les colis de service et les colis de prisonniers de guerre et d'internés civils ne donnent lieu à l'attribution d'aucune quote-part, exception faite des frais de transport aérien applicables aux colis-avion.

3. Cécogrammes

3.1 Les cécogrammes sont exonérés de toutes taxes postales, à l'exclusion des surtaxes aériennes.

Article 8
Timbres-poste

1. L'appellation «timbre-poste» est protégée en vertu de la présente Convention et est réservée exclusivement aux timbres qui remplissent les conditions de cet article et des Règlements.

2. Le timbre-poste:

2.1 est émis exclusivement par une autorité émettrice compétente, conformément aux Actes de l'UPU; l'émission de timbres-poste englobe leur mise en circulation;

2.2 est un attribut de souveraineté et constitue:

2.2.1 une preuve du paiement de l'affranchissement correspondant à sa valeur intrinsèque, lorsqu'il est apposé sur un envoi postal conformément aux Actes de l'Union;

2.2.2 une source de recettes supplémentaires pour les administrations postales, en tant qu'objet philatélique;

2.3 doit être en circulation sur le territoire d'origine de l'administration postale émettrice pour une utilisation aux fins d'affranchissement ou de philatélie.

3. En tant qu'attribut de souveraineté, le timbre-poste contient:

3.1 le nom du Pays-membre ou du territoire dont relève l'administration postale émettrice, en caractères latins;

3.1.1 facultativement, l'emblème officiel du Pays-membre dont relève l'administration postale émettrice;

3.1.2 en principe, sa valeur faciale en caractères latins ou en chiffres arabes;

3.1.3 facultativement, l'indication «Postes» en caractères latins ou autres.

4. Les emblèmes d'Etat, les signes officiels de contrôle et les emblèmes d'organisations intergouvernementales figurant sur les timbres-poste sont protégés, au sens de la Convention de Paris pour la protection de la propriété intellectuelle.

5. Les sujets et motifs des timbres-poste doivent:

5.1 être conformes à l'esprit du préambule de la Constitution de l'UPU et aux décisions prises par les organes de l'Union;

5.2 être en rapport étroit avec l'identité culturelle du pays de l'administration postale émettrice ou contribuer à la promotion de la culture ou au maintien de la paix;

5.3 avoir, en cas de commémoration de personnalités ou d'événements étrangers au pays ou au territoire de l'administration postale émettrice, un lien étroit avec ledit pays ou territoire;

5.4 être dépourvu de caractère politique ou offensant pour une personnalité ou un pays;

5.5 revêtir une signification importante pour le pays dont relève l'administration postale émettrice ou pour cette dernière.

6. En tant qu'objet de droits de propriété intellectuelle, le timbre-poste peut contenir:

6.1 l'indication du droit de l'administration postale émettrice d'utiliser les droits de propriété concernés, à savoir:

6.1.1 les droits d'auteur, par l'apposition du sigle du copyright (©), l'indication du propriétaire des droits d'auteur et la mention de l'année d'émission;

6.1.2 la marque enregistrée sur le territoire du Pays-membre dont relève l'administration postale émettrice, par l'apposition du sigle de l'enregistrement de la marque (®) après le nom de la marque;

6.2 le nom de l'artiste;

6.3 le nom de l'imprimeur.

7. Les marques d'affranchissement postal, les empreintes de machines à affranchir et les empreintes de presses d'imprimerie ou d'autres procédés d'impression ou de timbrage conformes aux Actes de l'UPU ne peuvent être utilisés que sur autorisation de l'administration postale.

Article **9**
Sécurité postale

1. Les Pays-membres adoptent et mettent en œuvre une stratégie d'action en matière de sécurité, à tous les niveaux de l'exploitation postale, afin de conserver et d'accroître la confiance **du public dans les services postaux, et ce dans l'intérêt de tous les agents concernés. Une telle stratégie devra impliquer l'échange des informations relatives au maintien de la sûreté et de la sécurité de transport et de transit des dépêches entre les Pays-membres.**

Article 10
Environnement

1. Les Pays-membres doivent adopter et mettre en œuvre une stratégie environnementale dynamique à tous les niveaux de l'exploitation postale et promouvoir la sensibilisation aux questions environnementales dans le cadre des services postaux.

Article 11
Infractions

1. Envois postaux

1.1 Les Pays-membres s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir les actes ci-après et pour poursuivre et punir leurs auteurs:

1.1.1 insertion dans les envois postaux de stupéfiants, de substances psychotropes ou de matières explosibles, inflammables ou autrement dangereuses, non expressément autorisée par la Convention;

1.1.2 insertion dans les envois postaux d'objets à caractère pédophile ou pornographique représentant des enfants.

2. Affranchissement en général et moyens d'affranchissement en particulier

2.1 Les Pays-membres s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir, réprimer et punir les infractions relatives aux moyens d'affranchissement prévus par la présente Convention, à savoir:

2.1.1 les timbres-poste, en circulation ou retirés de la circulation;

2.1.2 les marques d'affranchissement;

2.1.3 les empreintes de machines à affranchir ou de presses d'imprimerie;

2.1.4 les coupons-réponse internationaux.

2.2 Aux fins de la présente Convention, une infraction relative aux moyens d'affranchissement s'entend de l'un des actes ci-après, commis dans l'intention de procurer un enrichissement illégitime à son auteur ou à un tiers. Doivent être punis:

2.2.1 la falsification, l'imitation ou la contrefaçon de moyens d'affranchissement, ou tout acte illicite ou délictueux lié à leur fabrication non autorisée;

2.2.2 l'utilisation, la mise en circulation, la commercialisation, la distribution, la diffusion, le transport, la présentation ou l'exposition, y compris à des fins publicitaires, de moyens d'affranchissement falsifiés, imités ou contrefaits;

2.2.3 l'utilisation ou la mise en circulation à des fins postales de moyens d'affranchissement ayant déjà servi;

2.2.4 les tentatives visant à commettre l'une des infractions susmentionnées.

3. Réciprocité

3.1 En ce qui concerne les sanctions, aucune distinction ne doit être établie entre les actes prévus sous 2, qu'il s'agisse de moyens d'affranchissement nationaux ou étrangers; cette disposition ne peut être soumise à aucune condition de réciprocité légale ou conventionnelle.

Deuxième partie

Règles applicables à la poste aux lettres et aux colis postaux

Chapitre 1

Offre de prestations

Article **12**
Services de base

1. Les Pays-membres assurent l'admission, le traitement, le transport et la distribution des envois de la poste aux lettres.

2. Les envois de la poste aux lettres comprennent:

2.1 les envois prioritaires et non prioritaires jusqu'à 2 kilogrammes;

2.2 les lettres, cartes postales, imprimés et petits paquets jusqu'à 2 kilogrammes;

2.3 les cécogrammes jusqu'à 7 kilogrammes;

2.4 les sacs spéciaux contenant des journaux, des écrits périodiques, des livres et des documents imprimés semblables, à l'adresse du même destinataire et de la même destination, dénommés «sacs M», jusqu'à 30 kilogrammes.

3. Les envois de la poste aux lettres sont classifiés selon la rapidité de leur traitement ou selon leur contenu, conformément au Règlement de la poste aux lettres.

4. Des limites de poids supérieures à celles indiquées sous 2 s'appliquent facultativement à certaines catégories **d'envois** de la poste aux lettres, selon les conditions précisées dans le Règlement de la poste aux lettres.

5. Les Pays-membres assurent également l'admission, le traitement, le transport et la distribution des colis postaux jusqu'à 20 kilogrammes, soit en suivant les dispositions de la Convention, soit, dans le cas des colis partants et après accord bilatéral, en employant tout autre moyen plus avantageux pour leur client.

6. Des limites de poids supérieures à 20 kilogrammes s'appliquent facultativement à certaines catégories de colis postaux, selon les conditions précisées dans le Règlement concernant les colis postaux.

7. Tout pays dont l'administration postale ne se charge pas du transport des colis a la faculté de faire exécuter les clauses de la Convention par les entreprises de transport. Il peut, en même temps, limiter ce service aux colis en provenance ou à destination de localités desservies par ces entreprises.

8. Par dérogation aux dispositions prévues sous 5, les pays qui, avant le 1er janvier 2001, n'étaient pas parties à l'Arrangement concernant les colis postaux ne sont pas tenus d'assurer le service des colis postaux.

Article **13**
Services supplémentaires

1. Les Pays-membres assurent les services supplémentaires obligatoires ci-après:

1.1 service de recommandation pour les **envois-avion et les envois prioritaires partants** de la poste aux lettres;

1.2 **service de recommandation pour les envois de la poste aux lettres partants non prioritaires et de surface pour des destinations pour lesquelles aucun service prioritaire ou de courrier-avion n'est prévu;**

1.3 service de recommandation pour tous les envois arrivants de la poste aux lettres.

2. La prestation d'un service de recommandation pour les envois non prioritaires et de surface partants de la poste aux lettres pour des destinations pour lesquelles un service prioritaire ou de courrier-avion est assuré est facultative.

3. Les Pays-membres peuvent assurer les services supplémentaires facultatifs ci-après dans le cadre des relations entre les administrations ayant convenu de fournir ces services:

3.1 service des envois avec valeur déclarée pour les envois de la poste aux lettres et les colis;

3.2 service des envois à livraison attestée pour les envois de la poste aux lettres;

3.3 service des envois contre remboursement pour les envois de la poste aux lettres et les colis;

3.4 service des envois exprès pour les envois de la poste aux lettres et les colis;

3.5 service de remise en main propre pour les envois **de la poste aux lettres** recommandés, à livraison attestée **ou** avec valeur déclarée;

3.6 service des envois francs de taxes et de droits pour les envois de la poste aux lettres et les colis;

3.7 service des colis fragiles et des colis encombrants;

3.8 service de groupage «Consignment» pour les envois groupés d'un seul expéditeur destinés à l'étranger.

4. Les **trois** services supplémentaires ci-après comportent à la fois des aspects obligatoires et des aspects facultatifs:

4.1 service de correspondance commerciale-réponse internationale (CCRI), qui est essentiellement facultatif; mais toutes les administrations sont obligées d'assurer le service de retour des envois CCRI;

4.2 service des coupons-réponse internationaux; ces coupons peuvent être échangés dans tout Pays-membre, mais leur vente est facultative;

4.3 **avis de réception pour les envois de la poste aux lettres recommandés ou à livraison attestée, les colis et les envois avec valeur déclarée; toutes les administrations postales acceptent les avis de réception pour les envois arrivants; cependant, la prestation d'un service d'avis de réception pour les envois partants est facultative.**

5. Ces services et les taxes y relatives sont décrits dans les Règlements.

6. Si les éléments de service indiqués ci-après font l'objet de taxes spéciales en régime intérieur, les administrations postales sont autorisées à percevoir les mêmes taxes pour les envois internationaux, selon les conditions énoncées dans les Règlements:

6.1 distribution des petits paquets de plus de 500 grammes;

6.2 dépôt des envois de la poste aux lettres en dernière limite d'heure;

6.3 dépôt des envois en dehors des heures normales d'ouverture des guichets;

6.4 ramassage au domicile de l'expéditeur;

6.5 retrait d'un envoi de la poste aux lettres en dehors des heures normales d'ouverture des guichets;

6.6 poste restante;

6.7 magasinage des envois de la poste aux lettres dépassant 500 grammes, et des colis postaux;

6.8 livraison des colis en réponse à l'avis d'arrivée;

6.9 couverture contre le risque de force majeure.

Article **14**
Courrier électronique, EMS, **logistique intégrée** et nouveaux services

1. Les administrations postales peuvent convenir entre elles de participer aux services ci-après qui sont décrits dans les Règlements:

1.1 le courrier électronique, qui est un service faisant appel à la transmission électronique des messages;

1.2 l'EMS, **qui est un service postal express destiné aux documents et aux marchandises et qui constitue, autant que possible,** le plus rapide des services postaux par moyen physique; **les administrations postales ont la faculté de fournir ce service sur la base de l'Accord standard EMS multilatéral ou d'accords bilatéraux;**

1.3 **le service de logistique intégrée, qui répond pleinement aux besoins de la clientèle en matière de logistique et comprend les étapes précédant et suivant la transmission physique des marchandises et des documents;**

1.4 **le cachet postal électronique, qui atteste de manière probante la réalité d'un fait électronique, sous une forme donnée, à un moment donné, et auquel ont pris part une ou plusieurs parties.**

2. Les administrations postales peuvent, d'un commun accord, créer un nouveau service non expressément prévu par les Actes de l'Union. Les taxes relatives au nouveau service sont fixées par chaque administration intéressée, compte tenu des frais d'exploitation du service.

Article 15
Envois non admis. Interdictions

1. **Dispositions générales**

1.1 Les envois qui ne remplissent pas les conditions requises par la Convention et les Règlements ne sont pas admis. **Les envois expédiés en vue d'un acte frauduleux ou du non-paiement délibéré de l'intégralité des sommes dues ne sont pas admis non plus.**

1.2 **Les exceptions aux interdictions énoncées dans le présent article sont prescrites dans les Règlements.**

1.3 **Toutes les administrations postales ont la possibilité d'étendre les interdictions énoncées dans le présent article, qui peuvent être appliquées immédiatement après leur inclusion dans le recueil approprié.**

2. **Interdictions visant toutes les catégories d'envois**

2.1 **L'insertion des objets visés ci-après est interdite dans toutes les catégories d'envois:**

2.1.1 **les stupéfiants et les substances psychotropes;**

2.1.2 **les objets obscènes ou immoraux;**

2.1.3 **les objets dont l'importation ou la circulation est interdite dans le pays de destination;**

2.1.4 **les objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents ou le grand public, salir ou détériorer les autres envois, l'équipement postal ou les biens appartenant à des tiers;**

2.1.5 **les documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle échangés entre des personnes autres que l'expéditeur et le destinataire ou les personnes habitant avec eux.**

3. **Matières explosibles, inflammables ou radioactives et autres matières dangereuses**

3.1 **L'insertion de matières explosibles, inflammables ou autres matières dangereuses ainsi que les matières radioactives est interdite dans toutes les catégories d'envois.**

3.2 **Exceptionnellement, les substances et matières ci-après sont admises:**

3.2.1 **les matières radioactives expédiées dans les envois de la poste aux lettres et les colis postaux visées à l'article 16.1;**

3.2.2 **les substances biologiques expédiées dans les envois de la poste aux lettres visées à l'article 16.2.**

4. Animaux vivants

4.1 L'insertion d'animaux vivants est interdite dans toutes les catégories d'envois.

4.2 Exceptionnellement, les animaux ci-après sont admis dans les envois de la poste aux lettres autres que les envois avec valeur déclarée:

4.2.1 les abeilles, les sangsues et les vers à soie;

4.2.2 les parasites et les destructeurs d'insectes nocifs destinés au contrôle de ces insectes et échangés entre les institutions officiellement reconnues;

4.2.3 les mouches de la famille des drosophilidés utilisées pour la recherche biomédicale entre des institutions officiellement reconnues.

4.3 Exceptionnellement, les animaux ci-après sont admis dans les colis:

4.3.1 les animaux vivants dont le transport par la poste est autorisé par la réglementation postale des pays intéressés.

5. Insertion de correspondances dans les colis

5.1 L'insertion des objets visés ci-après est interdite dans les colis postaux:

5.1.1 les documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle;

5.1.2 les correspondances de toute nature échangées entre des personnes autres que l'expéditeur et le destinataire ou les personnes habitant avec eux.

6. Pièces de monnaie, billets de banque et autres objets de valeur

6.1 Il est interdit d'insérer des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux et autres objets précieux:

6.1.1 dans les envois de la poste aux lettres sans valeur déclarée;

6.1.1.1 cependant, si la législation intérieure des pays d'origine et de destination le permet, ces objets peuvent être expédiés sous enveloppe close comme envois recommandés;

6.1.2 dans les colis sans valeur déclarée, sauf si la législation intérieure des pays d'origine et de destination le permet;

6.1.3 dans les colis sans valeur déclarée échangés entre deux pays qui admettent la déclaration de valeur;

6.1.3.1 de plus, chaque administration a la faculté d'interdire l'insertion de l'or en lingots dans les colis avec ou sans valeur déclarée en provenance ou à destination de son territoire ou transmis en transit à découvert par son territoire; elle peut limiter la valeur réelle de ces envois.

7. Imprimés et cécogrammes

7.1 Les imprimés et les cécogrammes:

7.1.1 ne peuvent porter aucune annotation ni contenir aucun élément de correspondance;

7.1.2 ne peuvent contenir aucun timbre-poste, aucune formule d'affranchissement, oblitérés ou non, ni aucun papier représentatif d'une valeur, sauf dans les cas où l'envoi inclut une carte, une enveloppe ou une bande préaffranchie en vue de son retour et sur laquelle est imprimée l'adresse de l'expéditeur de l'envoi ou de son agent dans le pays de dépôt ou de destination de l'envoi original.

8. Traitement des envois admis à tort

8.1 Le traitement des envois admis à tort ressortit aux Règlements. Toutefois, les envois qui contiennent des objets visés sous 2.1.1, 2.1.2 et 3.1 ne sont en aucun cas acheminés à destination, ni livrés aux destinataires, ni renvoyés à l'origine. Si des objets visés sous 2.1.1 et 3.1 sont découverts dans des envois en transit, ces derniers seront traités conformément à la législation nationale du pays de transit.

Article **16**
Matières radioactives et matières biologiques admissibles

1. Les matières radioactives sont admises dans les envois de la poste aux lettres et dans les colis postaux, dans le cadre des relations entre les administrations postales qui se sont déclarées d'accord pour admettre ces envois soit dans leurs relations réciproques, soit dans un seul sens, aux conditions suivantes:

1.1 les matières radioactives sont conditionnées et emballées conformément aux dispositions respectives des Règlements;

1.2 lorsqu'elles sont expédiées dans les envois de la poste aux lettres, elles sont soumises au tarif des envois prioritaires ou au tarif des lettres et à la recommandation;

1.3 les matières radioactives contenues dans les envois de la poste aux lettres ou les colis postaux doivent être acheminées par la voie la plus rapide, normalement par la voie aérienne, sous réserve de l'acquittement des surtaxes aériennes correspondantes;

1.4 les matières radioactives ne peuvent être déposées que par des expéditeurs dûment autorisés.

2. Les matières biologiques sont admises dans les envois de la poste aux lettres, aux conditions suivantes:

2.1 Les matières biologiques périssables, les substances infectieuses et le gaz carbonique solide (neige carbonique), lorsqu'il est employé pour réfrigérer des substances infectieuses, ne peuvent être acheminés par le courrier que dans le cadre d'échanges entre des laboratoires qualifiés officiellement reconnus. Ces marchandises dangereuses peuvent être acceptées dans le courrier en vue de leur acheminement par avion, à condition que la législation nationale, les instructions techniques en vigueur de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et les règlements de l'IATA concernant les marchandises dangereuses le permettent.

2.2 Les matières biologiques périssables et les substances infectieuses conditionnées et emballées selon les dispositions respectives du Règlement sont soumises au tarif des envois prioritaires ou au tarif des lettres et à la recommandation. Il est permis de soumettre le traitement postal de ces envois à l'acquittement d'une surtaxe.

2.3 L'admission de matières biologiques périssables et de substances infectieuses est limitée aux Pays-membres dont les administrations postales se sont déclarées d'accord pour accepter ces envois soit dans leurs relations réciproques, soit dans un seul sens.

2.4 Ces substances ou matières sont acheminées par la voie la plus rapide, normalement par la voie aérienne, sous réserve de l'acquittement des surtaxes aériennes correspondantes, et bénéficient de la priorité à la livraison.

Article **17**
Réclamations

1. Chaque administration postale est tenue d'accepter les réclamations concernant un envoi déposé dans son service ou dans celui d'une autre administration postale, pourvu que ces réclamations soient présentées dans un délai de six mois à compter du lendemain du jour du dépôt de

l'envoi. La période de six mois concerne les relations entre réclamants et administrations postales et ne couvre pas la transmission des réclamations entre administrations postales.

1.1 Toutefois, l'acceptation des réclamations concernant la non-réception d'un envoi de la poste aux lettres ordinaire n'est pas obligatoire. Ainsi, les administrations postales qui acceptent les réclamations relatives à la non-réception d'envois de la poste aux lettres ordinaires ont la faculté de limiter leurs enquêtes aux recherches dans le service des rebuts.

2. Les réclamations sont admises dans les conditions prévues par les Règlements.

3. Le traitement des réclamations est gratuit. Toutefois, les frais supplémentaires occasionnés par une demande de transmission par le service EMS sont en principe à la charge du demandeur.

Article **18**
Contrôle douanier. Droits de douane et autres droits

1. L'administration postale du pays d'origine et celle du pays de destination sont autorisées à soumettre les envois au contrôle douanier, selon la législation de ces pays.

2. Les envois soumis au contrôle douanier peuvent être frappés, au titre postal, d'une taxe de présentation à la douane dont le montant **indicatif** est fixé par les Règlements. Cette taxe n'est perçue qu'au titre de la présentation à la douane et du dédouanement des envois qui ont été frappés de droits de douane ou de tout autre droit de même nature.

3. Les administrations postales qui ont obtenu l'autorisation d'opérer le dédouanement au nom des clients sont autorisées à percevoir sur les clients une taxe basée sur les coûts réels de l'opération.

4. Les administrations postales sont autorisées à percevoir sur les expéditeurs ou sur les destinataires des envois, selon le cas, les droits de douane et tous autres droits éventuels.

Article **19**
Echange de dépêches closes avec des unités militaires

1. Des dépêches closes de la poste aux lettres peuvent être échangées par l'intermédiaire des services territoriaux, maritimes ou aériens d'autres pays:

1.1 entre les bureaux de poste de l'un des Pays-membres et les commandants des unités militaires mises à la disposition de l'Organisation des Nations Unies;

1.2 entre les commandants de ces unités militaires;

1.3 entre les bureaux de poste de l'un des Pays-membres et les commandants de divisions navales, aériennes **ou terrestres,** de navires de guerre ou d'avions militaires de ce même pays en station à l'étranger;

1.4 entre les commandants de divisions navales, aériennes **ou terrestres,** de navires de guerre ou d'avions militaires du même pays.

2. Les envois de la poste aux lettres compris dans les dépêches visées sous 1 doivent être exclusivement à l'adresse ou en provenance des membres des unités militaires ou des états-majors et des équipages des navires ou avions de destination ou expéditeurs des dépêches. Les tarifs et les conditions d'envoi qui leur sont applicables sont déterminés, d'après sa réglementation, par l'administration postale du pays qui a mis à disposition l'unité militaire ou auquel appartiennent les navires ou les avions.

3. Sauf entente spéciale, l'administration postale du pays qui a mis à disposition l'unité militaire ou dont relèvent les navires de guerre ou avions militaires est redevable, envers les administrations concernées, des frais de transit des dépêches, des frais terminaux et des frais de transport aérien.

Article **20**
Normes et objectifs en matière de qualité de service

1. Les administrations doivent fixer **et publier leurs normes et objectifs en matière de distribution** des envois de la poste aux lettres **et des colis arrivants.**

2. **Ces normes et objectifs, augmentés du temps normalement requis pour le dédouanement, ne doivent** pas être moins **favorables** que **ceux appliqués** aux envois comparables de leur service **intérieur.**

3. Les administrations d'origine doivent **également fixer et** publier **des normes de bout en bout** pour les envois prioritaires et **les** envois-avion **de la poste aux lettres ainsi que pour les colis et les colis économiques/de surface.**

4. Les administrations postales évaluent **l'application des normes de qualité de service.**

Chapitre 2

Responsabilité

Article **21**
Responsabilité des administrations postales. Indemnités

1. Généralités

1.1 Sauf dans les cas prévus à l'article **22**, les administrations postales répondent:

1.1.1 de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des envois recommandés, des colis ordinaires et des envois avec valeur déclarée;

1.1.2 de la perte des envois à livraison attestée;

1.1.3 du renvoi d'un colis dont le motif de non-distribution n'est pas donné.

1.2 Les administrations postales n'engagent pas leur responsabilité s'il s'agit d'envois autres que ceux indiqués sous 1.1.1 et 1.1.2.

1.3 Dans tout autre cas non prévu par la présente Convention, les administrations postales n'engagent pas leur responsabilité.

1.4 Lorsque la perte ou l'avarie totale d'un envoi recommandé, d'un colis ordinaire ou d'un envoi avec valeur déclarée résulte d'un cas de force majeure ne donnant pas lieu à indemnisation, l'expéditeur a droit à la restitution des taxes acquittées, à l'exception de la taxe d'assurance.

1.5 Les montants de l'indemnité à payer ne peuvent pas être supérieurs aux montants indiqués dans le Règlement de la poste aux lettres et dans le Règlement concernant les colis postaux.

1.6 En cas de responsabilité, les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés ne sont pas pris en considération dans le montant de l'indemnité à verser.

1.7 **Toutes les dispositions relatives à la responsabilité des administrations postales sont strictes, obligatoires et exhaustives. Les administrations postales n'engagent en aucun cas leur responsabilité – même en cas de faute grave (d'erreur grave) – en dehors des limites établies dans la Convention et les Règlements.**

2. Envois recommandés

2.1 En cas de perte, de spoliation totale ou d'avarie totale d'un envoi recommandé, l'expéditeur a droit à une indemnité fixée par le Règlement de la poste aux lettres. Si l'expéditeur réclame un montant inférieur au montant fixé dans le Règlement de la poste aux lettres, les administrations ont la faculté de payer ce montant moindre et d'être remboursées sur cette base par les autres administrations éventuellement concernées.

2.2 En cas de spoliation partielle ou d'avarie partielle d'un envoi recommandé, l'expéditeur a droit à une indemnité qui correspond, en principe, au montant réel de la spoliation ou de **l'avarie.**

3. Envois à livraison attestée

3.1 En cas de perte, de spoliation totale ou d'avarie totale d'un envoi à livraison attestée, l'expéditeur a droit **seulement** à la restitution des taxes acquittées.

4. Colis ordinaires

4.1 En cas de perte, de spoliation totale ou d'avarie totale d'un colis ordinaire, l'expéditeur a droit à une indemnité fixée par le Règlement concernant les colis postaux. **Si l'expéditeur réclame un montant inférieur au montant fixé dans le Règlement concernant les colis postaux, les administrations postales ont la faculté de payer ce montant moindre et d'être remboursées sur cette base par les autres administrations postales éventuellement concernées.**

4.2 En cas de spoliation partielle ou d'avarie partielle d'un colis ordinaire, l'expéditeur a droit à une indemnité qui correspond, en principe, au montant réel de la spoliation ou de **l'avarie.**

4.3 Les administrations postales peuvent convenir d'appliquer dans leurs relations réciproques le montant par colis fixé par le Règlement concernant les colis postaux, sans égard au poids du colis.

5. Envois avec valeur déclarée

5.1 En cas de perte, de spoliation totale ou d'avarie totale d'un envoi avec valeur déclarée, l'expéditeur a droit à une indemnité qui correspond, en principe, au montant, en DTS, de la valeur déclarée.

5.2 En cas de spoliation partielle ou d'avarie partielle d'un envoi avec valeur déclarée, l'expéditeur a droit à une indemnité qui correspond, en principe, au montant réel de la spoliation ou de l'avarie. Elle ne peut toutefois en aucun cas dépasser le montant, en DTS, de la valeur **déclarée.**

6. Dans les cas visés sous 4 et 5, l'indemnité est calculée d'après le prix courant, converti en DTS, des objets ou marchandises de même nature, au lieu et à l'époque où l'envoi a été accepté au transport. A défaut de prix courant, l'indemnité est calculée d'après la valeur ordinaire des objets ou marchandises évalués sur les mêmes bases.

7. Lorsqu'une indemnité est due pour la perte, la spoliation totale ou l'avarie totale d'un envoi recommandé, d'un colis ordinaire ou d'un envoi avec valeur déclarée, l'expéditeur ou, selon le cas, le destinataire a droit, en outre, à la restitution des taxes et droits acquittés, à l'exception de la taxe de recommandation ou d'assurance. Il en est de même des envois recommandés, des colis ordinaires ou des envois avec valeur déclarée refusés par les destinataires à cause de leur mauvais état, si celui-ci est imputable au service postal et engage sa responsabilité.

8. Par dérogation aux dispositions prévues sous 2, 4 et 5, le destinataire a droit à l'indemnité après avoir pris livraison d'un envoi recommandé, d'un colis ordinaire ou d'un envoi avec valeur déclarée spolié ou avarié.

9. L'administration **postale** d'origine a la faculté de verser aux expéditeurs dans son pays les indemnités prévues par sa législation intérieure pour les envois recommandés et les colis sans valeur déclarée, à condition qu'elles ne soient pas inférieures à celles qui sont fixées sous 2.1 et 4.1. Il en est de même pour l'administration **postale** de destination lorsque l'indemnité est payée au destinataire. Les montants fixés sous 2.1 et 4.1 restent cependant applicables:

9.1 en cas de recours contre l'administration responsable;

9.2 si l'expéditeur se désiste de ses droits en faveur du destinataire ou inversement.

10. Aucune réserve concernant le paiement de l'indemnité aux administrations postales, sauf en cas d'accord bilatéral, n'est applicable à cet article.

Article **22**
Non-responsabilité des administrations postales

1. Les administrations postales cessent d'être responsables des envois recommandés, des envois à livraison attestée, des colis et des envois avec valeur déclarée dont elles ont effectué la remise dans les conditions prescrites par leur réglementation pour les envois de même nature. La responsabilité est toutefois maintenue:

1.1 lorsqu'une spoliation ou une avarie est constatée soit avant la livraison, soit lors de la livraison de l'envoi;

1.2 lorsque, la réglementation intérieure le permettant, le destinataire, le cas échéant l'expéditeur s'il y a renvoi à l'origine, formule des réserves en prenant livraison d'un envoi spolié ou avarié;

1.3 lorsque, la réglementation intérieure le permettant, l'envoi recommandé a été distribué dans une boîte aux lettres et que le destinataire déclare ne pas l'avoir reçu;

1.4 lorsque le destinataire ou, en cas de renvoi à l'origine, l'expéditeur d'un colis ou d'un envoi avec valeur déclarée, nonobstant décharge donnée régulièrement, déclare sans délai à l'administration qui lui a livré l'envoi avoir constaté un dommage; il doit administrer la preuve que la spoliation ou l'avarie ne s'est pas produite après la livraison; **le terme «sans délai» doit être interprété conformément à la législation nationale.**

2. Les administrations postales ne sont pas responsables:

2.1 en cas de force majeure, **sous réserve de** l'article **13.6.9;**

2.2 lorsque, la preuve de leur responsabilité n'ayant pas été administrée autrement, elles ne peuvent rendre compte des envois par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure;

2.3 lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou provient de la nature du contenu;

2.4 lorsqu'il s'agit d'envois **qui tombent** sous le coup des interdictions prévues à l'article **15;**

2.5 en cas de saisie, en vertu de la législation du pays de destination, selon notification de l'administration de ce pays;

2.6 lorsqu'il s'agit d'envois avec valeur déclarée ayant fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu;

2.7 lorsque l'expéditeur n'a formulé aucune réclamation dans le délai de six mois à compter du lendemain du jour de dépôt de l'envoi;

2.8 lorsqu'il s'agit de colis de prisonniers de guerre et d'internés civils;

2.9 lorsqu'on soupçonne l'expéditeur d'avoir agi avec des intentions frauduleuses dans le but de recevoir un dédommagement.

3. Les administrations postales n'assument aucune responsabilité du chef des déclarations en douane, sous quelque forme que celles-ci soient faites, et des décisions prises par les services de la douane lors de la vérification des envois soumis au contrôle douanier.

Article **23**
Responsabilité de l'expéditeur

1. L'expéditeur d'un envoi est responsable **des préjudices corporels subis par les agents des postes et** de tous les dommages causés aux autres envois postaux **ainsi qu'à l'équipement postal** par suite de l'expédition d'objets non admis au transport ou de la non-observation des conditions d'admission.

2. **En cas de dommages causés à d'autres envois postaux, l'expéditeur** est responsable dans les mêmes limites que les administrations postales **pour chaque envoi avarié.**

3. L'expéditeur demeure responsable même si le bureau de dépôt accepte un tel envoi.

4. En revanche, **lorsque les conditions d'admission ont été respectées par l'expéditeur, celui-ci** n'est pas responsable **dans la mesure où** il y a eu faute ou négligence des administrations postales ou des transporteurs **dans le traitement des envois après leur acceptation.**

Article **24**
Paiement de l'indemnité

1. Sous réserve du droit de recours contre l'administration responsable, l'obligation de payer l'indemnité et de restituer les taxes et droits incombe, selon le cas, à l'administration d'origine ou à l'administration de destination.

2. L'expéditeur a la faculté de se désister de ses droits à l'indemnité en faveur du destinataire. Inversement, le destinataire a la faculté de se désister de ses droits en faveur de l'expéditeur. L'expéditeur ou le destinataire peut autoriser une tierce personne à recevoir l'indemnité si la législation intérieure le permet.

Article **25**
Récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou sur le destinataire

1. Si, après paiement de l'indemnité, un envoi recommandé, un colis ou un envoi avec valeur déclarée ou une partie du contenu antérieurement considéré comme perdu est retrouvé, l'expéditeur ou le destinataire, selon le cas, est avisé que l'envoi est tenu à sa disposition pendant une période de trois mois, contre remboursement du montant de l'indemnité payée. Il lui est demandé, en même temps, à qui l'envoi doit être remis. En cas de refus ou de non-réponse dans le délai imparti, la même démarche est effectuée auprès du destinataire ou de l'expéditeur, selon le cas, **en lui accordant le même délai de réponse.**

2. Si l'expéditeur et le destinataire renoncent à prendre livraison de l'envoi **ou ne répondent pas dans les limites du délai fixé sous 1,** celui-ci devient la propriété de l'administration ou, s'il y a lieu, des administrations qui ont supporté le dommage.

3. En cas de découverte ultérieure d'un envoi avec valeur déclarée dont le contenu est reconnu comme étant de valeur inférieure au montant de l'indemnité payée, l'expéditeur ou le

destinataire, selon le cas, doit rembourser le montant de cette indemnité contre remise de l'envoi, sans préjudice des conséquences découlant de la déclaration frauduleuse de valeur.

Article 26
Réciprocité applicable aux réserves concernant la responsabilité

1. Par dérogation aux dispositions des articles 22 à 25, tout Pays-membre qui se réserve le droit de ne pas payer d'indemnité au titre de la responsabilité n'a pas droit à une indemnité de cette nature de la part d'un autre Pays-membre qui accepte d'assumer la responsabilité conformément aux dispositions des articles susmentionnés.

Chapitre 3

Dispositions particulières à la poste aux lettres

Article 27
Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres

1. Aucun Pays-membre n'est tenu d'acheminer ni de distribuer aux destinataires les envois de la poste aux lettres que des expéditeurs résidant sur son territoire déposent ou font déposer dans un pays étranger, en vue de bénéficier des conditions tarifaires plus favorables qui y sont appliquées.

2. Les dispositions prévues sous 1 s'appliquent sans distinction soit aux envois de la poste aux lettres préparés dans le pays de résidence de l'expéditeur et transportés ensuite à travers la frontière, soit aux envois de la poste aux lettres confectionnés dans un pays étranger.

3. L'administration de destination a le droit d'exiger de l'expéditeur et, à défaut, de l'administration de dépôt le paiement des tarifs intérieurs. Si ni l'expéditeur ni l'administration de dépôt n'accepte de payer ces tarifs dans un délai fixé par l'administration de destination, celle-ci peut soit renvoyer les envois à l'administration de dépôt en ayant le droit d'être remboursée des frais de renvoi, soit les traiter conformément à sa propre législation.

4. Aucun Pays-membre n'est tenu d'acheminer ni de distribuer aux destinataires les envois de la poste aux lettres que des expéditeurs ont déposés ou fait déposer en grande quantité dans un pays autre que celui où ils résident si le montant des frais terminaux à percevoir s'avère moins élevé que le montant qui aurait été perçu si les envois avaient été déposés dans le pays de résidence des expéditeurs. Les administrations de destination ont le droit d'exiger de l'administration de dépôt une rémunération en rapport avec les coûts supportés, qui ne pourra être supérieure au montant le plus élevé des deux formules suivantes: soit 80% du tarif intérieur applicable à des envois équivalents, soit 0,14 DTS par envoi plus 1 DTS par kilogramme. Si l'administration de dépôt n'accepte pas de payer le montant réclamé dans un délai fixé par l'administration de destination, celle-ci peut soit retourner les envois à l'administration de dépôt en ayant le droit d'être remboursée des frais de renvoi, soit les traiter conformément à sa propre législation.

Troisième partie

Rémunération

Chapitre 1

Dispositions particulières à la poste aux lettres

Article **28**
Frais terminaux. Dispositions générales

1. Sous réserve des exemptions prescrites dans les Règlements, chaque administration qui reçoit d'une autre administration des envois de la poste aux lettres a le droit de percevoir de l'administration expéditrice une rémunération pour les frais occasionnés par le courrier international reçu.

2. Pour l'application des dispositions concernant la rémunération des frais terminaux, les administrations postales sont classées comme **pays et territoires du système cible** ou **pays et territoires ayant droit de faire partie du système transitoire**, conformément à la liste établie à cet effet par le Congrès **dans sa résolution C 12/2004. Dans les dispositions sur les frais terminaux, les pays et territoires sont nommés «pays».**

3. Les dispositions de la présente Convention concernant le paiement des frais terminaux constituent des mesures transitoires conduisant à l'adoption d'un système de paiement tenant compte d'éléments propres à chaque pays.

4. Accès au régime intérieur

4.1 Chaque administration met à la disposition des autres administrations l'ensemble des tarifs, termes et conditions qu'elle offre dans son régime intérieur, dans des conditions identiques, à ses clients nationaux.

4.2 Une administration expéditrice peut, à des conditions comparables, demander à l'administration **de destination du système cible** de bénéficier des mêmes conditions que cette dernière a prévues avec ses clients nationaux pour des envois équivalents.

4.3 Les administrations **du système transitoire** doivent indiquer si elles autorisent l'accès aux conditions mentionnées sous 4.1.

4.3.1 Lorsqu'une administration **du système transitoire** déclare autoriser l'accès aux conditions offertes dans son régime intérieur, cette autorisation s'applique à l'ensemble des administrations de l'Union de manière non discriminatoire.

4.4 Il appartient à l'administration de destination de décider si les conditions d'accès à son régime intérieur sont remplies par l'administration d'origine.

5. Les taux des frais terminaux du courrier en nombre ne doivent pas être supérieurs aux taux les plus favorables appliqués par l'administration de destination en vertu d'arrangements bilatéraux ou multilatéraux concernant les frais terminaux. Il appartient à l'administration de destination de juger si l'administration d'origine a rempli ou non les conditions d'accès.

6. La rémunération des frais terminaux sera basée sur la performance de la qualité de service dans le pays de destination. Le Conseil d'exploitation postale sera par conséquent autorisé à accorder des primes à la rémunération indiquée aux articles 29 et 30 afin d'encourager la participation au système de contrôle et pour récompenser les administrations qui atteignent leur objectif de qualité. Le Conseil d'exploitation postale peut aussi fixer des

pénalités dans le cas d'une qualité insuffisante, mais la rémunération ne peut pas aller au-dessous de la rémunération minimale indiquée aux articles 29 et 30.

7. Toute administration peut renoncer totalement ou partiellement à la rémunération prévue sous 1.

8. Les administrations intéressées peuvent, par accord bilatéral ou multilatéral, appliquer d'autres systèmes de rémunération pour le règlement des comptes au titre des frais terminaux.

Article **29**
Frais terminaux. Dispositions applicables aux échanges entre pays **du système cible**

1. La rémunération pour les envois de la poste aux lettres, y compris le courrier en nombre, à l'exclusion des sacs M, est établie d'après l'application des taux par envoi et par kilogramme reflétant les coûts de traitement dans le pays de destination; ces coûts doivent être en relation avec les tarifs intérieurs. Le calcul des taux s'effectue selon les conditions précisées dans le Règlement de la poste aux lettres.

2. **Les** taux par envoi et par kilogramme **sont** calculés à partir **d'un pourcentage** de la taxe d'une lettre **prioritaire** de 20 grammes du régime intérieur, **comme suit:**

2.1 pour **2006: 62%;**

2.2 pour **2007: 64%;**

2.3 pour **2008: 66%;**

2.4 pour 2009: 68%.

3. Les taux ne pourront pas dépasser:

3.1 pour 2006: 0,226 DTS par envoi et 1,768 DTS par kilogramme;

3.2 pour 2007: 0,231 DTS par envoi et 1,812 DTS par kilogramme;

3.3 pour 2008: 0,237 DTS par envoi et 1,858 DTS par kilogramme;

3.4 pour 2009: 0,243 DTS par envoi et 1,904 DTS par kilogramme.

4. Pour la période de **2006** à **2009**, les taux à appliquer ne pourront pas être inférieurs à 0,147 DTS par envoi et 1,491 DTS par kilogramme. **Pour autant que l'augmentation des taux ne dépasse pas 100% de la taxe d'une lettre prioritaire de 20 grammes du régime intérieur du pays concerné, les taux minimaux prendront les valeurs suivantes:**

4.1 pour 2006: 0,151 DTS par envoi et 1,536 DTS par kilogramme;

4.2 pour 2007: 0,154 DTS par envoi et 1,566 DTS par kilogramme;

4.3 pour 2008: 0,158 DTS par envoi et 1,598 DTS par kilogramme;

4.4 pour 2009: 0,161 DTS par envoi et 1,630 DTS par kilogramme.

5. Pour les sacs M, le taux à appliquer est de **0,793** DTS par kilogramme.

5.1 Les sacs M de moins de 5 kilogrammes sont considérés comme pesant 5 kilogrammes pour la rémunération des frais terminaux.

6. **Une** rémunération supplémentaire de 0,5 DTS par envoi **est prévue pour les** envois recommandés et **une rémunération supplémentaire** de 1 DTS par envoi **est prévue pour les** envois avec valeur déclarée.

7. Les dispositions prévues entre pays **du système cible** s'appliquent à tout pays **du système transitoire** déclarant vouloir **joindre le système cible. Le Conseil d'exploitation postale peut fixer les mesures transitoires dans le** Règlement de la poste aux lettres.

8. Aucune réserve, sauf en cas d'accord bilatéral, n'est applicable à cet article.

Article **30**

Frais terminaux. Dispositions applicables aux flux de courrier **vers, depuis et entre les pays du système transitoire**

1. Rémunération

1.1 La rémunération pour les envois de la poste aux lettres, à l'exclusion des sacs M, est de **0,147 DTS par envoi et de 1,491** DTS par kilogramme.

1.1.1 Pour les flux inférieurs à 100 tonnes par an, les deux composantes sont converties à un taux total de 3,727 DTS par kilogramme sur la base d'un nombre moyen mondial de 15,21 envois par kilogramme.

1.1.2 Pour les flux supérieurs à 100 tonnes par an, le taux total de 3,727 DTS par kilogramme est appliqué si ni l'administration de destination ni l'administration d'origine ne demandent une révision du taux sur la base du nombre réel d'envois par kilogramme du flux en question. En outre, ce taux est appliqué lorsque le nombre réel d'envois par kilogramme se situe entre 13 et 17.

1.1.3 Lorsqu'une des administrations demande l'application du nombre réel d'envois par kilogramme, le calcul de la rémunération du flux en question est effectué selon le mécanisme de révision prévu dans le Règlement de la poste aux lettres.

1.1.4 La révision à la baisse du taux total indiqué sous 1.1.2 ne peut pas être invoquée par un pays du système cible à l'encontre d'un pays du système transitoire, à moins que ce dernier pays ne demande une révision dans le sens inverse.

1.2 Pour les sacs M, le taux à appliquer est de **0,793** DTS par kilogramme.

1.2.1 Les sacs M de moins de 5 kilogrammes sont considérés comme pesant 5 kilogrammes pour la rémunération des frais terminaux.

1.3 **Une** rémunération supplémentaire de 0,5 DTS par envoi **est prévue pour les** envois recommandés et **une rémunération supplémentaire** de 1 DTS par envoi **est prévue pour les** envois avec valeur déclarée.

2. Mécanisme d'harmonisation des systèmes

2.1 Lorsqu'une administration **du système cible** destinataire d'un flux de courrier de plus de 50 tonnes par an constate que le poids annuel de ce flux dépasse le seuil calculé selon les conditions précisées au Règlement de la poste aux lettres, elle peut appliquer au courrier excédant ce seuil le système de rémunération prévu à l'article **29**, à condition qu'elle n'ait pas appliqué le mécanisme de révision.

2.2 Lorsqu'une administration du système transitoire qui reçoit en une année un flux de courrier supérieur à 50 tonnes d'un autre pays du système transitoire établit que le poids annuel de ce flux excède le seuil calculé selon les conditions précisées dans le Règlement de la poste aux lettres, elle peut appliquer au courrier excédant ce seuil le supplément de rémunération prévu à l'article 31, à condition qu'elle n'ait pas appliqué le mécanisme de révision.

3. Courrier en nombre

3.1 La rémunération pour le courrier en nombre **à l'intention des pays du système cible** est établie d'après l'application des taux par envoi et par kilogramme prévus à l'article **29.**

3.2 **Les administrations du système transitoire peuvent demander, pour le courrier en nombre reçu, une rémunération de 0,147 DTS par envoi et de 1,491 DTS par kilogramme.**

4. **Aucune réserve, sauf en cas d'accord bilatéral, n'est applicable à cet article.**

Article 31
Fonds pour l'amélioration de la qualité de service

1. Excepté pour les sacs M et les envois en nombre, les frais terminaux payables par tous les pays et territoires aux pays classés par le Conseil économique et social dans la catégorie des pays les moins avancés font l'objet d'une majoration correspondant à 16,5% du taux de 3,727 DTS par kilogramme indiqué à l'article 30, aux fins de l'alimentation du Fonds pour améliorer la qualité de service dans les pays les moins avancés. Aucun paiement de cette nature n'a lieu entre les pays les moins avancés.

2. Les Pays-membres de l'UPU et les territoires compris dans l'Union ont la faculté de déposer, auprès du Conseil d'administration, une demande dûment justifiée pour que leur pays ou territoire soit considéré comme ayant besoin de ressources supplémentaires. Les pays classés MCARB 1 (anciens pays en développement) ont la faculté de présenter une requête au Conseil d'administration pour bénéficier du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service aux mêmes conditions que les pays les moins avancés. En outre, les pays classés par le Programme des Nations Unies pour le développement dans la catégorie des pays contributeurs nets ont la faculté de présenter une requête au Conseil d'administration pour bénéficier du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service aux mêmes conditions que les pays éligibles au MCARB 1. Les requêtes considérées favorablement en vertu du présent article prennent effet le premier jour de l'année civile suivant celle de la décision du Conseil d'administration. Le Conseil d'administration évalue la demande et décide, sur la base de critères d'appréciation sévères, si un pays peut ou non être considéré comme un pays moins avancé ou un pays éligible au MCARB 1, selon le cas, au regard du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service. Le Conseil d'administration revoit et actualise chaque année la liste des Pays-membres de l'UPU et des territoires compris dans l'Union.

3. Excepté pour les sacs M et les envois en nombre, les frais terminaux payables par les pays et territoires classés par le Congrès dans la catégorie des pays industrialisés aux fins de rémunération des frais terminaux aux pays et territoires classés par le Programme des Nations Unies pour le développement dans la catégorie des pays autres que les pays les moins avancés pouvant bénéficier des ressources MCARB 1 font l'objet d'une majoration correspondant à 8% du taux de 3,727 DTS par kilogramme indiqué à l'article 30, au titre de l'alimentation dudit Fonds pour améliorer la qualité de service dans les pays de cette dernière catégorie.

4. Excepté pour les sacs M et les envois en nombre, les frais terminaux payables par les pays et territoires classés par le Congrès dans la catégorie des pays industrialisés aux fins de rémunération des frais terminaux aux pays et territoires classés par le même Congrès dans la catégorie des pays en développement autres que ceux indiqués sous 1 et 3 font l'objet d'une majoration correspondant à 1% du taux de 3,727 DTS par kilogramme indiqué à l'article 30, au titre de l'alimentation dudit Fonds pour améliorer la qualité de service.

5. Les pays et territoires habilités à bénéficier des ressources MCARB 1 peuvent chercher à améliorer la qualité de leur service grâce à des projets régionaux ou multinationaux

en faveur des pays les moins avancés ou des pays à faible revenu. Ces projets profiteraient directement à toutes les parties qui contribueraient à leur financement par l'intermédiaire du Fonds pour l'amélioration de la qualité de service.

6. Les projets régionaux devraient notamment favoriser la concrétisation des programmes de l'UPU en faveur de l'amélioration de la qualité de service et la mise en place de systèmes de comptabilité analytique dans les pays en développement. Le Conseil d'exploitation postale adoptera en 2006 au plus tard des procédures adaptées en vue du financement de ces projets.

Article **32**
Frais de transit

1. **Les** dépêches closes **et les envois en transit à découvert échangés** entre deux administrations ou entre deux bureaux du même pays au moyen des services d'une ou de plusieurs autres administrations (services tiers) sont **soumis** au paiement des frais de transit. Ceux-ci constituent une rétribution pour les prestations concernant le transit territorial, le transit maritime et le transit **aérien.**

Chapitre 2

Autres dispositions

Article **33**
Taux de base et dispositions relatives aux frais de transport aérien

1. Le taux de base à appliquer au règlement des comptes entre administrations au titre des transports aériens est approuvé par le Conseil d'exploitation postale. Il est calculé par le Bureau international d'après la formule spécifiée dans le Règlement de la poste aux lettres.

2. Le calcul des frais de transport aérien des dépêches closes, **des envois prioritaires, des envois-avion** et des colis-avion en transit à découvert, **de même que les modes de décompte y relatifs, est décrit** dans le Règlement **de la poste aux lettres et le Règlement** concernant les colis postaux.

3. Les frais de transport pour tout le parcours aérien sont:

3.1 lorsqu'il s'agit de dépêches closes, à la charge de l'administration du pays d'origine, **y compris lorsque ces dépêches transitent par une ou plusieurs administrations postales intermédiaires;**

3.2 lorsqu'il s'agit d'envois prioritaires et d'envois-avion en transit à découvert, y compris ceux qui sont mal acheminés, à la charge de l'administration qui remet les envois à une autre administration.

4. Ces mêmes règles sont applicables aux envois exempts de frais de transit territorial et maritime s'ils sont acheminés par avion.

5. Chaque administration de destination qui assure le transport aérien du courrier international à l'intérieur de son pays a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés par ce transport, pourvu que la distance moyenne pondérée des parcours effectués dépasse 300 kilomètres. **Le Conseil d'exploitation postale peut remplacer la distance moyenne pondérée par un autre critère pertinent.** Sauf accord prévoyant la gratuité, les frais doivent être

uniformes pour toutes les dépêches prioritaires et les dépêches-avion provenant de l'étranger, que ce courrier soit réacheminé ou non par voie aérienne.

6. Cependant, lorsque la compensation des frais terminaux perçue par l'administration de destination est fondée spécifiquement sur les coûts ou sur les tarifs intérieurs, aucun remboursement supplémentaire au titre des frais de transport aérien intérieur n'est effectué.

7. L'administration de destination exclut, en vue du calcul de la distance moyenne pondérée, le poids de toutes les dépêches pour lesquelles le calcul de la compensation des frais terminaux est spécifiquement fondé sur les coûts ou sur les tarifs intérieurs de l'administration de destination.

Article **34**
Quotes-parts territoriales et maritimes des colis postaux

1. Les colis échangés entre deux administrations postales sont soumis aux quotes-parts territoriales d'arrivée calculées en combinant le taux **de base** par colis et le taux **de base** par kilogramme fixés par le Règlement.

1.1 Tenant compte des taux **de base** ci-dessus, les administrations **postales peuvent en outre être autorisées à bénéficier de taux supplémentaires par colis et par kilogramme, conformément aux dispositions prévues par le Règlement.**

1.2 Les quotes-parts visées sous 1 et 1.1 sont à la charge de l'administration du pays d'origine, à moins que le Règlement concernant les colis postaux ne prévoie des dérogations à ce principe.

1.3 Les quotes-parts territoriales d'arrivée doivent être uniformes pour l'ensemble du territoire de chaque pays.

2. Les colis échangés entre deux administrations ou entre deux bureaux du même pays au moyen des services terrestres d'une ou de plusieurs autres administrations sont soumis, au profit des pays dont les services participent à l'acheminement territorial, aux quotes-parts territoriales de transit fixées par le Règlement selon l'échelon de distance.

2.1 Pour les colis en transit à découvert, les administrations intermédiaires sont autorisées à réclamer la quote-part forfaitaire par envoi fixée par le Règlement.

2.2 Les quotes-parts territoriales de transit sont à la charge de l'administration du pays d'origine, à moins que le Règlement concernant les colis postaux ne prévoie des dérogations à ce principe.

3. Chacun des pays dont les services participent au transport maritime de colis est autorisé à réclamer les quotes-parts maritimes. Ces quotes-parts sont à la charge de l'administration du pays d'origine, à moins que le Règlement concernant les colis postaux ne prévoie des dérogations à ce principe.

3.1 Pour chaque service maritime emprunté, la quote-part maritime est fixée par le Règlement concernant les colis postaux selon l'échelon de distance.

3.2 Les administrations postales ont la faculté de majorer de 50% au maximum la quote-part maritime calculée conformément à 3.1. Par contre, elles peuvent la réduire à leur gré.

Article **35**
Pouvoir du Conseil d'exploitation postale de fixer le montant des frais et des quotes-parts

1. Le Conseil d'exploitation postale a le pouvoir de fixer les frais et les quotes-parts ci-après, qui doivent être payés par les administrations postales selon les conditions énoncées dans les Règlements:

1.1 frais de transit pour le traitement **et le transport** des dépêches de la poste aux lettres par au moins un pays tiers;

1.2 taux de base et frais de transport aérien applicables au courrier-avion;

1.3 quotes-parts territoriales d'arrivée pour le traitement des colis arrivants;

1.4 quotes-parts territoriales de transit pour le traitement **et le transport** des colis par un pays tiers;

1.5 quotes-parts maritimes pour le transport maritime des colis.

2. La révision qui pourra être faite, grâce à une méthodologie qui assure une rémunération équitable aux administrations assurant les services, devra s'appuyer sur des données économiques et financières fiables et représentatives. La modification éventuelle qui pourra être décidée entrera en vigueur à une date fixée par le Conseil d'exploitation postale.

Quatrième partie

Dispositions finales

Article **36**
Conditions d'approbation des propositions concernant la Convention et les Règlements

1. Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives à la présente Convention doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votants **ayant le droit de vote.** La moitié au moins des Pays-membres représentés au Congrès **ayant le droit de vote** doivent être présents au moment du vote.

2. Pour devenir exécutoires, les propositions relatives au Règlement de la poste aux lettres et au Règlement concernant les colis postaux doivent être approuvées par la majorité des membres du Conseil d'exploitation postale **ayant le droit de vote.**

3. Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives à la présente Convention et à son Protocole final doivent réunir:

3.1 les deux tiers des suffrages, la moitié au moins des Pays-membres de l'Union **ayant le droit de vote et** ayant **participé au suffrage,** s'il s'agit de modifications;

3.2 la majorité des suffrages s'il s'agit de l'interprétation des dispositions.

4. Nonobstant les dispositions prévues sous 3.1, tout Pays-membre dont la législation nationale est encore incompatible avec la modification proposée a la faculté de faire une déclaration écrite au Directeur général du Bureau international indiquant qu'il ne lui est pas possible d'accepter cette modification, dans les quatre-vingt-dix jours à compter de la date de notification de celle-ci.

Article 37
Réserves présentées lors du Congrès

1. Toute réserve incompatible avec l'objet et le but de l'Union n'est pas autorisée.

2. En règle générale, les Pays-membres qui ne peuvent pas faire partager leur point de vue par les autres Pays-membres doivent s'efforcer, dans la mesure du possible, de se rallier

à l'opinion de la majorité. La réserve doit se faire en cas de nécessité absolue et être motivée d'une manière appropriée.

3. La réserve à des articles de la présente Convention doit être soumise au Congrès sous la forme d'une proposition écrite en une des langues de travail du Bureau international conformément aux dispositions y relatives du Règlement intérieur du Congrès.

4. Pour être effective, la réserve soumise au Congrès doit être approuvée par la majorité requise dans chaque cas pour la modification de l'article auquel se rapporte la réserve.

5. En principe, la réserve est appliquée sur une base de réciprocité entre le Pays-membre l'ayant émise et les autres Pays-membres.

6. La réserve à la présente Convention sera insérée dans son Protocole final sur la base de la proposition approuvée par le Congrès.

Article **38**
Mise à exécution et durée de la Convention

1. La présente Convention sera mise à exécution le **1er janvier 2006** et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres ont signé la présente Convention en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le **Bureau international de l'Union postale universelle.**

Fait à **Bucarest**, le **5 octobre 2004.**

Protocole final de la Convention postale universelle

Au moment de procéder à la signature de la Convention postale universelle conclue à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

Article I
Appartenance des envois postaux. Retrait. Modification ou correction d'adresse

1. Les dispositions de l'article **5.1** et **2**, ne s'appliquent pas à Antigua-et-Barbuda, à Bahrain **(Royaume)**, à la Barbade, au Belize, au Botswana, au Brunei Darussalam, au Canada, à Hongkong, Chine, à la Dominique, à l'Egypte, aux Fidji, à la Gambie, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, aux Territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni, à Grenade, à la Guyane, à l'Irlande, à la Jamaïque, au Kenya, à Kiribati, à Kuwait, au Lesotho, à la Malaisie, au Malawi, à Maurice, à Nauru, au Nigéria, à la Nouvelle-Zélande, à l'Ouganda, à la Papouasie – Nouvelle-Guinée, à Saint-Christophe-et-Nevis, à Sainte-Lucie, à Saint-Vincent-et-Grenadines, à Salomon (îles), au Samoa, aux Seychelles, à la Sierra Leone, à Singapour, au Swaziland, à la Tanzanie (Rép. unie), à la Trinité-et-Tobago, à Tuvalu, à Vanuatu et à la Zambie.

2. Les dispositions de l'article **5.1** et **2** ne s'appliquent pas non plus **à l'Autriche**, au Danemark **et à l'Iran (Rép. islamique)**, dont **les législations** ne **permettent** pas le retrait ou la modification d'adresse des envois de la poste aux lettres à la demande de l'expéditeur à partir du moment où le destinataire a été informé de l'arrivée d'un envoi à son adresse.

3. L'article **5.1** ne s'applique pas à l'Australie, au Ghana et au Zimbabwe.

4. L'article **5.2** ne s'applique pas aux Bahamas, à l'Iraq, à Myanmar et à la Rép. pop. dém. de Corée, dont les législations ne permettent pas le retrait ou la modification d'adresse des envois de la poste aux lettres à la demande de l'expéditeur.

5. L'article 5.2 ne s'applique pas à l'Amérique (Etats-Unis).

6. L'article **5.2** s'applique à l'Australie dans la mesure où il est compatible avec la législation intérieure de ce pays.

7. Par dérogation à l'article **5.2**, El Salvador, le Panama (Rép.), les Philippines, **la Rép. dém. du Congo** et le Vénézuéla sont autorisés à ne pas renvoyer les colis après que le destinataire en a demandé le dédouanement, étant donné que leur législation douanière s'y oppose.

Article II
Taxes

1. Par dérogation à l'article **6, les administrations postales de l'Australie,** du Canada **et de la Nouvelle-Zélande sont autorisées** à percevoir des taxes postales autres que celles prévues dans les Règlements, lorsque les taxes en question sont admissibles selon la législation de **leur** pays.

Article III
Exception à **l'exonération des taxes postales** en faveur des cécogrammes

1. Par dérogation à l'article **7,** les administrations postales **de l'Indonésie,** de Saint-Vincent-et-Grenadines et de la Turquie, qui n'accordent pas la franchise postale aux cécogrammes dans leur service intérieur, ont la faculté de percevoir les taxes d'affranchissement et les taxes pour services spéciaux, qui ne peuvent toutefois être supérieures à celles de leur service intérieur.

2. Par dérogation à l'article **7,** les administrations postales de l'Allemagne, de l'Amérique (Etats-Unis), **de l'Australie,** de l'Autriche, du Canada, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Japon et de la Suisse ont la faculté de percevoir les taxes pour services spéciaux qui sont appliquées aux cécogrammes dans leur service intérieur.

Article IV
Services de base

1. Nonobstant les dispositions de l'article **12,** l'Australie n'approuve pas l'extension des services de base aux colis postaux.

2. Les dispositions de l'article 12.2.4 ne s'appliquent pas à la Grande-Bretagne, dont la législation nationale impose une limite de poids inférieure. La législation relative à la santé et à la sécurité limite à 20 kilogrammes le poids des sacs à courrier.

Article V
Petits paquets

1. Par dérogation à l'article 12, l'administration postale de l'Afghanistan est autorisée à limiter à 1 kilogramme le poids maximal des petits paquets arrivants et sortants.

Article VI
Avis de réception

1. L'administration postale du Canada est autorisée à ne pas appliquer l'article **13.1.1** en ce qui concerne les colis, étant donné qu'elle n'offre pas le service d'avis de réception pour les colis dans son régime intérieur.

Article VII
Service de correspondance commerciale-réponse internationale **(CCRI)**

1. Par dérogation à l'article 13.4.1, l'administration postale de la Bulgarie (Rép.) assurera le service CCRI après une négociation avec l'administration postale intéressée.

Article VIII
Interdictions (poste aux lettres)

1. A titre exceptionnel, les administrations postales du Liban et de la Rép. pop. dém. de Corée n'acceptent pas les envois recommandés qui contiennent des pièces de monnaie ou des billets de monnaie ou toute valeur au porteur ou des chèques de voyage ou du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses, des bijoux et d'autres objets précieux. Elles ne sont pas tenues par les dispositions du Règlement de la poste aux lettres d'une façon rigoureuse en ce qui concerne leur responsabilité en cas de spoliation ou d'avarie des envois recommandés, de même qu'en ce qui concerne les envois contenant des objets en verre ou fragiles.

2. A titre exceptionnel, les administrations postales de l'Arabie saoudite, de la Bolivie, de la Chine (Rép. pop.), à l'exclusion de la Région administrative spéciale de Hongkong, de l'Iraq, du Népal, du Pakistan, du Soudan et du Viet Nam n'acceptent pas les envois recommandés conte- nant des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux et autres objets précieux.

3. L'administration postale de Myanmar se réserve le droit de ne pas accepter les envois avec valeur déclarée contenant les objets précieux mentionnés à l'article **15.5**, car sa législation interne s'oppose à l'admission de ce genre d'envois.

4. L'administration postale du Népal n'accepte pas les envois recommandés ou ceux avec valeur déclarée contenant des coupures ou des pièces de monnaie, sauf accord spécial conclu à cet effet.

5. L'administration postale de l'Ouzbékistan n'accepte pas les envois recommandés ou ceux avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des chèques, des timbres-poste ou des monnaies étrangères et décline toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de ce genre d'envois.

6. L'administration postale de l'Iran (Rép. islamique) n'accepte pas les envois contenant des objets contraires à la religion islamique.

7. L'administration postale des Philippines se réserve le droit de ne pas accepter d'envois de la poste aux lettres (ordinaires, recommandés ou avec valeur déclarée) contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou toute valeur au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses ou d'autres objets précieux.

8. L'administration postale de l'Australie n'accepte aucun envoi postal contenant des lingots ou des billets de banque. En outre, elle n'accepte pas les envois recommandés à destination de l'Australie ni les envois en transit à découvert qui contiennent des objets de valeur, tels que bijoux, métaux précieux, pierres précieuses ou semi-précieuses, titres, pièces de monnaie ou autres effets négociables. Elle décline toute responsabilité en ce qui concerne les envois postés en violation de la présente réserve.

9. L'administration postale de la Chine (Rép. pop.), à l'exclusion de la Région administrative spéciale de Hongkong, n'accepte pas les envois avec valeur déclarée

contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie, des valeurs quelconques au porteur ou des chèques de voyage, conformément à ses règlements internes.

10. Les administrations postales de la Lettonie et de la Mongolie se réservent le droit de ne pas accepter des envois ordinaires, recommandés ou avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des effets au porteur et des chèques de voyage, étant donné que leur législation nationale s'y oppose.

11. L'administration postale du Brésil se réserve le droit de ne pas accepter le courrier ordinaire, recommandé ou avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque en circulation et des valeurs quelconques au porteur.

12. L'administration postale du Viet Nam se réserve le droit de ne pas accepter les lettres contenant des objets et des marchandises.

Article IX
Interdictions (colis postaux)

1. Les administrations **postales de** Myanmar et de la Zambie sont autorisées à ne pas accepter de colis avec valeur déclarée contenant les objets précieux visés à l'article **15.6.1.3.1**, étant donné que leur réglementation intérieure s'y oppose.

2. A titre exceptionnel, les administrations postales du Liban et du Soudan n'acceptent pas les colis contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou toute valeur au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses et d'autres objets précieux, ou qui contiennent des liquides et des éléments facilement liquéfiables ou des objets en verre ou assimilés ou fragiles. Elles ne sont pas tenues par les dispositions y relatives du Règlement concernant les colis postaux.

3. L'administration postale du Brésil est autorisée à ne pas accepter de colis avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie et des billets de monnaie en circulation, ainsi que toute valeur au porteur, étant donné que sa réglementation intérieure s'y oppose.

4. L'administration postale du Ghana est autorisée à ne pas accepter de colis avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie et des billets de monnaie en circulation, étant donné que sa réglementation intérieure s'y oppose.

5. Outre les objets cités à l'article **15**, l'administration postale de l'Arabie saoudite n'accepte pas les colis contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries et autres objets précieux. Elle n'accepte pas non plus les colis contenant des médicaments de toute sorte, à moins qu'ils soient accompagnés d'une ordonnance médicale émanant d'une autorité officielle compétente, des produits destinés à l'extinction du feu, des liquides chimiques ou des objets contraires aux principes de la religion islamique.

6. Outre les objets cités à l'article **15**, l'administration postale d'Oman n'accepte pas les colis contenant:

6.1 des médicaments de toute sorte, à moins qu'ils ne soient accompagnés d'une ordonnance médicale émanant d'une autorité officielle compétente;

6.2 des produits destinés à l'extinction du feu et des liquides chimiques;

6.3 des objets contraires aux principes de la religion islamique.

7. Outre les objets cités à l'article **15**, l'administration postale de l'Iran (Rép. islamique) est autorisée à ne pas accepter les colis contenant des articles contraires aux principes de la religion islamique.

8. L'administration postale des Philippines est autorisée à ne pas accepter de colis contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou toute valeur au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses ou d'autres objets précieux, ou qui contiennent des liquides et des éléments facilement liquéfiables ou des objets en verre ou assimilés ou fragiles.

9. L'administration postale de l'Australie n'accepte aucun envoi postal contenant des lingots ou des billets de banque.

10. L'administration postale de la Chine (Rép. pop.) n'accepte pas les colis ordinaires contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses ou d'autres objets précieux. En outre, sauf en ce qui concerne la Région administrative spéciale de Hongkong, les colis avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie, des valeurs quelconques au porteur ou des chèques de voyage ne sont pas acceptés non plus.

11. L'administration postale de la Mongolie se réserve le droit de ne pas accepter, selon sa législation nationale, les colis contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des titres à vue et des chèques de voyage.

12. L'administration postale de la Lettonie n'accepte pas les colis ordinaires ni les colis avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des valeurs quelconques (chèques) au porteur ou des devises étrangères, et elle décline toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie concernant de tels envois.

Article X
Objets passibles de droits de douane

1. Par référence à l'article **15**, les administrations postales des pays suivants n'acceptent pas les envois avec valeur déclarée contenant des objets passibles de droits de douane: Bangladesh et El Salvador.

2. Par référence à l'article **15**, les administrations postales des pays suivants n'acceptent pas les lettres ordinaires et recommandées contenant des objets passibles de droits de douane: Afghanistan, Albanie, Azerbaïdjan, Bélarus, Cambodge, Chili, Colombie, Cuba, El Salvador, Estonie, Italie, Lettonie, Népal, Ouzbékistan, Pérou, Rép. pop. dém. de Corée, Saint-Marin, Turkménistan, Ukraine et Vénézuéla.

3. Par référence à l'article **15**, les administrations postales des pays suivants n'acceptent pas les lettres ordinaires contenant des objets passibles de droits de douane: Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire (Rép.), Djibouti, Mali **et Mauritanie.**

4. Nonobstant les dispositions prévues sous 1 à 3, les envois de sérums, de vaccins ainsi que les envois de médicaments d'urgente nécessité qu'il est difficile de se procurer sont admis dans tous les cas.

Article XI
Réclamations

1. Par dérogation à l'article **17.3,** les administrations postales de l'Arabie saoudite, **de la Bulgarie (Rép.),** du Cap-Vert, de l'Egypte, du Gabon, des Territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni, de la Grèce, de l'Iran (Rép. islamique), **du Kirghizistan,** de la Mongolie, de Myanmar, **de l'Ouzbékistan,** des Philippines, de la Rép. pop. dém. de Corée, du Soudan, de la Syrienne (Rép. arabe), du Tchad, **du Turkménistan,** de l'Ukraine et de la Zambie se réservent le droit de percevoir une taxe de réclamation sur leurs clients pour les envois de la poste aux lettres.

2. Par dérogation à l'article **17.3,** les administrations postales de l'Argentine, de l'Autriche, **de l'Azerbaïdjan,** de la Slovaquie et de la Tchèque (Rép.) se réservent le droit de percevoir une taxe spéciale lorsque, à l'issue des démarches entreprises suite à la réclamation, il se révèle que celle-ci est injustifiée.
3. Les administrations postales de l'Afghanistan, de l'Arabie saoudite, **de la Bulgarie (Rép.),** du Cap-Vert, du Congo (Rép.), de l'Egypte, du Gabon, de l'Iran (Rép. islamique), **du Kirghizistan,** de la Mongolie, de Myanmar, **de l'Ouzbékistan,** du Soudan, du Suriname, de la Syrienne (Rép. arabe), **du Turkménistan,** de l'Ukraine et de la Zambie se réservent le droit de percevoir une taxe de réclamation sur leurs clients pour les colis.

4. Par dérogation à l'article 17.3, les administrations postales de l'Amérique (Etats-Unis), du Brésil et du Panama (Rép.) se réservent le droit de percevoir sur les clients une taxe de réclamation pour les envois de la poste aux lettres et les colis postaux déposés dans les pays qui appliquent ce genre de taxe en vertu des dispositions sous 1 à 3.

Article XII
Taxe de présentation à la douane

1. L'administration postale du Gabon se réserve le droit de percevoir une taxe de présentation à la douane sur ses clients.

2. Les administrations postales du Congo (Rép.) et de la Zambie se réservent le droit de percevoir une taxe de présentation à la douane sur leurs clients pour les colis.

Article **XIII**
Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres

1. Les administrations postales de l'Amérique (Etats-Unis), **de l'Australie, de l'Autriche,** du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Grèce et **de la Nouvelle-Zélande** se réservent le droit de percevoir une taxe, en rapport avec le coût des travaux occasionnés, sur toute administration postale qui, en vertu de l'article **27.4,** lui renvoie des objets qui n'ont pas, à l'origine, été expédiés comme envois postaux par leurs services.

2. Par dérogation à l'article **27.4,** l'administration postale du Canada se réserve le droit de percevoir de l'administration d'origine une rémunération lui permettant de récupérer au minimum les coûts lui ayant été occasionnés par le traitement de tels envois.

3. L'article **27.4** autorise l'administration postale de destination à réclamer à l'administration de dépôt une rémunération appropriée au titre de la distribution

d'envois de la poste aux lettres postés à l'étranger en grande quantité. **L'Australie et** le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord se **réservent** le droit de limiter ce paiement au montant correspondant au tarif intérieur du pays de destination applicable à des envois équivalents.

4. L'article **27.4** autorise l'administration postale de destination à réclamer à l'administration de dépôt une rémunération appropriée au titre de la distribution d'envois de la poste aux lettres postés à l'étranger en grande quantité. Les pays suivants se réservent le droit de limiter ce paiement aux limites autorisées dans le Règlement pour le courrier en nombre: Amérique (Etats-Unis), Bahamas, Barbade, Brunei Darussalam, Chine (Rép. pop.), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni, Grenade, Guyane, Inde, Malaisie, Népal, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Antilles néerlandaises et Aruba, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Singapour, Sri Lanka, Suriname et Thaïlande.

5. Nonobstant les réserves sous 4, les pays suivants se réservent le droit d'appliquer dans leur intégralité les dispositions de l'article **27** de la Convention au courrier reçu des Pays-membres de l'Union: Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, **Autriche,** Bénin, Brésil, Burkina Faso, Cameroun, Chypre, Côte d'Ivoire (Rép.), **Danemark,** Egypte, France, Grèce, Guinée, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Liban, **Luxembourg,** Mali, Maroc, Mauritanie, Monaco, **Norvège,** Portugal, Sénégal, Syrienne (Rép. arabe) et Togo.

6. Aux fins de l'application de l'article **27.4,** l'administration postale de l'Allemagne se réserve le droit de demander à l'administration postale du pays de dépôt des envois une rémunération d'un montant équivalant à celui qu'elle aurait reçu de l'administration postale du pays où l'expéditeur réside.

7. Nonobstant les réserves faites à l'article XIII, la Chine (Rép. pop.) se réserve le droit de limiter tout paiement au titre de la distribution des envois de la poste aux lettres déposés à l'étranger en grande quantité aux limites autorisées dans la Convention de l'UPU et le Règlement de la poste aux lettres pour le courrier en nombre.

Article **XIV**
Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

1. Par dérogation à l'article **34,** l'administration postale de l'Afghanistan se réserve le droit de percevoir 7,50 DTS de quote-part territoriale d'arrivée exceptionnelle supplémentaire par colis.

Article **XV**
Tarifs spéciaux

1. Les administrations postales de l'Amérique (Etats-Unis), de la Belgique et de la Norvège ont la faculté de percevoir pour les colis-avion des quotes-parts territoriales plus élevées que pour les colis de surface.

2. L'administration postale du Liban est autorisée à percevoir pour les colis jusqu'à 1 kilogramme la taxe applicable aux colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kilogrammes.

3. L'administration postale du Panama (Rép.) est autorisée à percevoir 0,20 DTS par kilogramme pour les colis de surface transportés par voie aérienne (S.A.L.) en transit.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de la Convention, et ils l'ont signé en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le **Bureau international de l'Union postale universelle.**

Fait à **Bucarest,** le **5 octobre 2004.**

Arrangement concernant les services de paiement de la poste

Table des matières

Chapitre I

Dispositions préliminaires

Chapitre II

Mandat de poste

Chapitre III

Virement postal

Arrangement concernant les services de paiement de la poste

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22.4, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25.4, de ladite Constitution, arrêté l'Arrangement suivant.

Chapitre I

Dispositions préliminaires

Article premier
Objet de l'Arrangement et produits visés

1. Le présent Arrangement régit l'ensemble des prestations postales visant au transfert de fonds. Les pays contractants conviennent d'un commun accord des produits du présent Arrangement qu'ils entendent instaurer dans leurs relations réciproques.

2. Des organismes non postaux peuvent participer, par l'intermédiaire de l'administration postale, du service des chèques postaux ou d'un organisme qui gère un réseau de transfert de fonds postaux, aux échanges régis par les dispositions du présent Arrangement. Il appartient à ces organismes de s'entendre avec l'administration postale de leur pays pour assurer la complète exécution de toutes les clauses de l'Arrangement et, dans le cadre de cette entente, pour exercer leurs droits et remplir leurs obligations en tant qu'administration postale définies par le présent Arrangement. L'administration postale leur sert d'intermédiaire dans leurs relations avec les administrations postales des autres pays contractants et avec le Bureau international. Au cas où une administration postale ne fournirait pas les services financiers décrits dans le présent Arrangement ou si la qualité de service ne correspond pas aux exigences de la clientèle, les administrations postales peuvent coopérer avec des organismes non postaux dans le pays considéré.

3. Les Pays-membres notifient au Bureau international, dans les six mois suivant la clôture du Congrès, le nom et l'adresse de l'organe gouvernemental chargé de superviser les services financiers postaux ainsi que le nom et l'adresse du ou des opérateurs désignés officiellement pour assurer les services financiers postaux et remplir les obligations découlant des Actes de l'Union sur leur territoire.

3.1 Les Pays-membres notifient au Bureau international, dans les six mois suivant la clôture du Congrès, les coordonnées des personnes responsables de l'exploitation des services financiers postaux et du service des réclamations.

3.2 **Entre deux Congrès, tout changement concernant les organes gouvernementaux, les opérateurs et les personnes responsables désignés officiellement doit être notifié au Bureau international dans les meilleurs délais.**

4. Le présent Arrangement régit les produits de paiement postaux suivants:

4.1 les mandats de poste, y compris les mandats de remboursement;

4.2 les virements de compte à compte.

5. Les administrations postales intéressées peuvent fournir d'autres prestations régies par des accords bilatéraux ou multilatéraux.

Chapitre II

Mandat de poste

Article 2
Définition du produit

1. Mandat ordinaire

1.1 Le client donneur d'ordre remet des fonds au guichet d'un bureau de poste ou ordonne le débit de son compte et demande le paiement du montant intégral sans retenue aucune en numéraire au bénéficiaire.

2. Mandat de versement

2.1 Le client donneur d'ordre remet des fonds au guichet d'un bureau de poste et demande qu'ils soient versés intégralement et sans retenue sur le compte du bénéficiaire géré par une administration postale ou sur un compte géré par d'autres organismes financiers.

3. Mandat de remboursement

3.1 Le destinataire d'un «envoi contre remboursement» remet des fonds ou ordonne le débit de son compte et demande le paiement du montant intégral sans retenue aucune à l'expéditeur de l'«envoi contre remboursement».

Article 3
Dépôt des ordres

1. Sauf entente spéciale, le montant du mandat de poste est exprimé en monnaie du pays de destination.

2. L'administration postale d'émission fixe le taux de conversion de sa monnaie en celle du pays de destination.

3. Le montant maximal des mandats de poste est fixé bilatéralement.

4. L'administration postale d'émission a toute liberté pour définir les documents et les modalités de dépôt des mandats de poste. Si le mandat doit être

transféré par courrier, seules doivent être utilisées les formules prévues au Règlement.

Article 4
Taxes

1. L'administration postale d'émission détermine librement les taxes à percevoir au moment de l'émission.

2. Les mandats de poste échangés, par l'intermédiaire d'un pays partie au présent Arrangement, entre un pays contractant et un pays non contractant peuvent être soumis, par une administration intermédiaire, à une taxe supplémentaire, déterminée par ce dernier en fonction des coûts générés par les opérations qu'il effectue, dont le montant est convenu entre les administrations postales concernées et prélevé sur le montant du mandat de poste; cette taxe peut toutefois être perçue sur l'expéditeur et attribuée à l'administration postale du pays intermédiaire si les administrations postales se sont mises d'accord à cet effet.

3. Sont exonérés de toutes taxes les documents, les titres et les ordres de paiement relatifs aux transferts de fonds postaux échangés entre les administrations postales par la voie postale, dans les conditions prévues aux articles RL 110 et 111.

Article 5
Obligations de l'administration postale d'émission

1. L'administration postale d'émission doit répondre aux normes de service stipulées dans le Règlement afin de fournir des services satisfaisants à la clientèle.

Article 6
Transmission des ordres

1. Les mandats de poste échangés le sont au moyen des réseaux électroniques établis par le Bureau international de l'UPU ou d'autres organismes.

2. Les échanges électroniques s'opèrent par envoi adressé directement au bureau de paiement ou à un bureau d'échange. La sécurité et la qualité des échanges doivent être garanties par les spécifications techniques relatives aux réseaux utilisés ou par un accord bilatéral entre les administrations postales.

3. Les administrations postales peuvent convenir d'échanger des mandats au moyen de formules sur papier, prévues par le Règlement, et expédiées en régime prioritaire.

4. Les administrations postales peuvent convenir d'utiliser d'autres moyens d'échange.

Article 7
Traitement dans le pays de destination

1. Le paiement des mandats de poste est effectué selon la réglementation du pays de destination.

2. En règle générale, la somme entière du mandat de poste doit être payée au bénéficiaire; des taxes facultatives peuvent être perçues si celui-ci demande des services spéciaux supplémentaires.

3. La validité des mandats de poste électroniques doit être fixée par des accords bilatéraux.

4. La validité des mandats de poste sur support papier s'étend, en règle générale, jusqu'à l'expiration du premier mois qui suit celui de la date d'émission.
5. Après le délai indiqué ci-dessus, un mandat de poste impayé doit être renvoyé immédiatement à l'administration postale d'émission.

Article 8
Rémunération de l'administration postale payeuse

1. Pour chaque mandat de poste payé, l'administration postale d'émission attribue à l'administration postale payeuse une rémunération dont le taux est fixé dans le Règlement.

2. Au lieu du taux forfaitaire prévu dans le Règlement, les administrations postales peuvent convenir de taux de rémunération différents.

3. Les transferts de fonds effectués en franchise de taxes ne donnent droit à aucune rémunération.

4. Lorsqu'il y a entente entre les administrations postales intéressées, les transferts de fonds de secours exemptés de taxes par l'administration postale d'émission peuvent être exonérés de rémunération.

Article 9
Obligations de l'administration postale payeuse

1. L'administration postale payeuse doit répondre aux normes de service stipulées dans le Règlement afin de fournir des services satisfaisants à la clientèle.

Chapitre III

Virement postal

Article 10
Définition du produit

1. Le titulaire d'un compte postal demande, par débit de son compte, l'inscription d'un montant au crédit du compte du bénéficiaire tenu par l'administration postale, ou d'un autre compte, par l'intermédiaire de l'administration postale du pays de destination.

Article 11
Dépôt des ordres

1. Le montant du virement doit être exprimé dans la monnaie du pays de destination ou dans une autre monnaie, selon l'arrangement convenu entre les administrations postales d'émission et de réception.

2. L'administration postale d'émission fixe le taux de conversion de sa monnaie en celle dans laquelle est exprimé le montant du virement.

3. Le montant des virements est illimité, sauf décision prise par les administrations postales concernées.

4. L'administration postale d'émission a toute liberté pour définir les documents et les modalités d'émission des virements.

Article 12
Taxes

1. L'administration postale d'émission détermine librement la taxe à percevoir au moment de l'émission. A cette taxe principale, elle ajoute éventuellement les taxes afférentes à des services spéciaux rendus à l'expéditeur.

2. Les virements, effectués par l'intermédiaire d'un pays partie au présent Arrangement, entre un pays contractant et un pays non contractant peuvent être soumis, par l'administration intermédiaire, à une taxe supplémentaire. Le montant de cette taxe est convenu entre les administrations concernées et prélevé sur le montant du virement. Cette taxe peut toutefois être perçue sur l'expéditeur et attribuée à l'administration du pays intermédiaire si les administrations postales intéressés se sont mises d'accord à cet effet.

3. Sont exonérés de toutes taxes les documents, les titres et les ordres de paiement relatifs aux virements postaux effectués par la voie postale entre les administrations postales, dans les conditions prévues aux articles RL 110 et 111.

Article 13
Obligations de l'administration postale d'émission

1. L'administration postale d'émission doit répondre aux normes de service stipulées dans le Règlement afin de fournir des services satisfaisants à la clientèle.

Article 14
Transmission des ordres

1. Les virements doivent être effectués au moyen des réseaux électroniques établis par le Bureau international de l'UPU ou d'autres organismes, selon les spécifications techniques adoptées par les administrations intéressées.

2. La sécurité et la qualité des échanges doivent être garanties par les spécifications techniques relatives aux réseaux utilisés ou par un accord bilatéral entre les administrations postales émettrices et payeuses.

3. Les administrations postales peuvent convenir d'effectuer des virements au moyen de formules sur papier, prévues par le Règlement, et expédiées en régime prioritaire.

4. Les administrations postales peuvent convenir d'utiliser d'autres moyens d'échange.

Article 15
Traitement dans le pays de destination

1. Les virements arrivants doivent être traités selon la réglementation en vigueur dans le pays de destination.

2. En règle générale, les droits exigibles dans le pays de destination doivent être payés par le bénéficiaire; toutefois, cette taxe peut être perçue auprès de l'expéditeur et attribuée à l'administration postale du pays de destination, conformément à un accord bilatéral.

Article 16
Rémunération de l'administration postale payeuse

1. Pour chaque virement, l'administration postale payeuse peut demander le versement d'une taxe d'arrivée. Cette taxe peut être soit débitée du compte du bénéficiaire, soit prise en charge par l'administration postale émettrice par débit de son compte courant postal de liaison.

2. Les virements effectués en franchise de taxe ne donnent lieu à aucune rémunération.

3. Lorsqu'il y a entente entre les administrations postales intéressés, les virements de fonds de secours exemptés de taxes par l'administration postale émettrice peuvent être exonérés de rémunération.

Article 17
Obligations de l'administration postale payeuse

1. L'administration postale payeuse doit répondre aux normes de service stipulées dans le Règlement afin de fournir des services satisfaisants à la clientèle.

Chapitre IV

Comptes de liaison, comptes mensuels, réclamations, responsabilité

Article 18
Relations financières entre les administrations postales participantes

1. Les administrations postales conviennent entre elles des moyens techniques à utiliser pour régler leurs créances.

2. Comptes de liaison

2.1 **En règle générale, lorsque** les administrations postales disposent d'une institution de chèques postaux, chacune d'elles se fait ouvrir, à son nom auprès de l'administration correspondante, un compte de liaison au moyen duquel sont liquidées les dettes et les créances réciproques résultant des échanges effectués au titre du service des virements et des mandats de poste et de toutes les autres opérations que les administrations postales conviendraient de régler par ce moyen.

2.2 Lorsque l'administration postale **du pays** de destination ne dispose pas d'un système de chèques postaux, le compte de liaison peut être ouvert auprès d'une autre administration.

2.3 Les administrations postales peuvent convenir de régler leurs échanges financiers par l'intermédiaire d'administrations désignées par un accord multilatéral.

2.4 En cas de découvert sur un compte de liaison, les sommes dues sont productrices d'intérêts, dont le taux est fixé dans le Règlement.

2.5 Un compte de liaison présentant un solde créditeur doit pouvoir être producteur d'intérêts.

3. Comptes mensuels

3.1 En l'absence de compte de liaison, chaque administration postale payeuse établit, pour chaque administration postale d'émission, un compte mensuel des sommes payées pour les mandats de poste. Les comptes mensuels sont incorporés, périodiquement, dans un compte général qui donne lieu à la détermination d'un solde.

3.2 Le règlement des comptes peut aussi avoir lieu sur la base des comptes mensuels, sans compensation.

4. Il ne peut être porté atteinte par aucune mesure unilatérale telle que moratoire, interdiction de transfert, etc., aux dispositions du présent article ni à celles du Règlement qui en découlent.

Article 19
Réclamations

1. Les réclamations sont admises dans le délai de six mois à compter du lendemain du jour du dépôt d'un mandat de poste ou de l'exécution d'un virement.

2. Les administrations postales ont le droit de percevoir sur leurs clients une taxe de réclamation pour les mandats de poste ou les virements.

Article 20
Responsabilité

1. Principe et étendue de la responsabilité

1.1 L'administration postale est responsable des sommes versées au guichet ou portées au débit du compte du tireur jusqu'au moment où le mandat a été régulièrement payé ou le compte du bénéficiaire a été crédité.

1.2 L'administration postale est responsable des indications erronées qu'elle a fournies et qui ont entraîné soit un non-paiement, soit des erreurs dans l'exécution du transfert de fonds. La responsabilité s'étend aux erreurs de conversion et aux erreurs de transmission.

1.3 L'administration postale est dégagée de toute responsabilité:

1.3.1 en cas de retard qui peut se produire dans la transmission, l'expédition ou le paiement des titres et des ordres;

1.3.2 lorsque, par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure, elle ne peut rendre compte de l'exécution d'un transfert de fonds, à moins que la preuve de sa responsabilité n'ait été autrement administrée;

1.3.3 lorsque l'expéditeur n'a formulé aucune réclamation dans le délai prévu à l'article 19;

1.3.4 lorsque le délai de prescription des mandats dans le pays d'émission s'est écoulé.

1.4 En cas de remboursement, quelle qu'en soit la cause, la somme remboursée à l'expéditeur ne peut dépasser celle qu'il a versée ou qui a été débitée de son compte.

1.5 Les administrations postales peuvent convenir entre elles d'appliquer des conditions plus étendues de responsabilité adaptées aux besoins de leurs services intérieurs.

1.6 Les conditions de l'application du principe de la responsabilité, et notamment les questions de la détermination de la responsabilité, le paiement des sommes dues, les recours, le délai de paiement et les dispositions relatives au remboursement à l'administration intervenante, sont celles prescrites dans le Règlement.

Chapitre V

Réseaux électroniques

Article 21
Règles générales

1. Pour la transmission des ordres de paiement par voie électronique, les administrations postales utilisent le réseau de l'UPU ou tout autre réseau permettant d'effectuer des virements de manière rapide, fiable et sûre.

2. Les services financiers électroniques de l'UPU sont réglementés entre les administrations postales sur la base d'accords bilatéraux. Les règles générales de fonctionnement des services financiers électroniques de l'UPU sont soumises aux dispositions appropriées des Actes de l'Union.

Chapitre VI

Dispositions diverses

Article 22
Demande d'ouverture d'un compte courant postal à l'étranger

1. Lors de l'ouverture à l'étranger d'un compte courant postal ou d'un autre type de compte, ou lorsqu'une demande est faite pour obtenir un produit financier à l'étranger, les organismes postaux des pays parties au présent Arrangement conviennent de fournir une assistance sur l'utilisation des produits considérés.

2. Les parties peuvent s'entendre bilatéralement sur l'assistance qu'elles peuvent se prêter mutuellement sur la procédure détaillée à suivre et conviennent des frais relatifs à la fourniture d'une telle assistance.

Chapitre VII

Dispositions finales

Article **23**
Dispositions finales

1. La Convention est applicable, le cas échéant, par analogie, en tout ce qui n'est pas expressément réglé par le présent Arrangement.

2. L'article 4 de la Constitution n'est pas applicable au présent Arrangement.

3. Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement **et son Règlement.**

3.1 Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Arrangement doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votants **ayant le droit de vote et** qui sont parties à l'Arrangement. La moitié au moins de ces Pays-membres représentés au Congrès **et ayant le droit de vote** doivent être présents au moment du vote.

3.2 Pour devenir exécutoires, les propositions relatives au Règlement de cet Arrangement doivent être approuvées par la majorité des membres du Conseil d'exploitation postale qui sont parties à l'Arrangement **et ayant le droit de vote.**

3.3 Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement doivent réunir:

3.3.1 les deux tiers des suffrages, la moitié au moins des Pays-membres parties à l'Arrangement **et ayant le droit de vote** ayant **participé au suffrage,** s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions;

3.3.2 la majorité des suffrages, la moitié au moins des Pays-membres parties à l'Arrangement **et ayant le droit de vote** ayant **participé au suffrage,** s'il s'agit de modifications aux dispositions du présent Arrangement;

3.3.3 la majorité des suffrages s'il s'agit de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement.

3.4 Nonobstant les dispositions prévues sous 3.3.1, tout Pays-membre dont la législation nationale est encore incompatible avec l'addition proposée a la faculté de faire une déclaration écrite au Directeur général du Bureau international indiquant qu'il ne lui est pas possible d'accepter cette addition, dans les quatre-vingt-dix jours à compter de la date de notification de celle-ci.

4. Le présent Arrangement sera mis à exécution le **1er janvier 2006** et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des pays contractants ont signé le présent Arrangement en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le **Bureau international de l'Union postale universelle.**

Fait à **Bucarest,** le **5 octobre 2004**

Καταστατικό της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Ένωσης

(όπως τροποποιήθηκε από τα πρόσθετα πρωτόκολλα του Τόκιο 1969, της Λωζάνης 1974, του Αμβούργου 1984, της Ουάσιγκτον 1989, της Σεούλ 1994, και του Πεκίνου 1999και του Βουκουρεστίου 2004 [1])

Περιεχόμενα

Εισαγωγή

Τμήμα Ι

Οργανικές Διατάξεις

Κεφάλαιο Ι

Γενικά

¶Άρθρο

[1] για το πρόσθετο πρωτόκολλο του Τόκιο 1969, βλ. τα έγγραφα του Συνεδρίου του Τόκιο, τόμος III, PP 5 –8. Για το δεύτερο πρόσθετο τόμο III, PP 23 25 πρωτόκολλο (Λοζάννη 1974), βλ. τα έγγραφα του συνεδρίου της Λοζάννης–. Για τον τρίτο πρόσθετο τόμο III, PP 25 28 πρωτόκολλο (Αμβούργο 1984), βλ. τα έγγραφα του συνεδρίου του Αμβούργου–. Για το τέταρτο πρόσθετο τόμο III/I, PP 27 32 πρωτόκολλο (Ουάσιγκτον 1989), βλ. τα έγγραφα του συνεδρίου της Ουάσιγκτον–. Για τον πέμπτο πρόσθετο τόμο III, PP 25 29 πρωτόκολλο (Σεούλ 1994), βλ. τα έγγραφα του συνεδρίου της Σεούλ–. Για το έκτο πρόσθετο πρωτόκολλο (Πεκίνο 1999), δείτε τα PP A3–A6 αυτού του φυλλαδίου. Για το έβδομο πρόσθετο πρωτόκολλο (Βουκουρέστι 2004), δείτε τα PP 3 –7 αυτού του φυλλαδίου.

Κεφάλαιο ΙΙ

Προσχώρηση ή αποδοχή στην Ένωση. Αποχώρηση από την Ένωση

Κεφάλαιο ΙΙΙ

Οργάνωση της Ένωσης

Κεφάλαιο IV

Χρηματοοικονομικά της Ένωσης

Τμήμα ΙΙ

Πράξεις της Ένωσης

Κεφάλαιο Ι

Γενικά

Κεφάλαιο ΙΙ

Αποδοχή και καταγγελία των πράξεων της Ένωσης

Κεφάλαιο ΙΙΙ

Τροποποίηση των πράξεων της Ένωσης

Κεφάλαιο IV

Διευθέτηση των διαφορών

Τμήμα III

Τελικές διατάξεις

Καταστατικό της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Ένωσης

(όπως τροποποιήθηκε από τα πρόσθετα πρωτόκολλα του Τόκιο 1969, της Λωζάνης 1974, του Αμβούργου 1984, της Ουάσιγκτον 1989, της Σεούλ 1994, και του Πεκίνου 1999και του Βουκουρεστίου 2004)

Πρόλογος [1]

Με σκοπό την ανάπτυξη των επικοινωνιών μεταξύ των λαών από την αποδοτική λειτουργία των ταχυδρομικών υπηρεσιών, και τη συμβολή στην επίτευξη των ευγενών στόχων της διεθνούς συνεργασίας στους πολιτιστικούς, κοινωνικούς και οικονομικούς τομείς, οι πληρεξούσιοι των κυβερνήσεων των συμβαλλόμενων χωρών, υπό τον όρο της επικύρωσης, υιοθέτησαν αυτό το Καταστατικό.

Η αποστολή της Ένωσης είναι να τονώσει τη διαρκή ανάπτυξη ποιοτικών αποδοτικών και προσιτών καθολικών ταχυδρομικών υπηρεσιών της ποιότητας προκειμένου να διευκολυνθεί η επικοινωνία μεταξύ των κατοίκων του πλανήτη :

- **προστατεύοντας την ελεύθερη διακίνηση των ταχυδρομικών αντικειμένων σε μια ενιαία ταχυδρομική περιοχή που αποτελείται από διασυνδεόμενα δίκτυα;**
- **ενθαρρύνοντας τη θέσπιση δίκαιων κοινών προτύπων και τη χρήση της τεχνολογίας**
- **εξασφαλίζοντας τη συνεργασία και την αλληλεπίδραση μεταξύ των ενδιαφερομένων μερών**
- **προωθώντας την αποτελεσματική τεχνική συνεργασία**
- **φροντίζοντας για την ικανοποίηση των μεταβαλλόμενων αναγκών των πελατών.**

[1] Τροποποιήθηκε από το Συνέδριο του Βουκουρεστίου του 2004.

Τμήμα I

Οργανικές διατάξεις

Κεφάλαιο I

Γενικά

Άρθρο 1
Πεδίο δράσης και στόχοι της Ένωσης

1 Οι χώρες που υιοθετούν αυτό το Καταστατικό σχηματίζουν, υπό τον τίτλο της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Ένωσης, μια ενιαία ταχυδρομική περιοχή για την αμοιβαία ανταλλαγή των αντικειμένων του επιστολικού Ταχ/μείου. Η ελευθερία της διέλευσης προστατεύεται σε όλο το έδαφος της Ένωσης.

2 Ο στόχος της Ένωσης είναι να εξασφαλίσει την οργάνωση και τη βελτίωση των ταχυδρομικών υπηρεσιών και να προωθήσει σ' αυτό το πλαίσιο την ανάπτυξη της διεθνούς συνεργασίας.

3 Η Ένωση θα συμμετάσχει, όσο το δυνατόν περισσότερο, στην ταχυδρομική τεχνική βοήθεια που επιδιώκεται από τις χώρες μέλη της.

Άρθρο 1bis[1]
Ορισμοί

1 Με σκοπό τις πράξεις της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Ένωσης, οι ακόλουθοι όροι ορίζονται ως εξής :

1.1 Ταχυδρομική Υπηρεσία: Σύνολο Ταχυδρομικών παροχών, των οποίων το εύρος καθορίζεται από τα όργανα της Ένωσης. Οι κύριες υποχρεώσεις που συνδέονται με αυτές τις ταχυδρομικές παροχές είναι να ικανοποιήσουν ορισμένους κοινωνικούς και οικονομικούς στόχους των χωρών μελών, με την εξασφάλιση της συλλογής, της ταξινόμησης, της διαβίβασης και της παράδοσης των ταχυδρομικών αντικειμένων.

1.2 Χώρα μέλος: μια χώρα που πληροί τις προϋποθέσεις του άρθρου 2 του Καταστατικού.

1.3 Ενιαίο Ταχυδρομικό έδαφος (ένα και το αυτό ταχυδρομικό έδαφος): η υποχρέωση για τα συμβαλλόμενα μέρη των Πράξεων της ΠΤΕ να εξασφαλίζουν σύμφωνα με την αρχή της αμοιβαιότητας την ανταλλαγή των αντικειμένων του επιστολικού ταχ/μείου, με σεβασμό της ελευθερίας της διέλευσης, και να διαχειρίζονται αδιακρίτως τα ταχυδρομικά αντικείμενα που προέρχονται από άλλα εδάφη και διέρχονται από την χώρα τους σαν δικά τους ταχυδρομικά αντικείμενα.

1.4 Ελευθερία της διέλευσης: αρχή σύμφωνα με την οποία μια ενδιάμεση ταχυδρομική υπηρεσία υποχρεούται να μεταφέρει τα ταχυδρομικά αντικείμενα που τις παραδίδονται σε διαμετακόμιση (τράνζιτ) από μια άλλη ταχυδρομική υπηρεσία, παρέχοντας σαυτό το ταχυδρομείο την ίδια διαχείριση με αυτή που εφαρμόζει στα αντικείμενα του εσωτερικού.

1.5 Αντικείμενο επιστολικού Ταχ/μείου : αντικείμενα που περιγράφονται στη Σύμβαση.

1.6 Διεθνής Ταχυδρομική Υπηρεσία: ταχυδρομικές διαδικασίες ή υπηρεσίες που ρυθμίζονται από τις Πράξεις. Σύνολο αυτών των διαδικασιών ή υπηρεσιών.

---

[1] Εισήχθη από το Συνέδριο του Βουκουρεστίου 2004.

Άρθρο 2
Μέλη της Ένωσης

Οι χώρες μέλη της Ένωσης είναι:

a Οι χώρες που έχουν την ιδιότητα μέλους την ημερομηνία κατά την οποία το Καταστατικό τίθεται σε ισχύ

b Οι χώρες που γίνονται μέλη σύμφωνα με το άρθρο 11.

¶Άρθρο 3
Δικαιοδοσία της Ένωσης

Η Ένωση έχει στην δικαιοδοσία της:

a τα εδάφη των χωρών μελών

b τα Ταχυδρομικά Γραφεία που ιδρύονται από τις χώρες μέλη στα εδάφη που δεν περιλαμβάνονται στην Ένωση;

c τα εδάφη που, χωρίς να είναι μέλη της Ένωσης, συμπεριλαμβάνονται σ' αυτήν επειδή από ταχυδρομικής άποψης υπάγονται σε χώρες μέλη.

Άρθρο 4
Εξαιρετικές σχέσεις

Οι ταχυδρομικές υπηρεσίες που εξυπηρετούν εδάφη που δεν περιλαμβάνονται στην Ένωση είναι αναγκασμένες να ενεργούν ως μεσάζοντες των άλλων υπηρεσιών. Οι διατάξεις της Σύμβασης και οι κανονισμοί της ισχύουν σε τέτοιες εξαιρετικές σχέσεις.

Άρθρο 5
Έδρα της Ένωσης.

Η έδρα της Ένωσης και των μόνιμων οργάνων της είναι στη Βέρνη.

Άρθρο 6
Επίσημη γλώσσα της Ένωσης

Η επίσημη γλώσσα της Ένωσης είναι τα γαλλικά.

Άρθρο 7[1]
Νομισματική μονάδα

Η νομισματική μονάδα που χρησιμοποιείται στις πράξεις της Ένωσης είναι η λογιστική μονάδα του Διεθνούς Νομισματικού Ταμείου (IMF).

Άρθρο 8
Περιορισμένες Ενώσεις. Ειδικές συμφωνίες

1 Οι χώρες μέλη, ή οι ταχυδρομικές υπηρεσίες τους εάν η νομοθεσία αυτών των χωρών επιτρέπει έτσι, μπορούν να ιδρύουν Περιορισμένες Ενώσεις και να κάνουν ειδικές συμφωνίες σχετικά με τη διεθνή ταχυδρομική υπηρεσία, υπό τον όρο πάντα να μην εισάγουν διατάξεις λιγότερο ευνοϊκές για το κοινό από εκείνες που προβλέπονται από τις πράξεις στις οποίες οι ενδιαφερόμενες χώρες είναι μέλη.

---

[1] Τροποποιήθηκε από το Συνέδριο της Ουάσιγκτον του 1989.

2 Οι Περιορισμένες Ενώσεις μπορούν να στέλνουν παρατηρητές στα συνέδρια, τις διασκέψεις και τις συνεδριάσεις της Ένωσης, στο Συμβούλιο της διοίκησης και στο Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης..[1]

3 Η Ένωση μπορεί να στέλνει παρατηρητές στα Συνέδρια, τις διασκέψεις και στις συνεδριάσεις των Περιορισμένων Ενώσεων.

Άρθρο 9
Σχέσεις με τον Οργανισμό Ηνωμένων Εθνών

Οι σχέσεις μεταξύ της Ένωσης και του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών ρυθμίζονται από τις Συμφωνίες των οποίων τα κείμενα προσαρτώνται στο παρόν Καταστατικό.

Άρθρο 10
Σχέσεις με τους διεθνείς οργανισμούς

Προκειμένου να εξασφαλιστεί η στενή συνεργασία στο διεθνή ταχυδρομικό τομέα, η Ένωση μπορεί να συνεργαστεί με τους διεθνείς οργανισμούς που έχουν συναφή ενδιαφέροντα και δραστηριότητες.

Κεφάλαιο II

Προσχώρηση ή αποδοχή στην Ένωση. Απόχωρηση από την Ένωση

Άρθρο 11[2]
Προσχώρηση ή αποδοχή στην Ένωση. Διαδικασία

1 Οποιοδήποτε μέλος του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών μπορεί να προσχωρήσει στην Ένωση.

2 Οποιαδήποτε κυρίαρχη χώρα που δεν είναι μέλος του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών μπορεί να υποβάλει αίτηση για την είσοδο ως χώρα μέλος της Ένωσης.

3 Η προσχώρηση ή η αίτηση για την είσοδο στην Ένωση πρέπει να περιλαμβάνει μια επίσημη δήλωση της αποδοχής του Καταστατικού και των υποχρεωτικών πράξεων της Ένωσης. Αυτή απευθύνεται από την κυβέρνηση της ενδιαφερόμενης χώρας στο Γενικό Διευθυντή του διεθνούς Γραφείου, ο οποίος γνωστοποιεί την προσχώρηση ή συμβουλεύεται τις χώρες μέλη για την αίτηση εισόδου, εάν χρειαστεί.

4 Η χώρα που δεν είναι μέλος του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών θεωρείται δεκτή με την ιδιότητα της χώρας μέλους εάν η αίτησή της εγκρίνεται από τουλάχιστον τα δύο τρίτα των χωρών μελών της Ένωσης. Οι χώρες μέλη που δεν έχουν απαντήσει εντός μιας περιόδου τεσσάρων μηνών θεωρούνται ως απέχουσες.

5 Η προσχώρηση ή η αποδοχή με την ιδιότητα μέλους γνωστοποιείται από το Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου στις κυβερνήσεις των χωρών μελών. Αρχίζει να ισχύει από την ημερομηνία αυτής της γνωστοποίησης.

---

[1] Τροποποιήθηκε από τα Συνέδρια του Τόκιο 1969 και της Σεούλ 1994.
[2] Τροποποιηθηκε από τα Συνέδρια το Τόκιο 1969 και της Ουάσιγκτον 1989.

Άρθρο 12[1]
Αποχώρηση από την Ένωση. Διαδικασία

1 Κάθε χώρα μέλος μπορεί να αποχωρεί από την Ένωση με καταγγελία του Καταστατικού που δίνεται από την κυβέρνηση της ενδιαφερόμενης χώρας στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου και από αυτόν στις κυβερνήσεις των χωρών μελών.

2 Η αποχώρηση από την Ένωση ισχύει ένα έτος μετά από την ημέρα που παρελήφθη η καταγγελία από το Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου, όπως προβλέπεται στην παράγραφο 1.

Κεφάλαιο III

Οργάνωση της Ένωσης

Άρθρο 13[2]
Όργανα της Ένωσης

1 Τα όργανα της Ένωσης είναι το Συνέδριο, το Συμβούλιο της Διοίκησης, το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης και το Διεθνές Γραφείο.

2 Τα μόνιμα όργανα της Ένωσης είναι το Συμβούλιο της Διοίκησης, το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης και το Διεθνές Γραφείο.

Άρθρο 14
Συνέδριο

1 Το Συνέδριο είναι το ανώτατο όργανο της Ένωσης.

2 Το Συνέδριο αποτελείται από τους αντιπροσώπους των χωρών μελών.

Άρθρο 15
Έκτακτα Συνέδρια

Ένα έκτακτο Συνέδριο μπορεί να συγκληθεί μετά από αίτημα ή με τη συγκατάθεση τουλάχιστον των δύο τρίτων των χωρών μελών της Ένωσης.

Άρθρο 16
Διοικητικές συσκέψεις

(Διαγράφεται.)[3]

---

1 Τροποποιήθηκε από το Συνέδριο της Ουάσιγκτον του 1989.
2 Τροποποιήθηκε από τα Συνέδρια Τόκιο 1969, του Αμβούργου 1984 και της Σεούλ 1994.
3 Από το Συνέδριο του Αμβούργο 1984.

Άρθρο 17[1]
Το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης.

1 Μεταξύ δύο Συνεδρίων το Συμβούλιο της διοίκησης (CA) εξασφαλίζει τη συνέχεια των εργασιών της Ένωσης σύμφωνα με τις διατάξεις πράξεων της Ένωσης.

2 Τα μέλη του Συμβουλίου της διοίκησης εξασκούν τα καθήκοντά τους στο όνομα και προς όφελος της Ένωσης.

Άρθρο 18[2]
Το ταχυδρομικό Συμβούλιο διαδικασιών

Το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης (POC) είναι αρμόδιο για λειτουργικά, εμπορικά, τεχνικά και οικονομικά θέματα σχετικά με την ταχυδρομική υπηρεσία.

Άρθρο 19
Ειδικές επιτροπές

(Διαγράφεται)[3]

Άρθρο 20[4]
Διεθνές Γραφείο

Ένα κεντρικό γραφείο που λειτουργεί στην έδρα της Ένωσης υπό τον τίτλο του Διεθνούς Γραφείου της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Ένωσης, που διοικείται από έναν Γενικό Διευθυντή και που τοποθετείται υπό έλεγχο του Συμβουλίου της διοίκησης, χρησιμεύει ως ένα όργανο εκτελεστικό, της υποστήριξης, του συνδέσμου, των πληροφοριών και των διαβουλεύσεων.

Κεφάλαιο IV

Χρηματοοικονομικά της Ένωσης

Άρθρο 21[5]
Δαπάνες της Ένωσης. Συνεισφορές των χωρών μελών

1 Κάθε συνέδριο καθορίζει το μέγιστο ποσό που μπορούν να φθάσουν :

a οι ετήσιες δαπάνες της Ένωσης

b οι δαπάνες σχετικά με την οργάνωση του επόμενου συνεδρίου.

2 Το μέγιστο ποσό για τις δαπάνες που αναφέρονται στην παράγραφο 1 μπορεί να ξεπεραστεί εάν οι περιστάσεις απαιτούν έτσι, υπό τον όρο ότι τηρούνται οι σχετικές διατάξεις των Γενικών Κανονισμών.

3 Οι δαπάνες της Ένωσης, συμπεριλαμβανομένων των δαπανών που προβλέπονται στην παράγραφο 2, αναλαμβάνονται από κοινού από τις χώρες μέλη της Ένωσης. Για αυτόν το λόγο, κάθε ένας η χώρα μέλος επιλέγει την κατηγορία συνεισφοράς στην οποία σκοπεύει να περιληφθεί. Οι κατηγορίες συνεισφοράς καθορίζονται στους Γενικούς Κανονισμούς.

---

1 Τροποποιήθηκε από το Συνέδριο της Σεούλ 1994.
2 Τροποποιήθηκε από τα Συνέδρια το Τόκιο 1969 και της Σεούλ 1994.
3 Από το συνέδριο του Αμβούργο 1984.
4 Τροποποιήθηκε από τα Συνέδρια του Αμβούργου 1984 και της Σεούλ 1994.
5 Τροποποιήθηκε από τα Συνέδρια το Τόκιο 1969, της Λοζάννης 1974 και της Ουάσιγκτον 1989.

4 Στην περίπτωση προσχώρησης ή αποδοχής στην Ένωσης σύμφωνα με το άρθρο 11, η ενδιαφερόμενη χώρα επιλέγει ελεύθερα την κατηγορία συνεισφοράς στην οποία επιθυμεί να τοποθετηθεί με σκοπό τον καταμερισμό των δαπανών της Ένωσης.

Τμήμα II

Πράξεις της Ένωσης

Κεφάλαιο I

Γενικά

Άρθρο 22
Πράξεις της Ένωσης

1 Το Καταστατικό είναι η βασική πράξη της Ένωσης. Περιέχει τους οργανικούς κανόνες της Ένωσης **και δεν υπόκειται σε επιφυλάξεις.**[1]

2 Οι Γενικοί Κανονισμοί ενσωματώνουν εκείνες τις διατάξεις που εξασφαλίζουν την εφαρμογή του Καταστατικού και την λειτουργία της Ένωσης. Είναι δεσμευτικοί για όλες τις χώρες μέλη **και δεν υπόκεινται σε επιφυλάξεις.**[1]

3 Η Παγκόσμια Ταχυδρομική Σύμβαση, ο Κανονισμός του Επιστολικού Ταχ/μείου και ο Κανονισμός που αφορά τα Ταχ/κά Δέματα περιλαμβάνουν τους κανόνες που εφαρμόζονται στη Διεθνή Ταχυδρομική Υπηρεσία καθώς και τις διατάξεις που αφορούν στις υπηρεσίες του επιστολικού ταχ/μείου και των ταχυδρομικών δεμάτων. Αυτές οι πράξεις είναι δεσμευτικές σε όλες τις χώρες μέλη.[2]

4 Οι Συμφωνίες της Ένωσης, και οι Κανονισμοί τους, ρυθμίζουν τις υπηρεσίες εκτός από αυτές του επιστολικού ταχ/μείου και των ταχυδρομικών δεμάτων μεταξύ των χωρών μελών που είναι μέρη σ' αυτές. Είναι δεσμευτικοί μόνο γιαυτές τις χώρες.[2]

5 Οι Κανονισμοί, που περιέχουν τους απαραίτητους κανόνες εφαρμογής για την εκτέλεση της Σύμβασης και των Συμφωνιών, συντάσσονται από το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης, λαμβάνοντας υπόψη τις αποφάσεις που λαμβάνονται από το Συνέδριο.[3]

6 Τα Τελικά Πρωτόκολλα που προσαρτώνται στις Πράξεις της Ένωσης και που αναφέρονται στις παραγράφους 3 έως 5 περιέχουν τις επιφυλάξεις σ' αυτές τις Πράξεις.

Άρθρο 23[4]
Εφαρμογή των Πράξεων της Ένωσης στα εδάφη των οποίων μια χώρα μέλος είναι αρμόδια για τις διεθνείς σχέσεις

1 Κάθε χώρα μπορεί να δηλώσει οποιαδήποτε στιγμή ότι η αποδοχή των Πράξεων της Ένωσης περιλαμβάνει όλα τα εδάφη των οποίων είναι αρμόδια για τις διεθνείς σχέσεις, ή κάποιες από αυτές μόνο.
2 Η δήλωση που προβλέπεται στην παράγραφο 1 πρέπει να απευθυνθεί στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου.

3 Κάθε χώρα μέλος μπορεί οποιαδήποτε στιγμή να γνωστοποιήσει στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου τη πρόθεσή της να καταγγείλει την εφαρμογή των Πράξεων της Ένωσης για τις

---

[1] Τροποποιήθηκε από το συνέδριο του Βουκουρεστίου του 2004.
[2] Τροποποιήθηκε από το συνέδριο του Πεκίνου 1999.
[3] Τροποποιήθηκε από τα συνέδρια της Ουάσιγκτον 1989, της Σεούλ 1994 και του Πεκίνου 1999.
[4] Τροποποιήθηκε από το συνέδριο της Ουάσιγκτον 1989.

οποίες έκανε τη δήλωση που προβλέπεται στην παράγραφο 1. Αυτή η γνωστοποίηση εφαρμόζεται ένα έτος μετά από την ημερομηνία της παραλαβής της από το Γενικό Διευθυντή του διεθνούς γραφείου.

4 Οι δηλώσεις και οι γνωστοποιήσεις που προβλέπονται στις παραγράφους 1 και 3 κοινοποιούνται στις χώρες μέλη από το Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου.

5 Οι διατάξεις που προβλέπονται στις παράγραφους 1 έως 4 δεν ισχύουν στα εδάφη που έχουν τη θέση μέλους της Ένωσης και των οποίων μια χώρα μέλος είναι αρμόδια για τις διεθνείς σχέσεις.

Άρθρο 24
Εθνική νομοθεσία

Οι συνομολογηθέντες όροι των Πράξεων της Ένωσης δεν προσβάλουν τη νομοθεσία κάθε χώρας μέλους σε ότι δεν προβλέπεται ρητώς από αυτές τις Πράξεις.

Κεφάλαιο II

Αποδοχή και καταγγελία των πράξεων της Ένωσης

Άρθρο 25[1]
Υπογραφή, γνησιότητα, επικύρωση και άλλοι τρόποι έγκρισης των πράξεων της Ένωσης

1 Οι πράξεις της ένωσης που προκύπτει από το Συνέδριο υπογράφονται από τους πληρεξούσιους των χωρών μελών.

2 Η γνησιότητα των κανονισμών γίνεται από τον πρόεδρο και το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης .[2]

3 Το Καταστατικό επικυρώνεται το συντομότερο δυνατόν από τις υπογράφουσες χώρες.

4 Η έγκριση των πράξεων της ένωσης εκτός από το Καταστατικό διέπονται από τους συνταγματικούς κανονισμούς κάθε υπογράφουσας χώρας.

5 Όταν μια χώρα δεν επικυρώνει το Καταστατικό ή δεν εγκρίνει τις άλλες πράξεις που έχει υπογράψει, το Καταστατικό και οι άλλες πράξεις είναι έγκυρα για τις άλλες χώρες που τα έχουν επικυρώσει ή έχουν εγκρίνει.

Άρθρο 26[3]
Κοινοποίηση των επικυρώσεων και άλλων μορφών έγκρισης των πράξεων της Ένωσης

Τα όργανα της επικύρωσης του Καταστατικού και των πρόσθετων πρωτοκόλλων επιπλέον και, όπου απαιτείται, της έγκρισης των άλλων Πράξεων της Ένωσης κατατίθενται το συντομότερο δυνατόν στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου ο οποίος ειδοποιεί τις κυβερνήσεις των χώρων μελών για τις καταθέσεις αυτές.

Άρθρο 27
Προσχώρηση στις Συμφωνίες

1 Οι χώρες μέλη μπορούν, οποιαδήποτε στιγμή, να προσχωρήσουν σε μια ή περισσότερες από τις Συμφωνίες που προβλέπονται στο άρθρο 22.4.

---

[1] Τροποποιήθηκε από τα Συνέδρια της Ουάσιγκτον 1989 και Σεούλ 1994.
[2] Τροποποιήθηκε από το Συνέδριο του Πεκίνου 1999.
[3] Τροποποιήθηκε από τα Συνέδρια το Τόκιο 1969 και της Ουάσιγκτον 1989.

2 Η προσχώρηση των χωρών μελών στις Συμφωνίες δηλώνεται σύμφωνα με το άρθρο 11.3.

Άρθρο 28
Καταγγελία μιας Συμφωνίας

Κάθε χώρα μέλος μπορεί να διακόψει τη συμμετοχή της σε μια ή περισσότερες από τις Συμφωνίες, με τις συμφωνημένες προϋποθέσεις του άρθρου 12.

Κεφάλαιο ΙΙΙ

Τροποποίηση των Πράξεων της Ένωσης

Άρθρο 29
Παρουσίαση των προτάσεων

1 Η Ταχυδρομική Υπηρεσία μιας χώρας μέλους έχει το δικαίωμα να παρουσιάσει, είτε στο Συνέδριο είτε μεταξύ των Συνεδρίων, προτάσεις σχετικά με τις πράξεις της Ένωσης στην οποία η χώρα της είναι μέλος.

2 Εντούτοις, οι προτάσεις σχετικά με το Καταστατικό και τους Γενικούς Κανονισμούς μπορούν να υποβληθούν μόνο στο Συνέδριο.

3 Επιπλέον, οι προτάσεις σχετικά με τους κανονισμούς υποβάλλονται απευθείας στο Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης αλλά πρέπει πρώτα να διαβιβαζονται από το Διεθνές Γραφείο σ' όλες τις Ταχυδρομικές Υπηρεσίες των χωρών μελών.[1]

Article 30
Τροποποίηση του Καταστατικού

1 Για να υιοθετηθούν, οι προτάσεις που υποβάλλονται στο συνέδριο και έχουν με το παρόν Καταστατικό πρέπει να εγκρίνονται από τουλάχιστον τα δύο τρίτα των χωρών μελών της Ένωσης **που έχουν δικαίωμα ψήφου.**.[2]

2 Οι τροποποιήσεις που υιοθετούνται από ένα Συνέδριο αποτελούν το αντικείμενο ενός πρόσθετου πρωτοκόλλου και, εκτός αντίθετης απόφασης του Συνεδρίου, τίθεται σε ισχύ ταυτόχρονα με τις αναθεωρημένες Πράξεις κατά τη διάρκεια του ίδιου Συνεδρίου. Επικυρώνεται το συντομότερο δυνατόν από τις χώρες μέλη και οι πράξεις αυτής της επικύρωσης εξετάζονται σύμφωνα με τη διαδικασία που καθορίζεται στο άρθρο 26.

---

[1] Τροποποιήθηκε από το Συνέδριο του Πεκίνου 1999.
[2] Τροποποιήθηκε από το Συνέδριο του Βουκουρεστίου 2004.

Άρθρο 31[1]
Τροποποίηση των Γενικών Κανονισμών, της Σύμβασης και των Συμφωνιών

1 Οι Γενικοί Κανονισμοί, η Σύμβαση και οι Συμφωνίες καθορίζουν τους όρους στους οποίους υπάγονται η έγκριση των προτάσεων που τους αφορούν.

2 Η **Σύμβαση και οι Συμφωνίες** τιθενται σε ισχύ ταυτόχρονα και έχουν την ίδια διάρκεια. Από την ημέρα που καθορίζεται από το Συνέδριο για την έναρξη ισχύος αυτών των Πράξεων, οι αντίστοιχες Πράξεις του προηγούμενου Συνεδρίου καταργούνται.[2]

Κεφάλαιο IV

Διευθέτηση των διαφορών

Άρθρο 32
Διαιτησία

Σε περίπτωση διαφορών μεταξύ δύο ή περισσότερων Ταχυδρομικών Υπηρεσιών χωρών μελών σχετικά με την ερμηνεία των Πράξεων της Ένωσης ή της ευθύνης που επιβάλλεται σε μια Ταχυδρομική Υπηρεσία από την εφαρμογή αυτών των πράξεων, το αμφισβητούμενο ζήτημα ρυθμίζεται από τη διαιτησία.

Τμήμα III

Τελικές διατάξεις

Article 33[2]
Έναρξη ισχύος και διάρκεια του Καταστατικού

Το παρόν Καταστατικό θα ισχύσει την 1η Ιανουαρίου 1966 και θα παραμείνει σε ισχύ επ' αόριστο.

Σε πιστοποίηση του παρόντος, οι πληρεξούσιοι των κυβερνήσεων των συμβαλλόμενων χωρών υπογράψαν το παρόν Καταστατικό σε έναν αντίτυπο που θα κατατεθεί στα αρχεία της κυβέρνησης της χώρας, έδρα της Ένωσης. Ένα αντίγραφο αυτού θα παραδοθεί σε κάθε συμβαλλόμενο μέρος από το **Διεθνές Γραφείο της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Ένωσης**.

Βιέννη, 10 Ιουλίου 1964.

1 Τροποποιήθηκε από το Συνέδριο του Αμβούργο 1984.
2 Τροποποιήθηκε από το Συνέδριο του Βουκουρεστίου 2004.

Έβδομο Συμπληρωματικό Πρωτόκολλο
του Καταστατικού της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Ένωσης

Περιεχόμενα

Άρθρο

Έβδομο Συμπληρωματικό Πρωτόκολλο
του Καταστατικού της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Ένωσης

Οι εξουσιοδοτημένοι εκπρόσωποι των Κυβερνήσεων των χωρών μελών της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Ένωσης, συναντήθηκαν στο Συνέδριο του Βουκουρεστίου, λαμβάνοντας

υπόψη το άρθρο 30, παράγραφο 2, του Καταστατικού της Παγκοσμίας Ταχυδρομικής Ένωσης που συνήφθη στη Βιέννη στις 10 Ιουλίου 1964, υιοθέτησαν, υποκείμενες σε έγκριση , τις ακόλουθες τροποποιήσεις στο Καταστατικό αυτό.

Άρθρο Ι
(Εισαγωγή τροποποιείται) .

Έχοντας υπόψη αφενός μεν τις αναπτυσσόμενες επικοινωνίες μεταξύ των ανθρώπων μέσω της αποτελεσματικής λειτουργίας των ταχυδρομικών υπηρεσιών αφετέρου δε τη συμβολή για την επίτευξη των υψηλών στόχων της διεθνούς συνεργασίας στα πολιτιστικά, κοινωνικά και οικονομικά πεδία, οι εξουσιοδοτημένοι εκπρόσωποι των Κυβερνήσεων των συμβαλλομένων χωρών υιοθέτησαν το Καταστατικό αυτό που υπόκειται σε έγκριση.

Η αποστολή της Ένωσης συνίσταται στην ενίσχυση της διαρκούς ανάπτυξης ποιότητας των αποτελεσματικών και προσιτών παγκόσμιων καθολικών ταχυδρομικών υπηρεσιών προκειμένου να διευκολυνθεί η επικοινωνία μεταξύ των λαών όλου του κόσμου:

- **διασφαλίζοντας την ελεύθερη κυκλοφορία των ταχυδρομικών αντικειμένων σε ένα ενιαίο ταχυδρομικό έδαφος που αποτελείται από διασυνδεόμενα δίκτυα;**
- **ενθαρρύνοντας την υιοθέτηση δίκαιων κοινών προτύπων και της χρήσης της τεχνολογίας;**
- **εξασφαλίζοντας τη συνεργασία και την αλληλεπίδραση μεταξύ των εταίρων**
- **προωθώντας την αποτελεσματική τεχνική συνεργασία;**
- **διασφαλίζοντας την ικανοποίηση των μεταβαλλόμενων αναγκών των πελατών.**

Άρθρο ΙΙ
(Άρθρο 1bis προστίθεται)
Ορισμοί

1 Για τους σκοπούς των Πράξεων της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Ένωσης, οι ακόλουθοι όροι θα καθορίσουν τις έννοιες κατωτέρω:

1.1 Ταχυδρομική Υπηρεσία: Όλες οι ταχυδρομικές υπηρεσίες, των οποίων το πεδίο καθορίζεται από τα όργανα της Ένωσης. Οι κύριες υποχρεώσεις των ταχυδρομικών υπηρεσιών είναι να ικανοποιήσουν ορισμένους κοινωνικούς και οικονομικούς στόχους των χωρών μελών, με την εξασφάλιση της συλλογής, της ταξινόμησης, της διαβίβασης και της επίδοσης των ταχυδρομικών αντικειμένων.

1.2 Χώρα μέλος: Χώρα που πληροί τους όρους του άρθρου 2 του Καταστατικού.

1.3. Ενιαίο ταχυδρομικό έδαφος (ένα και το αυτό ταχυδρομικό έδαφος): η υποχρέωση των συμβαλλομένων μελών στις Πράξεις της ΠΤΕ να φροντίζουν για την αμοιβαία ανταλλαγή των αντικειμένων του επιστολικού ταχυδρομείου, συμπεριλαμβανομένων αυτών της ελευθερίας της διέλευσης και να διαχειρίζονται τα διαβατικά ταχυδρομικά αντικείμενα από τις άλλες χώρες σαν είναι δικά τους ταχυδρομικά αντικείμενα, χωρίς διάκριση.

1.4 Ελευθερία της διέλευσης: Υποχρέωση για τις ενδιάμεσες ταχυορομικες υπηρεσίες να μεταφέρουν τα ταχυδρομικά αντικείμενα που τους έχουν διαβιβασθεί διαβατικά από μία άλλη ταχυδρομική υπηρεσία της ΠΤΕ, παρέχοντας παρόμοια διαχείριση με εκείνη που διαχειρίζονται στην αλληλογραφία του εσωτερικού τους.

1.5 Αντικείμενο Επιστολικού Ταχυδρομείου: Όπως περιγράφεται στη Σύμβαση.

1.6 Διεθνείς Ταχυδρομικές Υπηρεσίες: Ταχυδρομικές Λειτουργίες ή Υπηρεσίες που ρυθμίζονται από τις Πράξεις; Καθορισμός αυτών των Λειτουργιών ή των Υπηρεσιών.

Άρθρο ΙΙΙ
(Άρθρο 22 τροποποιημένο)
Πράξεις της Ένωσης

1 Το Καταστατικό είναι η θεμελιώδης Πράξη της Ένωσης. Περιέχει τους οργανικούς κανόνες της Ένωσης **και δεν υπόκειται σε επιφυλάξεις.**

2 Οι Γενικοί Κανονισμοί ενσωματώνουν τις διατάξεις που εξασφαλίζουν την εφαρμογή του Καταστατικού και τη λειτουργία της Ένωσης. Είναι υποχρεωτικοί για όλες τις χώρες μέλη **και δεν υπόκεινται σε επιφυλάξεις.**

3 Η Παγκόσμια Ταχυδρομική Σύμβαση, οι Κανονισμοί του Επιστολικού Ταχυδρομείου και οι Κανονισμοί των Ταχυδρομικών Δεμάτων ενσωματώνουν τους κανόνες που εφαρμόζονται σε όλη τη διεθνή ταχυδρομική υπηρεσία και τις διατάξεις που αφορούν στις υπηρεσίες επιστολικού ταχυδρομείου και των ταχυδρομικών δεμάτων. Οι Πράξεις αυτές είναι δεσμευτικές για όλες τις χώρες μέλη.

4 Οι Συμφωνίες της Ένωσης και οι Κανονισμοί τους ρυθμίζουν τις υπηρεσίες εκτός από εκείνες του επιστολικού ταχυδρομείου και των ταχυδρομικών δεμάτων μεταξύ των χωρών μελών αυτών που είναι συμβαλλόμενα μέρη. Αυτές θα είναι υποχρεωτικές μόνο για τις χώρες αυτές .

5 Οι Κανονισμοί, οι οποίοι περιέχουν τους κανόνες εφαρμογής που είναι απαραίτητοι για την εκτέλεση της Σύμβασης και των Κανονισμών, καταρτίζονται από το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης, λαμβάνοντας υπόψη τις αποφάσεις που έχουν ληφθεί από το Συνέδριο.

6 Τα Τελικά Πρωτόκολλα που προσαρτώνται στις Πράξεις της Ένωσης και αναφέρονται στις παραγράφους 3, 4 και 5 περιέχουν τις επιφυλάξεις επί των Πράξεων αυτών.

Άρθρο ΙV
(Άρθρο 30 τροποποιημένο)
Τροποποίηση του Καταστατικού

1 Για να γίνουν αποδεκτές, οι προτάσεις που υποβάλλονται στο Συνέδριο και οι οποίες είναι σχετικές με το Καταστατικό αυτό, πρέπει να εγκρίνονται από τα δύο τρίτα τουλάχιστον των χωρών μελών της Ένωσης που έχουν δικαίωμα ψήφου.

2 Οι τροποποιήσεις που υιοθετούνται από ένα Συνέδριο θα αποτελέσουν το αντικείμενο ενός συμπληρωματικού πρωτοκόλλου, και εκτός αν το Συνέδριο αποφασίσει

διαφορετικά, θα ισχύουν ταυτόχρονα με τις Πράξεις που ανανεώνονται κατά τη διάρκεια του ίδιου Συνεδρίου. Επικυρώνονται το συντομότερο δυνατόν από τις χώρες μέλη και τα έγγραφα της επικύρωσης αυτής διαχειρίζονται σύμφωνα με τη διαδικασία που καθορίζεται στο άρθρο 26.

Άρθρο V
(Άρθρο 31 τροποποιημένο)
Τροποποίηση των Γενικών Κανονισμών, της Σύμβασης και των Συμφωνιών

1 Οι Γενικοί Κανονισμοί, η Σύμβαση και οι Συμφωνίες καθορίζουν τους όρους που πρέπει να πληρούνται για την έγκριση των προτάσεων που τους αφορούν.

2. **Σύμβαση και οι Συμφωνίες** τίθενται σε ισχύ ταυτόχρονα και έχουν την ίδια διάρκεια. Από την ημέρα που καθορίζεται από το Συνέδριο η έναρξη ισχύος των Πράξεων αυτών, οι αντίστοιχες Πράξεις του προηγούμενου Συνεδρίου καταργούνται.

Άρθρο VI
Έναρξη ισχύος και διάρκεια του Συμπληρωματικού Πρωτοκόλλου στο Καταστατικό της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Ένωσης.

Το Συμπληρωματικό Πρωτόκολλο αυτό θα τεθεί σε ισχύ **την 1η Ιανουαρίου 2006** και θα παραμείνει σε ισχύ επ' αόριστον.

Σε πιστοποίηση αυτού, οι πληρεξούσιοι των Κυβερνήσεων των χωρών μελών που συνέταξαν το Συμπληρωματικό Πρωτόκολλο αυτό, το οποίο θα έχει την ίδια ισχύ και το ίδιο κύρος ως αν οι διατάξεις του εισάγονταν στο κείμενο του Καταστατικού αυτού και το υπέγραψαν σε ένα πρωτότυπο μόνο το οποίο θα κατατεθεί στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου. Ένα αντίγραφο αυτού θα επιδοθεί σε κάθε συμβαλλόμενο μέρος από το **Διεθνές Γραφείο της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Ένωσης.**

Βουκουρέστι, 5 Οκτωβρίου 2004.

Γενικός Κανονισμός της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Ένωσης

Γενικός Κανονισμός της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Ένωσης

Περιεχόμενα

Κεφάλαιο I

Λειτουργία των οργάνων της Ένωσης

Άρθρο

Κεφάλαιο II

Διεθνές Γραφείο

Κεφάλαιο III

Διαδικασία για την υποβολή και εξέταση των προτάσεων

Κεφάλαιο IV

Οικονομικά

Κεφάλαιο V

Διαιτησία

Κεφάλαιο VI

Τελικές διατάξεις

Γενικοί Κανονισμοί της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Ένωσης

Οι υπογράφοντες πληρεξούσιοι των Κυβερνήσεων των χωρών μελών της Ένωσης, έχοντας υπόψη το άρθρο 22, παράγραφος 2, του Καταστατικού της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Ένωσης, που συνήφθη στη Βιέννη στις 10 Ιουλίου 1964, συνέταξαν κοινή συναινέσει και υπό τον όρο του άρθρου 25, παράγραφος 4, του Καταστατικού, σε αυτούς τους Γενικούς Κανονισμούς τις ακόλουθες διατάξεις που διασφαλίζουν την εφαρμογή του Καταστατικού και τη λειτουργία της Ένωσης.

Κεφάλαιο I

Λειτουργία των οργάνων της Ένωσης

Άρθρο 101

Οργάνωση και σύγκληση των Συνεδρίων και των Εκτάκτων Συνεδρίων (Καταστ.14, 15)

1. Οι αντιπρόσωποι των χωρών - μελών συνέρχονται σε Συνέδριο το αργότερο εντός **τεσσάρων** ετών μετά το **τέλος του έτους, κατά τη διάρκεια του οποίου πραγματοποιήθηκε** το προηγούμενο Συνέδριο.

2. Κάθε χώρα μέλος πρέπει να ορίζει για την εκπροσώπησή της στο Συνέδριο έναν ή περισσότερους πληρεξούσιους, εφοδιασμένους από την Κυβέρνησή τους με την απαραίτητη εξουσιοδότηση. Μπορεί, εάν χρειαστεί, να ορίσει να εκπροσωπηθεί από την αντιπροσωπεία μιας άλλης χώρας μέλους. Εντούτοις, είναι κατανοητό ότι μια αντιπροσωπεία μπορεί να εκπροσωπήσει μόνο μια χώρα μέλος εκτός από τη δική της.

3. Στις συζητήσεις, κάθε χώρα - μέλος διαθέτει μία ψήφο, που υπόκειται στις κυρώσεις που προβλέπονται στο άρθρο **129**.

4. Κατ' αρχήν, κάθε Συνέδριο ορίζει τη χώρα στην οποία θα πραγματοποιηθεί το επόμενο Συνέδριο. Εάν αυτός ο ορισμός αποδειχθεί ανέφικτος, το Διοικητικό Συμβούλιο εξουσιοδοτείται να ορίσει τη χώρα στην οποία πρόκειται να διεξαχθεί το Συνέδριο, μετά από συνεννόηση με τη χώρα αυτή.

5. Μετά από συνεννόηση με το Διεθνές Γραφείο, η φιλοξενούσα Κυβέρνηση πρέπει να καθορίσει την οριστική ημερομηνία και την ακριβή τοποθεσία του Συνεδρίου. Κατ' αρχήν, ένα έτος πριν από την ημερομηνία διεξαγωγής η φιλοξενούσα Κυβέρνηση στέλνει μια πρόσκληση στην Κυβέρνηση κάθε χώρας – μέλους της Ένωσης. Αυτή η πρόσκληση μπορεί να αποσταλεί είτε απευθείας είτε μέσω μιας άλλης Κυβέρνησης, είτε μέσω του Γενικού Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου.

6. Όταν ένα Συνέδριο πρέπει να συγκληθεί χωρίς φιλοξενούσα Κυβέρνηση, το Διεθνές Γραφείο, σε συμφωνία με το Διοικητικό Συμβούλιο και μετά από συνεννόηση με την Κυβέρνηση της Ελβετικής Συνομοσπονδίας, λαμβάνει τα απαραίτητα μέτρα για να συγκαλέσει και να οργανώσει το Συνέδριο στη χώρα όπου βρίσκεται η έδρα της Ένωσης. Σε αυτήν την περίπτωση, το Διεθνές Γραφείο εκτελεί τις υπηρεσίες της φιλοξενούσας Κυβέρνησης.

7. Ο τόπος συνάντησης ενός Εκτάκτου Συνεδρίου ορίζεται, μετά από συνεννόηση με το Διεθνές Γραφείο, από τις χώρες μέλη που πήραν την πρωτοβουλία γι' αυτό το Συνέδριο.

8. Οι παράγραφοι 2 έως 6 ισχύουν αναλογικά για τα Έκτακτα Συνέδρια.

Άρθρο 102

Σύνθεση, λειτουργία και συνεδριάσεις του Διοικητικού Συμβουλίου (Καταστ. 17)

1. Το Διοικητικό Συμβούλιο αποτελείται από σαράντα ένα μέλη τα οποία ασκούν τις αρμοδιότητές τους κατά τη διάρκεια της περιόδου μεταξύ δύο διαδοχικών Συνεδρίων.

2. Η προεδρία ανατίθεται δικαιωματικά στη φιλοξενούσα χώρα του Συνεδρίου. Εάν αυτή η χώρα παραιτηθεί απ' αυτό το δικαίωμα, καθίσταται νόμιμο μέλος και, κατά συνέπεια, η γεωγραφική ομάδα στην οποία ανήκει θα έχει στη διάθεσή της μία συμπληρωματική έδρα, για την οποία δεν ισχύουν οι περιοριστικές διατάξεις της παραγράφου 3. Σε αυτήν την περίπτωση, το Διοικητικό Συμβούλιο εκλέγει για την προεδρία μια από τις χώρες - μέλη που ανήκουν στη γεωγραφική ομάδα της φιλοξενούσας χώρας.

3. Τα άλλα σαράντα μέλη του Διοικητικού Συμβουλίου εκλέγονται από το Συνέδριο βάσει μιας δίκαιης γεωγραφικής κατανομής. Τουλάχιστον το ήμισυ των μελών θα ανανεώνεται σε κάθε Συνέδριο. Καμιά χώρα - μέλος δεν μπορεί να εκλέγεται σε τρία διαδοχικά Συνέδρια.

4. Κάθε μέλος του Διοικητικού Συμβουλίου διορίζει τον εκπρόσωπό του, ο οποίος είναι αρμόδιος για τα ταχυδρομικά θέματα.

5. Οι υπηρεσίες του μέλους του Διοικητικού Συμβουλίου παρέχονται δωρεάν. Οι λειτουργικές δαπάνες αυτού του Συμβουλίου επιβαρύνουν την Ένωση.

6. Το Διοικητικό Συμβούλιο έχει τις παρακάτω δικαιοδοσίες:

6.1. Να εποπτεύει τις δραστηριότητες της Ένωσης στο ενδιάμεσο των Συνεδρίων, διασφαλίζοντας τη συμβατότητά τους με τις αποφάσεις του Συνεδρίου, μελετώντας ζητήματα που αφορούν στις κυβερνητικές πολιτικές για τα ταχυδρομικά ζητήματα και λαμβάνοντας υπόψη τις

διεθνείς κανονιστικές εξελίξεις, όπως αυτές που σχετίζονται με το εμπόριο στις υπηρεσίες και με τον ανταγωνισμό.

6.2. Να εξετάζει και να εγκρίνει, στο πλαίσιο της αρμοδιότητάς του, κάθε δράση που θεωρείται απαραίτητη προκειμένου να προστατεύσει και να βελτιώσει την ποιότητα καθώς και να εκσυγχρονίσει τη διεθνή ταχυδρομική υπηρεσία.

6.3. Να προωθεί, να συντονίζει και να εποπτεύει όλες τις μορφές ταχυδρομικής τεχνικής βοήθειας στο πλαίσιο της διεθνούς τεχνικής συνεργασίας.

6.4. Να εξετάζει και να εγκρίνει τον ετήσιο προϋπολογισμό και τους επίσημους λογαριασμούς της Ένωσης.

6.5. Να εγκρίνει την υπέρβαση του ανώτατου ορίου δαπανών, εάν οι περιστάσεις το απαιτούν, σύμφωνα με το άρθρο **128, παράγραφοι 3 έως 5**.

6.6. Να καθορίζει τους Οικονομικούς Κανονισμούς της Π.Τ.Ε.

6.7. Να καθορίζει τους κανόνες που διέπουν το Αποθεματικό Ταμείο.

6.8. Να καθορίζει τους κανόνες που διέπουν το Ειδικό Ταμείο.

6.9. Να καθορίζει τους κανόνες που διέπουν το Ταμείο Ειδικών Δραστηριοτήτων.

6.10. Να καθορίζει τους κανόνες που διέπουν το Εθελοντικό Ταμείο.

6.11. Να φροντίζει για τον έλεγχο των δραστηριοτήτων του Διεθνούς Γραφείου.

6.12. Να εγκρίνει την ανάδειξη μιας χαμηλότερης κατηγορίας συνεισφοράς, εάν απαιτείται, σύμφωνα με τους όρους που καθορίζονται στο άρθρο **130, παράγραφος 6**.

6.13. Να εγκρίνει την αλλαγή μιας γεωγραφικής ομάδας, εάν απαιτείται, λαμβάνοντας υπόψη τις απόψεις που εκφράζονται από τις χώρες που είναι μέλη των ενδιαφερόμενων γεωγραφικών ομάδων.

6.14. Να συντάσσει τους Κανονισμούς Προσωπικού και τις συνθήκες εργασίας των εκλεγμένων ανώτερων υπαλλήλων.

6.15 Να δημιουργεί ή να καταργεί θέσεις εργασίας στο Διεθνές Γραφείο, λαμβάνοντας υπόψη τους περιορισμούς που επιβάλλονται από το ανώτατο καθορισμένο όριο δαπανών.

6.16. Να καθορίζει τους Κανονισμούς του Κοινωνικού Ταμείου.

6.17. Να εγκρίνει τη **διετή** έκθεση και την Έκθεση Οικονομικής Διαχείρισης επί των δραστηριοτήτων της Ένωσης που καταρτίζεται από το Διεθνές Γραφείο και να προβαίνει σε παρατηρήσεις επ' αυτών, όπου κρίνεται κατάλληλο.

6.18. Να αποφασίζει για τις επαφές που πρέπει να συνάπτονται με τις Ταχυδρομικές Υπηρεσίες προκειμένου να εκτελεί τις υπηρεσίες του.

6.19 Κατόπιν διαβουλεύσεως με το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης, να αποφασίζει για τις επαφές που συνάπτονται με

τους οργανισμούς που δεν είναι από το νόμο παρατηρητές, να εξετάζει και να εγκρίνει τις εκθέσεις του Διεθνούς Γραφείου επί των σχέσεων της Π.Τ.Ε. με τους διεθνείς οργανισμούς και να λαμβάνει τις αποφάσεις που θεωρεί απαραίτητες για τη διαχείριση των σχέσεων αυτών και τη συνέχεια που πρέπει να δίνεται σ' αυτές. Να υποδεικνύει εν ευθέτω χρόνω, **κατόπιν διαβουλεύσεως με το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης και το Γενικό Γραμματέα**, τους διεθνείς οργανισμούς, **τις ενώσεις, τις επιχειρήσεις και τα αρμόδια πρόσωπα** που πρέπει να προσκαλούνται ως εκπρόσωποι **σε συγκεκριμένες συνεδριάσεις του Συνεδρίου και των Επιτροπών του, όταν αυτό είναι προς το συμφέρον της Ένωσης ή των εργασιών του Συνεδρίου** και να αναθέτει στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου την αποστολή των απαραίτητων προσκλήσεων.

6.20. Να καθιερώνει τις αρχές, εάν κρίνεται απαραίτητο, τις οποίες πρέπει να λαμβάνει υπόψη του το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης στη μελέτη ζητημάτων με σημαντικό οικονομικό αντίκτυπο (χρεώσεις, καταληκτικά τέλη, διαβατικά τέλη, βασικά τέλη αεροπορικής μεταφοράς και κατάθεση στο εξωτερικό των αντικειμένων επιστολικού ταχυδρομείου), να παρακολουθεί στενά τη μελέτη αυτών των ζητημάτων και να επανεξετάζει και να εγκρίνει, προκειμένου να εξασφαλίζεται συμμόρφωση με τις προαναφερθείσες αρχές, τις προτάσεις του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης που σχετίζονται με αυτά τα θέματα.

6.21. Να μελετά, κατόπιν αιτήματος του Συνεδρίου, του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης ή των Ταχυδρομικών Υπηρεσιών, τα διοικητικά, νομοθετικά και νομικά προβλήματα που αφορούν στην Ένωση ή στη διεθνή ταχυδρομική υπηρεσία. Εναπόκειται στην αρμοδιότητα του Διοικητικού Συμβουλίου να αποφασίζει, για τους προαναφερθέντες τομείς, εάν είναι σκόπιμο να πραγματοποιούνται οι μελέτες που ζητούνται από τις Ταχυδρομικές Υπηρεσίες στο διάστημα που μεσολαβεί ανάμεσα στα Συνέδρια.

6.22. Να διαμορφώνει προτάσεις οι οποίες υποβάλλονται για έγκριση είτε από το Συνέδριο είτε από τις Ταχυδρομικές Υπηρεσίες, σύμφωνα με το άρθρο **124**.

6.23. Να εγκρίνει, στο πλαίσιο των αρμοδιοτήτων του, τις συστάσεις του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης για την υιοθέτηση, εάν είναι απαραίτητο, των κανονισμών ή μιας νέας διαδικασίας, έως ότου το Συνέδριο αποφασίσει επί του θέματος.

6.24. Να εξετάζει την ετήσια έκθεση που προετοιμάζεται από το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης και οποιεσδήποτε προτάσεις που υποβάλλονται από αυτό.

6.25. Να υποβάλλει θέματα για μελέτη στο Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης, προκειμένου να εξεταστούν σύμφωνα με το άρθρο 104, παράγραφος 9.16.

6.26. Να ορίζει τη χώρα διεξαγωγής του επόμενου Συνεδρίου στην περίπτωση που προβλέπεται στο άρθρο 101, παράγραφος 4.

6.27. Να καθορίζει, εν ευθέτω χρόνω και κατόπιν συνεννόησης με το

Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης, τον αριθμό των Επιτροπών που απαιτούνται για την εκτέλεση των εργασιών του Συνεδρίου και να προσδιορίζει τις αρμοδιότητές τους.

6.28. Να ορίζει, κατόπιν συνεννόησης με το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης και υπό την έγκριση του Συνεδρίου, τις χώρες μέλη που μπορούν:

- να αναλάβουν την αντιπροεδρία του Συνεδρίου καθώς και την Προεδρία και την αντιπροεδρία των Επιτροπών, λαμβάνοντας υπόψη όσο το δυνατόν περισσότερο τη δίκαιη γεωγραφική κατανομή των χωρών - μελών και
- Να είναι μέλη στις περιορισμένες Επιτροπές του Συνεδρίου.

6.29. Να επανεξετάζει και να εγκρίνει το προσχέδιο του Στρατηγικού Σχεδίου που θα υποβληθεί στο Συνέδριο, το οποίο έχει εκπονηθεί από το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης με την υποστήριξη του Διεθνούς Γραφείου. Να επανεξετάζει και να εγκρίνει τις ετήσιες αναθεωρήσεις του Σχεδίου που εγκρίνονται από το Συνέδριο βάσει των συστάσεων του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης και να ανταλλάσσει απόψεις με το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης για την ανάπτυξη και την ετήσια επικαιροποίηση του Σχεδίου.

6.30. Να καθορίζει το πλαίσιο για την οργάνωση της Συμβουλευτικής Επιτροπής και να συναινεί στην οργάνωση της Συμβουλευτικής Επιτροπής, σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 106.

6.31. Να θεσπίζει τα κριτήρια για την ιδιότητα μέλους της Συμβουλευτικής Επιτροπής και να εγκρίνει ή να απορρίπτει τις αιτήσεις για την ιδιότητα μέλους σύμφωνα με αυτά τα κριτήρια, διασφαλίζοντας τη διαχείριση αυτών των αιτήσεων μέσω μιας εσπευσμένης διαδικασίας μεταξύ των συνεδριάσεων του Διοικητικού Συμβουλίου.

6.32. Να καθορίζει τα μέλη τα οποία θα συμμετάσχουν στη Συμβουλευτική Επιτροπή.

6.33. Να παραλαμβάνει και να συζητά τις εκθέσεις και τις συστάσεις της Συμβουλευτικής Επιτροπής και να εξετάζει τις συστάσεις της για υποβολή στο Συνέδριο.

7. Στην πρώτη συνεδρίασή του, η οποία συγκαλείται από τον Πρόεδρο του Συνεδρίου, το Διοικητικό Συμβούλιο εκλέγει τέσσερις Αντιπροέδρους μεταξύ των μελών του και καταρτίζει τον Εσωτερικό του Κανονισμό.

8. Κατά τη σύγκληση από τον Πρόεδρό του, το Διοικητικό Συμβούλιο συγκαλείται κατ' αρχήν μία φορά το χρόνο, στην έδρα της Ένωσης.

9. Ο Πρόεδρος, οι Αντιπρόεδροι, οι Πρόεδροι των Επιτροπών του Διοικητικού Συμβουλίου και ο Πρόεδρος της Ομάδας Στρατηγικού Σχεδιασμού αποτελούν τη Διαχειριστική Επιτροπή. Αυτή η Επιτροπή προετοιμάζει και κατευθύνει τις εργασίες κάθε συνόδου του Διοικητικού Συμβουλίου. Εγκρίνει, εκ μέρους του Διοικητικού Συμβουλίου, την ετήσια έκθεση των εργασιών της Ένωσης που προετοιμάζεται από το Διεθνές Γραφείο και αναλαμβάνει οποιοδήποτε άλλο έργο που αποφασίζει να της αναθέσει το Διοικητικό Συμβούλιο ή οποιαδήποτε άλλη εργασία που προκύπτει κατά τη διάρκεια της διαδικασίας του στρατηγικού σχεδιασμού.

10. Ο εκπρόσωπος του κάθε μέλους του Διοικητικού Συμβουλίου που συμμετέχει στις συνεδριάσεις του, εκτός από εκείνες που πραγματοποιούνται κατά τη διάρκεια του Συνεδρίου, δικαιούται της αποζημίωσης του κόστους είτε ενός αεροπορικού εισιτηρίου οικονομικής θέσης μετ' επιστροφής είτε ενός εισιτηρίου τραίνου πρώτης θέσης μετ' επιστροφής, είτε τα έξοδα που προκύπτουν από την μετακίνησή του με οποιαδήποτε άλλο μέσο, με την προϋπόθεση ότι αυτό το ποσό δεν υπερβαίνει την τιμή ενός εισιτηρίου οικονομικής θέσης μετ' επιστροφής. Το ίδιο δικαίωμα χορηγείται σε κάθε μέλος των Επιτροπών του, των Ομάδων Εργασίας ή των άλλων οργάνων, όταν οι συνεδριάσεις αυτές πραγματοποιούνται εκτός του Συνεδρίου και των συνόδων του Συμβουλίου.

11. Ο Πρόεδρος του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης εκπροσωπεί αυτό το όργανο στις συνεδριάσεις του Διοικητικού Συμβουλίου, στην ημερήσια διάταξη του οποίου τίθενται ερωτήματα τα οποία ενδιαφέρουν το όργανο που διευθύνει.

12. Ο Πρόεδρος της Συμβουλευτικής Επιτροπής την εκπροσωπεί στις Συνεδριάσεις του Διοικητικού Συμβουλίου, όταν η ημερήσια διάταξη περιλαμβάνει ζητήματα που άπτονται του ενδιαφέροντος της Συμβουλευτικής Επιτροπής.

13. Προκειμένου να διασφαλισθεί αποτελεσματική συνοχή μεταξύ των εργασιών των δύο οργάνων, το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης μπορεί να ορίζει αντιπροσώπους προκειμένου να παρίστανται στις συνεδριάσεις του Διοικητικού Συμβουλίου ως παρατηρητές.

14. Η Ταχυδρομική Υπηρεσία της χώρας στην οποία συνεδριάζει το Διοικητικό Συμβούλιο προσκαλείται να συμμετάσχει στις συνεδριάσεις με την ιδιότητα του παρατηρητή, εάν αυτή η χώρα δεν αποτελεί μέλος του Διοικητικού Συμβουλίου.

15. Το Διοικητικό Συμβούλιο μπορεί να προσκαλέσει στις συνεδριάσεις του κάθε διεθνή οργανισμό, κάθε αντιπρόσωπο ένωσης ή επιχείρησης, ή κάθε αρμόδιο πρόσωπο με το οποίο επιθυμεί να συνεργασθεί, χωρίς δικαίωμα ψήφου. Μπορεί επίσης να προσκαλέσει, υπό τους ίδιους όρους, μία ή περισσότερες Ταχυδρομικές Υπηρεσίες των χωρών μελών τις οποίες

αφορούν τα ζητήματα της ημερήσιας διάταξής του.

16. Εάν το ζητήσουν, οι ακόλουθοι παρατηρητές μπορούν να συμμετέχουν στις γενικές συνελεύσεις και στις συνεδριάσεις της Επιτροπής του Διοικητικού Συμβουλίου, χωρίς δικαίωμα ψήφου:

16.1. μέλη του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης,

16.2. μέλη της Συμβουλευτικής Επιτροπής,

16.3. διακυβερνητικές οργανώσεις που ενδιαφέρονται για τις εργασίες του Διοικητικού Συμβουλίου,

16.4. άλλες χώρες μέλη της Ένωσης.

17. Για λογιστικούς λόγους, το Διοικητικό Συμβούλιο μπορεί να περιορίσει τον αριθμό των συμμετεχόντων ως παρατηρητών. Μπορεί επίσης να περιορίσει το δικαίωμά τους να μιλήσουν κατά τη διάρκεια των συζητήσεων.

18. Τα μέλη του Διοικητικού Συμβουλίου συμμετέχουν ενεργά στις εργασίες του. **Οι παρατηρητές** μπορεί, μετά από αίτημά τους, **να τους επιτραπεί** να συνεργαστούν στις μελέτες που εκπονούνται, τηρώντας τους όρους που μπορεί να καθορίσει το Συμβούλιο προκειμένου να διασφαλίσει την αποδοτικότητα και την αποτελεσματικότητα των εργασιών του. Μπορούν επίσης να προσκληθούν για να προεδρεύσουν των Ομάδων Εργασίας **και των Ομάδων Προγραμμάτων**, εφόσον το δικαιολογούν η εμπειρία ή οι γνώσεις τους. Η συμμετοχή **των παρατηρητών** πραγματοποιείται χωρίς επιπλέον δαπάνες για την Ένωση.

19. Σε εξαιρετικές περιπτώσεις, οι παρατηρητές μπορεί να εξαιρεθούν από μια συνεδρίαση ή μέρος μιας συνεδρίασης ή μπορεί να περιορισθεί το δικαίωμα τους να λαμβάνουν έγγραφα, εάν το απαιτεί η εμπιστευτικότητα του θέματος της συνεδρίασης ή του εγγράφου. Αυτός ο περιορισμός μπορεί να αποφασιστεί κατά περίπτωση ξεχωριστά από οποιοδήποτε αρμόδιο όργανο ή από τον Πρόεδρό του. Οι κατά περίπτωση καταστάσεις αναφέρονται στο Διοικητικό Συμβούλιο και στο Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης, όταν αφορούν σε ζητήματα ενδιαφέροντος του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης. Αν το θεωρήσει απαραίτητο, το Διοικητικό Συμβούλιο μπορεί στη συνέχεια να επανεξετάσει τους περιορισμούς, κατόπιν συνεννόησης με το

Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης, όπου απαιτείται.

Άρθρο 103

Πληροφορίες για τις δραστηριότητες του Διοικητικού Συμβουλίου

1. Μετά από κάθε σύνοδο, το Διοικητικό Συμβούλιο ενημερώνει τις χώρες μέλη της Ένωσης, τις Περιορισμένες Ενώσεις **και τα μέλη της Συμβουλευτικής Επιτροπής** για τις δραστηριότητές του αποστέλλοντας, μεταξύ άλλων, αναλυτικό απολογισμό καθώς και τα ψηφίσματα και τις αποφάσεις του.

2. Το Διοικητικό Συμβούλιο υποβάλλει στο Συνέδριο μια συνοπτική έκθεση των δραστηριοτήτων του και την αποστέλλει στις Ταχυδρομικές Υπηρεσίες **των χωρών - μελών της Ένωσης και στα μέλη της Συμβουλευτικής Επιτροπής** τουλάχιστον δύο μήνες πριν από την έναρξη του Συνεδρίου.

Άρθρο 104

Σύνθεση, λειτουργία και συνεδριάσεις του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης (Καταστ. 18)

1. Το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης αποτελείται από σαράντα μέλη που εκτελούν τα καθήκοντά τους κατά τη διάρκεια της περιόδου μεταξύ των διαδοχικών συνεδρίων.

2. Τα μέλη του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης εκλέγονται από το Συνέδριο βάσει κατάλληλης γεωγραφικής κατανομής. Εικοσιτέσσερις έδρες κρατούνται για τις αναπτυσσόμενες χώρες και δέκα έξι έδρες για τις αναπτυγμένες χώρες. Τουλάχιστον το ένα τρίτο των μελών πρέπει να ανανεώνεται σε κάθε Συνέδριο.

3. Κάθε μέλος του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης ορίζει τον αντιπρόσωπό του, ο οποίος έχει την ευθύνη να παρέχει τις υπηρεσίες που αναφέρονται στις Πράξεις της Ένωσης.

4. Οι λειτουργικές δαπάνες του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης επιβαρύνουν της Ένωση. Τα μέλη του δε λαμβάνουν καμία πληρωμή. Τα έξοδα ταξιδιού και διαμονής των αντιπροσώπων των Ταχυδρομικών Υπηρεσιών που συμμετέχουν στο Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης επιβαρύνουν αυτές τις Υπηρεσίες. Εντούτοις, ο αντιπρόσωπος καθεμιάς από τις χώρες που θεωρούνται μη προνομιούχες σύμφωνα με τους καταλόγους που καταρτίζονται από τον Οργανισμό Ηνωμένων Εθνών, δικαιούται, εκτός από τις συνεδριάσεις που πραγματοποιούνται κατά τη διάρκεια του Συνεδρίου, αποζημίωση της αξίας ενός αεροπορικού εισιτηρίου οικονομικής θέσης μετ' επιστροφής ή ενός εισιτηρίου τραίνου πρώτης θέσης, ή τα έξοδα που προκύπτουν για το ταξίδι με οποιοδήποτε άλλο μέσο, υπό την προϋπόθεση ότι το ποσό δεν υπερβαίνει την τιμή ενός αεροπορικού εισιτηρίου οικονομικής θέσης μετ' επιστροφής.

5. Στην πρώτη συνεδρίασή του, η οποία συγκαλείται και κηρύσσεται η έναρξή της από τον Πρόεδρο του Συνεδρίου, το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης επιλέγει, μεταξύ των μελών του, ένα Πρόεδρο, έναν Αντιπρόεδρο, τους Προέδρους των Επιτροπών και τον Πρόεδρο της Ομάδας Εργασίας Στρατηγικού Σχεδιασμού.

6. Το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης καταρτίζει τον Εσωτερικό του Κανονισμό.

7. Καταρχήν , το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης συνεδριάζει κάθε χρόνο στην έδρα της Ένωσης. Η ημερομηνία και ο τόπος συνάντησης καθορίζεται από τον Πρόεδρό του, μετά από συμφωνία με τον Πρόεδρο του Διοικητικού Συμβουλίου και τον Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου.

8. Ο Πρόεδρος, ο Αντιπρόεδρος και οι Πρόεδροι των Επιτροπών του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης καθώς και ο Πρόεδρος της Ομάδας Εργασίας Στρατηγικού Σχεδιασμού αποτελούν τη Διαχειριστική Επιτροπή. Αυτή η Επιτροπή προετοιμάζει και διευθύνει τις εργασίες κάθε συνεδρίασης του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης και αναλαμβάνει όλα τα καθήκοντα που το τελευταίο αποφασίζει να της αναθέσει ή τις ανάγκες που προκύπτουν κατά τη διάρκεια της διαδικασίας του στρατηγικού σχεδιασμού.

9. Οι λειτουργίες (αρμοδιότητες) του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης είναι οι ακόλουθες:

9.1. Κατευθύνει τη μελέτη των σημαντικότερων λειτουργικών, εμπορικών, τεχνικών, οικονομικών και τεχνικής συνεργασίας προβλημάτων, τα οποία άπτονται του ενδιαφέροντος των Ταχυδρομικών Υπηρεσιών όλων των χωρών μελών, συμπεριλαμβανομένων των ζητημάτων με σημαντικό οικονομικό αντίκτυπο (χρεώσεις, καταληκτικά τέλη, διαβατικά τέλη, τέλη αεροπορικής διαβίβασης, αναλογούντα μερίδια ταχυδρομικών δεμάτων και κατάθεση στο εξωτερικό των αντικειμένων του επιστολικού ταχυδρομείου), και επεξεργάζεται πληροφορίες, απόψεις και συστάσεις για τη λήψη μέτρων επ' αυτών.

9.2. Αναθεωρεί τους Κανονισμούς της Ένωσης εντός έξι μηνών από την επομένη του τέλους του Συνεδρίου, εκτός αν το Συνέδριο αποφασίσει διαφορετικά. Σε περίπτωση έκτακτης ανάγκης, το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης μπορεί επίσης να τροποποιήσει τους εν λόγω Κανονισμούς σε άλλες συνόδους. Και στις δύο περιπτώσεις, το Συμβούλιο Εκμετάλλευσης υπόκειται στην καθοδήγηση του Διοικητικού Συμβουλίου για θέματα θεμελιώδους πολιτικής και αρχών.

9.3. Συντονίζει πρακτικά μέτρα για την ανάπτυξη και τη βελτίωση των διεθνών ταχυδρομικών υπηρεσιών.

9.4. Αναλαμβάνει, υποκείμενη στην έγκριση του Διοικητικού Συμβουλίου μέσα στο πλαίσιο των αρμοδιοτήτων του, οποιαδήποτε ενέργεια που κρίνεται αναγκαία για τη διαφύλαξη και τη βελτίωση της ποιότητας καθώς επίσης και για τον εκσυγχρονισμό της διεθνούς ταχυδρομικής υπηρεσίας.

9.5. Διαμορφώνει προτάσεις οι οποίες θα υποβάλλονται για έγκριση είτε από το Συνέδριο είτε από τις Ταχυδρομικές Υπηρεσίες, σύμφωνα με

το άρθρο 125. Η έγκριση του Διοικητικού Συμβουλίου απαιτείται όταν αυτές οι προτάσεις αφορούν ζητήματα που άπτονται των αρμοδιοτήτων του Διοικητικού Συμβουλίου.

9.6. Εξετάζει, μετά από αίτημα της Ταχυδρομικής Υπηρεσίας μιας χώρας μέλους, οποιαδήποτε πρόταση που αυτή η Ταχυδρομική Υπηρεσία προωθεί στο Διεθνές Γραφείο σύμφωνα με το άρθρο 124, προετοιμάζει παρατηρήσεις επ' αυτής και δίνει εντολή στο Διεθνές Γραφείο να προσαρτήσει αυτές τις παρατηρήσεις στην πρόταση, προτού την υποβάλει για έγκριση στις Ταχυδρομικές Υπηρεσίες των χωρών μελών.

9.7. Συστήνει, εάν είναι απαραίτητο, και όπου αρμόζει βεβαίως μετά την έγκριση του Διοικητικού Συμβουλίου και γνωμοδότηση του συνόλου των Ταχυδρομικών Υπηρεσιών, την υιοθέτηση κανονισμών ή μίας νέας διαδικασίας μέχρι την απόφαση του Συνεδρίου επί του θέματος.

9.8. Προετοιμάζει και εκδίδει, υπό μορφή συστάσεων στις Ταχυδρομικές Υπηρεσίες, πρότυπα για τεχνολογικές, λειτουργικές και άλλες διαδικασίες εντός των αρμοδιοτήτων του, όπου κρίνεται αναγκαία μία ενιαία πρακτική. Κατά τον ίδιο τρόπο προβαίνει, εάν απαιτείται, σε τροποποιήσεις προτύπων που έχει ήδη ορίσει.

9.9. Εξετάζει, κατόπιν διαβουλεύσεων και με την έγκριση του Διοικητικού Συμβουλίου, το προσχέδιο του Στρατηγικού Σχεδίου που καταρτίζεται από το Διεθνές Γραφείο και τίθεται στην κρίση του Συνεδρίου. Αναθεωρεί κάθε έτος το Σχέδιο που εγκρίνεται από το Συνέδριο με τη βοήθεια της Ομάδας Εργασίας Στρατηγικού Σχεδιασμού και του Διεθνούς Γραφείου καθώς επίσης και με την έγκριση του Διοικητικού Συμβουλίου.

9.10. Εγκρίνει τα σημεία εκείνα της ετήσιας έκθεσης των εργασιών της Ένωσης που προετοιμάζεται από το Διεθνές Γραφείο, τα οποία αφορούν στις ευθύνες και στις λειτουργίες του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης.

9.11. Αποφασίζει για τις επαφές που πρέπει να συνάπτονται με τις Ταχυδρομικές Υπηρεσίες με σκοπό την εκπλήρωση των καθηκόντων του.

9.12. Μελετά προβλήματα εκπαίδευσης και επαγγελματικής κατάρτισης που ενδιαφέρουν τις νέες και αναπτυσσόμενες χώρες.

9.13. Λαμβάνει τα απαραίτητα μέτρα για τη μελέτη και δημοσιοποίηση των δοκιμών και των προόδων που πραγματοποιούνται από κάποιες χώρες στον τεχνικό, λειτουργικό, οικονομικό και επαγγελματικής εκπαίδευσης τομέα, που ενδιαφέρουν τις ταχυδρομικές υπηρεσίες.

9.14. Μελετά την παρούσα κατάσταση και τις ανάγκες των ταχυδρομικών υπηρεσιών στις νέες και αναπτυσσόμενες χώρες και προετοιμάζει τις κατάλληλες συστάσεις για τους τρόπους και τα μέσα βελτίωσης των ταχυδρομικών υπηρεσιών σε αυτές τις χώρες.

9.15. Λαμβάνει, σε συνεννόηση με το Διοικητικό Συμβούλιο, τα κατάλληλα μέτρα στον τομέα της τεχνικής συνεργασίας με όλες τις χώρες μέλη της Ένωσης και ειδικότερα με τις νέες και αναπτυσσόμενες χώρες.

9.16. Εξετάζει οποιαδήποτε άλλα ζητήματα που του υποβάλλονται από ένα μέλος του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης, από το Διοικητικό Συμβούλιο ή από οποιαδήποτε άλλη Ταχυδρομική Υπηρεσία μιας χώρας - μέλους.

9.17. Συγκεντρώνει και συζητά τις αναφορές καθώς επίσης και τις συστάσεις της Συμβουλευτικής Επιτροπής και, όταν πρόκειται για θέματα που άπτονται του ενδιαφέροντος του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης, εξετάζει και σχολιάζει τις συστάσεις της Συμβουλευτικής Επιτροπής που υποβάλλονται στο Συνέδριο.

9.18. Ορίζει τα μέλη που θα λάβουν μέρος στη Συμβουλευτική Επιτροπή.

10. Στη βάση του Στρατηγικού Σχεδίου της Π.Τ.Ε. που υιοθετείται από το Συνέδριο και ειδικότερα το τμήμα που αφορά στις στρατηγικές των Μόνιμων Οργάνων της Ένωσης, το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης, στην πρώτη του σύνοδο μετά το Συνέδριο, ετοιμάζει ένα σχέδιο προγράμματος βασικών εργασιών, το οποίο θα περιέχει έναν αριθμό τακτικών που αποσκοπούν στην εφαρμογή των στρατηγικών. Αυτό το πρόγραμμα βασικών εργασιών, το οποίο περιλαμβάνει ένα περιορισμένο αριθμό έργων σε ζητήματα επικαιρότητας και κοινού ενδιαφέροντος, αναθεωρείται ετησίως υπό το φως της νέας πραγματικότητας και των νέων προτεραιοτήτων, καθώς επίσης και των αλλαγών που επήλθαν στο Στρατηγικό Σχέδιο.

11. Προκειμένου να διασφαλισθεί αποτελεσματική συνοχή μεταξύ των εργασιών των δύο οργάνων, το Διοικητικό Συμβούλιο μπορεί να ορίσει αντιπροσώπους για να παρίστανται στις συνεδριάσεις του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης ως παρατηρητές.

12. Με αίτησή τους, οι ακόλουθοι παρατηρητές μπορούν να συμμετέχουν στις γενικές συνελεύσεις και τις συνεδριάσεις της Επιτροπής του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης, χωρίς δικαίωμα ψήφου:

12.1. μέλη του Διοικητικού Συμβουλίου,

12.2. μέλη της Συμβουλευτικής Επιτροπής,

12.3. διακυβερνητικοί οργανισμοί που ενδιαφέρονται για το έργο του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης,

12.4. άλλες χώρες μέλη της Ένωσης.

13. Για λογιστικούς λόγους, το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης μπορεί να περιορίσει τον αριθμό των συμμετεχόντων ως παρατηρητών. Μπορεί επίσης να περιορίσει το δικαίωμά τους να μιλήσουν κατά τη διάρκεια των συζητήσεων.

14. Τα μέλη του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης λαμβάνουν ενεργά μέρος στις εργασίες του. **Οι παρατηρητές** μπορεί να **επιτραπεί**, μετά από αίτημά τους, να συνεργαστούν στις μελέτες που εκπονούνται, σύμφωνα με τους όρους που μπορεί να καθορίσει το Συμβούλιο για να διασφαλίσει την αποδοτικότητα και την αποτελεσματικότητα του έργου του. Μπορούν επίσης **να προσκληθούν** να προεδρεύσουν των Ομάδων Εργασίας **και των Ομάδων Έργου, εφόσον** διαθέτουν την κατάλληλη **εμπειρία** ή **εξειδίκευση. Η συμμετοχή των παρατηρητών πραγματοποιείται χωρίς πρόσθετη δαπάνη για την Ένωση.**

15. Σε εξαιρετικές περιπτώσεις οι παρατηρητές μπορεί να εξαιρεθούν από μια συνεδρίαση ή μέρος μίας συνεδρίασης ή μπορεί να περιοριστεί το δικαίωμα τους να λαμβάνουν έγγραφα, εάν το απαιτεί η εμπιστευτικότητα του θέματος της συνεδρίασης ή του εγγράφου. Αυτός ο περιορισμός μπορεί να αποφασιστεί κατά περίπτωση ξεχωριστά από οποιοδήποτε αρμόδιο όργανο ή από τον Πρόεδρό του. Οι κατά περίπτωση καταστάσεις αναφέρονται στο Διοικητικό Συμβούλιο και στο Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης. Εάν το θεωρήσει απαραίτητο, το Διοικητικό Συμβούλιο μπορεί, κατόπιν συνεννόησης με το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης, να επανεξετάσει στη συνέχεια τους περιορισμούς, όπου απαιτείται.

16. Ο Πρόεδρος της Συμβουλευτικής Επιτροπής την εκπροσωπεί στις συνεδριάσεις του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης, όταν η ημερήσια διάταξη περιλαμβάνει ζητήματα που άπτονται του ενδιαφέροντος της Συμβουλευτικής Επιτροπής.

17. Το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης μπορεί να προσκαλεί τους πιο κάτω να λαμβάνουν μέρος στις συνεδριάσεις του χωρίς δικαίωμα ψήφου:

17.1. οποιοδήποτε διεθνές όργανο ή οποιοδήποτε αρμόδιο πρόσωπο με το οποίο επιθυμεί να συνεργασθεί κατά τη διεκπεραίωση των εργασιών του,

17.2. Ταχυδρομικές Υπηρεσίες των χωρών - μελών που δεν ανήκουν στο Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης

17.3. οποιαδήποτε ένωση ή επιχείρηση που επιθυμεί να συμβουλευθεί για θέματα τα οποία σχετίζονται με τις εργασίες του.

Άρθρο 105

Πληροφορίες για τις δραστηριότητες του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης

1. Μετά από κάθε σύνοδο, το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης ενημερώνει τις χώρες - μέλη της Ένωσης, τις Περιορισμένες Ενώσεις **και τα μέλη της Συμβουλευτικής Επιτροπής** για τις δραστηριότητές του, στέλνοντας, μεταξύ άλλων, μια αναλυτική έκθεση καθώς και τα ψηφίσματα και τις αποφάσεις του.

2. Το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης ετοιμάζει για το Διοικητικό Συμβούλιο μια ετήσια έκθεση για τις δραστηριότητες του.

3. Το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης, ενόψει του Συνεδρίου, **καταρτίζει** μία συνοπτική έκθεση των δραστηριοτήτων του και την αποστέλλει στις Ταχυδρομικές Υπηρεσίες των χωρών μελών **της Ένωσης και στα μέλη της Συμβουλευτικής Επιτροπής** τουλάχιστον δύο μήνες πριν από την έναρξη του Συνεδρίου.

Άρθρο 106

Σύνθεση, λειτουργία και συνεδριάσεις της Συμβουλευτικής Επιτροπής

1. Ο στόχος της Συμβουλευτικής Επιτροπής είναι να εκπροσωπεί τα ενδιαφέροντα του ευρύτερου διεθνούς ταχυδρομικού τομέα και να παρέχει ένα πλαίσιο αποτελεσματικού διαλόγου μεταξύ των ενδιαφερομένων μερών. Αποτελείται από μη κυβερνητικές οργανώσεις οι οποίες εκπροσωπούν πελάτες, παροχείς υπηρεσιών επίδοσης, οργανώσεις εργαζομένων, προμηθευτές αγαθών και υπηρεσιών στον τομέα των ταχυδρομικών υπηρεσιών και συναφείς οργανισμούς ιδιωτών και επιχειρήσεων, των οποίων το ενδιαφέρον άπτεται των διεθνών ταχυδρομικών υπηρεσιών. Αν αυτοί οι οργανισμοί καταγράφονται, θα πρέπει να καταχωρούνται σε μία χώρα μέλος της Ένωσης. Το Διοικητικό Συμβούλιο και το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης ορίζουν τα μέλη των αντίστοιχων Συμβουλίων τους ως μέλη της Συμβουλευτικής Επιτροπής. Εκτός από τα μέλη που ορίζονται από το Διοικητικό Συμβούλιο και το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης, η ένταξη στη Συμβουλευτική Επιτροπή καθορίζεται μέσω μίας διαδικασίας κατάθεσης αίτησης και αποδοχής, η οποία ορίζεται από το Διοικητικό Συμβούλιο και εκτελείται σύμφωνα με το άρθρο 102.6.31.

2. Κάθε μέλος της Συμβουλευτικής Επιτροπής διορίζει τον αντιπρόσωπό του.

3. Τα λειτουργικά έξοδα της Συμβουλευτικής Επιτροπής κατανέμονται στην Ένωση και στα μέλη της Επιτροπής, όπως καθορίζεται από το Διοικητικό Συμβούλιο.

4. Τα μέλη της Συμβουλευτικής Επιτροπής δεν λαμβάνουν αμοιβή ή οποιαδήποτε άλλη αποζημίωση.

5. Η Συμβουλευτική Επιτροπή αναδιοργανώνεται μετά από κάθε Συνέδριο σύμφωνα με το πλαίσιο που έχει ορισθεί από το Διοικητικό Συμβούλιο. Ο Πρόεδρος του Διοικητικού Συμβουλίου προεδρεύει στην οργανωτική συνεδρίαση της Συμβουλευτικής Επιτροπής, η οποία εκλέγει τον Πρόεδρό της σ' αυτή τη συνεδρίαση.

6. Η Συμβουλευτική Επιτροπή καθορίζει την εσωτερική της οργάνωση και καταρτίζει το δικό της εσωτερικό κανονισμό, λαμβάνοντας υπόψη τις γενικές αρχές της Ένωσης, και υποκείμενη στην ψήφιση του Διοικητικού Συμβουλίου, μετά από συνεννόηση με το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης.

7. Η Συμβουλευτική Επιτροπή συνεδριάζει δύο φορές το χρόνο. Καταρχήν, οι συνεδριάσεις θα πραγματοποιούνται στην έδρα της Ένωσης ταυτόχρονα με τις συνεδριάσεις του Διοικητικού Συμβουλίου και του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης. Η ημερομηνία και ο τόπος κάθε συνεδρίασης ορίζονται από τον Πρόεδρο της Συμβουλευτικής Επιτροπής, σε συμφωνία με τους Προέδρους του Διοικητικού Συμβουλίου και του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης και το Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου.

8. Η Συμβουλευτική Επιτροπή καταρτίζει το πρόγραμμά της μέσα στο πλαίσιο των ακόλουθων λειτουργιών:

8.1. Εξετάζει τα έγγραφα και τις αναφορές του Διοικητικού Συμβουλίου και του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης. Σε εξαιρετικές περιπτώσεις, το δικαίωμα να λαμβάνει ορισμένα κείμενα και έγγραφα μπορεί να περιοριστεί, εάν το απαιτεί η εμπιστευτικότητα του θέματος της συνεδρίασης ή του εγγράφου. Αυτός ο περιορισμός μπορεί να αποφασίζεται κατά περίπτωση ξεχωριστά από οποιοδήποτε αρμόδιο όργανο ή από τον Πρόεδρό του. Οι κατά περίπτωση καταστάσεις πρέπει να αναφέρονται στο Διοικητικό Συμβούλιο και στο Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης, όταν πρόκειται για θέματα που παρουσιάζουν ιδιαίτερο ενδιαφέρον για το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης. Εάν το θεωρήσει απαραίτητο, το Διοικητικό Συμβούλιο μπορεί στη συνέχεια να επανεξετάσει τους περιορισμούς, κατόπιν συνεννόησης με το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης, όπου απαιτείται.

8.2. Εκπονεί μελέτες και συζητά θέματα σπουδαιότητας που αφορούν στα μέλη της Συμβουλευτικής Επιτροπής.

8.3. Μελετά θέματα που αφορούν στον τομέα των ταχυδρομικών υπηρεσιών και εκδίδει αναφορές για τα ζητήματα αυτά.

8.4. Συμβάλλει στις εργασίες του Διοικητικού Συμβουλίου και του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης, με την υποβολή εκθέσεων και συστάσεων και με την παρουσίαση απόψεων μετά από αίτημα των δύο Συμβουλίων.

8.5. Υποβάλλει συστάσεις στο Συνέδριο, υποκείμενες στην έγκριση του Διοικητικού Συμβουλίου και, όταν πρόκειται για θέματα ενδιαφέροντος του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης, υποκείμενες στην εξέταση και το σχολιασμό αυτού (του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης).

9. Ο Πρόεδρος του Διοικητικού Συμβουλίου και ο Πρόεδρος του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης εκπροσωπούν αυτά τα όργανα στις συνεδριάσεις της Συμβουλευτικής Επιτροπής, όταν η ημερήσια διάταξη αυτών των συνεδριάσεων περιλαμβάνει ζητήματα που άπτονται του ενδιαφέροντος αυτών των οργάνων.

10. Προκειμένου να διασφαλιστεί αποτελεσματική συνοχή μεταξύ των οργάνων της Ένωσης, η Συμβουλευτική Επιτροπή μπορεί να ορίσει εκπροσώπους για να συμμετέχουν στις συνεδριάσεις του Συνεδρίου, του Διοικητικού Συμβουλίου και του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης και των αντίστοιχων Επιτροπών τους, ως παρατηρητές χωρίς δικαίωμα ψήφου.

11. Με αίτησή τους, τα μέλη της Συμβουλευτικής Επιτροπής μπορούν να συμμετέχουν στις γενικές συνελεύσεις και στις συνεδριάσεις των Επιτροπών του Διοικητικού Συμβουλίου και του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης, σύμφωνα με τα άρθρα 102.16 και 104.12. Μπορούν επίσης να συμμετέχουν στις εργασίες των ομάδων έργου και των ομάδων εργασίας σύμφωνα με τους όρους που καθορίζονται από τα άρθρα 102.18 και 104.14. Τα μέλη της Συμβουλευτικής Επιτροπής μπορούν να συμμετέχουν στο Συνέδριο ως παρατηρητές χωρίς δικαίωμα ψήφου.

12. Με αίτησή τους, οι ακόλουθοι παρατηρητές μπορούν να συμμετέχουν στις συνόδους της Συμβουλευτικής Επιτροπής, χωρίς δικαίωμα ψήφου:

12.1. μέλη του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης και του Διοικητικού Συμβουλίου,

12.2. διακυβερνητικές οργανώσεις που ενδιαφέρονται για τις εργασίες της Συμβουλευτικής Επιτροπής,

12.3. Περιορισμένες Ενώσεις,

12.4. άλλες χώρες μέλη της Ένωσης.

13. Για λογιστικούς λόγους, η Συμβουλευτική Επιτροπή μπορεί να περιορίζει τον αριθμό των συμμετεχόντων ως παρατηρητών. Μπορεί επίσης να περιορίσει το δικαίωμά τους να μιλήσουν κατά τη διάρκεια των συζητήσεων.

14. Σε εξαιρετικές περιπτώσεις, οι παρατηρητές μπορεί να αποκλειστούν από μία συνεδρίαση ή μέρος μιας συνεδρίασης ή μπορεί να περιορισθεί το δικαίωμα τους να λαμβάνουν έγγραφα, εάν το απαιτεί η εμπιστευτικότητα του θέματος της συνεδρίασης ή του εγγράφου. Αυτός ο περιορισμός μπορεί να αποφασιστεί κατά περίπτωση ξεχωριστά από οποιοδήποτε αρμόδιο όργανο ή από τον Πρόεδρό του. Οι κατά περίπτωση καταστάσεις αναφέρονται στο Διοικητικό Συμβούλιο και στο Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης, όταν πρόκειται για θέματα που παρουσιάζουν ιδιαίτερο ενδιαφέρον για το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης. Εάν το θεωρήσει αναγκαίο, το Διοικητικό Συμβούλιο μπορεί στη συνέχεια να επανεξετάσει τους περιορισμούς, κατόπιν συνεννόησης με το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης, όπου απαιτείται.

15. Το Διεθνές Γραφείο, υπό την ευθύνη του Γενικού Διευθυντή, εξασφαλίζει γραμματειακή υποστήριξη για τη Συμβουλευτική Επιτροπή.

Άρθρο 107

Πληροφορίες για τις δραστηριότητες της Συμβουλευτικής Επιτροπής

1. Μετά από κάθε σύνοδο, η Συμβουλευτική Επιτροπή ενημερώνει το Διοικητικό Συμβούλιο και το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης για τις δραστηριότητές της, αποστέλλοντας στους Προέδρους αυτών των οργάνων, μεταξύ άλλων, αναλυτική έκθεση των συνεδριάσεών της και των συστάσεων και των απόψεών της.

2 Η Συμβουλευτική Επιτροπή υποβάλλει στο Διοικητικό Συμβούλιο μια ετήσια έκθεση δραστηριοτήτων, και αποστέλλει ένα αντίγραφο στο Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης. Αυτή η έκθεση συμπεριλαμβάνεται στην αλληλογραφία του Διοικητικού Συμβουλίου που παρέχεται στις χώρες - μέλη της Ένωσης και τις Περιορισμένες Ενώσεις, σύμφωνα με το άρθρο 103.

3 Η Συμβουλευτική Επιτροπή υποβάλλει στο Συνέδριο μία συνοπτική έκθεση για τις δραστηριότητές της και την στέλνει στις Ταχυδρομικές Υπηρεσίες των χωρών - μελών της Ένωσης τουλάχιστον δύο μήνες πριν την έναρξη του Συνεδρίου.

Άρθρο 108

Εσωτερικός Κανονισμός των Συνεδρίων (Καταστ. 14)

1. Για την οργάνωση των εργασιών του και τη διεξαγωγή των συζητήσεών του, το Συνέδριο εφαρμόζει τον Εσωτερικό Κανονισμό των Συνεδρίων.

2. Κάθε Συνέδριο μπορεί να τροποποιήσει αυτόν τον Κανονισμό σύμφωνα με τους όρους που προβλέπονται στον ίδιο τον Εσωτερικό Κανονισμό.

Άρθρο 109

Γλώσσες εργασίας του Διεθνούς Γραφείου

Οι γλώσσες εργασίας του Διεθνούς Γραφείου είναι η Γαλλική και η Αγγλική.

Άρθρο 110

Γλώσσες που χρησιμοποιούνται στα έγγραφα, στις συζητήσεις και στην επίσημη αλληλογραφία

1. Για τα έγγραφα της Ένωσης, χρησιμοποιείται η Γαλλική, η Αγγλική, η Αραβική και η Ισπανική γλώσσα. Χρησιμοποιείται επίσης η Γερμανική, η Κινέζικη, η Πορτογαλική και η Ρωσική γλώσσα, υπό τον όρο ότι μόνο τα βασικά σημαντικά έγγραφα θα παράγονται σε αυτές τις γλώσσες. Άλλες γλώσσες μπορούν επίσης να χρησιμοποιηθούν, με την προϋπόθεση ότι οι χώρες - μέλη που το έχουν ζητήσει θα επιβαρύνονται με όλες τις δαπάνες.

2. Η χώρα - μέλος ή οι χώρες που έχουν ζητήσει μια γλώσσα εκτός από την επίσημη γλώσσα αποτελούν μια γλωσσική ομάδα.

3. Τα έγγραφα δημοσιεύονται από το Διεθνές Γραφείο στην επίσημη γλώσσα και στις γλώσσες που αποτελούν γλωσσικές ομάδες, είτε απευθείας είτε μέσω των περιφερειακών γραφείων αυτών των ομάδων σε συμφωνία με τις διαδικασίες που είναι αποδεκτές από το Διεθνές Γραφείο. Η δημοσίευση σε διαφορετικές γλώσσες πραγματοποιείται σύμφωνα με ένα κοινό πρότυπο.

4. Τα έγγραφα που δημοσιεύονται απευθείας από το Διεθνές Γραφείο, στο μέτρο του δυνατού, διανέμονται ταυτόχρονα στις διαφορετικές γλώσσες που έχουν ζητηθεί.

5. Η αλληλογραφία μεταξύ των Ταχυδρομικών Υπηρεσιών και του Διεθνούς Γραφείου και μεταξύ του τελευταίου και τρίτων μπορεί να ανταλλάσσεται σε οποιαδήποτε γλώσσα, για την οποία το Διεθνές Γραφείο διαθέτει μεταφραστική υπηρεσία.

6. Οι δαπάνες της μετάφρασης σε μια οποιαδήποτε γλώσσα, συμπεριλαμβανομένων εκείνων που προκύπτουν από την εφαρμογή της παραγράφου 5, καλύπτονται από τη γλωσσική ομάδα, η οποία έχει ζητήσει τη γλώσσα αυτή. Οι χώρες μέλη που χρησιμοποιούν την επίσημη γλώσσα πληρώνουν, σχετικά με την μετάφραση των μη επίσημων εγγράφων, μία εφάπαξ συνεισφορά, το ποσό της οποίας για κάθε μονάδα συνεισφοράς είναι ίδιο με αυτό που βαρύνει τις χώρες μέλη που χρησιμοποιούν τις άλλες γλώσσες εργασίας του Διεθνούς Γραφείου. Όλες οι άλλες δαπάνες οι σχετικές με την παροχή των εγγράφων βαρύνουν την Ένωση. Το ανώτατο όριο των δαπανών που βαρύνουν την Ένωση για την παραγωγή των εγγράφων στη Γερμανική, Κινέζικη, Πορτογαλική και Ρωσική γλώσσα ορίζεται με απόφαση του Συνεδρίου.

7. Οι δαπάνες που βαρύνουν τη γλωσσική ομάδα κατανέμονται μεταξύ των μελών αυτής της ομάδας ανάλογα με την εισφορά τους στις δαπάνες της Ένωσης. Αυτές οι δαπάνες μπορούν να κατανέμονται μεταξύ των μελών της γλωσσικής ομάδας σύμφωνα με ένα άλλο σύστημα, με την προϋπόθεση ότι οι ενδιαφερόμενες χώρες συμφωνούν με αυτό και ενημερώνουν το Διεθνές Γραφείο για την απόφασή τους μέσω του ενδιαμέσου εκπροσώπου αυτής της ομάδας.

8. Το Διεθνές Γραφείο εφαρμόζει οποιαδήποτε αλλαγή για την επιλογή της γλώσσας που έχει ζητηθεί από μία χώρα μέλος μετά από μία περίοδο η οποία δεν υπερβαίνει τα δύο έτη.

9. Για τις συζητήσεις στις συνεδριάσεις των οργάνων της Ένωσης, η Γαλλική, η Αγγλική, η Ισπανική και Ρωσική γλώσσα είναι αποδεκτές, μέσω ενός συστήματος διερμηνείας – με ή χωρίς ηλεκτρονικό εξοπλισμό – η επιλογή του οποίου εναπόκειται στην κρίση των διοργανωτών της συνεδρίασης μετά από διαβουλεύσεις με το Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου και των ενδιαφερόμενων χωρών μελών.

10. Άλλες γλώσσες είναι επίσης αποδεκτές για τις συζητήσεις και τις συνεδριάσεις που αναφέρονται στην παράγραφο 9.

11. Οι αντιπροσωπείες που χρησιμοποιούν άλλες γλώσσες φροντίζουν για την ταυτόχρονη διερμηνεία σε μία από τις γλώσσες που αναφέρονται στην παράγραφο 9, είτε με το σύστημα που υποδεικνύεται στην ίδια παράγραφο, εφόσον μπορούν να γίνουν οι απαραίτητες τεχνικές τροποποιήσεις, είτε από ειδικούς διερμηνείς.

12. Οι δαπάνες των υπηρεσιών διερμηνείας κατανέμονται μεταξύ των χωρών - μελών, οι οποίες χρησιμοποιούν την ίδια γλώσσα, ανάλογα με την εισφορά τους στις δαπάνες της Ένωσης. Εντούτοις, οι δαπάνες εγκατάστασης και συντήρησης του τεχνικού εξοπλισμού βαρύνουν την Ένωση.

13. Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες μπορούν να συνεννοούνται για τη γλώσσα που θα χρησιμοποιείται για την υπηρεσιακή αλληλογραφία στις μεταξύ τους σχέσεις. Ελλείψει τέτοιας συνεννόησης, η γλώσσα που θα χρησιμοποιείται είναι η Γαλλική.

Κεφάλαιο II

Διεθνές γραφείο

Άρθρο 111

Εκλογή του Γενικού Διευθυντή και του Αναπληρωτή Γενικού Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου

1. Ο Γενικός Διευθυντής και ο Αναπληρωτής Γενικός Διευθυντής του Διεθνούς Γραφείου εκλέγονται από το Συνέδριο για την περίοδο μεταξύ δύο διαδοχικών Συνεδρίων και η ελάχιστη διάρκεια της θητείας τους είναι **τέσσερα** χρόνια. Η θητεία τους ανανεώνεται μόνο μία φορά. Εκτός αν το Συνέδριο αποφασίσει διαφορετικά, ως ημερομηνία κατά την οποία αναλαμβάνουν τα καθήκοντά τους ορίζεται η 1η Ιανουαρίου του έτους που έπεται του Συνεδρίου.

2. Τουλάχιστον επτά μήνες πριν από την έναρξη του Συνεδρίου, ο Γενικός Διευθυντής του Διεθνούς Γραφείου αποστέλλει ένα υπόμνημα στις Κυβερνήσεις των χωρών μελών προσκαλώντας τες να υποβάλλουν τις υποψηφιότητες τους, εάν υπάρχουν, για τις θέσεις του Γενικού Διευθυντή και του Αναπληρωτή Γενικού Διευθυντή και υποδεικνύοντας ταυτόχρονα εάν ο Γενικός Διευθυντής ή ο Αναπληρωτής Γενικός Διευθυντής ενδιαφέρονται για

την ανανέωση της αρχικής τους θητείας. Οι υποψηφιότητες, συνοδευόμενες από ένα βιογραφικό σημείωμα, πρέπει να φθάνουν στο Διεθνές Γραφείο τουλάχιστον δύο μήνες πριν από την έναρξη του Συνεδρίου. Οι υποψήφιοι πρέπει να είναι υπήκοοι των χωρών - μελών που τους προτείνουν. Το Διεθνές Γραφείο ετοιμάζει τα αναγκαία έγγραφα εκλογής για το Συνέδριο. Η εκλογή του Γενικού Διευθυντή και αυτή του Αναπληρωτή Γενικού Διευθυντή διεξάγεται με μυστική ψηφοφορία και η πρώτη εκλογή είναι για τη θέση του Γενικού Διευθυντή.

3. Σε περίπτωση που η θέση του Γενικού Διευθυντή παραμείνει κενή, ο Αναπληρωτής Γενικός Διευθυντής αναλαμβάνει τα καθήκοντα του Γενικού Διευθυντή μέχρι τη λήξη της θητείας του τελευταίου. Ο Αναπληρωτής Γενικός Διευθυντής έχει δικαίωμα εκλογής σε αυτή τη θέση και είναι αυτομάτως αποδεκτός ως υποψήφιος, με την προϋπόθεση ότι η αρχική του θητεία ως Αναπληρωτή Γενικού Διευθυντή δεν έχει ήδη ανανεωθεί μία φορά από το προηγούμενο Συνέδριο και ότι δηλώνει το ενδιαφέρον του να θεωρηθεί υποψήφιος για τη θέση του Γενικού Διευθυντή.

4. Σε περίπτωση που οι θέσεις του Γενικού Διευθυντή και του Αναπληρωτή Γενικού Διευθυντή παραμείνουν κενές συγχρόνως, το Διοικητικό Συμβούλιο εκλέγει, βάσει των παραληφθεισών υποψηφιοτήτων μετά την προκήρυξη των κενών θέσεων, έναν Αναπληρωτή Γενικό Διευθυντή για τη χρονική περίοδο μέχρι το επόμενο Συνέδριο. Σχετικά με την υποβολή των υποψηφιοτήτων, εφαρμόζεται κατ' αναλογία η παράγραφος 2.

5. Σε περίπτωση που η θέση του Αναπληρωτή Γενικού Διευθυντή παραμείνει κενή, το Διοικητικό Συμβούλιο αναθέτει, μετά από πρόταση του Γενικού Διευθυντή , σ' έναν από τους **Διευθυντές βαθμού D2** του Διεθνούς Γραφείου να αναλάβει τα καθήκοντα του Αναπληρωτή Γενικού Διευθυντή μέχρι το επόμενο Συνέδριο.

Άρθρο **112**

Καθήκοντα του Γενικού Διευθυντή

1. Ο Γενικός Διευθυντής οργανώνει, διοικεί και διευθύνει το Διεθνές Γραφείο, του οποίου είναι ο νόμιμος εκπρόσωπος. Είναι αρμόδιος να κατανέμει τις θέσεις στους βαθμούς G1 έως D2 και να διορίζει και να προάγει τα στελέχη σε αυτούς τους βαθμούς. Για τους διορισμούς στους βαθμούς P1 έως D2, λαμβάνει υπόψη του τα επαγγελματικά προσόντα των υποψηφίων που προτείνονται από τις Ταχυδρομικές Υπηρεσίες των χωρών – μελών, των οποίων οι υποψήφιοι είναι υπήκοοι ή στις οποίες ασκούν τις επαγγελματικές τους δραστηριότητές, λαμβάνοντας υπόψη τη δίκαιη γεωγραφική κατανομή σε σχέση με τις ηπείρους και τις γλώσσες. Οι θέσεις του βαθμού **D2** καλύπτονται όσο είναι δυνατόν από υποψήφιους που προέρχονται από διαφορετικές περιοχές και από περιοχές άλλες από αυτές από τις οποίες κατάγονται ο Γενικός Διευθυντής και ο Αναπληρωτής Γενικός Διευθυντής , λαμβάνοντας υπόψη τον κυρίαρχο παράγοντα της αποτελεσματικότητας του Διεθνούς Γραφείου. Στην περίπτωση που οι θέσεις αυτές απαιτούν ειδικά προσόντα, ο Γενικός Διευθυντής μπορεί να ζητήσει αιτήσεις από την αγορά. Επίσης, πρέπει να λαμβάνει υπόψη του, για το διορισμό ενός νέου στελέχους ότι, καταρχήν, τα πρόσωπα που καταλαμβάνουν τις θέσεις στους βαθμούς D2, D1 και P5 πρέπει να είναι υπήκοοι διαφορετικών χωρών μελών της Ένωσης. Για την προαγωγή ενός στελέχους του Διεθνούς Γραφείου στους βαθμούς D 2, D 1 και P 5, δεν

είναι υποχρεωμένος να εφαρμόζει αυτή την αρχή. Εξάλλου, οι απαιτήσεις της δίκαιης γεωγραφικής και γλωσσικής κατανομής είναι δευτερευούσης σημασίας στη διαδικασία πρόσληψης. Ο Γενικός Διευθυντής ενημερώνει το Διοικητικό Συμβούλιο μία φορά το χρόνο για τους διορισμούς και τις προαγωγές στους βαθμούς P4 έως D2.

2 Ο Γενικός Διευθυντής έχει τα ακόλουθα καθήκοντα:

2.1 ενεργεί ως θεματοφύλακας των Πράξεων της Ένωσης και ως μεσολαβητής στη διαδικασία της προσχώρησης, εισδοχής και αποχώρησης από την Ένωση,

2.2 γνωστοποιεί σε όλες τις Κυβερνήσεις των χωρών μελών τις αποφάσεις που ελήφθησαν στο Συνέδριο,

2.3 γνωστοποιεί σε όλες τις Ταχυδρομικές Υπηρεσίες τους Κανονισμούς που συντάχθηκαν ή αναθεωρήθηκαν από το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης,

2.4 προετοιμάζει το σχέδιο του ετήσιου προϋπολογισμού της Ένωσης στο κατώτατο δυνατό επίπεδο, συμβατό με τις ανάγκες της Ένωσης και το υποβάλλει σε κατάλληλο χρόνο στο Διοικητικό Συμβούλιο για εξέταση. Κοινοποιεί τον προϋπολογισμό στις χώρες μέλη της Ένωσης μετά την έγκρισή του από το Διοικητικό Συμβούλιο και τον εκτελεί,

2.5 εκτελεί τις συγκεκριμένες δραστηριότητες που ζητούνται από τα όργανα της Ένωσης και εκείνες που του ανατίθενται από τις Πράξεις,

2.6 λαμβάνει μέτρα για την επίτευξη των στόχων που καθορίζονται από τα όργανα της Ένωσης, στο πλαίσιο της πολιτικής που έχει ορισθεί και των διαθέσιμων κεφαλαίων,

2.7 υποβάλλει εισηγήσεις και προτάσεις στο Διοικητικό Συμβούλιο ή στο Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης,

2.8 μετά τη λήξη του Συνεδρίου, υποβάλλει προτάσεις στο Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης σχετικά με τις αλλαγές στους Κανονισμούς ως αποτέλεσμα των αποφάσεων του Συνεδρίου, σύμφωνα με τον Εσωτερικό Κανονισμό του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης,

2.9 προετοιμάζει, υπό την επίβλεψη του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης και βάσει των οδηγιών που εκδίδονται από το τελευταίο, το σχέδιο Στρατηγικού Σχεδιασμού που υποβάλλεται στο Συνέδριο και το σχέδιο της ετήσιας αναθεώρησης,

2.10 εξασφαλίζει την εκπροσώπηση της Ένωσης,

2.11 ενεργεί ως μεσολαβητής στις σχέσεις μεταξύ:

- της Π.Τ.Ε. και των Περιορισμένων Ενώσεων,
- της Π.Τ.Ε. και του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών,
- της Π.Τ.Ε. και των διεθνών οργανισμών, οι δραστηριότητες των οποίων άπτονται του ενδιαφέροντος της Ένωσης,
- της Π.Τ.Ε. και των διεθνών οργανισμών, των ενώσεων ή των επιχειρήσεων τις οποίες τα όργανα της Ένωσης επιθυμούν να συμβουλευθούν ή να συνεργασθούν για τις εργασίες τους

2.12. αναλαμβάνει τα καθήκοντα Γενικού Γραμματέα των οργάνων της Ένωσης και με την ιδιότητα αυτή, λαμβάνοντας υπόψη τις ειδικές διατάξεις των παρόντων

Γενικών Κανονισμών, επιβλέπει:

- την προετοιμασία και την οργάνωση του έργου των οργάνων της Ένωσης
- την προετοιμασία, την παραγωγή και τη διανομή των εγγράφων, των εκθέσεων και των πρακτικών,
- τη λειτουργία της γραμματείας κατά τη διάρκεια των συνεδριάσεων των οργάνων της Ένωσης

2.13 παρίσταται στις συνεδριάσεις των οργάνων της Ένωσης και συμμετέχει στις συζητήσεις χωρίς το δικαίωμα ψήφου, με τη δυνατότητα να εκπροσωπείται.

Άρθρο **113**

Καθήκοντα του Αναπληρωτή Γενικού Διευθυντή

1,.Ο Αναπληρωτής Γενικός Διευθυντής βοηθάει το Γενικό Διευθυντή και είναι υπεύθυνος προς αυτόν.

2. Σε περίπτωση απουσίας ή κωλύματος του Γενικού Διευθυντή στην εκπλήρωση των καθηκόντων του, ο Αναπληρωτής Γενικός Διευθυντής ασκεί τις δικαιοδοσίες του. Το ίδιο ισχύει στην περίπτωση που μείνει κενή η θέση του Γενικού Διευθυντή, όπως αναφέρεται στο άρθρο **111, παράγραφος 3**.

Άρθρο **114**

Γραμματεία των οργάνων της Ένωσης (Καταστ. 14, 15, 17, 18)

Η γραμματεία των οργάνων της Ένωσης παρέχεται από το Διεθνές Γραφείο υπό την ευθύνη του Γενικού Διευθυντή. Διαβιβάζει όλα τα έγγραφα που δημοσιεύονται με την ευκαιρία της κάθε συνόδου στις Ταχυδρομικές Υπηρεσίες των μελών του οργάνου, στις Ταχυδρομικές Υπηρεσίες των χωρών οι οποίες, χωρίς να είναι μέλη του οργάνου, συνεργάζονται στις μελέτες που αναλαμβάνονται, στις Περιορισμένες Ενώσεις καθώς και στις Ταχυδρομικές Υπηρεσίες άλλων χωρών - μελών, οι οποίες ζητούν αυτά τα έγγραφα.

Άρθρο **115**

Κατάλογος των χωρών - μελών (Καταστ. 2)

Το Διεθνές Γραφείο ετοιμάζει και ενημερώνει τον κατάλογο των χωρών - μελών της Ένωσης, στον οποίο εμφανίζονται η κατηγορία συνεισφοράς τους, η γεωγραφική τους ομάδα και η θέση τους, σε σχέση με τις Πράξεις της Ένωσης.

Άρθρο **116**

Πληροφορίες. Απόψεις. Αιτήσεις για την ερμηνεία και τροποποίηση των Πράξεων. Αναζητήσεις. Παρέμβαση στο διακανονισμό λογαριασμών (Καταστ. 20, Γεν. Καν. **124, 125,126**)

1. Το Διεθνές Γραφείο είναι πάντοτε στη διάθεση του Διοικητικού Συμβουλίου, του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης και των Ταχυδρομικών Υπηρεσιών, προκειμένου να τους παρέχει οποιαδήποτε χρήσιμη πληροφορία σε θέματα που έχουν σχέση με την υπηρεσία.

2. Συγκεκριμένα, συγκεντρώνει, συντονίζει, δημοσιεύει και διανέμει τις πάσης φύσεως πληροφορίες που άπτονται του ενδιαφέροντος της διεθνούς ταχυδρομικής υπηρεσίας. Εκφέρει γνώμη, μετά από αίτημα των εμπλεκομένων μερών, σε επίμαχα ζητήματα. Ενεργεί σε αιτήματα ερμηνείας και τροποποίησης των Πράξεων της Ένωσης και γενικά εκπονεί μελέτες και εργασίες έκδοσης ή τεκμηρίωσης, οι οποίες του ανατίθενται από τις εν λόγω Πράξεις ή για τις οποίες κρίνει ότι συμφέρουν την Ένωση.

3. Επίσης, διεξάγει έρευνες που ζητούνται από τις Ταχυδρομικές Υπηρεσίες προκειμένου να λάβουν τις απόψεις άλλων Ταχυδρομικών Υπηρεσιών για ένα συγκεκριμένο ζήτημα. Το αποτέλεσμα μίας έρευνας δεν επέχει θέση ψήφου και δεν είναι επίσημα δεσμευτικό.

4. Μπορεί να ενεργεί ως γραφείο εκκαθάρισης στο διακανονισμό λογαριασμών κάθε είδους που έχουν σχέση με την ταχυδρομική υπηρεσία.

Άρθρο **117**

Τεχνική συνεργασία (Καταστ. 1)

Το Διεθνές Γραφείο αναπτύσσει την ταχυδρομική τεχνική βοήθεια σε όλες τις μορφές της, στο πλαίσιο της διεθνούς τεχνικής ταχυδρομικής συνεργασίας.

Άρθρο **118**

Έντυπα που παρέχονται από το Διεθνές Γραφείο (Καταστ. 20)

Το Διεθνές Γραφείο είναι αρμόδιο να φροντίζει για την κατασκευή των διεθνών απαντητικών ενσήμων και να τα παρέχει, σε τιμή κόστους, στις Ταχυδρομικές Υπηρεσίες που τα ζητούν.

Άρθρο **119**

Πράξεις των Περιορισμένων Ενώσεων και των Ειδικών Συμφωνιών (Καταστ. 8)

1. Δύο αντίγραφα των Πράξεων των Περιορισμένων Ενώσεων και των Ειδικών Συμφωνιών που συνάπτονται σύμφωνα με το άρθρο 8 του Καταστατικού πρέπει να διαβιβάζονται στο Διεθνές Γραφείο από τα γραφεία αυτών των Ενώσεων ή, ελλείψει αυτών, από ένα εκ των συμβαλλομένων μερών.

2. Το Διεθνές Γραφείο φροντίζει ώστε οι Πράξεις των Περιορισμένων Ενώσεων και των Ειδικών Συμφωνιών να μην περιλαμβάνουν όρους λιγότερο ευνοϊκούς για το κοινό από εκείνους που προβλέπονται στις Πράξεις της Ένωσης και πληροφορεί τις Ταχυδρομικές Υπηρεσίες για την ύπαρξη των προαναφερομένων Ενώσεων και των Συμφωνιών. Το Διεθνές Γραφείο

ενημερώνει το Διοικητικό Συμβούλιο για οποιαδήποτε ανωμαλία διαπιστωθεί κατά την εφαρμογή της παρούσας διάταξης.

Άρθρο **120**

Περιοδικό της Ένωσης

Το Διεθνές Γραφείο εκδίδει, με τη βοήθεια των εγγράφων που τίθενται στη διάθεση του, ένα περιοδικό στη Γερμανική, Αγγλική, Αραβική, Κινεζική, Ισπανική, Γαλλική και Ρωσική.

Άρθρο **121** (Καταστ. 20, Γεν. Καν. 102, παράγραφος 6.17)

Διετής έκθεση για τις δραστηριότητες της Ένωσης

Το Διεθνές Γραφείο συντάσσει **μια διετή** έκθεση για τις δραστηριότητες της Ένωσης , η οποία πρέπει να αποστέλλεται, μετά την έγκριση από το Διοικητικό Συμβούλιο, στις Ταχυδρομικές Υπηρεσίες, στις Περιορισμένες Ενώσεις και στον Οργανισμό Ηνωμένων Εθνών.

Κεφάλαιο III

Διαδικασία για την υποβολή και την εξέταση των προτάσεων

Άρθρο **122**

Διαδικασία υποβολής προτάσεων στο Συνέδριο (Καταστ. 29)

1. Υποκείμενη στις εξαιρέσεις που προβλέπονται στις παραγράφους 2 και 5, η ακόλουθη διαδικασία διέπει την υποβολή προτάσεων πάσης φύσεως στο Συνέδριο από τις Ταχυδρομικές Υπηρεσίες των χωρών - μελών:

α Οι προτάσεις που φθάνουν στο Διεθνές Γραφείο τουλάχιστον έξι μήνες πριν από την ημερομηνία που έχει ορισθεί για το Συνέδριο γίνονται αποδεκτές,

β Καμία πρόταση συντακτικής φύσης δε γίνεται δεκτή κατά την περίοδο των έξι μηνών που προηγείται της ορισθείσας ημερομηνίας για το Συνέδριο,

γ Οι προτάσεις για θέματα ουσίας που φθάνουν στο Διεθνές Γραφείο στο διάστημα μεταξύ έξι και τεσσάρων μηνών πριν από την ορισθείσα ημερομηνία για το Συνέδριο δε γίνονται αποδεκτές, εκτός αν

υποστηρίζονται από τουλάχιστον δύο Ταχυδρομικές Υπηρεσίες,

δ Οι προτάσεις για θέματα ουσίας που φθάνουν στο Διεθνές Γραφείο στο διάστημα μεταξύ τεσσάρων και δύο μηνών που προηγείται της ορισθείσας ημερομηνίας για το Συνέδριο δεν γίνονται αποδεκτές, εκτός αν υποστηρίζονται από οκτώ τουλάχιστον Ταχυδρομικές Υπηρεσίες. Οι προτάσεις που φθάνουν μετά από αυτό το διάστημα δε γίνονται πλέον δεκτές.

ε Οι δηλώσεις υποστήριξης πρέπει να φθάνουν στο Διεθνές Γραφείο μέσα στην ίδια περίοδο με τις προτάσεις στις οποίες αναφέρονται.

2. Οι προτάσεις που αφορούν στο Καταστατικό ή στο Γενικό Κανονισμό πρέπει να φθάνουν στο Διεθνές Γραφείο όχι αργότερα από έξι μήνες πριν από την έναρξη του Συνεδρίου. Αυτές που παραλαμβάνονται μετά από αυτήν την ημερομηνία αλλά πριν την έναρξη του Συνεδρίου δε θα λαμβάνονται υπόψη, πάρα μόνο εάν το Συνέδριο το αποφασίσει με την πλειοψηφία των δύο τρίτων των χωρών που εκπροσωπούνται στο Συνέδριο και αν τηρούνται οι όροι που καθορίζονται στην παράγραφο 1.

3. Κάθε πρόταση πρέπει, καταρχήν, να έχει μόνο έναν στόχο και να περιέχει μόνο τις αλλαγές που δικαιολογούνται από αυτόν τον στόχο.

4. Οι προτάσεις συντακτικής φύσης φέρουν από τις Ταχυδρομικές Υπηρεσίες που τις υποβάλλουν ως επικεφαλίδα την ένδειξη «Προτάσεις συντακτικής φύσης» και δημοσιεύονται από το Διεθνές Γραφείο με έναν αριθμό ακολουθούμενο από το γράμμα R. Οι προτάσεις που δεν φέρουν αυτήν την ένδειξη αλλά που, κατά τη γνώμη του Διεθνούς Γραφείου, αφορούν μόνο στη σύνταξη δημοσιεύονται με μία κατάλληλη σημείωση. Το Διεθνές Γραφείο πρέπει να καταρτίσει ένα κατάλογο με τις προτάσεις αυτές για το Συνέδριο.

5. Η διαδικασία που περιγράφεται στις παραγράφους 1 και 4 δεν εφαρμόζεται ούτε στις προτάσεις που αφορούν στον Εσωτερικό Κανονισμό των Συνεδρίων ούτε στις τροποποιήσεις των προτάσεων που έχουν ήδη γίνει.

Άρθρο 123

Διαδικασία υποβολής προτάσεων στο Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης που αφορούν στην προετοιμασία των νέων Κανονισμών, λαμβάνοντας υπόψη τις αποφάσεις που ελήφθησαν από το Συνέδριο

1. Οι Κανονισμοί της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Σύμβασης και της Συμφωνίας Πληρωμής Ταχυδρομικών Υπηρεσιών συντάσσονται από το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης στο πλαίσιο των αποφάσεων που λαμβάνονται από το Συνέδριο.

2. Οι προτάσεις που είναι επακόλουθες των προτεινόμενων τροποποιήσεων στη Σύμβαση ή στη Συμφωνία Πληρωμής Ταχυδρομικών Υπηρεσιών πρέπει να υποβάλλονται στο Διεθνές Γραφείο ταυτόχρονα με τις σχετικές προτάσεις του Συνεδρίου. Μπορούν να υποβληθούν από μια Ταχυδρομική Υπηρεσία μιας χώρας- μέλους χωρίς την υποστήριξη άλλων Ταχυδρομικών Υπηρεσιών των χωρών - μελών. Αυτές οι προτάσεις πρέπει να στέλνονται σε όλες τις χώρες - μέλη, το αργότερο ένα μήνα πριν από το Συνέδριο.

3. Οι άλλες προτάσεις που αφορούν στους Κανονισμούς για εξέταση από το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης κατά την προετοιμασία του για τους νέους Κανονισμούς εντός των έξι μηνών μετά το Συνέδριο, πρέπει να υποβάλλονται στο Διεθνές Γραφείο τουλάχιστον δύο μήνες πριν το Συνέδριο.

4. Οι προτάσεις που αφορούν στις αλλαγές των Κανονισμών ως αποτέλεσμα των αποφάσεων του Συνεδρίου, οι οποίες υποβάλλονται από τις Ταχυδρομικές Υπηρεσίες των χωρών μελών, πρέπει να φθάνουν στο Διεθνές Γραφείο το αργότερο δύο μήνες πριν από την έναρξη του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης. Αυτές οι προτάσεις πρέπει να διανέμονται σε όλες τις χώρες - μέλη το αργότερο ένα μήνα πριν την έναρξη του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης.

Άρθρο **124**

Διαδικασία υποβολής προτάσεων μεταξύ δύο Συνεδρίων (Καταστ. 29, Γεν. Κανον. **116**)

1. Για να μπορεί να εξεταστεί κάθε πρόταση που αφορά στη Σύμβαση ή στις Συμφωνίες και υποβάλλεται από μία Ταχυδρομική Υπηρεσία μεταξύ των δύο Συνεδρίων, πρέπει να υποστηρίζεται από δύο τουλάχιστον άλλες Ταχυδρομικές Υπηρεσίες. Οι προτάσεις αυτές δεν προωθούνται εφόσον το Διεθνές Γραφείο δεν λάβει, ταυτοχρόνως, τον απαραίτητο αριθμό δηλώσεων υποστήριξης.

2. Αυτές οι προτάσεις αποστέλλονται σε άλλες Ταχυδρομικές Υπηρεσίες μέσω του Διεθνούς Γραφείου.

3. Οι προτάσεις που αφορούν στους Κανονισμούς δεν χρειάζονται υποστήριξη, αλλά δε θα λαμβάνονται υπόψη από το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης, εκτός κι αν αυτό κρίνει ότι υπάρχει επείγουσα ανάγκη.

Άρθρο **125**

Εξέταση των προτάσεων μεταξύ δύο Συνεδρίων (Καταστ. 29, Γεν. Κανον. **116, 124**)

1. Κάθε πρόταση που αφορά στη Σύμβαση, στις Συμφωνίες και στα Τελικά τους Πρωτόκολλα υπόκειται στην ακόλουθη διαδικασία: **Όταν μία Ταχυδρομική Υπηρεσία μίας χώρας μέλους έχει στείλει μία πρόταση στο Διεθνές Γραφείο, το τελευταίο τη διαβιβάζει σε όλες τις Ταχυδρομικές Υπηρεσίες των χωρών - μελών για εξέταση. Αυτές διαθέτουν μία περίοδο δύο μηνών για να εξετάσουν την πρόταση και να προωθήσουν τυχόν παρατηρήσεις τους στο Διεθνές Γραφείο.** Τροποποιήσεις δεν είναι αποδεκτές. **Στο τέλος αυτής της περιόδου των δύο μηνών, το Διεθνές Γραφείο διαβιβάζει στις Ταχυδρομικές Υπηρεσίες των χωρών - μελών όλες τις παρατηρήσεις που έχει λάβει και προσκαλεί κάθε Ταχυδρομική Υπηρεσία μιας χώρας - μέλους, που έχει δικαίωμα ψήφου, να ψηφίσει υπέρ ή κατά της πρότασης. Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες των χωρών μελών που δεν** έχουν στείλει την ψήφο τους εντός μιας περιόδου δύο μηνών θεωρούνται **ότι απέχουν**. Οι προαναφερθείσες περίοδοι υπολογίζονται από την ημερομηνία των εγκυκλίων του Διεθνούς Γραφείου.

2. Οι προτάσεις για την τροποποίηση των Κανονισμών διαχειρίζονται από το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης.

3. Εάν η πρόταση αφορά σε μια Συμφωνία ή στο Τελικό της Πρωτόκολλο, μόνο οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες των χωρών μελών που είναι συμβαλλόμενα μέρη στη συμφωνία αυτή μπορούν να συμμετέχουν στη διαδικασία που περιγράφεται στην παράγραφο 1.

Άρθρο **126**

Κοινοποίηση των αποφάσεων που λαμβάνονται μεταξύ δύο συνεδρίων (Καταστ. 29, Γεν. Κανον. **124, 125**)

1. Οι τροποποιήσεις που γίνονται στη Σύμβαση, στις Συμφωνίες και στα Τελικά Πρωτόκολλα των Πράξεων αυτών επικυρώνονται με κοινοποίηση στις Κυβερνήσεις των χωρών μελών από το Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου.

2. Οι τροποποιήσεις που γίνονται στους Κανονισμούς και στα Τελικά τους Πρωτόκολλα από το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης κοινοποιούνται στις Ταχυδρομικές Υπηρεσίες από το Διεθνές Γραφείο. Το ίδιο ισχύει και για τις ερμηνείες που αναφέρονται στο άρθρο **36.3.2** της Σύμβασης και στις αντίστοιχες διατάξεις των Συμφωνιών.

Άρθρο **127**

Έναρξη ισχύος των Κανονισμών και των άλλων αποφάσεων που λαμβάνονται μεταξύ δύο Συνεδρίων

1. Οι Κανονισμοί τίθενται σε ισχύ κατά την ίδια ημερομηνία και έχουν την ίδια διάρκεια με τις Πράξεις που καθορίζονται από το Συνέδριο.

2. Υποκείμενες στην παράγραφο 1, οι αποφάσεις τροποποίησης των Πράξεων της Ένωσης, οι οποίες υιοθετούνται μεταξύ δύο Συνεδρίων δεν εκτελούνται παρά μετά την παρέλευση τριών τουλάχιστον μηνών από την κοινοποίησή τους.

Κεφάλαιο IV

Οικονομικά

Άρθρο 128

Καθορισμός και ρύθμιση των δαπανών της Ένωσης (Καταστ. 22)

1. Υποκείμενες στις διατάξεις των παραγράφων 2 έως 6, οι ετήσιες δαπάνες που αφορούν στις δραστηριότητες των οργάνων της Ένωσης δεν μπορούν να υπερβαίνουν τα παρακάτω ποσά για το **2005** και τα μετέπειτα έτη: 37.000.000 Ελβετικά φράγκα για τα έτη **2005** έως **2008**. Το βασικό όριο για το **2008** ισχύει επίσης για τα επόμενα έτη σε περίπτωση αναβολής του προγραμματισμένου Συνεδρίου για το **2008**.

2. Οι δαπάνες που αφορούν στη σύγκληση του επόμενου Συνεδρίου (έξοδα μετακίνησης της γραμματείας, δαπάνες μεταφορών, έξοδα εγκατάστασης εξοπλισμού ταυτόχρονης διερμηνείας, έξοδα αναπαραγωγής εγγράφων κατά τη διάρκεια του Συνεδρίου, κ.λ.π.) δεν πρέπει να υπερβαίνουν το όριο των **2.900.000** Ελβετικών φράγκων.

3. Το Διοικητικό Συμβούλιο δικαιούται να υπερβαίνει τα όρια που καθορίζονται στις παραγράφους 1 και 2 λαμβάνοντας υπόψη τις αυξήσεις στα μισθολογικά κλιμάκια, τις συνταξιοδοτικές εισφορές ή αποζημιώσεις, συμπεριλαμβανομένων των ταχυδρομικών αποζημιώσεων, που εγκρίνονται από τα Ηνωμένα Έθνη για την εφαρμογή τους στο προσωπικό του που εργάζεται στη Γενεύη.

4. Το Διοικητικό Συμβούλιο δικαιούται επίσης να αναπροσαρμόζει, κάθε έτος, το ποσό των δαπανών εκτός από εκείνες που αφορούν στο προσωπικό βάσει του ελβετικού δείκτη τιμών καταναλωτή.

5. Κατά παρέκκλιση της παραγράφου 1, το Διοικητικό Συμβούλιο, ή σε περίπτωση επειγούσης ανάγκης, ο Γενικός Διευθυντής, μπορεί να επιτρέψει υπέρβαση των καθορισμένων ορίων για την αντιμετώπιση του κόστους σημαντικών και απρόβλεπτων επισκευών του κτιρίου του Διεθνούς Γραφείου, υπό την προϋπόθεση ωστόσο ότι το ποσό της αύξησης δεν θα υπερβαίνει τα 125.000 Ελβετικά φράγκα ετησίως.

6. Εάν οι εγκεκριμένες πιστώσεις στις παραγράφους 1 και 2 αποδεικνύονται ανεπαρκείς να διασφαλίσουν την ομαλή λειτουργία της Ένωσης, αυτά τα όρια μπορούν να ξεπεραστούν μόνο με την έγκριση της πλειοψηφίας των χωρών μελών της Ένωσης. Οποιεσδήποτε διαβουλεύσεις πρέπει να περιλαμβάνουν μία πλήρη περιγραφή των γεγονότων που δικαιολογούν ένα τέτοιο αίτημα.

7. Οι χώρες οι οποίες προσχωρούν στην Ένωση ή γίνονται αποδεκτές με την ιδιότητα του μέλους της Ένωσης καθώς επίσης και εκείνες που αποχωρούν από την Ένωση πρέπει να καταβάλουν τις συνεισφορές τους για όλο το έτος κατά τη διάρκεια του οποίου πραγματοποιείται η αποδοχή ή η αποχώρησή τους.

8. Οι χώρες - μέλη καταβάλλουν τις εισφορές τους στις ετήσιες δαπάνες της

Ένωσης εκ των προτέρων βάσει του προϋπολογισμού που καθορίζεται από το Διοικητικό Συμβούλιο. Οι συνεισφορές αυτές πρέπει να καταβάλλονται το αργότερο την πρώτη ημέρα του οικονομικού έτους στο οποίο αναφέρεται ο προϋπολογισμός. Μετά από αυτή την ημερομηνία, τα οφειλόμενα ποσά καθίστανται τοκοφόρα υπέρ της Ένωσης προς 3% ετησίως για τους πρώτους έξι μήνες και 6% ετησίως από τον έβδομο μήνα.

9. Όταν οι καθυστερημένες οφειλές των υποχρεωτικών εισφορών, μη συμπεριλαμβανομένων των τόκων, που οφείλονται στην Ένωση από μία χώρα μέλος είναι ισοδύναμες ή μεγαλύτερες του ποσού των εισφορών αυτής της χώρας μέλους για τα δύο προηγούμενα οικονομικά έτη, τότε αυτή η χώρα μέλος μπορεί να εκχωρήσει αμετακλήτως στην Ένωση το σύνολο ή τμήμα των πιστώσεων που της οφείλουν άλλες χώρες μέλη, σύμφωνα με τους διακανονισμούς που έχουν θεσπισθεί από το Διοικητικό Συμβούλιο. Οι όροι αυτής της εκχώρησης πίστωσης καθορίζονται με συμφωνία μεταξύ της χώρας μέλους, των οφειλετών / πιστωτών της και της Ένωσης.

10. Μία χώρα μέλος η οποία, για νομικούς ή για άλλους λόγους, δεν είναι σε θέση να πραγματοποιήσει τέτοια εκχώρηση, αναλαμβάνει να ολοκληρώσει ένα πρόγραμμα αποπληρωμής των καθυστερουμένων οφειλών της.

11. Εκτός από εξαιρετικές περιπτώσεις, η πληρωμή των καθυστερουμένων υποχρεωτικών συνεισφορών που οφείλονται στην Ένωση δεν μπορεί να επεκταθεί πέραν των δέκα ετών.

12. Σε εξαιρετικές περιστάσεις, το Διοικητικό Συμβούλιο μπορεί να απαλλάξει μία χώρα - μέλος από το σύνολο ή μέρος των οφειλόμενων τόκων, εάν η χώρα αυτή έχει καταβάλει ολόκληρο το ποσό των ληξιπρόθεσμων οφειλών της.

13. Μία χώρα - μέλος μπορεί επίσης να απαλλαχθεί, στα πλαίσια ενός προγράμματος αποπληρωμής που εγκρίνεται από το Διοικητικό Συμβούλιο για τους ληξιπρόθεσμους λογαριασμούς της, από το σύνολο ή μέρος του συσσωρευμένου τόκου ή του τόκου που προκύπτει · η απαλλαγή αυτή, εντούτοις, υπόκειται σε πλήρη και ακριβή εκτέλεση του χρονοδιαγράμματος αποπληρωμής εντός μιας συμφωνηθείσας περιόδου δέκα ετών το ανώτερο.

14. Για την αντιμετώπιση των ελλειμμάτων στη χρηματοδότηση της Ένωσης, δημιουργείται ένα Αποθεματικό Κεφάλαιο, το ποσό του οποίου καθορίζεται από το Διοικητικό Συμβούλιο. Το Κεφάλαιο αυτό τροφοδοτείται κατά κύριο λόγο από τα πλεονάσματα του Προϋπολογισμού. Μπορεί επίσης να χρησιμοποιηθεί για την ισοσκέλιση του προϋπολογισμού ή για τη μείωση του ποσού των εισφορών των χωρών μελών.

15. Όσον αφορά στα προσωρινά οικονομικά ελλείμματα, η Κυβέρνηση της Ελβετικής Συνομοσπονδίας προβαίνει στις απαραίτητες βραχυπρόθεσμες προκαταβολές, υπό όρους οι οποίοι καθορίζονται με αμοιβαία συμφωνία. Η Κυβέρνηση αυτή εποπτεύει, χωρίς χρέωση, την τήρηση των λογιστικών και των οικονομικών λογαριασμών του Διεθνούς Γραφείου εντός των ορίων των πιστώσεων που καθορίζονται από το Συνέδριο.

Άρθρο 129

Αυτόματες κυρώσεις

1. Κάθε χώρα μέλος η οποία δεν μπορεί να πραγματοποιήσει την εκχώρηση που προβλέπεται στο άρθρο **128.9** και η οποία δεν δέχεται να υποβληθεί σ' ένα χρονοδιάγραμμα αποπληρωμής που προτείνεται από το Διεθνές Γραφείο σύμφωνα με το άρθρο **128, παράγραφος 10**, ή δε συμμορφώνεται με ένα τέτοιο πρόγραμμα χάνει αυτομάτως το δικαίωμα ψήφου στο Συνέδριο και στις συνεδριάσεις του Διοικητικού Συμβουλίου και του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης και δεν δικαιούται πλέον να θέτει υποψηφιότητα για μέλος αυτών των δύο Συμβουλίων.

2. Οι αυτόματες κυρώσεις αίρονται αυτεπαγγέλτως και με άμεση ενέργεια μόλις η ενδιαφερόμενη χώρα - μέλος καταβάλει τις καθυστερούμενες υποχρεωτικές της συνεισφορές που οφείλονται στην Ένωση, σε κεφάλαιο και τόκους, ή αποδεχθεί να υποβληθεί σε ένα χρονοδιάγραμμα αποπληρωμής των καθυστερούμενων οφειλών της.

Άρθρο **130**

Κατηγορίες συνεισφοράς (Καταστ. 21, Γεν. Κανον. **115, 128**)

1. Οι χώρες - μέλη συνεισφέρουν στην κάλυψη των δαπανών της Ένωσης σύμφωνα με την κατηγορία συνεισφορών στην οποία ανήκουν. Αυτές οι κατηγορίες είναι οι ακόλουθες:

κατηγορία	50	μονάδων
κατηγορία	**45**	**μονάδων**
κατηγορία	40	μονάδων
κατηγορία	35	μονάδων
κατηγορία	**30**	**μονάδων**
κατηγορία	25	μονάδων
κατηγορία	20	μονάδων
κατηγορία	15	μονάδων
κατηγορία	10	μονάδων
κατηγορία	5	μονάδων
κατηγορία	3	μονάδων
κατηγορία	1	μονάδας
κατηγορία	0,5	μονάδας, που διατηρείται για τις λιγότερο προηγμένες χώρες όπως αριθμούνται από τον Οργανισμό Ηνωμένων Εθνών καθώς και για άλλες χώρες που καθορίζονται από το Διοικητικό Συμβούλιο.

2. Κατά παρέκκλιση των κατηγοριών συνεισφορών που εμφανίζονται στην παράγραφο 1, κάθε χώρα μέλος μπορεί να επιλέξει να συνεισφέρει περισσότερες από 50 μονάδες.

3. Οι χώρες μέλη κατατάσσονται σε μια από τις προαναφερθείσες κατηγορίες συνεισφορών κατά την εισδοχή ή την προσχώρησή τους στην Ένωση, σύμφωνα με τη διαδικασία που καθορίζεται στο άρθρο 21, παράγραφος 4, του Καταστατικού.

4. Οι χώρες μέλη μπορούν στη συνέχεια να αλλάξουν την κατηγορία συνεισφοράς με την προϋπόθεση ότι η αλλαγή αυτή κοινοποιείται στο Διεθνές Γραφείο τουλάχιστον δύο μήνες πριν την έναρξη του Συνεδρίου. Η ανακοίνωση αυτή η οποία τίθεται υπόψη του Συνεδρίου, πραγματοποιείται κατά την ημερομηνία έναρξης ισχύος των οικονομικών διατάξεων που αποφασίζονται από το Συνέδριο. Οι χώρες μέλη που δεν έχουν γνωστοποιήσει την επιθυμία τους να αλλάξουν κατηγορία συνεισφοράς μέσα στην απαιτούμενη χρονική περίοδο παραμένουν στην κατηγορία στην οποία υπάγονταν μέχρι εκείνη την περίοδο.

5. Οι χώρες μέλη δεν μπορούν να απαιτήσουν να καταταχθούν σε κατώτερη κλίμακα περισσότερο από μία κλίμακα τη φορά.

6. Εντούτοις, σε εξαιρετικές περιπτώσεις όπως οι φυσικές καταστροφές που απαιτούν προγράμματα διεθνούς βοήθειας, το Διοικητικό Συμβούλιο μπορεί να εγκρίνει μία προσωρινή μείωση στην κατηγορία συνεισφοράς άπαξ μεταξύ δύο Συνεδρίων, όταν ζητηθεί από μια χώρα μέλος, εάν το εν λόγω μέλος αποδείξει ότι δεν μπορεί πλέον να διατηρήσει τη συνεισφορά του στην κατηγορία η οποία είχε αρχικά επιλεγεί. Στις ίδιες περιπτώσεις, το Διοικητικό Συμβούλιο μπορεί επίσης να εγκρίνει μια προσωρινή μείωση για τις λιγότερο ανεπτυγμένες χώρες που βρίσκονται ήδη στην κατηγορία της 1 μονάδας, τοποθετώντας τες στην κατηγορία της 0,5 μονάδας.

7. Η προσωρινή μείωση της κατηγορίας συνεισφοράς κατ' εφαρμογή της παραγράφου 6 μπορεί να εγκριθεί από το Διοικητικό Συμβούλιο για μια ανώτατη περίοδο δύο ετών ή μέχρι το επόμενο Συνέδριο, οποιοδήποτε συμβεί νωρίτερα. Κατά την εκπνοή της συγκεκριμένης περιόδου, η ενδιαφερόμενη χώρα επανέρχεται αυτομάτως στην αρχική κατηγορία συνεισφοράς.

8. Κατά παρέκκλιση των παραγράφων 4 και 5, οι αλλαγές που αφορούν σε μία υψηλότερη κατηγορία δεν υπόκεινται σε κανένα περιορισμό.

Άρθρο **131**

Πληρωμή των υλικών που προμηθεύει το Διεθνές Γραφείο (Γεν. Κανον.**118**)

Τα είδη τα οποία παρέχει το Διεθνές Γραφείο στις Ταχυδρομικές Υπηρεσίες επί πληρωμή πρέπει να καταβάλλονται το συντομότερο δυνατόν και το αργότερο μέσα σε έξι μήνες από την πρώτη ημέρα του μήνα που έπεται της αποστολής του λογαριασμού από το Διεθνές Γραφείο. Μετά από την περίοδο αυτή, τα οφειλόμενα ποσά τοκίζονται υπέρ της Ένωσης σε ποσοστό 5% ετησίως, το οποίο υπολογίζεται από την ημερομηνία λήξης αυτής της περιόδου.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ V

Διαιτησία

Άρθρο **132**

Διαδικασία διαιτησίας (Καταστ. 32)

1. Σε περίπτωση διαφοράς που πρέπει να ρυθμιστεί με διαιτητική απόφαση, καθεμία από τις Ταχυδρομικές Υπηρεσίες που βρίσκονται σε αντιδικία επιλέγει μία Ταχυδρομική Υπηρεσία μίας χώρας - μέλους η οποία δεν εμπλέκεται άμεσα στη διαφορά. Όταν πολλές Ταχυδρομικές Υπηρεσίες ενδιαφέρονται από κοινού, υπολογίζονται μόνον ως μία Υπηρεσία για τους σκοπούς αυτής της διάταξης.

2. Σε περίπτωση που μία από τις Ταχυδρομικές Υπηρεσίες που βρίσκονται σε αντιδικία δεν ενεργεί σύμφωνα με τη διαιτητική πρόταση μέσα σε διάστημα έξι μηνών, το Διεθνές Γραφείο, εφόσον του ζητηθεί, καλεί από μόνο του την Ταχυδρομική Υπηρεσία η οποία δε συμμορφώνεται να ορίσει ένα διαιτητή ή ορίζει το ίδιο ένα διαιτητή.

3. Τα μέρη που βρίσκονται σε αντιδικία μπορούν να συμφωνήσουν να ορίσουν ένα μόνο διαιτητή, που μπορεί να είναι το Διεθνές Γραφείο.

4. Η απόφαση των διαιτητών λαμβάνεται με την πλειοψηφία των ψήφων.

5. Σε περίπτωση ισοψηφίας, οι διαιτητές επιλέγουν μία άλλη Ταχυδρομική Υπηρεσία, η οποία δεν εμπλέκεται στη διένεξη, για την επίλυση της διαφοράς. Σε περίπτωση που δε συμφωνήσουν στην επιλογή, αυτή η Ταχυδρομική Υπηρεσία ορίζεται από το Διεθνές Γραφείο μεταξύ των Ταχυδρομικών Υπηρεσιών που δεν προτείνονται από τους διαιτητές.

6. Εάν η διαφωνία αφορά σε μια από τις Συμφωνίες, οι διαιτητές μπορούν να ορίζονται μόνο μεταξύ των Ταχυδρομικών Υπηρεσιών που είναι μέλη αυτής της Συμφωνίας.

Κεφάλαιο VI

Τελικές διατάξεις

Άρθρο 133

Όροι για την έγκριση των προτάσεων που αφορούν στους Γενικούς Κανονισμούς

Για να εφαρμοστούν, οι προτάσεις που υποβάλλονται στο Συνέδριο και αφορούν σε αυτούς τους Γενικούς Κανονισμούς πρέπει να εγκρίνονται από την πλειοψηφία των χωρών - μελών που εκπροσωπούνται στο Συνέδριο **και που έχουν δικαίωμα ψήφου**. Τα δύο τρίτα τουλάχιστον των χωρών μελών της Ένωσης **που έχουν δικαίωμα ψήφου** πρέπει να είναι παρόντα κατά τη στιγμή της ψηφοφορίας.

Άρθρο 134

Προτάσεις που αφορούν στις Συμφωνίες με τον Οργανισμό Ηνωμένων Εθνών (Καταστ. 9)

Οι όροι έγκρισης που αναφέρονται στο άρθρο 133 εφαρμόζονται εξίσου και για τις προτάσεις τροποποίησης των Συμφωνιών που συνάπτονται μεταξύ της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Ένωσης και του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών,

στο μέτρο που αυτές οι Συμφωνίες δεν προβλέπουν όρους τροποποίησης των διατάξεων που περιέχουν.

Άρθρο 135

Έναρξη ισχύος και διάρκεια των Γενικών Κανονισμών

Οι παρόντες Γενικοί Κανονισμοί θα τεθούν σε ισχύ την $1^{η}$ Ιανουαρίου **2006** και θα παραμείνει **σε ισχύ επ' αόριστον.**

Σε πιστοποίηση αυτού οι πληρεξούσιοι των Κυβερνήσεων των χωρών - μελών υπέγραψαν τους παρόντες Γενικούς Κανονισμούς σε ένα μόνο πρωτότυπο, το οποίο είναι κατατιθέμενο στο γραφείο του Γενικού Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου. Ένα αντίγραφο αυτού θα επιδοθεί σε κάθε μέλος από το **Διεθνές Γραφείο της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Ένωσης**.

Υπογράφθηκε στο **Βουκουρέστι, 5 Οκτωβρίου 2004.**

Παγκόσμια Ταχυδρομική Σύμβαση

Περιεχόμενα

Μέρος Ι

Κοινοί κανόνες που εφαρμόζονται σε όλη τη διεθνή ταχυδρομική υπηρεσία

Θεμελιώδες κεφάλαιο

Γενικές διατάξεις

Άρθρα

Μέρος II

Κανόνες που εφαρμόζονται στο επιστολικό ταχυδρομείο και στα ταχυδρομικά δέματα

Κεφάλαιο 1

Παροχή υπηρεσιών

Κεφάλαιο 2

Ευθύνη

Κεφάλαιο 3

Ειδικές διατάξεις για το επιστολικό ταχυδρομείο

Τελικό Πρωτόκολλο της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Σύμβασης

Άρθρα

Παγκόσμια Ταχυδρομική Σύμβαση

Οι υπογεγραμμένοι, πληρεξούσιοι των Κυβερνήσεων των χωρών μελών της Ένωσης, έχοντας υπόψη το άρθρο 22, παράγραφος 3, του Καταστατικού της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Ένωσης που συνήφθη στη Βιέννη στις 10 Ιουλίου 1964, έχουν με κοινή συγκατάθεση και σύμφωνα με το άρθρο 25, παράγραφος 4 του Καταστατικού συντάξει σε αυτή την Σύμβαση τους κανόνες που εφαρμόζονται σε όλη τη διεθνή ταχυδρομική υπηρεσία.

Μέρος Ι

Κοινοί κανόνες που εφαρμόζονται σε όλη τη διεθνή ταχυδρομική υπηρεσία

Θεμελιώδες κεφάλαιο

Γενικές διατάξεις

Άρθρο 1

Ορισμοί

1. Για τους σκοπούς της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Σύμβασης, οι ακόλουθοι όροι προσδιορίζονται ως εξής:

1.1 καθολική ταχυδρομική υπηρεσία: η μόνιμη παροχή ποιοτικών βασικών ταχυδρομικών υπηρεσιών σε όλα τα σημεία της επικράτειας μιας χώρας μέλους, για όλους τους πελάτες , σε προσιτές τιμές

1.2 κλειστή αποστολή: σάκος που φέρει ετικέτα ή σύνολο σάκων ή άλλων συσκευασιών που σφραγίζονται με ή χωρίς μολυβδοσφραγίδα και που περιέχουν ταχυδρομικά αντικείμενα

1.3 διέλευση απερικάλυπτων αντικειμένων: ανοικτή διέλευση μέσω μιας ενδιάμεσης χώρας, των αντικειμένων των οποίων ο αριθμός ή το βάρος δεν δικαιολογεί τη σύνθεση κλειστών αποστολών για τη χώρα προορισμού

1.4 ταχυδρομικό αντικείμενο: γενικός όρος που αναφέρεται σε ο,τιδήποτε αποστέλλεται από τις υπηρεσίες του Ταχυδρομείου (επιστολικό ταχυδρομείο, ταχυδρομικά δέματα, ταχυδρομικές επιταγές, κ.λπ.)

1.5 καταληκτικά τέλη: αποζημίωση οφειλόμενη στην Ταχυδρομική Υπηρεσία προορισμού από την Ταχυδρομική Υπηρεσία

αποστολής ως πληρωμή για το κόστος που προκύπτει στη χώρα προορισμού για τα αντικείμενα επιστολικού ταχυδρομείου που παραλαμβάνονται

1.6 διαβατικά τέλη: αποζημίωση για τις υπηρεσίες που παρέχονται από έναν μεταφορέα της χώρας στην οποία πραγματοποιείται η διέλευση (Ταχυδρομική Υπηρεσία, άλλη Υπηρεσία ή συνδυασμός των δύο) όσον αφορά στη χερσαία, θαλάσσια ή αεροπορική διακίνηση των αποστολών

1.7 τέλη εσωτερικής διαχείρισης: αποζημίωση οφειλόμενη στην Ταχυδρομική Υπηρεσία προορισμού από την αποστέλλουσα Ταχυδρομική Υπηρεσία ως πληρωμή για το κόστος που προκύπτει στη χώρα προορισμού για τα δέματα που παραλαμβάνονται

1.8 χερσαία διαβατικά τέλη : οφειλόμενη αποζημίωση για υπηρεσίες που παρέχονται από έναν μεταφορέα στη χώρα στην οποία πραγματοποιείται η διέλευση (Ταχυδρομική Υπηρεσία, άλλη Υπηρεσία ή συνδυασμός των δύο) όσον αφορά στη χερσαία ή/και αεροπορική διέλευση δεμάτων δια μέσου του εδάφους της

1.9 θαλάσσια τέλη: οφειλόμενη αποζημίωση για υπηρεσίες που παρέχονται από έναν μεταφορέα (Ταχυδρομική Υπηρεσία, άλλη Υπηρεσία ή συνδυασμός των δύο) που συμμετέχει στη θαλάσσια μεταφορά ενός ταχυδρομικού δέματος

Άρθρο 2

Προσδιορισμός του υπεύθυνου φορέα ή των φορέων για την εκπλήρωση των υποχρεώσεων που προκύπτουν από την προσχώρηση στη Σύμβαση

1 Οι χώρες μέλη θα γνωστοποιούν στο Διεθνές Γραφείο, μέσα σε έξι μήνες από το τέλος του Συνεδρίου, το όνομα και τη διεύθυνση του κυβερνητικού οργάνου αρμόδιου για την εποπτεία των ταχυδρομικών υποθέσεων. Επίσης μέσα σε έξι μήνες από το τέλος του Συνεδρίου, οι χώρες μέλη θα ενημερώνουν το Διεθνές Γραφείο για το όνομα και τη διεύθυνση του φορέα ή των φορέων που έχουν οριστεί επίσημα για την παροχή ταχυδρομικών υπηρεσιών και να εκπληρώνουν τις υποχρεώσεις, που προκύπτουν από τις Πράξεις της Ένωσης, στην επικράτειά τους. Μεταξύ των δύο Συνεδρίων, οι αλλαγές στα κυβερνητικά όργανα και στους επίσημα οριζόμενους φορείς παροχής υπηρεσιών θα ανακοινώνονται στο Διεθνές Γραφείο το συντομότερο δυνατόν.

Άρθρο 3

Καθολική ταχυδρομική υπηρεσία

1 Προκειμένου να υποστηριχθεί η έννοια της ενιαίας ταχυδρομικής επικράτειας της Ένωσης, οι χώρες μέλη θα διασφαλίζουν ότι όλοι οι χρήστες/ πελάτες απολαμβάνουν του δικαιώματος μιας καθολικής ταχυδρομικής υπηρεσίας που περιλαμβάνει τη μόνιμη παροχή ποιοτικών βασικών ταχυδρομικών υπηρεσιών σε όλα τα σημεία της επικράτειάς τους, σε προσιτές τιμές.

2 Έχοντας το στόχο αυτό, οι χώρες μέλη θα θεσπίζουν, στα πλαίσια της εθνικής ταχυδρομικής νομοθεσίας τους ή με άλλα συνήθη μέσα, το εύρος των ταχυδρομικών υπηρεσιών που παρέχονται και τις προϋποθέσεις για ποιότητα και προσιτές τιμές, λαμβάνοντας υπόψη και τις ανάγκες του πληθυσμού τους και τις εθνικές τους συνθήκες.

3 Οι χώρες μέλη θα διασφαλίζουν ότι οι παροχές των ταχυδρομικών υπηρεσιών και τα πρότυπα ποιότητας θα επιτυγχάνονται από τους φορείς που είναι αρμόδιοι για την παροχή της καθολικής ταχυδρομικής υπηρεσίας.

4 **Οι χώρες μέλη θα διασφαλίζουν ότι η καθολική ταχυδρομική υπηρεσία θα παρέχεται σε βιώσιμη βάση, ώστε να εγγυάται η διατηρησιμότητά της.**

Άρθρο 4

Ελευθερία διέλευσης

1 Η αρχή της ελευθερίας διέλευσης προσδιορίζεται στο άρθρο 1 του Καταστατικού. Συμβαδίζει με την υποχρέωση κάθε ταχυδρομικής Υπηρεσίας να διαβιβάζει πάντα με τη συντομότερη οδό και με τα ασφαλέστερα μέσα που χρησιμοποιεί για τα δικά της αντικείμενα, τις κλειστές αποστολές και τα απερικάλυπτα αντικείμενα επιστολικού ταχυδρομείου τα οποία διέρχονται σε αυτή από μία άλλη Υπηρεσία. **Αυτή η αρχή ισχύει επίσης για τα αντικείμενα ή τις αποστολές που έχουν διαβιβασθεί λανθασμένα.**

2 Οι χώρες μέλη που δεν συμμετέχουν στην ανταλλαγή των επιστολών που περιέχουν αλλοιώσιμες βιολογικές ουσίες ή ραδιενεργές ουσίες έχουν την επιλογή της μη αποδοχής αυτών των αντικειμένων τα οποία διέρχονται από την επικράτειά τους ως διαβατικά απερικάλυπτα. Το ίδιο εφαρμόζεται για τα αντικείμενα επιστολικού ταχυδρομείου εκτός από τις επιστολές, τις κάρτες και το έντυπο υλικό για τους τυφλούς. **Ισχύει επίσης για τα έντυπα, τις περιοδικές εκδόσεις, τα περιοδικά, τα μικροδέματα και τους σάκους Μ το περιεχόμενο των οποίων** δεν ανταποκρίνεται στις νομικές απαιτήσεις που διέπουν τις προϋποθέσεις δημοσίευσης ή κυκλοφορίας τους στη χώρα από την οποία διέρχονται.

3 Η ελευθερία διέλευσης όσον αφορά στα ταχυδρομικά δέματα που

πρόκειται να διαβιβαστούν μέσω χερσαίας και θαλάσσιας οδού θα περιορίζεται στο έδαφος των χωρών που συμμετέχουν σε αυτή την υπηρεσία.

4 Η ελευθερία διέλευσης για τα αεροπορικά δέματα θα εξασφαλίζεται σε ολόκληρη την επικράτεια της Ένωσης. Εντούτοις, οι χώρες μέλη που δεν εκτελούν την υπηρεσία ταχυδρομικών δεμάτων δεν έχουν την υποχρέωση να προωθούν αεροπορικά δέματα μέσω επιφανείας.

5 Εάν μια χώρα μέλος αμελεί να τηρεί τις διατάξεις σχετικά με την ελευθερία διέλευσης, άλλες χώρες μέλη μπορούν να διακόψουν την εκτέλεση της ταχυδρομικής υπηρεσίας με τη χώρα αυτή.

Άρθρο 5

Κυριότητα των ταχυδρομικών αντικειμένων. Ανάκληση από το Ταχυδρομείο. Τροποποίηση ή διόρθωση της διεύθυνσης. Αναδιαβίβαση. Επιστροφή των ανεπίδοτων αντικειμένων στον αποστολέα.

1 Κάθε ταχυδρομικό αντικείμενο ανήκει στον αποστολέα έως ότου παραδοθεί στο νόμιμο παραλήπτη του, εκτός εάν το αντικείμενο έχει κατασχεθεί σύμφωνα με τη νομοθεσία της χώρας **καταγωγής** ή προορισμού **και σε περίπτωση εφαρμογής του άρθρου 15.2.1.1 ή των 15.3 σύμφωνα με τη νομοθεσία της χώρας διέλευσης.**

2 Ο αποστολέας ενός ταχυδρομικού αντικειμένου μπορεί να το αποσύρει από το ταχυδρομείο ή να διορθώσει ή να τροποποιήσει τη διεύθυνσή του. Τα τέλη και οι σχετικές διατάξεις διατυπώνονται στους Κανονισμούς.

3 Οι χώρες μέλη εξασφαλίζουν την αναδιαβίβαση των ταχυδρομικών αντικειμένων, εάν ένας παραλήπτης έχει αλλάξει τη διεύθυνσή του, και την επιστροφή στον αποστολέα των ανεπίδοτων αντικειμένων. Τα τέλη και οι σχετικές διατάξεις διατυπώνονται στους Κανονισμούς.

Άρθρο 6

Τέλη

1 Τα τέλη για τις διάφορες διεθνείς ταχυδρομικές και ειδικές υπηρεσίες ορίζονται από τις ταχυδρομικές υπηρεσίες σύμφωνα με τις αρχές που διατυπώνονται στη Σύμβαση και στους Κανονισμούς. Αυτά πρέπει καταρχήν να σχετίζονται με το κόστος παροχής αυτών των υπηρεσιών.

2 Η ταχυδρομική Υπηρεσία καταγωγής καθορίζει τα ταχυδρομικά τέλη για τη μεταφορά των αντικειμένων επιστολικού ταχυδρομείου και **των ταχυδρομικών δεμάτων.** Τα ταχυδρομικά τέλη καλύπτουν την επίδοση

των αντικειμένων στην αναγραφόμενη διεύθυνση των παραληπτών υπό τον όρο ότι αυτή η υπηρεσία επίδοσης παρέχεται στη χώρα προορισμού για τα εν λόγω αντικείμενα.

3 Τα τέλη που εισπράττονται, συμπεριλαμβανομένων των ενδεικτικών εκείνων που αναφέρονται στις Πράξεις, πρέπει να είναι τουλάχιστον ανάλογα με εκείνα που εισπράττονται για τα αντικείμενα εσωτερικού που έχουν τα ίδια χαρακτηριστικά **(κατηγορία, ποσότητα, χρόνος διαχείρισης κ.λπ.).**

4 Οι ταχυδρομικές Υπηρεσίες εξουσιοδοτούνται να υπερβαίνουν τα **ενδεικτικά** τέλη που εμφανίζονται στις **Πράξεις**.

5 Πάνω από το κατώτατο όριο τελών που καθορίζονται στην παράγραφο 3, οι ταχυδρομικές Υπηρεσίες μπορούν να επιτρέπουν μειωμένα τέλη βασισμένα στην εσωτερική νομοθεσία τους όσον αφορά αντικείμενα επιστολικού ταχυδρομείου και **ταχυδρομικά δέματα** που κατατίθενται στη χώρα τους. Μπορούν, για παράδειγμα, να προσφέρουν ιδιαίτερες τιμές σε σημαντικούς πελάτες του Ταχυδρομείου.

6 Κανένα ταχυδρομικό τέλος οποιουδήποτε είδους δεν μπορεί να εισπραχθεί από πελάτες εκτός από εκείνα που προβλέπονται στις Πράξεις.

7 Εκτός όπου προβλέπεται διαφορετικά στις Πράξεις, κάθε ταχυδρομική Υπηρεσία θα κατακρατεί τα τέλη που έχει εισπράξει.

Άρθρο 7

Απαλλαγή από τα ταχυδρομικά τέλη

1 Αρχή

1.1 Οι περιπτώσεις της ταχυδρομικής ατέλειας, **υπό την έννοια της απαλλαγής από την προπληρωμή ταχυδρομικού τέλους,** καθορίζονται ρητώς από τη Σύμβαση. Εν τούτοις, οι Κανονισμοί μπορούν να ορίζουν διατάξεις που προβλέπουν τόσο την απαλλαγή **από την προπληρωμή ταχυδρομικού τέλους όσο και την απαλλαγή από πληρωμή διαβατικών τελών, καταληκτικών τελών και τελών εσωτερικής διαχείρισης των αντικειμένων** του επιστολικού ταχυδρομείου **και των ταχυδρομικών δεμάτων** που σχετίζονται με την ταχυδρομική υπηρεσία και που αποστέλλονται από τις Ταχυδρομικές Υπηρεσίες και τις Περιορισμένες Ενώσεις. Επιπλέον, τα αντικείμενα επιστολικού ταχυδρομείου και τα ταχυδρομικά δέματα που αποστέλλονται από το Διεθνές Γραφείο της ΠΤΕ στις Περιορισμένες Ενώσεις και τις Ταχυδρομικές Υπηρεσίες θεωρούνται αντικείμενα σχετιζόμενα με την ταχυδρομική υπηρεσία και απαλλάσσονται από όλα τα ταχυδρομικά τέλη. Εντούτοις, η Υπηρεσία καταγωγής έχει την ευχέρεια είσπραξης πρόσθετων αεροπορικών τελών γι' αυτά τα τελευταία αντικείμενα.

2 Αιχμάλωτοι πολέμου και πολιτικοί κρατούμενοι

2.1 Τα αντικείμενα επιστολικού ταχυδρομείου, τα ταχυδρομικά δέματα και τα αντικείμενα χρηματοοικονομικών ταχυδρομικών υπηρεσιών τα οποία απευθύνονται στους ή αποστέλλονται από αιχμαλώτους πολέμου, είτε απευθείας είτε μέσω των γραφείων που αναφέρονται στους Κανονισμούς **της Σύμβασης και της Συμφωνίας της Υπηρεσίας των Ταχυδρομικών Πληρωμών**, θα απαλλάσσονται όλων των ταχυδρομικών τελών, με εξαίρεση τα πρόσθετα αεροπορικά τέλη. Οι εμπόλεμοι που συλλαμβάνονται και που τίθενται υπό περιορισμό σε μια ουδέτερη χώρα χαρακτηρίζονται ως αιχμάλωτοι πολέμου, όσον αφορά στην εφαρμογή των προηγούμενων διατάξεων.

2.2 Οι διατάξεις που καθορ[illegible]ονται στην παράγραφο 2.1 ισχύουν επίσης για τα αντικείμενα επιστολικ[illegible] ταχυδρομείου, τα ταχυδρομικά δέματα και τα αντικείμενα χρηματοοικονομικών ταχυδρομικών υπηρεσιών τα οποία προέρχονται από άλλες χώρες και απευθύνονται σε πολιτικούς κρατούμενους ή αποστέλλονται από πολιτικούς κρατουμένους, όπως αυτοί καθορίζονται στη Συνθήκη της Γενεύης της 12ης Αυγούστου 1949 σχετικά με την προστασία των πολιτικών προσώπων σε περίοδο πολέμου, είτε αποστέλλονται απευθείας είτε μέσω των γραφείων που αναφέρονται στους κανονισμούς **της Σύμβασης και στους Κανονισμούς της Συμφωνίας της πληρωμής των Ταχυδρομικών Υπηρεσιών.**

2.3 Τα γραφεία που αναφέρονται στους Κανονισμούς **της Σύμβασης και της Συμφωνίας πληρωμής Ταχυδρομικών Υπηρεσιών** απολαμβάνουν επίσης ταχυδρομικής ατέλειας όσον αφορά στα αντικείμενα επιστολικού ταχυδρομείου, τα ταχυδρομικά δέματα και τα αντικείμενα χρηματοοικονομικών ταχυδρομικών υπηρεσιών τα οποία αφορούν τα πρόσωπα που αναφέρονται στην παράγραφο 2.1 και 2.2 και τα οποία αποστέλλουν ή λαμβάνουν, είτε απευθείας είτε ως ενδιάμεσα.

2.4 Τα δέματα γίνονται αποδεκτά με ταχυδρομική ατέλεια μέχρι του βάρους των 5 χιλιόγραμμων. Το όριο βάρους αυξάνεται σε 10 χιλιόγραμμα στην περίπτωση των δεμάτων, το περιεχόμενο των οποίων δεν μπορεί να διαχωριστεί και των δεμάτων τα οποία προορίζονται για ένα στρατόπεδο ή για τους αντιπροσώπους των κρατουμένων σ' αυτό ("άνθρωποι εμπιστοσύνης") για διανομή στους κρατουμένους.

2.5 Στη λογιστική τακτοποίηση μεταξύ των Ταχυδρομικών Υπηρεσιών, δεν θα επιμερίζονται τέλη για υπηρεσιακά δέματα και τέλη για δέματα αιχμαλώτων πολέμου και πολιτικών κρατουμένων, εκτός από τα τέλη αεροπορικής μεταφοράς που εφαρμόζονται στα αεροπορικά δέματα.

3 Έντυπο υλικό για τους τυφλούς

3.1 Το έντυπο υλικό για τους τυφλούς (cecogrammes) θα απαλλάσσεται όλων των ταχυδρομικών τελών, εκτός των πρόσθετων αεροπορικών τελών.

Άρθρο 8

Γραμματόσημα

1 Ο όρος "γραμματόσημο" προστατεύεται από την παρούσα Σύμβαση και διατηρείται αποκλειστικά για γραμματόσημα που πληρούν τους όρους αυτού του άρθρου και των Κανονισμών.

2 Γραμματόσημα:

2.1 εκδίδονται μόνο από μια αρμόδια εκδίδουσα αρχή, σύμφωνα με τις Πράξεις της ΠΤΕ. Η έκδοση των γραμματοσήμων περιλαμβάνει επίσης το να τεθούν σε κυκλοφορία.

2.2 είναι μια διακήρυξη αυτοτέλειας και αποτελεί:

2.2.1 απόδειξη προπληρωμής του ταχυδρομικού τέλους που αντιστοιχεί στην πραγματική αξία τους όταν επικολλάται στα ταχυδρομικά αντικείμενα, σύμφωνα με τις Πράξεις της Ένωσης

2.2.2 μια πηγή συμπληρωματικού εσόδου για τις Ταχυδρομικές Υπηρεσίες, ως φιλοτελικά αντικείμενα

2.3 πρέπει να τίθενται σε κυκλοφορία, για χρήση ταχυδρομικής προπληρωμής ή για φιλοτελικούς σκοπούς, στην επικράτεια της εκδίδουσας Ταχυδρομικής Υπηρεσίας

3 Σαν χαρακτηριστικό αυτοτέλειας, το γραμματόσημο περιλαμβάνει:

3.1 το όνομα της χώρας μέλους ή της επικράτειας στην οποία ανήκει η Ταχυδρομική Υπηρεσία έκδοσης, με λατινικά γράμματα

3.1.1 προαιρετικά, το επίσημο έμβλημα της χώρας μέλους στην οποία ανήκει η Ταχυδρομική Υπηρεσία έκδοσης

3.1.2 καταρχήν, την ονομαστική αξία τους με λατινικά γράμματα ή αραβικούς αριθμούς

3.1.3 προαιρετικά, την ένδειξη "Postes" (Ταχυδρομεία) με λατινικά ή άλλα γράμματα

4 Τα Εμβλήματα του Κράτους, οι επίσημες ενδείξεις ελέγχου και τα λογότυπα διακυβερνητικών οργανώσεων που απεικονίζονται στα γραμματόσημα προστατεύονται κατά την έννοια της Σύμβασης των Παρισίων περί Προστασίας της Ιδιοκτησίας των Ευρεσιτεχνιών Βιομηχανίας.

5 Τα θέματα και τα σχέδια των γραμματοσήμων πρέπει:

5.1 να είναι σύμφωνα με το πνεύμα του Προοιμίου του Καταστατικού της ΠΤΕ και με τις αποφάσεις που λαμβάνονται από τα όργανα της Ένωσης.

5.2 να είναι στενά συνδεδεμένα με την πολιτιστική ταυτότητα της χώρας της Ταχυδρομικής Υπηρεσίας έκδοσης, ή να συμβάλλει στη διάδοση του πολιτισμού ή στη διατήρηση της ειρήνης

5.3 να έχουν, στην περίπτωση που μνημονεύονται εξέχουσες προσωπικότητες ή γεγονότα ξένα με τη χώρα ή την επικράτεια όπου υπάγεται η Ταχυδρομική Υπηρεσία έκδοσης, στενή σχέση με την εν λόγω χώρα ή επικράτεια

5.4 να μην φέρουν πολιτικό χαρακτήρα ή προσβλητικού χαρακτήρα όσον αφορά ένα πρόσωπο ή μια χώρα

5.5 να είναι μείζονος σημασίας για τη χώρα στην οποία υπάγεται η εκδίδουσα Ταχυδρομική Υπηρεσία ή για την ίδια την Ταχυδρομική Υπηρεσία

6 Ως υποκείμενα στα δικαιώματα πνευματικής ιδιοκτησίας, τα γραμματόσημα μπορεί να περιέχουν:

6.1 μια ένδειξη της δικαιούχου εκδίδουσας Ταχυδρομικής Υπηρεσίας για χρήση του εν λόγω δικαιώματος πνευματικής ιδιοκτησίας, όπως:

6.1.1 το ακριβές αντίγραφο του πρωτοτύπου με την τοποθέτηση του σήματος πνευματικών δικαιωμάτων του δημιουργού του ©, που να δείχνει την ιδιοκτησία των δικαιωμάτων του δημιουργού αναφέροντας και το έτος έκδοσης,

6.1.2 ένα σήμα κατατεθέν στην επικράτεια της χώρας μέλους στην οποία υπάγεται η ταχυδρομική Υπηρεσία έκδοσης, με την τοποθέτηση του συμβόλου καταχώρησης εμπορικού σήματος ® μετά από την ένδειξη,

6.2 του ονόματος του καλλιτέχνη,

6.3 του ονόματος του εκδότη

7 Οι αποτυπώσεις προπληρωμής του ταχυδρομικού τέλους, οι αποτυπώσεις μηχανών προπληρωμής και οι αποτυπώσεις που γίνονται από τυπογραφικές εκτυπώσεις ή άλλη διαδικασία εκτύπωσης ή σφράγισης σύμφωνα με τις Πράξεις της ΠΤΕ μπορούν να χρησιμοποιούνται μόνο με την έγκριση της Ταχυδρομικής Υπηρεσίας.

Άρθρο 9

Ταχυδρομική ασφάλεια

1 Οι χώρες μέλη υιοθετούν και εφαρμόζουν μια δυναμική στρατηγική ασφάλειας σε όλα τα επίπεδα ταχυδρομικών λειτουργιών για να διατηρήσουν και να ενισχύσουν την εμπιστοσύνη του ευρέως κοινού στις ταχυδρομικές υπηρεσίες, και την εξασφάλιση των συμφερόντων όλων των εμπλεκόμενων υπαλλήλων. Αυτή η στρατηγική θα περιλαμβάνει την ανταλλαγή πληροφοριών πάνω στη διατήρηση της ασφαλούς και αξιόπιστης μεταφοράς και διέλευσης των αποστολών μεταξύ των χωρών μελών.

Άρθρο 10

Περιβάλλον

1. Οι χώρες μέλη πρέπει να υιοθετήσουν και να εφαρμόσουν μια προληπτική περιβαλλοντική στρατηγική σε όλα τα επίπεδα των ταχυδρομικών λειτουργιών και να προωθήσουν την περιβαλλοντική συνείδηση στις ταχυδρομικές υπηρεσίες.

Άρθρο 11

Παραβιάσεις

1 Ταχυδρομικά αντικείμενα

1.1 Οι χώρες μέλη αναλαμβάνουν να υιοθετήσουν τα απαραίτητα μέτρα για την πρόληψη, ποινική δίωξη και τιμωρία οποιουδήποτε προσώπου που θα βρεθεί ένοχο για τα παρακάτω:

1.1.1 εισαγωγή σε ταχυδρομικά αντικείμενα ναρκωτικών και ψυχοτρόπων ουσιών καθώς επίσης εκρηκτικών, εύφλεκτων ή άλλων επικίνδυνων ουσιών, των οποίων η εισαγωγή δεν έχει εγκριθεί ρητά από τη Σύμβαση

1.1.2 εισαγωγή σε ταχυδρομικά αντικείμενα αντικειμένων παιδοφιλικής ή πορνογραφικής φύσης όπου χρησιμοποιούνται παιδιά

2. Μέσα για την προπληρωμή ταχυδρομικού τέλους και ταχυδρομικές πληρωμές γενικά

2.1 οι χώρες μέλη αναλαμβάνουν να υιοθετούν όλα τα απαραίτητα μέτρα για να αποτρέπουν, να διώκουν ποινικά, και να τιμωρούν οποιεσδήποτε παραβιάσεις που αφορούν στα μέσα της προπληρωμής ταχυδρομικού τέλους που καθορίζονται σε αυτήν την Σύμβαση, όπως:

2.1.1 γραμματόσημα, σε κυκλοφορία ή που έχουν αποσυρθεί από την κυκλοφορία

2.1.2 αποτυπώσεις προπληρωμής ταχυδρομικού τέλους

2.1.3 αποτυπώσεις μηχανών προπληρωμής ή μηχανικών εκτυπώσεων

2.1.4 διεθνή απαντητικά ένσημα

2.2 Σε αυτή τη Σύμβαση, παραβιάσεις που αφορούν στα μέσα της προπληρωμής ταχυδρομικού τέλους σχετίζονται με οποιεσδήποτε πράξεις που περιγράφονται παρακάτω και που διαπράττονται με πρόθεση να εξασφαλιστεί παράνομο κέρδος για κάποιον ή για ένα τρίτο μέρος. Οι ακόλουθες πράξεις πρέπει να τιμωρούνται:

2.2.1 Οποιαδήποτε πράξη πλαστογράφησης, απομίμησης ή

παραχάραξης οποιουδήποτε μέσου προπληρωμής ταχυδρομικού τέλους, ή οποιαδήποτε άλλη παράνομη ή άνομη πράξη που έχει σχέση με τη μη εξουσιοδοτημένη κατασκευή τέτοιων αντικειμένων

2.2.2 Οποιαδήποτε πράξη χρήσης, κυκλοφορίας, διαφήμισης, διανομής, διάδοσης, μεταφοράς, έκθεσης, παρουσίασης ή δημοσιοποίησης οποιωνδήποτε μέσων προπληρωμής ταχυδρομικού τέλους, η οποία έχει πλαστογραφηθεί, απομιμηθεί ή παραχαραχθεί

2.2.3 Οποιαδήποτε πράξη χρήσης ή κυκλοφορίας, για ταχυδρομικούς σκοπούς, οποιωνδήποτε μέσων προπληρωμής ταχυδρομικού τέλους που έχουν ήδη χρησιμοποιηθεί

2.2.4 κάθε προσπάθεια με στόχο τη διάπραξη οποιωνδήποτε τέτοιων παραβιάσεων

3 Αμοιβαιότητα

3.1 Όσον αφορά στις κυρώσεις, καμία διάκριση δεν πρέπει να γίνεται μεταξύ των πράξεων που περιγράφονται στην παράγραφο 2, ανεξάρτητα εάν εμπλέκονται εθνικά ή ξένα μέσα προπληρωμής ταχυδρομικού τέλους. Αυτή η διάταξη δεν υπόκειται σε κανένα νομικό ή συμβατικό όρο αμοιβαιότητας.

Μέρος ΙΙ

Κανόνες που εφαρμόζονται στο επιστολικό ταχυδρομείο και στα ταχυδρομικά δέματα

Κεφάλαιο 1

Παροχή υπηρεσιών

Άρθρο 12

Βασικές υπηρεσίες

1 Οι χώρες μέλη διασφαλίζουν την παραλαβή, τη διαχείριση, τη μεταφορά και την επίδοση των αντικειμένων επιστολικού ταχυδρομείου.

2 Τα αντικείμενα του επιστολικού ταχυδρομείου είναι:

2.1 αντικείμενα προτεραιότητας και μη προτεραιότητας, μέχρι 2 χιλιόγραμμα

2.2 επιστολές, κάρτες, έντυπα και μικροδέματα, μέχρι 2 χιλιόγραμμα

2.3 έντυπο υλικό για τους τυφλούς, μέχρι 7 χιλιόγραμμα

2.4 ειδικοί σάκοι οι οποίοι περιέχουν εφημερίδες, περιοδικά, βιβλία και παρόμοιο έντυπο υλικό για τον ίδιο παραλήπτη στην ίδια διεύθυνση

που ονομάζονται «σάκοι Μ», μέχρι 30 χιλιόγραμμα

3 Τα αντικείμενα επιστολικού ταχυδρομείου κατατάσσονται με βάση είτε την ταχύτητα διαχείρισης των αντικειμένων είτε το περιεχόμενο των αντικειμένων, σύμφωνα με τους Κανονισμούς του Επιστολικού Ταχυδρομείου.

4 Υψηλότερα όρια βάρους από εκείνα που αναφέρονται στην παράγραφο 2 ισχύουν προαιρετικά για ορισμένες κατηγορίες αντικειμένων του επιστολικού ταχυδρομείου υπό τους όρους που καθορίζονται στους Κανονισμούς Επιστολικού Ταχυδρομείου.

5 Οι χώρες μέλη εξασφαλίζουν επίσης την παραλαβή, διαχείριση, μεταφορά και επίδοση ταχυδρομικών δεμάτων μέχρι 20 χιλιόγραμμα, είτε όπως καθορίζεται στη Σύμβαση, είτε, στην περίπτωση των εξερχόμενων δεμάτων και μετά από διμερή συμφωνία, χρησιμοποιώντας κάθε μέσο που είναι πλεονεκτικότερο για τους πελάτες τους.

6 Όρια βάρους που είναι άνω των 20 χιλιογράμμων ισχύουν προαιρετικά για ορισμένες κατηγορίες ταχυδρομικών δεμάτων σύμφωνα με τους όρους που καθορίζονται στον Κανονισμό Ταχυδρομικών Δεμάτων.

7 Οποιαδήποτε χώρα της οποίας η Ταχυδρομική Υπηρεσία δεν αναλαμβάνει τη μεταφορά δεμάτων μπορεί να ρυθμίσει ώστε οι διατάξεις της Σύμβασης να εφαρμόζονται από μεταφορικές εταιρείες. Μπορεί, συγχρόνως, να περιορίσει αυτήν την υπηρεσία σε δέματα που προέρχονται ή προορίζονται σε τόπους που εξυπηρετούνται από τις εταιρείες αυτές.

8 Κατά παρέκκλιση των διατάξεων της παραγράφου 5, χώρες οι οποίες, πριν από την 1η Ιανουαρίου 2001 δεν ήταν συμβαλλόμενα μέρη στην Συμφωνία Ταχυδρομικών Δεμάτων, δεν είναι υποχρεωμένες να παρέχουν την υπηρεσία ταχυδρομικών δεμάτων.

Άρθρο **13**

Συμπληρωματικές υπηρεσίες

1 Οι χώρες μέλη παρέχουν τις ακόλουθες υποχρεωτικές συμπληρωματικές υπηρεσίες:

1.1 υπηρεσία συστημένων για τα εξερχόμενα αντικείμενα προτεραιότητας και τα αεροπορικά αντικείμενα επιστολικού ταχυδρομείου,

1.2 υπηρεσία συστημένων για τα μη προτεραιότητας και επιφανείας εξερχόμενα αντικείμενα επιστολικού ταχυδρομείου για προορισμούς στους οποίους δεν υπάρχει καμία υπηρεσία προτεραιότητας ή αεροπορικής αποστολής,

1.3 υπηρεσία συστημένων για όλα τα εισερχόμενα αντικείμενα

επιστολικού ταχυδρομείου,

2 **Η παροχή υπηρεσίας συστημένων για εξερχόμενα μη προτεραιότητας και επιφανείας αντικείμενα επιστολικού ταχυδρομείου σε προορισμούς, για τους οποίους υπάρχει υπηρεσία προτεραιότητας ή αεροπορικού ταχυδρομείου, είναι προαιρετική.**

3 Οι χώρες μέλη μπορούν να παρέχουν τις παρακάτω προαιρετικές συμπληρωματικές υπηρεσίες στις σχέσεις τους με εκείνες τις Υπηρεσίες που συμφώνησαν να παρέχουν την υπηρεσία:

3.1 δηλωμένης αξίας για αντικείμενα επιστολικού ταχυδρομείου και δέματα,

3.2 βεβαιωμένης επίδοσης για αντικείμενα επιστολικού ταχυδρομείου,

3.3 αντικαταβολής για αντικείμενα επιστολικού ταχυδρομείου και δέματα,

3.4 επίδοσης κατεπειγόντων (express) για αντικείμενα επιστολικού ταχυδρομείου και δέματα,

3.5 επίδοσης αυτοπροσώπως στον παραλήπτη για αντικείμενα συστημένα, βεβαιωμένης επίδοσης ή δηλωμένης αξίας αντικείμενα **επιστολικού ταχυδρομείου**

3.6 αντικειμένων επιστολικού ταχυδρομείου και δεμάτων ελευθέρων τελών και δασμών

3.7 εύθραυστων και ογκωδών δεμάτων

3.8 «αποστολής» (consignment) ομαδικών αντικειμένων ενός «αποστολέα» (consignor) με προορισμό το εξωτερικό

4 Οι παρακάτω τρεις συμπληρωματικές υπηρεσίες έχουν συγχρόνως υποχρεωτικές και προαιρετικές πλευρές:

4.1 Η Διεθνής Υπηρεσία Επιχειρηματικής Απαντητικής Αλληλογραφίας (IBRS) είναι βασικά προαιρετική. Ωστόσο, όλες οι Υπηρεσίες είναι υποχρεωμένες να λειτουργούν την υπηρεσία «επιστροφής» αντικειμένων IBRS.

4.2 Η υπηρεσία των διεθνών απαντητικών ενσήμων, τα οποία είναι ανταλλάξιμα σε οποιαδήποτε χώρα μέλος, αλλά η πώλησή τους είναι προαιρετική.

4.3 **Η ειδοποίηση επίδοσης για τα συστημένα ή τα βεβαιωμένης επίδοσης αντικείμενα επιστολικού ταχυδρομείου, τα δέματα και τα ασφαλισμένα αντικείμενα. Όλες οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες δέχονται τις εισερχόμενες ειδοποιήσεις επίδοσης. Ωστόσο, η παροχή της υπηρεσίας ειδοποίησης παραλαβής για τα εξερχόμενα αντικείμενα, είναι προαιρετική.**

5 Η περιγραφή αυτών των υπηρεσιών και των τελών τους καθορίζονται στους Κανονισμούς.

6 Εκεί όπου τα χαρακτηριστικά της υπηρεσίας που αναφέρονται κατωτέρω

υπόκεινται σε ειδικά τέλη στο εσωτερικό, οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες εξουσιοδοτούνται να εισπράττουν τα ίδια τέλη για τα διεθνή αντικείμενα, σύμφωνα με τους όρους που περιγράφονται στους Κανονισμούς:

6.1 επίδοση μικροδεμάτων που ζυγίζουν πάνω από 500 γραμμάρια

6.2 αντικείμενα επιστολικού ταχυδρομείου που κατατίθενται μετά την τελευταία ώρα κατάθεσης

6.3 αντικείμενα που κατατίθενται εκτός του κανονικού ωραρίου λειτουργίας των θυρίδων

6.4 παραλαβή από τη διεύθυνση του αποστολέα

6.5 ανάκληση ενός αντικειμένου του επιστολικού ταχυδρομείου σε χρονική στιγμή εκτός του κανονικού ωραρίου λειτουργίας των θυρίδων

6.6 poste restante (παραμονή για παραλαβή από το ταχυδρομείο)

6.7 αποθήκευση αντικειμένων επιστολικού ταχυδρομείου που ζυγίζουν πάνω από 500 γραμμάρια και δεμάτων

6.8 επίδοση των δεμάτων, σε ανταπόκριση της ειδοποίησης άφιξης

6.9 κάλυψη από τον κίνδυνο ανωτέρας βίας

Άρθρο **14**

Ηλεκτρονικό ταχυδρομείο, EMS, ολοκληρωμένες υπηρεσίες εφοδιαστικής (logistics) και νέες υπηρεσίες

1 Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες μπορούν να συμφωνήσουν μεταξύ τους να συμμετέχουν στις παρακάτω υπηρεσίες, οι οποίες περιγράφονται στους Κανονισμούς:

1.1 ηλεκτρονικό ταχυδρομείο, το οποίο είναι μια ταχυδρομική υπηρεσία που περιλαμβάνει την ηλεκτρονική μετάδοση μηνυμάτων

1.2 το EMS, που είναι μια ταχυδρομική υπηρεσία **κατεπειγόντων για έγγραφα και εμπορεύματα, και αποτελεί, όπου αυτό είναι δυνατόν,** την ταχύτερη ταχυδρομική υπηρεσία με φυσικά μέσα. **Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες μπορούν να παρέχουν αυτήν την υπηρεσία βάσει της Τυποποιημένης Πολυμερούς Συμφωνίας EMS ή με διμερή συμφωνία.**

1.3 **η ολοκληρωμένη υπηρεσία εφοδιαστικής (logistics), η οποία είναι μία υπηρεσία που ανταποκρίνεται πλήρως στις εφοδιαστικές απαιτήσεις των πελατών και περιλαμβάνει τις φάσεις πριν και μετά τη φυσική διαβίβαση των αγαθών και των εγγράφων**

1.4 **η Ηλεκτρονική Ταχυδρομική Σφραγίδα, η οποία παρέχει απτή απόδειξη ενός ηλεκτρονικού γεγονότος, σε μια δεδομένη μορφή, σε μία δεδομένη στιγμή, και στο οποίο εμπλέκονται ένα ή περισσότερα μέρη.**

2 Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες μπορούν με αμοιβαία συμφωνία να δημιουργήσουν μια νέα υπηρεσία που δεν προβλέπεται ρητώς στις Πράξεις της Ένωσης. Τα τέλη για μια νέα υπηρεσία καθορίζονται από την κάθε ενδιαφερόμενη Υπηρεσία, λαμβάνοντας υπόψη το λειτουργικό της κόστος.

Άρθρο **15**

Μη αποδεκτά αντικείμενα- Απαγορεύσεις

1 **Γενικές διατάξεις.**

1.1 Αντικείμενα που δεν πληρούν τους όρους που καθορίζονται στη Σύμβαση και τους Κανονισμούς δεν γίνονται αποδεκτά. **Τα αντικείμενα που στέλνονται επιπλέον με δόλια ενέργεια ή με πρόθεση την αποφυγή της πλήρους πληρωμής καθορισμένων τελών δεν γίνονται αποδεκτά.**

1.2 **Οι εξαιρέσεις στις απαγορεύσεις που περιλαμβάνονται σε αυτό το άρθρο καθορίζονται στους Κανονισμούς.**

1.3 **Όλες οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες έχουν τη δυνατότητα να επεκτείνουν τις απαγορεύσεις που περιλαμβάνονται σε αυτό το άρθρο, οι οποίες μπορούν να εφαρμοστούν αμέσως μετά την προσθήκη τους στο σχετικό κατάλογο.**

2 **Απαγορεύσεις που αφορούν σε όλες τις κατηγορίες αντικειμένων**

2.1 Η εισαγωγή των αντικειμένων που αναφέρονται πιο κάτω απαγορεύονται σε όλες τις κατηγορίες ταχυδρομικών αντικειμένων:

2.1.1 Ναρκωτικά και ψυχότροπες ουσίες

2.1.2 Άσεμνα ή ανήθικα αντικείμενα

2.1.3 Αντικείμενα, η εισαγωγή ή η **κυκλοφορία** των οποίων απαγορεύεται στη χώρα προορισμού

2.1.4 Αντικείμενα τα οποία, από τη φύση τους ή λόγω της συσκευασίας τους, μπορούν να εκθέσουν τους υπαλλήλους ή **το ευρύ κοινό** σε κίνδυνο, να μολύνουν ή να καταστρέψουν άλλα αντικείμενα, τον ταχυδρομικό εξοπλισμό ή **ιδιοκτησίες τρίτων**

2.1.5 Έγγραφα που έχουν το χαρακτήρα ενεστώσας και προσωπικής αλληλογραφίας που ανταλλάσσεται μεταξύ προσώπων εκτός από τον αποστολέα και τον παραλήπτη ή των προσώπων που διαμένουν μαζί τους

3 **Εκρηκτικά, εύφλεκτα, ή ραδιενεργά υλικά και άλλες επικίνδυνες ουσίες.**

3.1 Η εισαγωγή εκρηκτικών, εύφλεκτων ή άλλων επικίνδυνων ουσιών

καθώς επίσης και ραδιενεργών υλικών απαγορεύεται σε όλες τις κατηγορίες αντικειμένων.

3.2 **Κατ' εξαίρεση, οι παρακάτω ουσίες και υλικά γίνονται δεκτά:**

3.2.1 τα ραδιενεργά υλικά που στέλνονται μέσα σε αντικείμενα επιστολικού ταχυδρομείου και σε ταχυδρομικά δέματα που αναφέρονται στο άρθρο **16.1**

3.2.2 οι βιολογικές ουσίες που στέλνονται μέσα σε αντικείμενα επιστολικού ταχυδρομείου που αναφέρονται στο άρθρο **16.2**

4 **Ζώντα ζώα**

4.1 **Τα ζώντα ζώα απαγορεύονται σε όλες τις κατηγορίες αντικειμένων.**

4.2 **Κατ' εξαίρεση, τα παρακάτω ζώα γίνονται δεκτά** στα αντικείμενα επιστολικού ταχυδρομείου εκτός από τα ασφαλισμένα αντικείμενα:

4.2.1 μέλισσες, βδέλλες και μεταξοσκώληκες

4.2.2 παράσιτα και καταστροφείς επιβλαβών εντόμων προοριζόμενων για τον έλεγχο των εντόμων αυτών, που ανταλλάσσονται μεταξύ των επίσημα αναγνωρισμένων ιδρυμάτων

4.2.3 **μύγες της οικογένειας Drosophilidae για τη βιοϊατρική έρευνα που ανταλλάσσονται μεταξύ των επίσημα αναγνωρισμένων ιδρυμάτων**

4.3 **Κατ' εξαίρεση, τα παρακάτω ζώα γίνονται δεκτά σε δέματα:**

4.3. τα ζώντα ζώα η ταχυδρομική μεταφορά των οποίων εγκρίνεται από τους ταχυδρομικούς κανονισμούς των ενδιαφερόμενων χωρών

5 **Εισαγωγή της αλληλογραφίας μέσα σε δέματα**

5.1 Η εισαγωγή των αντικειμένων, που αναφέρονται κατωτέρω, απαγορεύεται μέσα σε ταχυδρομικά δέματα:

5.1.1 έγγραφα που έχουν το χαρακτήρα ενεστώσας και προσωπικής αλληλογραφίας

5.1.2 αλληλογραφία κάθε είδους που ανταλλάσσεται μεταξύ των προσώπων εκτός του αποστολέα και του παραλήπτη ή των προσώπων που διαμένουν μαζί τους

6 **Νομίσματα, χαρτονομίσματα και άλλα πολύτιμα αντικείμενα**

6.1 Απαγορεύεται να εισάγονται νομίσματα, χαρτονομίσματα, συναλλαγματικές ή τίτλοι αξιών οποιουδήποτε είδους πληρωτέοι στον κομιστή, ταξιδιωτικές επιταγές, λευκόχρυσος, χρυσός ή ασήμι, επεξεργασμένα είτε όχι, πολύτιμοι λίθοι, κοσμήματα ή άλλα πολύτιμα αντικείμενα:

6.1.1 σε μη ασφαλισμένα αντικείμενα του επιστολικού ταχυδρομείου

6.1.1.1 εντούτοις, εάν η εσωτερική νομοθεσία των χωρών καταγωγής και προορισμού επιτρέπει κάτι τέτοιο, αυτά τα αντικείμενα μπορούν να αποστέλλονται σε κλειστό φάκελο ως συστημένα αντικείμενα

6.1.2 **σε μη ασφαλισμένα δέματα, εκτός εάν επιτρέπεται από την εσωτερική νομοθεσία των χωρών καταγωγής και προορισμού**

6.1.3 σε μη ασφαλισμένα δέματα που ανταλλάσσονται μεταξύ δύο χωρών οι οποίες δέχονται δέματα δηλωμένης αξίας

6.1.3.1 επιπλέον, κάθε Υπηρεσία μπορεί να απαγορεύσει να εσωκλείεται χρυσός σε ράβδους σε ασφαλισμένα ή μη ασφαλισμένα δέματα που προέρχονται από ή προορίζονται για την επικράτει'α της ή που στέλνονται διαβατικά απερικάλυπτα διαμέσου της επικράτειάς της. Η Υπηρεσία αυτή μπορεί να περιορίσει τη διακίνηση των αντικειμένων σε μικρότερης πραγματικής αξίας.

7 **Έντυπα και αλληλογραφία για τους τυφλούς**

7.1 Τα έντυπα και η αλληλογραφία για τους τυφλούς:

7.1.1 δεν πρέπει να φέρουν οποιαδήποτε ένδειξη ή να περιέχουν κάποιο **αντικείμενο** αλληλογραφίας

7.1.2 δεν πρέπει να φέρουν κάποιο γραμματόσημο ή κάποια μορφή προπληρωμής ταχ. τέλους, σφραγισμένη είτε όχι, ή οποιοδήποτε έγγραφο που να αντιπροσωπεύει μια νομισματική αξία, **εκτός από τις περιπτώσεις που το αντικείμενο περιέχει εσώκλειστη μια κάρτα, έναν φάκελο ή περικάλυμμα με προτυπωμένη ένδειξη τέλους για την επιστροφή του και φέρει την έντυπη διεύθυνση του αποστολέα του αντικειμένου ή του αντιπροσώπου του στη χώρα κατάθεσης ή προορισμού του αρχικού αντικειμένου**

8 **Διαχείριση των αντικειμένων που γίνονται κατά λάθος αποδεκτά**

8.1 Η διαχείριση των αντικειμένων που γίνονται κατά λάθος αποδεκτά καθορίζεται στους Κανονισμούς. Εντούτοις, τα αντικείμενα που περιέχουν είδη που αναφέρονται στις παραγράφους **2.1.1**, **2.1.2** και **3.1** σε καμία περίπτωση δεν διαβιβάζονται στον προορισμό τους ούτε παραδίδονται στους παραλήπτες ούτε επιστρέφονται στη χώρα καταγωγής τους. **Στην περίπτωση που είδη τα οποία αναφέρονται στις παραγράφους 2.1.1 και 3.1 ανακαλυφθούν ενώ βρίσκονται σε διέλευση, αυτά θα διαχειρίζονται σύμφωνα με την εθνική νομοθεσία της χώρας που διέρχονται.**

Άρθρο **16**

Αποδεκτά ραδιενεργά και βιολογικά υλικά

1 Τα ραδιενεργά υλικά γίνονται αποδεκτά σε αντικείμενα επιστολικού ταχυδρομείου και σε δέματα στις σχέσεις μεταξύ των Ταχυδρομικών

Υπηρεσιών που έχουν δηλώσει την επιθυμία τους να τα κάνουν αποδεκτά είτε αμοιβαία, είτε σε μια μόνο κατεύθυνση, υπό τους ακόλουθους όρους:

1.1 τα ραδιενεργά υλικά περικλείονται και συσκευάζονται σύμφωνα με τις αντίστοιχες διατάξεις των Κανονισμών

1.2 όταν στέλνονται μέσα σε αντικείμενα επιστολικού ταχυδρομείου, υπόκεινται στα τέλη των αντικειμένων προτεραιότητας ή στα τέλη των επιστολών και των συστημένων

1.3 τα ραδιενεργά υλικά που περιέχονται σε αντικείμενα επιστολικού ταχυδρομείου ή σε ταχυδρομικά δέματα διαβιβάζονται με την ταχύτερη οδό, κατά κανόνα αεροπορικώς, υποκείμενα στην πληρωμή των αντίστοιχων πρόσθετων αεροπορικών τελών

1.4 τα ραδιενεργά υλικά κατατίθενται μόνο από κατάλληλα εξουσιοδοτημένους αποστολείς

2 Τα βιολογικά υλικά γίνονται αποδεκτά στα αντικείμενα του επιστολικού ταχυδρομείου υπό τις ακόλουθες προϋποθέσεις:

2.1 Οι αλλοιώσιμες βιολογικές ουσίες, οι μολυσματικές ουσίες και το στερεοποιημένο διοξείδιο του άνθρακα (ξηρός πάγος) όταν χρησιμοποιούνται ως ψυκτικό για μολυσματικές ουσίες μπορούν να ανταλλαχθούν μέσω του ταχυδρομείου μόνο μεταξύ επίσημα αναγνωρισμένων εξειδικευμένων εργαστηρίων. Αυτά τα επικίνδυνα αγαθά μπορούν να γίνουν αποδεκτά από το ταχυδρομείο για αεροπορική μεταφορά, υποκείμενα στην εθνική νομοθεσία και στις ισχύουσες Τεχνικές Οδηγίες του Διεθνούς Οργανισμού Πολιτικής Αεροπορίας (ICAO), όπως αυτές διατυπώνονται στους Κανονισμούς της ΙΑΤΑ για τα Επικίνδυνα Αγαθά.

2.2 Οι αλλοιώσιμες βιολογικές ουσίες και οι μολυσματικές ουσίες που έχουν συντεθεί και συσκευαστεί σύμφωνα με τις αντίστοιχες διατάξεις των Κανονισμών υπόκεινται στα τέλη των αντικειμένων προτεραιότητας ή στα τέλη των συστημένων επιστολών. Επιτρέπεται η επιβολή ενός πρόσθετου τέλους για τη διαχείριση αυτών των αντικειμένων.

2.3 Η αποδοχή των αλλοιώσιμων βιολογικών ουσιών και των μολυσματικών ουσιών περιορίζεται σε εκείνες τις χώρες μέλη των οποίων οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες έχουν δηλώσει την επιθυμία τους να δέχονται τέτοια αντικείμενα, είτε αμοιβαία είτε σε μια κατεύθυνση μόνο.

2.4 Αυτές οι ουσίες ή τα υλικά διαβιβάζονται με την ταχύτερη οδό, κατά κανόνα αεροπορικά, υποκείμενα στην πληρωμή των αντίστοιχων αεροπορικών επιπρόσθετων τελών και με προτεραιότητα κατά την επίδοση.

Άρθρο **17**

Αναζητήσεις

1 Κάθε Ταχυδρομική Υπηρεσία δεσμεύεται να δέχεται τις αιτήσεις αναζήτησης που αφορούν σε οποιοδήποτε αντικείμενο που κατατίθεται στην Υπηρεσία της ή σε οποιαδήποτε άλλη Ταχυδρομική Υπηρεσία υπό τον όρο ότι αυτές οι αιτήσεις αναζήτησης υποβάλλονται εντός μιας περιόδου έξι μηνών, που υπολογίζεται από την ημέρα κατάθεσης του αντικειμένου. **Η περίοδος των έξι μηνών αφορά στις σχέσεις μεταξύ των αιτούντων και των Ταχυδρομικών Υπηρεσιών και δεν καλύπτει τη διαβίβαση των αιτήσεων αναζήτησης μεταξύ των Ταχυδρομικών Υπηρεσιών.**

1.1 Εντούτοις, η αποδοχή των αιτήσεων αναζήτησης για τη μη-παραλαβή απλών αντικειμένων επιστολικού ταχυδρομείου δεν είναι υποχρεωτική. Συνεπώς, οι ταχυδρομικές Υπηρεσίες που δέχονται αιτήσεις αναζήτησης για τη μη-παραλαβή απλών αντικειμένων του επιστολικού ταχυδρομείου έχουν την ευχέρεια να περιορίζουν τις έρευνές τους στην υπηρεσία των αζήτητων αντικειμένων.

2 Οι αιτήσεις αναζήτησης διαχειρίζονται σύμφωνα με τους όρους που καθορίζονται στους Κανονισμούς.

3 Η διαχείριση των αιτήσεων αναζήτησης είναι ατελής. Εντούτοις, τα πρόσθετα έξοδα, που προκύπτουν από ένα αίτημα για διαβίβαση με την υπηρεσία EMS, βαρύνουν καταρχήν τον αιτούντα.

Άρθρο 18

Τελωνειακός έλεγχος. Τελωνειακοί δασμοί και άλλα τέλη

1 Οι ταχυδρομικές Υπηρεσίες των χωρών καταγωγής και προορισμού εξουσιοδοτούνται να υποβάλλουν τα ταχυδρομικά αντικείμενα σε τελωνειακό έλεγχο, σύμφωνα με τη νομοθεσία αυτών των χωρών.

2 Τα αντικείμενα που υποβάλλονται σε τελωνειακό έλεγχο μπορεί να επιβαρυνθούν με ένα τέλος εκτελωνισμού, το **ενδεικτικό** ποσό του οποίου αναφέρεται στους Κανονισμούς. Αυτό το τέλος εισπράττεται μόνο για την προσκόμιση στο τελωνείο και τον εκτελωνισμό των αντικειμένων που επισύρουν τελωνειακούς δασμούς ή οποιαδήποτε άλλα παρόμοια τέλη.

3 Οι ταχυδρομικές Υπηρεσίες, που εξουσιοδοτούνται να εκτελωνίζουν αντικείμενα μέσω των τελωνείων εξ ονόματος των πελατών, μπορούν να εισπράττουν από τους πελάτες ένα τέλος εκτελωνισμού βασισμένο στις πραγματικές δαπάνες.

4 Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες εξουσιοδοτούνται να εισπράττουν από τους αποστολείς ή τους παραλήπτες αντικειμένων, ανάλογα με την περίπτωση, τους τελωνειακούς δασμούς και όλα τα άλλα τέλη που μπορεί να οφείλονται.

Άρθρο **19**

Ανταλλαγή κλειστών αποστολών με στρατιωτικές μονάδες

1 Κλειστές αποστολές του επιστολικού ταχυδρομείου μπορούν να ανταλλάσσονται με τη μεσολάβηση των υπηρεσιών εδάφους, θάλασσας ή αέρος άλλων χωρών:

1.1 μεταξύ των ταχυδρομικών γραφείων οποιασδήποτε χώρας μέλους και των διοικητών των στρατιωτικών μονάδων που τίθενται στη διάθεση των Ηνωμένων Εθνών

1.2 μεταξύ των διοικητών τέτοιων στρατιωτικών μονάδων

1.3 μεταξύ των ταχυδρομικών γραφείων οποιασδήποτε χώρας μέλους και των διοικητών των μονάδων του ναυτικού, της αεροπορίας ή **του στρατού ξηράς,** των πολεμικών πλοίων ή των στρατιωτικών αεροσκαφών της ίδιας χώρας που είναι εγκατεστημένες στο εξωτερικό

1.4 μεταξύ των διοικητών των μονάδων του ναυτικού, της αεροπορίας ή **του στρατού ξηράς,** των πολεμικών πλοίων ή των στρατιωτικών αεροσκαφών της ίδιας χώρας

2 Τα αντικείμενα επιστολικού ταχυδρομείου που εσωκλείονται σε αποστολές που αναφέρονται στην παράγραφο 1 περιορίζονται σε αντικείμενα που απευθύνονται ή αποστέλλονται από μέλη στρατιωτικών μονάδων ή από αξιωματικούς και από πληρώματα πλοίων ή αεροσκαφών προς ή από τα οποία διαβιβάζονται οι αποστολές. Τα τέλη και οι όροι αποστολής των αντικειμένων που εφαρμόζονται σε αυτά καθορίζονται, σύμφωνα με τους κανονισμούς της, από την ταχυδρομική Υπηρεσία της χώρας που έχει διαθέσει τη στρατιωτική μονάδα ή στην οποία ανήκουν τα πλοία ή τα αεροσκάφη.

3 Ελλείψει ειδικής συμφωνίας, η Ταχυδρομική Υπηρεσία της χώρας που έχει διαθέσει τη στρατιωτική μονάδα ή στην οποία ανήκουν τα πολεμικά πλοία ή τα στρατιωτικά αεροσκάφη είναι υπεύθυνη έναντι των ενδιαφερόμενων υπηρεσιών για τα διαβατικά τέλη των αποστολών, τα καταληκτικά τέλη και τα τέλη αεροπορικής διαβίβασης.

Άρθρο **20**

Πρότυπα ποιότητας υπηρεσίας **και** στόχοι

1 Οι Υπηρεσίες οφείλουν **να καθιερώσουν και να δημοσιεύσουν πρότυπα και στόχους επίδοσης για τα εισερχόμενα** αντικείμενα επιστολικού ταχυδρομείου και **τα ταχυδρομικά δέματα.**

2 **Αυτά τα πρότυπα και οι στόχοι,** που αυξάνονται με το χρόνο που απαιτείται συνήθως για τον εκτελωνισμό, δεν πρέπει να είναι λιγότερο ευνοϊκά από εκείνα **που ισχύουν** για τα ανάλογα αντικείμενα της

υπηρεσίας εσωτερικού τους.

3 Οι Υπηρεσίες καταγωγής **πρέπει να καθιερώσουν επίσης και να δημοσιεύσουν πρότυπα από άκρο σε άκρο** για τα αντικείμενα προτεραιότητας και τα αεροπορικά αντικείμενα του επιστολικού ταχυδρομείου, **καθώς επίσης και για τα δέματα και τα οικονομικά/ επιφανείας δέματα.**

4 Οι ταχυδρομικές Υπηρεσίες μετρούν **την εφαρμογή των προτύπων ποιότητας της υπηρεσίας.**

Κεφάλαιο 2

Ευθύνη

Άρθρο **21**

Ευθύνη των Ταχυδρομικών Υπηρεσιών. Αποζημιώσεις

1 Γενικά

1.1 Εκτός από τις περιπτώσεις που προβλέπονται στο άρθρο **22** οι ταχυδρομικές Υπηρεσίες είναι υπεύθυνες για:

1.1.1 την απώλεια, την κλοπή ή την καταστροφή των συστημένων αντικειμένων, των απλών δεμάτων και των ασφαλισμένων αντικειμένων

1.1.2 την απώλεια των αντικειμένων βεβαιωμένης επίδοσης

1.1.3 την επιστροφή ενός δέματος για το οποίο δεν αναφέρεται ο λόγος μη επίδοσής του

1.2 Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες δεν φέρουν ευθύνη για αντικείμενα εκτός από εκείνα που αναφέρονται στις παραγράφους 1.1.1 και 1.1.2.

1.3 Σε οποιαδήποτε άλλη περίπτωση που δεν προβλέπεται σε αυτήν την Σύμβαση, οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες δεν φέρουν ευθύνη.

1.4 Όταν η απώλεια ή η ολική καταστροφή συστημένων αντικειμένων, απλών δεμάτων ή ασφαλισμένων αντικειμένων οφείλεται σε λόγους ανωτέρας βίας για την οποία η αποζημίωση δεν είναι καταβλητέα, ο αποστολέας δικαιούται να εισπράξει τα τέλη που είχε καταβάλει, με εξαίρεση το τέλος ασφάλισης.

1.5 Τα ποσά αποζημίωσης που πληρώνονται δεν θα ξεπερνούν τα ποσά που αναφέρονται στους Κανονισμούς Επιστολικού Ταχυδρομείου και στους Κανονισμούς Ταχυδρομικών Δεμάτων.

1.6 Σε περίπτωση ευθύνης, οι αποθετικές ζημιές ή η απώλεια κερδών δεν λαμβάνονται υπόψη στην αποζημίωση που καταβάλλεται.

1.7 Όλες οι διατάξεις σχετικά με την ευθύνη των Ταχυδρομικών

Υπηρεσιών είναι περιοριστικές, δεσμευτικές και πλήρεις. Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες δεν πρέπει σε καμία περίπτωση, ακόμη και σε περίπτωση σοβαρού λάθους, να θεωρούνται υπεύθυνες πάνω από τα όρια που προβλέπονται στη Σύμβαση και τους Κανονισμούς

2 Συστημένα αντικείμενα

2.1 Σε περίπτωση απώλειας, ή ολικής κλοπής ή ολικής καταστροφής ενός συστημένου αντικειμένου, ο αποστολέας δικαιούται αποζημίωσης που προβλέπεται στους Κανονισμούς του Επιστολικού Ταχυδρομείου. Εάν ο αποστολέας απαιτήσει ένα ποσό μικρότερο από το ποσό που αναφέρεται στον Κανονισμό Επιστολικού Ταχυδρομείου, οι Υπηρεσίες μπορούν να καταβάλουν αυτό το χαμηλότερο ποσό και να λάβουν αποζημίωση σε αυτή τη βάση από τις άλλες εμπλεκόμενες Υπηρεσίες.

2.2 Σε περίπτωση μερικής κλοπής ή καταστροφής ενός συστημένου αντικειμένου, ο αποστολέας έχει το δικαίωμα αποζημίωσης που αντιστοιχεί, καταρχήν, στην πραγματική αξία της κλοπής ή της καταστροφής.

3 Αντικείμενα βεβαιωμένης επίδοσης

3.1 Σε περίπτωση απώλειας, ολικής κλοπής ή ολικής καταστροφής ενός αντικειμένου βεβαιωμένης επίδοσης, ο αποστολέας δικαιούται την επιστροφή **μόνο** των τελών που έχει καταβάλει.

4 Συνήθη δέματα

4.1 Σε περίπτωση απώλειας, ολικής κλοπής ή ολικής καταστροφής ενός συνήθους δέματος, ο αποστολέας δικαιούται της αποζημίωσης που ορίζεται στους Κανονισμούς των Ταχυδρομικών Δεμάτων. **Εάν ο αποστολέας απαιτήσει ένα ποσό μικρότερο από το ποσό που προβλέπεται στους Κανονισμούς Ταχυδρομικών Δεμάτων, οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες μπορούν να πληρώσουν αυτό το χαμηλότερο ποσό και να τους καταβληθεί αποζημίωση σε αυτή τη βάση από τις άλλες εμπλεκόμενες Ταχυδρομικές Υπηρεσίες.**

4.2 Σε περίπτωση μερικής κλοπής ή μερικής καταστροφής ενός απλού δέματος, ο αποστολέας δικαιούται της αποζημίωσης που αντιστοιχεί, καταρχήν, στην πραγματική αξία της κλοπής ή της καταστροφής.

4.3 Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες μπορούν να συμφωνήσουν να εφαρμόσουν, στις αμοιβαίες σχέσεις τους, το ποσό ανά δέμα που ορίζεται στους Κανονισμούς Ταχυδρομικών Δεμάτων, ανεξάρτητα από το βάρος του δέματος.

5 Ασφαλισμένα αντικείμενα

5.1 Σε περίπτωση απώλειας, ολικής κλοπής ή ολικής καταστροφής ενός ασφαλισμένου αντικειμένου, ο αποστολέας δικαιούται αποζημίωσης που αντιστοιχεί, καταρχήν, στο ποσό της δηλωθείσας αξίας σε DTS.

5.2 Σε περίπτωση μερικής κλοπής ή μερικής καταστροφής ενός ασφαλισμένου αντικειμένου, ο αποστολέας δικαιούται αποζημίωσης που αντιστοιχεί, καταρχήν, στην πραγματική αξία της κλοπής ή της καταστροφής. Δεν μπορεί, εντούτοις, να υπερβεί σε καμία περίπτωση το ποσό της δηλωθείσας αξίας σε DTS.

6 Στις περιπτώσεις που αναφέρονται στις παραγράφους 4 και 5, η αποζημίωση υπολογίζεται σύμφωνα με την τρέχουσα τιμή, που μετατρέπεται σε DTS, των αντικειμένων ή των αγαθών του ίδιου είδους στον τόπο και χρόνο που το αντικείμενο έγινε αποδεκτό για διαβίβαση. Ελλείψει μιας τρέχουσας τιμής, η αποζημίωση υπολογίζεται σύμφωνα με τη συνήθη αξία των αντικειμένων ή των αγαθών, η αξία των οποίων αποτιμάται στην ίδια βάση.

7 Όταν μια αποζημίωση οφείλεται για απώλεια, ολική κλοπή ή ολική καταστροφή ενός συστημένου αντικειμένου, ενός απλού δέματος ή ενός ασφαλισμένου αντικειμένου, ο αποστολέας, ή ο παραλήπτης, ανάλογα με την περίπτωση, δικαιούται επίσης την επιστροφή των τελών και των χρεώσεων που έχουν καταβληθεί με εξαίρεση το τέλος συστημένου ή ασφάλισης. Το ίδιο θα ισχύει για τα συστημένα αντικείμενα, τα συνήθη δέματα ή τα ασφαλισμένα αντικείμενα που δεν γίνονται δεκτά από τον παραλήπτη λόγω της κακής τους κατάστασης εάν αυτό καταλογίζεται στην Ταχυδρομική Υπηρεσία και ενέχει την ευθύνη της.

8 Με εξαίρεση των διατάξεων των παραγράφων 2, 4 & 5, ο παραλήπτης δικαιούται αποζημίωσης μετά την παραλαβή ενός παραβιασμένου ή κατεστραμμένου συστημένου αντικείμενου, ενός συνήθους δέματος ή ενός ασφαλισμένου αντικείμενου.

9 Η **Ταχυδρομική** Υπηρεσία καταγωγής έχει την επιλογή να καταβάλλει στους αποστολείς της χώρας της τις αποζημιώσεις που προβλέπονται από την εσωτερική της νομοθεσία για τα συστημένα αντικείμενα και τα μη ασφαλισμένα δέματα, υπό τον όρο ότι δεν είναι χαμηλότερες από εκείνες που καθορίζονται στις παραγράφους 2.1 και 4.1. Το ίδιο ισχύει για την Ταχυδρομική Υπηρεσία προορισμού όταν η αποζημίωση καταβάλλεται στον παραλήπτη. Εντούτοις, τα ποσά που καθορίζονται στις παραγράφους 2.1 και 4.1 παραμένουν εφαρμόσιμα:

9.1 σε περίπτωση προσφυγής έναντι της υπεύθυνης Υπηρεσίας ή

9.2 εάν ο αποστολέας μεταβιβάζει τα δικαιώματά του στον παραλήπτη ή αντίστροφα.

10 Καμία επιφύλαξη σχετικά με την καταβολή της αποζημίωσης από τις Ταχυδρομικές Υπηρεσίες δεν μπορεί να εκφραστεί σε αυτό το άρθρο, εκτός από την περίπτωση διμερούς συμφωνίας.

Άρθρο **22**

Μη-ευθύνη των Ταχυδρομικών Υπηρεσιών

1 Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες παύουν να φέρουν ευθύνη για τα συστημένα αντικείμενα, τα αντικείμενα βεβαιωμένης επίδοσης, τα δέματα και τα ασφαλισμένα αντικείμενα τα οποία έχουν επιδοθεί σύμφωνα με τους όρους που καθορίζονται στους κανονισμούς τους για αντικείμενα του ίδιου είδους. Η ευθύνη, εντούτοις, παραμένει:

1.1 Όταν η κλοπή ή η καταστροφή διαπιστώνεται είτε πριν είτε κατά τη στιγμή της επίδοσης του αντικειμένου

1.2 Όταν το επιτρέπουν οι εσωτερικοί κανονισμοί, ο παραλήπτης ή ο αποστολέας, αν υπάρχει επιστροφή του αντικειμένου στη χώρα καταγωγής, διατυπώνει επιφυλάξεις κατά την παραλαβή ενός παραβιασμένου ή κατεστραμμένου αντικειμένου

1.3 Όταν το επιτρέπουν οι εσωτερικοί κανονισμοί, το συστημένο αντικείμενο επιδόθηκε σε ιδιωτική γραμματοθυρίδα και ο παραλήπτης δηλώνει ότι δεν παρέλαβε το αντικείμενο

1.4 Όταν ο παραλήπτης ή, σε περίπτωση επιστροφής στη χώρα καταγωγής, ο αποστολέας ενός δέματος ή ενός ασφαλισμένου αντικειμένου, παρά του ότι το έχει παραλάβει κανονικά, δηλώσει στην Υπηρεσία που του παρέδωσε το αντικείμενο χωρίς καθυστέρηση ότι διαπίστωσε κλοπή ή ζημία. Αυτός πρέπει να αποδείξει ότι η κλοπή ή η ζημία δε συνέβη μετά την επίδοση. **Ο όρος "χωρίς καθυστέρηση" θα ερμηνευθεί σύμφωνα με την εθνική νομοθεσία.**

2 Οι ταχυδρομικές υπηρεσίες δεν είναι υπεύθυνες:

2.1 Σε περιπτώσεις ανωτέρας βίας, σύμφωνα με το άρθρο **13.6.9**

2.2 Όταν δεν μπορούν να αποδείξουν τη διαχείριση αντικειμένων εξαιτίας της καταστροφής των επίσημων αρχείων από ανωτέρα βία, υπό τον όρο ότι η απόδειξη της ευθύνης τους δεν μπορεί να παρασχεθεί με άλλο τρόπο.

2.3 Όταν τέτοια απώλεια, κλοπή ή καταστροφή έχει προκληθεί από υπαιτιότητα ή αμέλεια του αποστολέα ή προέρχεται από τη φύση των περιεχομένων .

2.4 Όταν πρόκειται για αντικείμενα **που** εμπίπτουν στις απαγορεύσεις που προβλέπονται στο άρθρο **15**.

2.5 Όταν τα αντικείμενα έχουν κατασχεθεί δυνάμει της νομοθεσίας της χώρας προορισμού, όπως αυτό κοινοποιείται από την Υπηρεσία αυτής της χώρας.

2.6 Στην περίπτωση ασφαλισμένων αντικειμένων που έχουν ασφαλιστεί ψευδώς για ένα ποσό μεγαλύτερο από την πραγματική αξία του περιεχομένου.

2.7 Όταν ο αποστολέας δεν καταθέσει καμία αίτηση αναζήτησης μέσα σε

διάστημα έξι μηνών από την επομένη ημέρα της κατάθεσης του αντικειμένου.

2.8 Όταν πρόκειται για δέματα αιχμαλώτων πολέμου ή πολιτικών κρατουμένων.

2.9 **Όταν υπάρχει υποψία ότι ο αποστολέας ενήργησε με δόλια πρόθεση, με στόχο την είσπραξη αποζημίωσης.**

3 Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες δεν αναλαμβάνουν καμία ευθύνη για τελωνειακές δηλώσεις οποιασδήποτε μορφής ή για αποφάσεις που λαμβάνονται από τις τελωνειακές υπηρεσίες σχετικά με την εξέταση των αντικειμένων που υποβάλλονται σε τελωνειακό έλεγχο.

Άρθρο **23**

Ευθύνη του αποστολέα

1 Ο αποστολέας ενός αντικειμένου είναι υπεύθυνος για **τραυματισμούς που προκαλούνται σε ταχυδρομικούς υπαλλήλους και** για κάθε ζημία που προκαλείται σε άλλα ταχυδρομικά αντικείμενα **και σε ταχυδρομικό εξοπλισμό**, ως αποτέλεσμα της αποστολής αντικειμένων μη αποδεκτών για μεταφορά ή μη τήρησης των όρων αποδοχής.

2 **Σε περίπτωση ζημίας που προξενείται σε άλλα ταχυδρομικά αντικείμενα**, ο αποστολέας είναι υπεύθυνος **για κάθε αντικείμενο που καταστρέφεται** εντός των ίδιων ορίων με αυτά των Ταχυδρομικών Υπηρεσιών.

3 Ο αποστολέας παραμένει υπεύθυνος ακόμα κι αν το ταχ. γραφείο κατάθεσης αποδέχεται ένα τέτοιο αντικείμενο.

4 Παρόλα αυτά, **όπου οι όροι της αποδοχής έχουν τηρηθεί από τον αποστολέα**, αυτός δεν είναι υπεύθυνος, **εφόσον** υπάρχει λάθος ή αμέλεια **στη διαχείριση του αντικειμένου** εκ μέρους των υπηρεσιών ή των μεταφορέων, **μετά την αποδοχή του.**

Άρθρο **24**

Πληρωμή αποζημίωσης

1 Με την επιφύλαξη του δικαιώματος προσφυγής εναντίον της Υπηρεσίας που είναι υπεύθυνη, η υποχρέωση πληρωμής της αποζημίωσης και επιστροφής των τελών και των χρεώσεων παραμένει είτε στην Υπηρεσία καταγωγής είτε στην Υπηρεσία προορισμού.

2 Ο αποστολέας μπορεί να μεταβιβάσει τα δικαιώματά του της αποζημίωσης στον παραλήπτη. Αντιστρόφως, ο παραλήπτης μπορεί να μεταβιβάσει τα δικαιώματά του στον αποστολέα. Ο αποστολέας ή ο παραλήπτης μπορεί να εξουσιοδοτήσει ένα τρίτο άτομο να εισπράξει την αποζημίωση εάν η εσωτερική νομοθεσία επιτρέπει κάτι τέτοιο.

Άρθρο **25**

Πιθανή επιστροφή της αποζημίωσης από τον αποστολέα ή τον παραλήπτη

1 Εάν, μετά από την πληρωμή της αποζημίωσης, ένα συστημένο αντικείμενο, ένα δέμα ή ένα ασφαλισμένο αντικείμενο ή ένα μέρος του περιεχομένου που είχε θεωρηθεί προηγουμένως ότι είχε απολεσθεί, βρεθεί, ο αποστολέας ή ο παραλήπτης, ανάλογα με την περίπτωση, ειδοποιείται ότι το αντικείμενο βρίσκεται στη διάθεσή του για μια περίοδο τριών μηνών έναντι επιστροφής του ποσού της αποζημίωσης που του είχε καταβληθεί. Συγχρόνως, ερωτάται σε ποιον πρέπει να επιδοθεί το αντικείμενο. Σε περίπτωση άρνησης ή μη απάντησης εντός της προβλεπόμενης περιόδου, πραγματοποιείται η ίδια προσέγγιση στον παραλήπτη ή τον αποστολέα ανάλογα με την περίπτωση, **παραχωρώντας του την ίδια προθεσμία για να απαντήσει.**

2 Εάν ο αποστολέας και ο παραλήπτης αρνηθούν να παραλάβουν το αντικείμενο **ή δεν απαντήσουν εντός της περιόδου που προβλέπεται στην παράγραφο 1,** το αντικείμενο περιέρχεται στην κυριότητα της Υπηρεσίας ή, όπου προβλέπεται, των Υπηρεσιών που υπέστησαν τη ζημία.

3 Στην περίπτωση του εκ των υστέρων εντοπισμού ενός ασφαλισμένου αντικειμένου, τα περιεχόμενα του οποίου βρέθηκαν να έχουν μικρότερη αξία από το ποσό της αποζημίωσης που καταβλήθηκε, ο αποστολέας ή ο παραλήπτης, ανάλογα με την περίπτωση, πρέπει να επιστρέψει το ποσό αυτής της αποζημίωσης έναντι παραλαβής του αντικειμένου, χωρίς να ληφθούν μέτρα ως προς τις συνέπειες της ψευδούς ασφάλισης.

Άρθρο 26

Αμοιβαιότητα που εφαρμόζεται στις επιφυλάξεις σχετικά με την ευθύνη

1 Κατ' εξαίρεση των διατάξεων των άρθρων 22 έως 25, κάθε χώρα μέλος που διατηρεί το δικαίωμα να μην καταβάλει αποζημίωση για την ευθύνη δεν έχει το δικαίωμα να εισπράττει αποζημίωση από άλλες χώρες μέλη που δέχονται την ευθύνη σύμφωνα με αυτά τα άρθρα.

Κεφάλαιο 3

Ειδικές διατάξεις για το επιστολικό ταχυδρομείο

Άρθρο **27**

Κατάθεση στο εξωτερικό αντικειμένων επιστολικού ταχυδρομείου

1 Καμιά χώρα μέλος δεν δεσμεύεται να διαβιβάσει ή να παραδώσει στον παραλήπτη αντικείμενα του επιστολικού ταχυδρομείου, των οποίων οι αποστολείς που κατοικούν στην επικράτειά της καταθέσουν ή φροντίζουν να κατατεθούν σε μια ξένη χώρα με στόχο να ωφεληθούν από τους ευνοϊκότερους όρους τελών που ισχύουν εκεί.

2 Οι διατάξεις που καθορίζονται στην παράγραφο 1 εφαρμόζονται χωρίς διάκριση και στα αντικείμενα επιστολικού ταχυδρομείου που έχουν συντεθεί στη χώρα διαμονής του αποστολέα και που μεταφέρονται στη συνέχεια εκτός των συνόρων, αλλά και στα αντικείμενα επιστολικού ταχυδρομείου που συνθέτονται σε μια ξένη χώρα.

3 Η Υπηρεσία προορισμού δικαιούται να απαιτήσει από τον αποστολέα και, σε περίπτωση αδυναμίας, από την Υπηρεσία κατάθεσης, την πληρωμή τελών εσωτερικού. Εάν ούτε ο αποστολέας ούτε η Υπηρεσία κατάθεσης δέχονται να καταβάλουν αυτά τα τέλη μέσα σε ένα χρονικό όριο που ορίζεται από την Υπηρεσία προορισμού, η τελευταία μπορεί είτε να επιστρέψει τα αντικείμενα στην Υπηρεσία κατάθεσης έχοντας το δικαίωμα αποζημίωσης των τελών αναδιαβίβασης , είτε να διαχειριστεί αυτά σύμφωνα με τη νομοθεσία της.

4 Καμιά χώρα μέλος δε δεσμεύεται να διαβιβάσει ή να επιδώσει στους παραλήπτες αντικείμενα του επιστολικού ταχυδρομείου που οι αποστολείς καταθέτουν ή φροντίζουν να κατατεθούν σε μεγάλες ποσότητες σε μια χώρα διαφορετική από τη χώρα όπου κατοικούν, εάν το ποσό καταληκτικών τελών που εισπράττεται είναι χαμηλότερο από το ποσό που θα είχε εισπραχθεί εάν τα αντικείμενα είχαν κατατεθεί στη χώρα διαμονής των αποστολέων. Η Υπηρεσία προορισμού δικαιούται να ζητήσει από την Υπηρεσία κατάθεσης μια πληρωμή ανάλογη του κόστους που προέκυψε και η οποία δεν μπορεί να υπερβεί το υψηλότερο των ακόλουθων δύο ποσών: είτε το 80% του τέλους εσωτερικού που ισχύει για ανάλογα αντικείμενα, είτε 0,14 DTS ανά αντικείμενο συν 1 DTS ανά χιλιόγραμμο. Εάν η Υπηρεσία κατάθεσης δε συμφωνεί να καταβάλει το ποσό που απαιτείται μέσα σε ένα χρονικό όριο που ορίζεται από την Υπηρεσία προορισμού, η Υπηρεσία προορισμού μπορεί είτε να επιστρέψει τα αντικείμενα στην Υπηρεσία κατάθεσης έχοντας το δικαίωμα να απαιτήσει αποζημίωση του κόστους αναδιαβίβασης, είτε να τα διαχειριστεί σύμφωνα με τη δική της νομοθεσία.

Μέρος III

Αποζημίωση

Κεφάλαιο 1

Ειδικές διατάξεις για το επιστολικό ταχυδρομείο

Άρθρο **28**

Καταληκτικά τέλη. Γενικές διατάξεις

1 Με την επιφύλαξη απαλλαγών που προβλέπονται στους Κανονισμούς, κάθε Υπηρεσία που παραλαμβάνει αντικείμενα του επιστολικού ταχυδρομείου από μια άλλη Υπηρεσία έχει το δικαίωμα να εισπράττει από την αποστέλλουσα Υπηρεσία μια αποζημίωση για το κόστος που προκαλείται από το παραλαμβανόμενο διεθνές ταχυδρομείο.

2 Για την εφαρμογή των διατάξεων σχετικά με την πληρωμή των καταληκτικών τελών, οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες κατατάσσονται ως χώρες **και εδάφη του συστήματος στόχου** ή χώρες **και εδάφη που έχουν το δικαίωμα να είναι στο μεταβατικό σύστημα**, σύμφωνα με τον κατάλογο που καταρτίστηκε για αυτόν το λόγο από το Συνέδριο, **σύμφωνα με το ψήφισμα C12/2004. Στις διατάξεις καταληκτικών τελών και οι χώρες και τα εδάφη θα αναφέρονται ως "χώρες".**

3 Οι διατάξεις της παρούσας Σύμβασης που αφορούν στην πληρωμή των καταληκτικών τελών είναι μεταβατικές ρυθμίσεις, που κινούνται προς ένα εξειδικευμένο ανά χώρα σύστημα πληρωμής.

4 Πρόσβαση στην υπηρεσία εσωτερικού

4.1. Κάθε Υπηρεσία θέτει στη διάθεση των άλλων Υπηρεσιών όλα τα τιμολόγια, τους όρους και τις διατάξεις που προσφέρονται στην εσωτερική της υπηρεσία, με όρους ίδιους προς εκείνους των εθνικών πελατών της.

4.2. Μια αποστέλλουσα Υπηρεσία μπορεί, με παρόμοιους όρους, να ζητήσει από την Υπηρεσία που βρίσκεται στο σύστημα στόχος να επωφεληθεί των ίδιων όρων που η τελευταία προσφέρει στους εθνικούς πελάτες της για τα αντίστοιχα αντικείμενα.

4.3 Οι Υπηρεσίες στο μεταβατικό σύστημα μπορούν να υποδείξουν εάν εγκρίνουν την πρόσβαση στις διατάξεις που αναφέρονται στην παράγραφο 4.1.

4.3.1 Όταν μία Υπηρεσία **του μεταβατικού συστήματος** δηλώνει ότι εγκρίνει την πρόσβαση στους όρους που παρέχονται στο εσωτερικό της σύστημα, αυτή η εξουσιοδότηση εφαρμόζεται για όλες τις υπηρεσίες της Ένωσης σε μία μη μεροληπτική βάση.

4.4 Εξαρτάται από την Υπηρεσία προορισμού να αποφασίσει εάν οι όροι πρόσβασης στο εσωτερικό της δίκτυο έχουν τηρηθεί από την Υπηρεσία καταγωγής.

5 Οι τιμές καταληκτικών τελών για το ομαδικό ταχυδρομείο δεν πρέπει να είναι υψηλότερες από τις πλέον ευνοϊκές τιμές που εφαρμόζονται από τις Υπηρεσίες προορισμού στο πλαίσιο διμερών ή πολυμερών συμφωνιών που αφορούν στα καταληκτικά τέλη. Εξαρτάται από την Υπηρεσία προορισμού να αποφασίσει εάν η Υπηρεσία καταγωγής έχει τηρήσει ή όχι τους όρους και τις προϋποθέσεις πρόσβασης.

6 Η πληρωμή καταληκτικών τελών βασίζεται στην ποιότητα της υπηρεσίας επίδοσης στη χώρα προορισμού. Το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης, επομένως, εξουσιοδοτείται να συσχετίζει την αποζημίωση που υποδεικνύεται στα άρθρα 29 και 30 για να ενθαρρύνει τη συμμετοχή στα συστήματα παρακολούθησης και για να ανταμείψει τις υπηρεσίες που επιτυγχάνουν τους στόχους ποιότητάς τους. Το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης μπορεί επίσης να καθορίσει τις ποινές σε περίπτωση ανεπαρκούς ποιότητας, αλλά η αποζημίωση δεν μπορεί να είναι χαμηλότερη από την ελάχιστη αποζημίωση, σύμφωνα με τα άρθρα 29 και 30.

7 Κάθε Υπηρεσία μπορεί να παραιτηθεί πλήρως ή μερικώς της αποζημίωσης που προβλέπεται στην παράγραφο 1.

8 Οι ενδιαφερόμενες υπηρεσίες μπορούν, με διμερή ή πολυμερή συμφωνία, να εφαρμόσουν άλλα συστήματα πληρωμής για το διακανονισμό των λογαριασμών των καταληκτικών τελών.

Άρθρο **29**

Καταληκτικά τέλη. Διατάξεις που εφαρμόζονται κατά τις ανταλλαγές μεταξύ των χωρών του **συστήματος στόχου**

1 Η αποζημίωση για τα αντικείμενα του επιστολικού ταχυδρομείου, συμπεριλαμβανομένου του ομαδικού ταχυδρομείου, αλλά με εξαίρεση των σάκων Μ, καθορίζεται βάσει της εφαρμογής των τιμών ανά αντικείμενο και ανά χιλιόγραμμο που αντανακλά το κόστος διαχείρισης στη χώρα προορισμού. Αυτά τα κόστη πρέπει να συσχετίζονται με τα εσωτερικά τιμολόγια. Οι τιμές υπολογίζονται σύμφωνα με τις διατάξεις που ορίζονται στους Κανονισμούς Επιστολικού Ταχυδρομείου.

2 Οι τιμές ανά αντικείμενο και ανά χιλιόγραμμο υπολογίζονται βάσει **ενός ποσοστού** του τέλους επιστολής **προτεραιότητας** βάρους 20 γραμμαρίων της εσωτερικής υπηρεσίας, **ως ακολούθως**:

2.1 για το έτος 2006: 62%

2.2 για το έτος 2007: 64%

2.3 για το έτος 2008: 66%

2.4 για το έτος 2009: 68%

3 Τα εφαρμοζόμενα τέλη δε θα μπορούν να υπερβαίνουν:

3.1 για έτος 2006: **0,226 DTS** ανά αντικείμενο και **1,768 DTS** ανά χιλιόγραμμο

3.2 για έτος 2007: **0,231 DTS** ανά αντικείμενο και **1,812 DTS** ανά χιλιόγραμμο

3.3 για έτος 2008: **0,237 DTS** ανά αντικείμενο και **1,858 DTS** ανά χιλιόγραμμο

3.4 για έτος 2009: 0,243 DTS ανά αντικείμενο και 1,904 DTS ανά χιλιόγραμμο

4 Για την περίοδο 2006 έως 2009, τα τέλη που εφαρμόζονται δε θα μπορεί να είναι χαμηλότερα από 0,147 DTS ανά αντικείμενο και 1,491 DTS ανά χιλιόγραμμο. **Υπό τον όρο ότι η αύξηση των τελών δεν υπερβαίνει το 100% του τέλους μιας επιστολής προτεραιότητας βάρους 20 γραμμαρίων του εσωτερικού δικτύου της ενδιαφερόμενης χώρας, οι ελάχιστες τιμές αυξάνονται ως ακολούθως :**

4.1 για το έτος 2006: 0,151 DTS ανά αντικείμενο και 1,536 DTS ανά χιλιόγραμμο

4.2 για το έτος 2007: 0,154 DTS ανά αντικείμενο και 1,566 DTS ανά χιλιόγραμμο

4.3 για το έτος 2008: 0,158 DTS ανά αντικείμενο και 1,598 DTS ανά χιλιόγραμμο

4.4 για το έτος 2009: 0,161 DTS ανά αντικείμενο και 1,630 DTS ανά χιλιόγραμμο

5 Για τους σάκους Μ, το τέλος που εφαρμόζεται είναι 0,793 DTS ανά χιλιόγραμμο.

5.1 Οι σάκοι Μ που ζυγίζουν λιγότερο από 5 χιλιόγραμμα θεωρούνται ότι ζυγίζουν 5 χιλιόγραμμα για λόγους πληρωμής καταληκτικών τελών.

6 **Για τα συστημένα αντικείμενα προβλέπεται** μια πρόσθετη πληρωμή 0,5 DTS ανά αντικείμενο **και για τα ασφαλισμένα αντικείμενα προβλέπεται μια πρόσθετη πληρωμή** 1 DTS ανά αντικείμενο.

7 Οι διατάξεις που εφαρμόζονται μεταξύ των χωρών στο σύστημα στόχου ισχύουν για κάθε χώρα του μεταβατικού συστήματος που δηλώνει ότι επιθυμεί **να συμμετάσχει στο σύστημα στόχου**. Το **Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης μπορεί να καθορίσει μέτρα μετάβασης** στους Κανονισμούς Επιστολικού Ταχυδρομείου.

8 Καμία επιφύλαξη δεν μπορεί να εκφραστεί σε αυτό το άρθρο, παρά μόνο μέσα στο πλαίσιο μιας διμερούς συμφωνίας.

Άρθρο **30**

Καταληκτικά τέλη. Διατάξεις που εφαρμόζονται σε ροές από, **προς και μεταξύ των χωρών του μεταβατικού συστήματος**

1 Πληρωμή

1.1 Η Πληρωμή για τα αντικείμενα επιστολικού ταχυδρομείου, με εξαίρεση τους σάκους Μ, **είναι 0,147 DTS ανά αντικείμενο και 1,491 DTS** ανά χιλιόγραμμο.

1.1.1 για τις ροές κάτω από 100 τόνους ετησίως, οι δύο παράμετροι μετατρέπονται σε ένα συνολικό τέλος των 3,727 DTS ανά

χιλιόγραμμο βάσει ενός παγκόσμιου μέσου όρου των 15,21 αντικειμένων ανά χιλιόγραμμο.

1.1.2 για τις ροές πάνω από 100 τόνους ετησίως, το συνολικό τέλος των 3,727 DTS ανά χιλιόγραμμο εφαρμόζεται στην περίπτωση που ούτε η Υπηρεσία προορισμού ούτε η Υπηρεσία καταγωγής ζητήσουν αναθεώρηση του τέλους, βάσει του πραγματικού αριθμού αντικειμένων ανά χιλιόγραμμο για την εν λόγω ροή. Επιπλέον, αυτό το τέλος εφαρμόζεται όταν ο πραγματικός αριθμός αντικειμένων ανά χιλιόγραμμο αποδεικνύεται ότι βρίσκεται μεταξύ 13 και 17.

1.1.3 όταν μια από τις ενδιαφερόμενες Υπηρεσίες ζητήσει την εφαρμογή του πραγματικού αριθμού αντικειμένων ανά χιλιόγραμμο, ο υπολογισμός της αποζημίωσης της εν λόγω ροής γίνεται σύμφωνα με το μηχανισμό αναθεώρησης που καθορίζεται στους Κανονισμούς Επιστολικού Ταχυδρομείου.

1.1.4 Η προς τα κάτω αναθεώρηση του συνολικού τέλους της παραγράφου 1.1.2 δεν μπορεί να επικληθεί από μια χώρα που βρίσκεται στο σύστημα στόχος έναντι μιας χώρας που βρίσκεται στο μεταβατικό σύστημα εκτός αν η τελευταία ζητήσει αναθεώρηση προς την αντίθετη κατεύθυνση.

1.2 Για τους σάκους Μ, το τέλος που εφαρμόζεται είναι **0,793 DTS** ανά χιλιόγραμμο.

1.2.1 Οι σάκοι Μ που ζυγίζουν λιγότερο από 5 χιλιόγραμμα θεωρούνται ότι ζυγίζουν 5 χιλιόγραμμα για λόγους πληρωμής καταληκτικών τελών.

1.3 **Για τα συστημένα αντικείμενα** προβλέπεται μια πρόσθετη πληρωμή 0,5 DTS ανά αντικείμενο **και για τα ασφαλισμένα αντικείμενα προβλέπεται μια πρόσθετη πληρωμή** 1 DTS ανά αντικείμενο.

2 Μηχανισμός εναρμόνισης συστημάτων

2.1 Όταν μια Υπηρεσία του συστήματος στόχου που λαμβάνει μια ροή ταχυδρομείου πάνω από 50 τόνους ετησίως διαπιστώσει ότι το ετήσιο βάρος αυτής της ροής υπερβαίνει το όριο που υπολογίζεται σύμφωνα με τις διατάξεις που καθορίζονται στους Κανονισμούς Επιστολικού Ταχυδρομείου, μπορεί να εφαρμόσει στην επιπλέον αλληλογραφία το σύστημα πληρωμής που προβλέπεται στο άρθρο **29** υπό τον όρο ότι δεν έχει εφαρμόσει το μηχανισμό αναθεώρησης.

2.2 Όταν μια Υπηρεσία του μεταβατικού συστήματος η οποία λαμβάνει μια ροή αλληλογραφίας πάνω από 50 τόνους ετησίως από μια άλλη χώρα στο μεταβατικό σύστημα, διαπιστώσει ότι το ετήσιο βάρος αυτής της ροής υπερβαίνει το όριο που υπολογίζεται σύμφωνα με τις διατάξεις που καθορίζονται στους Κανονισμούς Επιστολικού Ταχυδρομείου, μπορεί να εφαρμόσει στην επιπλέον αλληλογραφία τη συμπληρωματική αποζημίωση

που προβλέπεται στο άρθρο 31, υπό τον όρο ότι δεν έχει εφαρμόσει το μηχανισμό αναθεώρησης.

3 Ομαδική αλληλογραφία

3.1 Η αποζημίωση για την ομαδική αλληλογραφία σε χώρες που βρίσκονται στο σύστημα στόχου καθορίζεται εφαρμόζοντας τις τιμές ανά αντικείμενο και ανά χιλιόγραμμο, όπως προβλέπεται στο άρθρο 29.

3.2 Οι Υπηρεσίες στο μεταβατικό σύστημα μπορούν να απαιτήσουν για την ομαδική παραλαμβανόμενη αλληλογραφία, μία αποζημίωση 0,147 DTS ανά αντικείμενο και 1,491 DTS ανά χιλιόγραμμο.

4 Καμιά επιφύλαξη δεν μπορεί να εκφραστεί σε αυτό το άρθρο, παρά μόνο μέσα στο πλαίσιο μίας διμερούς συμφωνίας.

Άρθρο 31

Ταμείο Ποιότητας Υπηρεσίας QSF

1 Τα καταληκτικά τέλη που καταβάλλονται από όλες τις χώρες και τις περιοχές στις χώρες που έχουν οριστεί ως λιγότερο ανεπτυγμένες από τον ECOSOC με εξαίρεση τους σάκους Μ και τα αντικείμενα ομαδικής αλληλογραφίας αυξάνονται κατά 16,5% επί της τιμής των 3,727 DTS ανά χιλιόγραμμο, όπως αναφέρεται στο άρθρο 30 για τη χρηματοδότηση του Ταμείου Ποιότητας Υπηρεσίας (QSF) για τη βελτίωση της ποιότητας υπηρεσίας στις λιγότερο ανεπτυγμένες χώρες (LDCs). Τέτοια πληρωμή δεν θα πραγματοποιηθεί από μια λιγότερο ανεπτυγμένη χώρα προς μια άλλη λιγότερο ανεπτυγμένη χώρα (LDC).

2 Οι χώρες μέλη της ΠΤΕ και οι περιοχές οι οποίες προσχωρούν στην Ένωση έχουν τη δυνατότητα να καταθέτουν εμπεριστατωμένες αιτήσεις στο Διοικητικό Συμβούλιο για τις χώρες τους και τις περιοχές τους, ώστε να θεωρηθεί ότι έχουν ανάγκη πρόσθετων πόρων. Οι χώρες που κατατάσσονται στο TRAC 1 (πρώην DCs) έχουν τη δυνατότητα να καταθέσουν μια αίτηση στο Διοικητικό Συμβούλιο για να εισπράξουν κεφάλαια από το Ταμείο Ποιότητας Υπηρεσίας (QSF) με τους ίδιους όρους με αυτούς των λιγότερο αναπτυγμένων χωρών (LDCs). Επιπλέον, οι χώρες που έχουν καταταχθεί από το UNDP (Πρόγραμμα Ανάπτυξης Ηνωμένων Εθνών) ως Χώρες Καθαρής Συνεισφοράς (NCCs) μπορούν να καταθέσουν αίτηση στο Διοικητικό Συμβούλιο να λαμβάνουν κεφάλαια από το QSF με τους ίδιους όρους όπως οι χώρες του TRAC 1. Οι αιτήσεις που έχουν γίνει αποδεκτές σύμφωνα με το άρθρο αυτό, υλοποιούνται την πρώτη ημέρα του ημερολογιακού έτους που ακολουθεί την απόφαση του Διοικητικού Συμβουλίου. Το Διοικητικό Συμβούλιο αξιολογεί την αίτηση και αποφασίζει, σύμφωνα με αυστηρά κριτήρια, εάν μία χώρα μπορεί ή όχι να θεωρηθεί ως

λιγότερο ανεπτυγμένη χώρα ή ως χώρα TRAC 1, ανάλογα με την περίπτωση, αναφορικά με το Ταμείο Ποιότητας Υπηρεσίας. Το Διοικητικό Συμβούλιο αναθεωρεί και επικαιροποιεί κάθε έτος τον κατάλογο των χωρών μελών της ΠΤΕ καθώς και των εδαφών τα οποία προσχωρούν στην Ένωση.

3 Τα καταληκτικά τέλη, εκτός από τους σάκους Μ και τα αντικείμενα ομαδικής αλληλογραφίας τα οποία καταβάλλονται από χώρες και περιοχές που έχουν καταταγεί από το Συνέδριο ως ανεπτυγμένες χώρες για τους σκοπούς του διακανονισμού των καταληκτικών τελών προς τις χώρες και τα εδάφη που έχουν καταταγεί από το Πρόγραμμα Ανάπτυξης των Ηνωμένων Εθνών ως χώρες TRAC 1 εκτός των LDCs, αυξάνονται κατά ποσοστό 8% επί του τέλους των 3.727 DTS ανά χιλιόγραμμο, όπως αναφέρεται στο άρθρο 30 για λόγους χρηματοδότησης του Ταμείου Ποιότητας Υπηρεσίας (QSF) των χωρών TRAC 1 εκτός των LDCs.

4 Τα καταληκτικά τέλη, εκτός από τους σάκους Μ και τα αντικείμενα ομαδικής αλληλογραφίας, που καταβάλλονται από χώρες και περιοχές που έχουν καταταγεί από το Συνέδριο ως ανεπτυγμένες χώρες για τους σκοπούς των καταληκτικών τελών προς τις χώρες και τα εδάφη που έχουν καταταγεί από το ίδιο Συνέδριο ως αναπτυσσόμενες χώρες εκτός από αυτές που αναφέρονται στις παραγράφους 1 και 3, αυξάνονται κατά ποσοστό 1% επί του τέλους των 3,727 DTS ανά χιλιόγραμμο όπως αναφέρεται στο άρθρο 30 για λόγους χρηματοδότησης του Ταμείου Ποιότητας Υπηρεσίας.

5 Οι χώρες και οι περιοχές TRAC 1 μπορούν να αναζητήσουν να βελτιώσουν την ποιότητα της υπηρεσίας τους μέσω περιφερειακών (τοπικών) προγραμμάτων ή προγραμμάτων όπου συμμετέχουν πολλές χώρες προς όφελος των λιγότερο αναπτυγμένων χωρών (LDCs) και των χωρών με χαμηλό εισόδημα, στα οποία όλα τα μέρη που συνεισφέρουν στη χρηματοδότηση του QSF για τα προγράμματα θα επωφελούνται άμεσα.

6 Τα περιφερειακά προγράμματα θα πρέπει να προωθούν ειδικότερα την εφαρμογή των προγραμμάτων της ΠΤΕ για τη βελτίωση της ποιότητας υπηρεσίας και την εισαγωγή λογιστικών συστημάτων κόστους στις αναπτυσσόμενες χώρες. Το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης θα υιοθετήσει, το 2006 το αργότερο, διαδικασίες χρηματοδότησης αυτών των προγραμμάτων.

Άρθρο 32

Διαβατικά τέλη

1 Οι κλειστές αποστολές και τα διαβατικά απερικάλυπτα αντικείμενα που ανταλλάσσονται μεταξύ δύο Υπηρεσιών ή μεταξύ δύο γραφείων της ίδιας χώρας με υπηρεσιακά μέσα μίας ή περισσοτέρων άλλων

Υπηρεσιών (Υπηρεσίες τρίτου μέρους) υπόκεινται στην πληρωμή διαβατικών τελών. Το τελευταίο αποτελεί αποζημίωση για τις υπηρεσίες που παρέχονται αναφορικά με τη χερσαία, τη θαλάσσια και την αεροπορική διέλευση.

Κεφάλαιο 2

Άλλες διατάξεις

Άρθρο **33**

Βασικά τέλη και διατάξεις σχετικά με τα τέλη αεροπορικής μεταφοράς

1 Η βασική τιμή που εφαρμόζεται στο διακανονισμό των λογαριασμών μεταξύ των Υπηρεσιών όσον αφορά στην αεροπορική μεταφορά, εγκρίνεται από το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης. Υπολογίζεται από το Διεθνές Γραφείο σύμφωνα με τον τύπο που καθορίζεται στους Κανονισμούς Επιστολικού Ταχυδρομείου.

2 Ο υπολογισμός των τελών αεροπορικής μεταφοράς για τις κλειστές αποστολές, **τα αντικείμενα προτεραιότητας, τα αεροπορικά αντικείμενα** και τα αεροπορικά δέματα που αποστέλλονται ως διαβατικά απερικάλυπτα, **καθώς και οι ανάλογες λογιστικές μέθοδοι, περιγράφονται στους Κανονισμούς Επιστολικού Ταχυδρομείου** και στον Κανονισμό Ταχυδρομικών Δεμάτων.

3 Τα τέλη αεροπορικής μεταφοράς για ολόκληρη τη διαδρομή θα βαρύνουν:

3.1 σε περίπτωση κλειστών αποστολών την Υπηρεσία της χώρας καταγωγής των αποστολών, **συμπεριλαμβανομένης της περίπτωσης που αυτές οι αποστολές είναι διαβατικές μέσω μίας ή περισσότερων ενδιάμεσων Υπηρεσιών**

3.2 στην περίπτωση αντικειμένων προτεραιότητας και διαβατικών απερικάλυπτων αεροπορικών αντικειμένων, συμπεριλαμβανομένων των αντικειμένων που έχουν αποσταλεί εσφαλμένα, την Υπηρεσία η οποία προωθεί τα αντικείμενα σε άλλη Υπηρεσία.

4 Αυτοί οι ίδιοι κανονισμοί εφαρμόζονται σε αντικείμενα τα οποία απαλλάσσονται από χερσαία και θαλάσσια διαβατικά τέλη στην περίπτωση που διαβιβάζονται αεροπορικώς.

5 Κάθε Υπηρεσία προορισμού η οποία παρέχει αεροπορική μεταφορά του διεθνούς ταχυδρομείου μέσα στη χώρα της, δικαιούται αποζημίωσης ενός πρόσθετου κόστους που προκύπτει από αυτή τη διακίνηση, με την προϋπόθεση ότι η μεσοσταθμική απόσταση των πραγματοποιηθεισών διαδρομών υπερβαίνει τα 300 χιλιόμετρα. **Το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης μπορεί να αντικαταστήσει τη μεσοσταθμική**

απόσταση με άλλα σχετικά κριτήρια. Εκτός και αν υπάρχει συμφωνία ότι δε θα υπάρξει χρέωση, τα τέλη είναι ενιαία για όλες τις αποστολές προτεραιότητας και τις αεροπορικές αποστολές που προέρχονται από το εξωτερικό είτε αυτή η αποστολή επαναδιαβιβάζεται αεροπορικά είτε όχι.

6 Παρόλα αυτά, όπου η χρέωση των καταληκτικών τελών από την Υπηρεσία προορισμού βασίζεται κυρίως σε κόστη ή σε τέλη εσωτερικού, δεν θα υπάρχει επιπρόσθετη αποζημίωση για εσωτερική αεροπορική μεταφορά.

7 Η Υπηρεσία προορισμού αποκλείει, για το σκοπό του υπολογισμού της μεσοσταθμικής απόστασης, το βάρος όλων των αποστολών, για τις οποίες ο υπολογισμός των καταληκτικών τελών έχει βασιστεί ειδικά στα κόστη ή στα τέλη εσωτερικού της Υπηρεσίας προορισμού.

Άρθρο **34**

Χερσαία και θαλάσσια τέλη ταχυδρομικών δεμάτων

1 Τα δέματα που ανταλλάσσονται μεταξύ δύο Ταχυδρομικών Υπηρεσιών υπόκεινται σε χερσαία τέλη εσωτερικής διαχείρισης, υπολογιζόμενα από το συνδυασμό του **βασικού** τέλους ανά δέμα και του **βασικού** τέλους ανά χιλιόγραμμο, που καθορίζεται στους Κανονισμούς.

1.1 Λαμβάνοντας υπόψη τα ανωτέρω **βασικά** τέλη, οι **Ταχυδρομικές** Υπηρεσίες **μπορούν να απαιτούν πρόσθετα τέλη ανά δέμα και ανά χιλιόγραμμο σύμφωνα με τις διατάξεις που καθορίζονται στους Κανονισμούς.**

1.2 Τα τέλη που αναφέρονται στην παράγραφο 1 και 1.1 επιβαρύνουν την υπηρεσία της χώρας καταγωγής, εκτός εάν οι Κανονισμοί Ταχυδρομικών Δεμάτων προβλέπουν εξαιρέσεις από αυτή την αρχή.

1.3 Τα τέλη εσωτερικής διαχείρισης πρέπει να είναι ενιαία για ολόκληρη την επικράτεια κάθε χώρας.

2 Τα δέματα που ανταλλάσσονται μεταξύ δύο Υπηρεσιών ή μεταξύ δύο γραφείων της ίδιας χώρας μέσω των χερσαίων υπηρεσιών μίας ή περισσοτέρων άλλων Υπηρεσιών υπόκεινται σε διαβατικά χερσαία τέλη, πληρωτέα στις χώρες των οποίων οι υπηρεσίες συμμετέχουν στη χερσαία διαβίβαση, όπως προβλέπεται από τους Κανονισμούς, σύμφωνα με την κλίμακα απόστασης που εφαρμόζεται.

2.1 Για τα απερικάλυπτα διαβατικά δέματα, οι ενδιάμεσες Υπηρεσίες εξουσιοδοτούνται να απαιτούν το ενιαίο τέλος ανά αντικείμενο που καθορίζεται στους Κανονισμούς.

2.2 Τα χερσαία διαβατικά τέλη επιβαρύνουν την Υπηρεσία της χώρας καταγωγής, εκτός εάν στους Κανονισμούς Ταχυδρομικών Δεμάτων προβλέπονται εξαιρέσεις ως προς αυτή την αρχή.

3 Κάθε μία από τις χώρες οι Υπηρεσίες των οποίων συμμετέχουν στη θαλάσσια μεταφορά δεμάτων εξουσιοδοτείται να απαιτεί θαλάσσια τέλη. Αυτά τα τέλη επιβαρύνουν την υπηρεσία της χώρας καταγωγής, εκτός και αν στους Κανονισμούς Ταχυδρομικών Δεμάτων προβλέπονται εξαιρέσεις ως προς αυτή την αρχή.

3.1 Για κάθε θαλάσσια μεταφορά που χρησιμοποιείται, το θαλάσσιο τέλος καθορίζεται στους Κανονισμούς Ταχυδρομικών Δεμάτων ανάλογα με την κλίμακα απόστασης που εφαρμόζεται.

3.2 Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες μπορούν να αυξήσουν κατά 50% κατ' ανώτατο όριο το θαλάσσιο τέλος που υπολογίζεται σύμφωνα με την παράγραφο 3.1. Από την άλλη πλευρά, μπορούν να το μειώσουν όπως επιθυμούν.

Άρθρο 35

Εξουσιοδότηση του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης για τον καθορισμό χρεώσεων και τελών

1 Το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης εξουσιοδοτείται να ορίζει τα παρακάτω τέλη και χρεώσεις, τα οποία πρέπει να καταβάλλονται από τις ταχυδρομικές Υπηρεσίες σύμφωνα με τις διατάξεις που αναφέρονται στους Κανονισμούς:

1.1 διαβατικά τέλη για τη διαχείριση και **τη μεταφορά** των αποστολών του επιστολικού ταχυδρομείου μέσω μίας ή περισσοτέρων ενδιάμεσων χωρών.

1.2 βασικά τέλη και τέλη αεροπορικής μεταφοράς για τη μεταφορά του ταχυδρομείου με αεροπορικά μεσα

1.3 Τέλη εσωτερικής διαχείρισης για τη διαχείριση εισερχομένων δεμάτων

1.4 διαβατικά χερσαία τέλη για τη διαχείριση **και τη μεταφορά** δεμάτων μέσω μίας ενδιάμεσης χώρας

1.5 θαλάσσια τέλη για τη θαλάσσια μεταφορά δεμάτων

2 Οποιαδήποτε αναθεώρηση που θα πραγματοποιηθεί, σύμφωνα με μεθοδολογία η οποία διασφαλίζει ίση αποζημίωση στις Υπηρεσίες που εκτελούν αυτές τις υπηρεσίες, πρέπει να βασίζεται σε αξιόπιστα και αντιπροσωπευτικά οικονομικά και χρηματοικονομικά δεδομένα. Οποιαδήποτε τροποποίηση που ενδεχόμενα θα αποφασιστεί, θα ισχύσει σε μία ημερομηνία, η οποία καθορίζεται από το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης.

Μέρος IV

Τελικές διατάξεις

Άρθρο 36

Όροι αποδοχής των προτάσεων που αφορούν στη Σύμβαση και στους Κανονισμούς

1 Για να τεθούν σε ισχύ οι προτάσεις που υποβάλλονται στο Συνέδριο σχετικά με την παρούσα Σύμβαση, πρέπει να εγκριθούν από την πλειοψηφία των χωρών μελών που είναι παρούσες και ψηφίζουν και **οι οποίες έχουν το δικαίωμα ψήφου.** Τουλάχιστον μισές από τις χώρες μέλη που αντιπροσωπεύονται στο Συνέδριο **και οι οποίες έχουν δικαίωμα ψήφου** πρέπει να είναι παρούσες κατά τη στιγμή της ψηφοφορίας.

2 Για να τεθούν σε ισχύ οι προτάσεις που αφορούν στους Κανονισμούς Επιστολικού Ταχυδρομείου και τους Κανονισμούς Ταχυδρομικών Δεμάτων, πρέπει να εγκριθούν από την πλειοψηφία των μελών του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης **τα οποία έχουν δικαίωμα ψήφου.**

3 Για να τεθούν σε ισχύ οι προτάσεις που κατατίθενται μεταξύ δύο Συνεδρίων και αφορούν στην παρούσα Σύμβαση και στο Τελικό της Πρωτόκολλο, πρέπει να συγκεντρώνουν:

3.1 τα δύο τρίτα των ψήφων, του μισού τουλάχιστον των χωρών μελών της Ένωσης **που έχουν δικαίωμα ψήφου και οι οποίες έχουν λάβει μέρος στην ψηφοφορία**, στην περίπτωση τροποποιήσεων

3.2 την πλειοψηφία των ψήφων, εάν περιλαμβάνουν ερμηνεία των διατάξεων

4 Παρά τις διατάξεις του άρθρου 3.1, κάθε χώρα μέλος της οποίας η εθνική νομοθεσία είναι ακόμη ασύμβατη με την προτεινόμενη τροποποίηση μπορεί, μέσα σε ενενήντα ημέρες από την ημερομηνία κοινοποίησής της, να καταθέσει μία γραπτή δήλωση στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου δηλώνοντας ότι δεν είναι σε θέση να αποδεχθεί την τροποποίηση.

Άρθρο 37

Επιφυλάξεις κατά το Συνέδριο

1 Δεν θα επιτρέπεται οποιαδήποτε επιφύλαξη η οποία είναι ασύμβατη με το αντικείμενο και το σκοπό της Ένωσης.

2 Ως γενικός κανόνας, κάθε χώρα μέλος της οποίας τις απόψεις δεν συμμερίζονται οι άλλες χώρες μέλη, θα πρέπει να καταβάλει προσπάθειες, κατά το δυνατόν, ώστε να συμμορφωθεί με τη γνώμη της πλειοψηφίας. Επιφυλάξεις μπορούν να εγερθούν μόνο στις περιπτώσεις που αυτό είναι απολύτως αναγκαίο και να

αιτιολογούνται με κατάλληλο τρόπο.

3 Επιφυλάξεις σε οποιοδήποτε άρθρο της παρούσας Σύμβασης θα υποβάλλονται στο Συνέδριο ως πρόταση του Συνεδρίου εγγράφως σε μία από τις γλώσσες εργασίας του Διεθνούς Γραφείου και σύμφωνα με τις σχετικές διατάξεις των Κανόνων Διαδικασίας των Συνεδρίων.

4 Για να τεθούν σε ισχύ οι προτάσεις που αφορούν στις επιφυλάξεις, πρέπει να εγκρίνονται από την απαιτούμενη κάθε φορά πλειοψηφία για την τροποποίηση του άρθρου στο οποίο αναφέρεται η επιφύλαξη.

5 Καταρχήν, οι επιφυλάξεις εφαρμόζονται σε αμοιβαία βάση μεταξύ της χώρας μέλους που τις διατύπωσε και των άλλων χωρών μελών.

6 Οι επιφυλάξεις της παρούσας Σύμβασης θα εισαχθούν στο Τελικό Πρωτόκολλο αυτής της Σύμβασης βάσει εγκεκριμένων προτάσεων από το Συνέδριο.

Άρθρο **38**

Έναρξη ισχύος και Διάρκεια της Σύμβασης

1 Η παρούσα Σύμβαση θα τεθεί σε ισχύ **την 1η Ιανουαρίου 2006** και θα παραμείνει σε ισχύ μέχρι την έναρξη ισχύος των Πράξεων του επόμενου Συνεδρίου.

Σε επιβεβαίωση των παραπάνω, οι πληρεξούσιοι των Κυβερνήσεων των χωρών μελών έχουν υπογράψει την παρούσα Σύμβαση σε ένα πρωτότυπο το οποίο θα κατατεθεί στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου. Ένα αντίγραφο αυτού επιδίδεται σε κάθε μέλος **του Διεθνούς Γραφείου της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Ένωσης.**

Βουκουρέστι, 5 Οκτωβρίου 2004

Τελικό πρωτόκολλο της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Σύμβασης

Τη στιγμή της διαδικασίας υπογραφής της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Σύμβασης, συμπεριλαμβανομένης της ημέρας αυτής, οι υπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι συμφώνησαν τα παρακάτω:

Άρθρο 1

Κυριότητα των ταχυδρομικών αντικειμένων. Ανάκληση από το ταχυδρομείο. Τροποποίηση ή διόρθωση της διεύθυνσης

1 Οι διατάξεις του άρθρου 5.1 και 2 δεν ισχύουν για την Αντίγκουα και Μπαρμπούντα, το Βασίλειο του Μπαχρέιν, Μπαρμπάντος, Μπελίζ, Μποτσουάνα, Μπρουνέι, Νταρουσαλάμ, Καναδά, Χονγκ Κονγκ, Κίνα, Δομίνικο, Αίγυπτο, Φίτζι, Γκάμπια, Ηνωμένο Βασίλειο της Μ.Βρετανίας και Βόρεια Ιρλανδία , Υπερπόντια Εξαρτημένα Εδάφη του Ενωμένου Βασιλείου, Γρενάδα, Γουιάνα, Ιρλανδία, Τζαμάικα, Κένυα, Κιριμπάτι, Κουβέιτ, Λεσόθο, Μαλάουι, Μαλαισία, Μαυρίκιος, Ναουρού, Νέα Ζηλανδία, Νιγηρία, Παπούα Νέα Γουϊνέα, Άγιος Χριστόφορος και Νεβίς, Αγία Λουκία, Άγιος Βινσεντ και Γρεναδίνες, Σαμόα, Σευχέλλες, Σιέρρα Λεόνε, Σιγκαπούρη, Νησιά Σολομώντος, Σουαζιλάνδη, Τανζανία (Ενωμένη Δημοκρατία) Τρινιδάδ και Τομπάγκο, Τουβαλού, Ουγκάντα Βανουάτου και Ζάμπια.

2 Οι διατάξεις του άρθρου **5.1** και 2 δεν εφαρμόζονται στην **Αυστρία**, τη **Δανία και το Ιράν (Ισλαμική Δημοκρατία)**, των οποίων η εσωτερική νομοθεσία δεν επιτρέπει ανάκληση από το Ταχυδρομείο ή τροποποίηση της διεύθυνσης αλληλογραφίας, με αίτηση του αποστολέα, από τη στιγμή που ο παραλήπτης έχει πληροφορηθεί για την άφιξη ενός αντικειμένου το οποίο προορίζεται για αυτόν.

3 Το άρθρο **5.1** δεν εφαρμόζεται στην Αυστραλία, τη Γκάνα και τη Ζιμπάμπουε.

4 Το άρθρο **5.2** δεν εφαρμόζεται στις Μπαχάμες, το Ιράκ, το Μυανμάρ και τη Λαϊκή Δημοκρατία της Κορέας των οποίων η νομοθεσία δεν επιτρέπει ανάκληση από το ταχυδρομείο ή τροποποίηση της διεύθυνσης των αντικειμένων του επιστολικού ταχυδρομείου με αίτηση του αποστολέα.

5 **Το άρθρο 5.2 δεν εφαρμόζεται στις ΗΠΑ.**

6 Το άρθρο **5.2** εφαρμόζεται στην Αυστραλία στο μέτρο που αυτό το άρθρο είναι σύννομο με την εσωτερική νομοθεσία αυτής της χώρας.

7 Παρά τα προβλεπόμενα στο άρθρο **5.2**, **η Δημοκρατία του Κογκό**, το Ελ Σαλβαδόρ, ο Παναμάς, οι Φιλιππίνες, και η Βενεζουέλα εξουσιοδοτούνται να μην επιστρέφουν τα ταχυδρομικά δέματα μετά από αίτηση του παραλήπτη για τον εκτελωνισμό τους από τα τελωνεία,

εφόσον κάτι τέτοιο δεν είναι συμβατό με την τελωνειακή νομοθεσία αυτών των χωρών.

Άρθρο II

Τέλη

1 Παρά τα προβλεπόμενα στο άρθρο 6 οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες **της Αυστραλίας**, του Καναδά **και της Νέας Ζηλανδίας** δικαιούνται να εισπράττουν και άλλα ταχυδρομικά τέλη εκτός από αυτά που προβλέπονται στους Κανονισμούς, όταν αυτά τα τέλη είναι σύμφωνα με την νομοθεσία **των χωρών τους**.

Άρθρο III

Εξαίρεση στην απαλλαγή ταχυδρομικών τελών της αλληλογραφίας για τους τυφλούς

1 Παρά τα προβλεπόμενα στο άρθρο 7, οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες της **Ινδονησίας**, του Αγίου Βικέντιου και της Γρεναδίνης και της Τουρκίας οι οποίες δεν αποδέχονται την ταχυδρομική ατέλεια στις ανάγλυφες εκτυπώσεις προς χρήση των τυφλών στην εσωτερική τους υπηρεσία, μπορούν να εισπράττουν ταχυδρομικά τέλη και τέλη για τις ειδικές υπηρεσίες τα οποία δεν μπορούν παρόλα αυτά να υπερβαίνουν εκείνα της εσωτερικής τους υπηρεσίας.

2 Παρά τα προβλεπόμενα στο άρθρο 7, οι ταχυδρομικές υπηρεσίες **της Αυστραλίας**, της Αυστρίας, του Καναδά, της Γερμανίας, των ΗΠΑ, του Ηνωμένου Βασιλείου της Μεγάλης Βρετανίας και της Βόρειας Ιρλανδίας, της Ιαπωνίας και της Ελβετίας μπορούν να εισπράττουν τα τέλη για ειδικές υπηρεσίες τα οποία εφαρμόζονται για τις ανάγλυφες εκτυπώσεις προς χρήση των τυφλών στην εσωτερική τους υπηρεσία.

Άρθρο IV

Βασικές υπηρεσίες

1 Παρά τις διατάξεις του άρθρου **12** η Αυστραλία δεν συμφωνεί η επέκταση των βασικών υπηρεσιών να περιλαμβάνει ταχυδρομικά δέματα.

2 Οι διατάξεις του άρθρου 12.2.4 δεν εφαρμόζονται στη Μεγάλη Βρετανία, της οποίας η εθνική νομοθεσία απαιτεί ένα χαμηλότερο όριο βάρους. Η νομοθεσία υγείας και ασφάλειας της Μεγάλης Βρετανίας περιορίζει το βάρος των σάκων αλληλογραφίας στα 20 χιλιόγραμμα.

Άρθρο V

Μικροδέματα

1 Παρά τα προβλεπόμενα στο άρθρο 12 της Σύμβασης, η Ταχυδρομική Υπηρεσία του Αφγανιστάν εξουσιοδοτείται να περιορίσει το ανώτερο βάρος σε ένα χιλιόγραμμο για τα εισερχόμενα και εξερχόμενα μικροδέματα.

Άρθρο VI

Απόδειξη παραλαβής

1 Η Ταχυδρομική Υπηρεσία του Καναδά δικαιούται να μην εφαρμόζει το άρθρο **13.4.3**, όσον αφορά τα δέματα, δεδομένου ότι δεν παρέχει την υπηρεσία της απόδειξης παραλαβής για τα δέματα στην υπηρεσία εσωτερικού της.

Άρθρο VII

Διεθνής Υπηρεσία Επιχειρηματικής Απαντητικής Αλληλογραφίας **(IBRS)**

1 Παρά τα προβλεπόμενα στο άρθρο 13.4.1, η Ταχυδρομική Υπηρεσία της Βουλγαρίας (Δημοκρατία) θα παρέχει τη διεθνή υπηρεσία επιχειρηματικής απαντητικής αλληλογραφίας κατόπιν διαπραγματεύσεων με την ενδιαφερόμενη ταχυδρομική υπηρεσία

Άρθρο VIII

Απαγορεύσεις (επιστολικό ταχυδρομείο)

1 Κατ 'εξαίρεση, οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες του Λίβανου και της Λαϊκής Δημοκρατίας της Κορέας δεν δέχονται συστημένα αντικείμενα που περιέχουν νομίσματα, χαρτονομίσματα, τίτλους οποιουδήποτε είδους πληρωτέους στον κομιστή, ταξιδιωτικές επιταγές, πλατίνα, χρυσό ή ασήμι επεξεργασμένο ή όχι, πολύτιμους λίθους, κοσμήματα ή άλλα πολύτιμα αντικείμενα. Δεν δεσμεύονται ειδικά από τις διατάξεις των Κανονισμών του Επιστολικού Ταχυδρομείου όσον αφορά την ευθύνη τους σε περίπτωση κλοπής ή ζημίας ή στις περιπτώσεις που αφορούν αντικείμενα που περιέχουν είδη από γυαλί ή που είναι εύθραυστα.

2 Κατ' εξαίρεση, οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες της Βολιβίας, της Κίνας (Λαϊκή Δημοκρατία) εκτός της Ειδικής Διοικητικής Περιοχής του Χογκ Κονγκ, του Ιράκ, του Νεπάλ, του Πακιστάν, της Σαουδικής Αραβίας, του Σουδάν και του Βιετνάμ δε δέχονται συστημένα αντικείμενα που περιέχουν νομίσματα, χαρτονομίσματα, συνάλλαγμα ή τίτλους

οποιουδήποτε είδους πληρωτέους στον κομιστή, ταξιδιωτικές επιταγές, λευκόχρυσο, χρυσό ή ασήμι επεξεργασμένο ή όχι, πολύτιμους λίθους, κοσμήματα ή άλλα πολύτιμα αντικείμενα.

3 Η Ταχυδρομική Υπηρεσία του Μυανμάρ διατηρεί το δικαίωμα να μην αποδέχεται ασφαλισμένα αντικείμενα που περιέχουν τα πολύτιμα αντικείμενα που αναφέρονται στο άρθρο 15.6, διότι κάτι τέτοιο αντιτίθεται στους εσωτερικούς της κανονισμούς.

4 Η Ταχυδρομική Υπηρεσία του Νεπάλ δε δέχεται συστημένα αντικείμενα ή ασφαλισμένα αντικείμενα που περιέχουν χαρτονομίσματα ή νομίσματα, εκτός εάν υπάρχει ειδική συμφωνία για αυτό το θέμα.

5 Η Ταχυδρομική Υπηρεσία του Ουζμπεκιστάν δε δέχεται συστημένα ή ασφαλισμένα αντικείμενα τα οποία περιέχουν νομίσματα, χαρτονομίσματα, επιταγές, γραμματόσημα ή ξένο συνάλλαγμα και δε φέρει καμία ευθύνη σε περίπτωση απώλειας ή ζημίας τέτοιων αντικειμένων.

6 Η Ταχυδρομική Υπηρεσία του Ιράν (Ισλαμική Δημοκρατία) δε δέχεται αντικείμενα τα οποία είναι αντίθετα στις αρχές της Ισλαμικής θρησκείας.

7 Η Ταχυδρομική Υπηρεσία των Φιλιππίνων διατηρεί το δικαίωμα να μη δέχεται αντικείμενα του επιστολικού ταχυδρομείου (απλά, συστημένα ή ασφαλισμένα) με περιεχόμενο νομίσματα, χρήματα ή τίτλους οποιουδήποτε είδους πληρωτέους στον κομιστή, ταξιδιωτικές επιταγές, λευκόχρυσο, χρυσό ή ασήμι επεξεργασμένο ή όχι, πολύτιμους λίθους ή οποιαδήποτε άλλα πολύτιμα αντικείμενα.

8 Η Ταχυδρομική Υπηρεσία της Αυστραλίας δε δέχεται ταχυδρομικά αντικείμενα οποιουδήποτε είδους που να περιέχουν ράβδους χρυσού ή χαρτονομίσματα. Επιπλέον, δε δέχεται συστημένα αντικείμενα προς επίδοση στην Αυστραλία, ή αντικείμενα απερικάλυπτα διαβατικά, τα οποία περιέχουν αξίες όπως κοσμήματα, πολύτιμα μέταλλα, πολύτιμους ή ημιπολύτιμους λίθους, τίτλους, νομίσματα ή οποιαδήποτε μορφή οικονομικού νομικού διαπραγματεύσιμου εγγράφου. Αποποιείται κάθε ευθύνης για ταχυδρομημένα αντικείμενα τα οποία δεν είναι σύμφωνα με αυτή την επιφύλαξη.

9 Η Ταχυδρομική Υπηρεσία της Κίνας (Λαϊκή Δημοκρατία) εκτός από την Ειδική Διοικητική Περιοχή του Χογκ Κογκ, δε δέχεται ασφαλισμένα αντικείμενα τα οποία περιέχουν νομίσματα, χαρτονομίσματα, χρήματα, ή τίτλους οποιουδήποτε είδους πληρωτέους στον κομιστή και ταξιδιωτικές επιταγές σύμφωνα με τους εσωτερικούς της κανονισμούς

10 Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες της Λετονίας και της Μογγολίας διατηρούν το δικαίωμα να μην αποδέχονται, σύμφωνα με την εσωτερική τους νομοθεσία, απλά, συστημένα ή ασφαλισμένα αντικείμενα τα οποία περιέχουν νομίσματα, χαρτονομίσματα, τίτλους πληρωτέους στον κομιστή και ταξιδιωτικές επιταγές.

11 Η Ταχυδρομική Υπηρεσία της Βραζιλίας διατηρεί το δικαίωμα να μη δέχεται απλή, συστημένη ή ασφαλισμένη αλληλογραφία η οποία περιέχει νομίσματα, χαρτονομίσματα σε κυκλοφορία ή τίτλους οποιουδήποτε είδους πληρωτέους στον κομιστή.

12 Η Ταχυδρομική Υπηρεσία του Βιετνάμ διατηρεί το δικαίωμα να μην αποδέχεται επιστολές οι οποίες περιέχουν αντικείμενα ή αγαθά.

Άρθρο IX

Απαγορεύσεις (ταχυδρομικά δέματα)

1 Οι **Ταχυδρομικές** Υπηρεσίες του Μυανμάρ και της Ζάμπια εξουσιοδοτούνται να μη δέχονται ασφαλισμένα δέματα που περιέχουν τα πολύτιμα αντικείμενα που αναφέρονται στο άρθρο **15.6.1.3.1**, δεδομένου ότι κάτι τέτοιο αντιτίθεται στους εσωτερικούς τους κανονισμούς.

2 Κατ' εξαίρεση, οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες του Λίβανου και του Σουδάν δεν αποδέχονται δέματα τα οποία περιέχουν νομίσματα, συνάλλαγμα ή τίτλους οποιουδήποτε είδους πληρωτέους στον κομιστή, ταξιδιωτικές επιταγές, λευκόχρυσο, χρυσό ή ασήμι επεξεργασμένο ή όχι, πολύτιμους λίθους ή άλλα πολύτιμα αντικείμενα, ή που περιέχουν υγρά ή συστατικά που ρευστοποιούνται εύκολα ή αντικείμενα από γυαλί ή άλλα παρόμοια ή εύθραυστα αντικείμενα. Δεν δεσμεύονται από τις ανάλογες διατάξεις των Κανονισμών Ταχυδρομικών Δεμάτων.

3 Η Ταχυδρομική Υπηρεσία της Βραζιλίας εξουσιοδοτείται να μη δέχεται ασφαλισμένα δέματα που περιέχουν νομίσματα και συνάλλαγμα σε κυκλοφορία, καθώς και οποιουσδήποτε τίτλους πληρωτέους στον κομιστή, δεδομένου ότι κάτι τέτοιο αντιτίθεται στους εσωτερικούς της κανονισμούς.

4 Η Ταχυδρομική Υπηρεσία της Γκάνα εξουσιοδοτείται να μη δέχεται ασφαλισμένα δέματα τα οποία περιέχουν νομίσματα και συνάλλαγμα σε κυκλοφορία, δεδομένου ότι κάτι τέτοιο αντιτίθεται στους εσωτερικούς της κανονισμούς.

5 Επιπλέον των αντικειμένων που αναφέρονται στο άρθρο **15**, η Ταχυδρομική Υπηρεσία της Σαουδικής Αραβίας εξουσιοδοτείται να μη δέχεται δέματα που περιέχουν νομίσματα, συνάλλαγμα ή τίτλους οποιουδήποτε είδους πληρωτέους στον κομιστή, ταξιδιωτικές επιταγές, λευκόχρυσο, χρυσό ή ασήμι επεξεργασμένο ή όχι, πολύτιμους λίθους ή άλλα πολύτιμα αντικείμενα. Ούτε δέχεται δέματα που περιέχουν φάρμακα οποιουδήποτε είδους, εκτός και εάν συνοδεύονται από ιατρική συνταγή που έχει εκδοθεί από αρμόδια επίσημη αρχή, προϊόντα που προορίζονται για την κατάσβεση πυρκαγιών, χημικά υγρά ή προϊόντα που αντιτίθενται στις αρχές της Ισλαμικής θρησκείας.

6 Επιπλέον των αντικειμένων που αναφέρονται στο άρθρο **15**, η

Ταχυδρομική Υπηρεσία του Ομάν δεν αποδέχεται αντικείμενα που περιέχουν:

6.1 φάρμακα οποιουδήποτε είδους εκτός και αν συνοδεύονται από ιατρική συνταγή που εκδίδεται από αρμόδια επίσημη αρχή

6.2 προϊόντα κατάσβεσης πυρκαγιών ή χημικά υγρά

6.3 αντικείμενα που αντιτίθενται στις αρχές της Ισλαμικής θρησκείας

7 Επιπλέον των αντικειμένων που αναφέρονται στο άρθρο **15**, η Ταχυδρομική Υπηρεσία του Ιράν (Ισλαμική Δημοκρατία) εξουσιοδοτείται να μη δέχεται δέματα που περιέχουν αντικείμενα που αντιτίθενται στις αρχές της Ισλαμικής θρησκείας.

8 Η Ταχυδρομική Υπηρεσία των Φιλιππίνων δικαιούται να μη δέχεται δέματα που περιέχουν νομίσματα, χρήματα ή τίτλους οποιουδήποτε είδους πληρωτέες στον κομιστή, ταξιδιωτικές επιταγές, λευκόχρυσο, χρυσό ή ασήμι επεξεργασμένο ή όχι, πολύτιμους λίθους ή άλλα πολύτιμα αντικείμενα, ή που περιέχουν υγρά ή συστατικά τα οποία να ρευστοποιούνται εύκολα ή αντικείμενα από γυαλί ή άλλα παρόμοια ή εύθραυστα αντικείμενα.

9 Η Ταχυδρομική Υπηρεσία της Αυστραλίας δε δέχεται ταχυδρομικά αντικείμενα που περιέχουν ράβδους ή τραπεζογραμμάτια.

10 Η Ταχυδρομική Υπηρεσία της Κίνας (Λαϊκή Δημοκρατία) δε δέχεται απλά δέματα που περιέχουν νομίσματα, χρήματα ή τίτλους οποιουδήποτε είδους πληρωτέους στον κομιστή, ταξιδιωτικές επιταγές, λευκόχρυσο, χρυσό ή ασήμι, επεξεργασμένο ή όχι, πολύτιμους λίθους ή άλλα πολύτιμα αντικείμενα. Επιπλέον, με εξαίρεση την Ειδική Διοικητική Περιοχή του Χονγκ Κονγκ, τα ασφαλισμένα δέματα που περιέχουν νομίσματα, χρήματα ή τίτλους οποιουδήποτε είδους πληρωτέους στον κομιστή και ταξιδιωτικές επιταγές δε γίνονται αποδεκτά.

11 Η Ταχυδρομική Υπηρεσία της Μογγολίας διατηρεί το δικαίωμα να μη δέχεται, σύμφωνα με την εθνική της νομοθεσία, δέματα που περιέχουν νομίσματα, τραπεζογραμμάτια, τίτλους πληρωτέους στον κομιστή και ταξιδιωτικές επιταγές.

12 Η Ταχυδρομική Υπηρεσία της Λετονίας δε δέχεται απλά και ασφαλισμένα δέματα που περιέχουν νομίσματα, χαρτονομίσματα, αξίες (επιταγές) οποιουδήποτε είδους πληρωτέες στον κομιστή ή ξένα νομίσματα και αποποιείται της ευθύνης σε περίπτωση απώλειας ή ζημίας τέτοιων αντικειμένων.

Άρθρο Χ

Αντικείμενα που υπόκεινται σε τελωνειακούς δασμούς

1 Αναφορικά με το άρθρο **15**, οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες του

Μπαγκλαντές και του Ελ Σαλβαδόρ δε δέχονται ασφαλισμένα αντικείμενα που περιέχουν αντικείμενα τα οποία υπόκεινται σε τελωνειακούς δασμούς.

2 Αναφορικά με το άρθρο **15**, οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες του Αφγανιστάν, της Αλβανίας, του Αζερμπαϊτζάν, του Μπελαρούς, της Καμπότζης, της Χιλής, της Κολομβίας, της Κούβας, του Ελ Σαλβαδόρ, της Εσθονίας, της Ιταλίας, της Λετονίας, του Νεπάλ, του Ουζμπεκιστάν, του Περού, της Λαϊκής Δημοκρατίας της Κορέας, του Σαν Μαρίνο, του Τουρκμενιστάν, της Ουκρανίας και της Βενεζουέλας δε δέχονται απλές και συστημένες επιστολές οι οποίες περιέχουν αντικείμενα που υπόκεινται σε τελωνειακούς δασμούς.

3 Αναφορικά με το άρθρο **15**, οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες του Μπενίν ,της Μπουργκίνα Φάσο, της Ακτής Ελεφαντοστού (Δημ.), του Ντζιμπουτί, του Μαλί **και** της Μαυριτανίας δε δέχονται απλές επιστολές που περιέχουν αντικείμενα που υπόκεινται σε τελωνειακούς δασμούς.

4 Παρά τις διατάξεις που αναφέρονται στην παράγραφο 1 έως 3, η αποστολή ορών, εμβολίων και επειγόντως απαιτούμενων φαρμάκων, των οποίων η προμήθεια είναι δύσκολη, επιτρέπεται σε όλες τις περιπτώσεις.

Άρθρο XI

Αναζητήσεις

1 Παρά τα αναφερόμενα στο άρθρο **17.3**, οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες της **Βουλγαρίας (Δημ.)**, του Πράσινου Ακρωτηρίου, της Λαϊκής Δημοκρατίας της Κορέας, της Αιγύπτου, της Γκαμπόν, των Υπερπόντιων Εξαρτημένων Περιοχών του Ηνωμένου Βασιλείου, της Ελλάδας, του Ιράν (Ισλαμική Δημ.), **του Κιργιζιστάν**, της Μογγολίας, του Μιανμάρ, των Φιλιππίνων, της Σαουδικής Αραβίας, του Σουδάν, της Συριακής Αραβικής Δημοκρατίας, **του Τουρκμενιστάν**, του Τσαντ, της Ουκρανίας, **του Ουζμπεκιστάν** και της Ζάμπια διατηρούν το δικαίωμα να εισπράττουν από πελάτες τέλη για αιτήσεις αναζήτησης που έχουν υποβληθεί για τα αντικείμενα του επιστολικού ταχυδρομείου.

2 Παρά τα αναφερόμενα στο άρθρο **17.3**, οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες της Αργεντινής, της Αυστρίας, **του Αζερμπαϊτζάν**, της Δημοκρατίας της Τσεχίας και της Σλοβακίας, διατηρούν το δικαίωμα να εισπράττουν ένα ειδικό τέλος όταν, κατά την ολοκλήρωση της έρευνας που έχει διεξαχθεί μετά από υποβολή αίτησης αναζήτησης, διαφανεί ότι αυτή ήταν αδικαιολόγητη.

3 Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες του Αφγανιστάν, **της Βουλγαρίας (Δημ.)**, του Πράσινου Ακρωτηρίου, του Κογκό (Δημ.), της Αιγύπτου, της Γκαμπόν, του Ιράν (Ισλαμική Δημ.), **του Κιργιζιστάν**, της Μογγολίας, του Μυανμάρ, της Σαουδικής Αραβίας, του Σουδάν, της Σουρινάμε, της Συριακής Αραβικής

Δημοκρατίας, **του Τουρκμενιστάν**, της Ουκρανίας, **του Ουζμπεκιστάν** και της Ζάμπια, διατηρούν το δικαίωμα να εισπράττουν ένα τέλος αίτησης αναζήτησης από τους πελάτες για τα δέματα.

4 **Παρά τα αναφερόμενα στο άρθρο 17.3, οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες της Βραζιλίας, του Παναμά (Δημ.) και των ΗΠΑ διατηρούν το δικαίωμα να εισπράττουν από πελάτες ένα τέλος αίτησης αναζήτησης για τα αντικείμενα επιστολικού ταχυδρομείου και τα δέματα που έχουν κατατεθεί σε χώρες, οι οποίες εφαρμόζουν αυτόν τον τύπο τέλους σύμφωνα με την παράγραφο 1 έως 3 αυτού του άρθρου.**

Άρθρο XII

Τέλος εκτελωνισμού

1 Η Ταχυδρομική Υπηρεσία της Γκαμπόν διατηρεί το δικαίωμα να εισπράττει ένα τέλος εκτελωνισμού από πελάτες της.

2 Η Ταχυδρομική Υπηρεσία του Κονγκό (Δημ.) και της Ζάμπια διατηρούν το δικαίωμα να εισπράττουν ένα τέλος εκτελωνισμού από πελάτες για τα δέματα.

Άρθρο **XIII**

Κατάθεση στο εξωτερικό αντικειμένων επιστολικού ταχυδρομείου

1 Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες **της Αυστραλίας**, της **Αυστρίας**, του Ηνωμένου Βασιλείου της Μ. Βρετανίας και της Βόρειας Ιρλανδίας, της Ελλάδας, **της Νέας Ζηλανδίας** και των ΗΠΑ διατηρούν το δικαίωμα να εισπράττουν ένα τέλος, ανάλογο με το κόστος της εργασίας που πραγματοποιείται, από κάθε Υπηρεσία η οποία, σύμφωνα με τους όρους του άρθρου **27.4**, τους επιστρέφει αντικείμενα τα οποία δεν είχαν αρχικά αποσταλεί ως ταχυδρομικά αντικείμενα από τις υπηρεσίες τους.

2 Παρά τα αναφερόμενα στο άρθρο **27.4** η Ταχυδρομική Υπηρεσία του Καναδά διατηρεί το δικαίωμα να εισπράττει από την Υπηρεσία καταγωγής ένα ποσό τέτοιο που θα εξασφαλίζει αποζημίωση όχι μικρότερη από το κόστος που προκύπτει σε αυτήν για τη διαχείριση τέτοιων αντικειμένων.

3 Το άρθρο **27.4** επιτρέπει στην Ταχυδρομική Υπηρεσία προορισμού να απαιτήσει, από την Υπηρεσία κατάθεσης, ανάλογη αποζημίωση για την επίδοση αντικειμένων του επιστολικού ταχυδρομείου που κατατίθενται στο εξωτερικό σε μεγάλες ποσότητες. **Η Αυστραλία** και το Ηνωμένο Βασίλειο της Μεγάλης Βρετανίας και της Βόρειας Ιρλανδίας **διατηρούν** το δικαίωμα να περιορίζουν οποιαδήποτε τέτοια πληρωμή στο αντίστοιχο τέλος εσωτερικού για αντίστοιχα αντικείμενα στη χώρα προορισμού.

4 Το άρθρο **27.4** επιτρέπει στην Ταχυδρομική Υπηρεσία προορισμού να

απαιτεί, από την Υπηρεσία κατάθεσης, ανάλογη αποζημίωση για την επίδοση αντικειμένων επιστολικού ταχυδρομείου που κατατίθενται στο εξωτερικό σε μεγάλες ποσότητες. Οι παρακάτω χώρες διατηρούν το δικαίωμα να περιορίσουν οποιαδήποτε τέτοια πληρωμή στα όρια που ορίζονται στους Κανονισμούς για την ομαδική αλληλογραφία: Μπαχάμες, Μπαρμπάντος, Μπρούνεϊ, Νταρελσαλάμ, Κίνα (Λαϊκή Δημ.), Ηνωμένο Βασίλειο της Μεγάλης Βρετανίας και της Βόρειας Ιρλανδίας, Υπερπόντιες ανεξάρτητες περιοχές του Ηνωμένου Βασιλείου, Γρανάδα, Γουϊάνα, Ινδία, Μαλαισία, Νεπάλ, Ολλανδία, Ολλανδικές Αντίλλες και Αρούμπα, Νέα Ζηλανδία, Αγία Λουκία , Άγιος Βικέντιος και Γρεναδίνες , Σιγκαπούρη, Σρι Λάνκα, Σουρινάμε, Ταϊλάνδη και ΗΠΑ.

5 Παρά τις επιφυλάξεις της πιο πάνω παραγράφου 4, οι παρακάτω χώρες διατηρούν το δικαίωμα να εφαρμόζουν πλήρως τις διατάξεις του άρθρου **27** της Σύμβασης για το ταχυδρομείο που παραλαμβάνεται από τις χώρες μέλη της Ένωσης: Αργεντινή, **Αυστρία**, Μπενίν, Βραζιλία, Μπουρκίνα Φάσο, Καμερούν, Ακτή Ελεφαντοστού (Δημ.), Κύπρο, **Δανία**, Αίγυπτο, Γαλλία, Γερμανία, Ελλάδα, Γουϊνέα, Ισραήλ, Ιταλία, Ιαπωνία, Ιορδανία, Λίβανο, Λουξεμβούργο, Μαλί, Μαυριτανία, Μονακό, Μαρόκο, **Νορβηγία**, Πορτογαλία, Σαουδική Αραβία, Σενεγάλη, Συριακή Αραβική Δημοκρατία και Τόγκο.

6 Σε εφαρμογή του άρθρου **27.4** η Ταχυδρομική Υπηρεσία της Γερμανίας διατηρεί το δικαίωμα να ζητά από την Ταχυδρομική Υπηρεσία της χώρας κατάθεσης των αντικειμένων να της χορηγεί μια αποζημίωση του ποσού που θα εισέπραττε από την Ταχυδρομική Υπηρεσία της χώρας στην οποία διαμένει ο αποστολέας.

7 **Παρά τις επιφυλάξεις του άρθρου XIII, η Κίνα (Λαϊκή Δημ.) διατηρεί το δικαίωμα να περιορίζει κάθε πληρωμή για την επίδοση των αντικειμένων επιστολικού ταχυδρομείου που κατατίθενται στο εξωτερικό σε μεγάλες ποσότητες στα όρια που καθορίζονται στην Σύμβαση της ΠΤΕ και τους Κανονισμούς Επιστολικού Ταχυδρομείου για την ομαδική αλληλογραφία .**

Άρθρο XIV

Πρόσθετα τέλη εσωτερικής διαχείρισης

1 Παρά τα αναφερόμενα στο άρθρο **34**, η Ταχυδρομική Υπηρεσία του Αφγανιστάν διατηρεί το δικαίωμα να εισπράττει ένα πρόσθετο έκτακτο τέλος εσωτερικής διαχείρισης ύψους 7,50 DTS ανά δέμα.

Άρθρο **XV**

Ειδικές τιμολογήσεις

1 Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες του Βελγίου, της Νορβηγίας και των ΗΠΑ

μπορούν να εισπράττουν υψηλότερα χερσαία τέλη για τα αεροπορικά δέματα από αυτά των δεμάτων επιφανείας.

2 Η Ταχυδρομική Υπηρεσία του Λιβάνου εξουσιοδοτείται να εισπράττει για τα δέματα μέχρι 1 κιλό το τέλος που εφαρμόζεται για δέματα πάνω από 1 και έως 3 κιλά

3 Η Ταχυδρομική Υπηρεσία του Παναμά (Δημ.) εξουσιοδοτείται να εισπράττει 0,20 DTS ανά κιλό για τα διαβατικά δέματα επιφανείας που μεταφέρονται αεροπορικώς (SAL).

Για την επιβεβαίωση των παραπάνω, οι παρακάτω πληρεξούσιοι συνέταξαν το παρόν πρωτόκολλο, το οποίο θα έχει την ίδια ισχύ και αξία όπως και οι διατάξεις που είναι καταχωρημένες στο κείμενο της Σύμβασης, και το έχουν υπογράψει σε ένα μόνο πρωτότυπο, το οποίο θα κατατεθεί στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου. Ένα αντίγραφο από αυτό θα επιδοθεί στο κάθε μέλος από το **Διεθνές Γραφείο της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Ένωσης.**

Βουκουρέστι, 5 Οκτωβρίου 2004

Συμφωνία Υπηρεσιών ταχυδρομικών πληρωμών

Περιεχόμενα

Συμφωνία υπηρεσιών ταχυδρομικών πληρωμών

Οι υπογράφοντες, πληρεξούσιοι των Κυβερνήσεων των χωρών μελών της Ένωσης, έχοντες υπόψη το άρθρο 22.4 του καταστατικού της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Ένωσης που συνομολογήθηκε στη Βιέννη στις 10 Ιουλίου 1964, έχουν από κοινού συναινέσει και συντάξει την ακόλουθη Συμφωνία, υποκείμενη στο άρθρο 25. 4, του εν λόγω καταστατικού.

Κεφάλαιο Ι

Προκαταρκτικές διατάξεις

Άρθρο 1
Σκοπός της Συμφωνίας και των σχετικών προϊόντων που αφορά

1 Αυτή η Συμφωνία διέπει όλες τις ταχυδρομικές υπηρεσίες μεταφοράς χρηματικών ποσών. Οι συμβαλλόμενες χώρες συμφωνούν από κοινού για τα προϊόντα της παρούσας Συμφωνίας τα οποία σκοπεύουν να εισάγουν στις αμοιβαίες σχέσεις τους.

2 Μη-ταχυδρομικοί οργανισμοί μπορούν να συμμετάσχουν μέσω της Ταχυδρομικής Υπηρεσίας, της Υπηρεσίας Ταχ. GIRO ή ενός οργανισμού που διαχειρίζεται δίκτυο μεταφοράς ταχυδρομικών κεφαλαίων στις συναλλαγές που διέπονται από τις διατάξεις αυτής της Συμφωνίας. Αυτοί οι οργανισμοί πρέπει να συμφωνήσουν με την Ταχυδρομική Υπηρεσία της χώρας τους ώστε να διασφαλίσουν πλήρη εφαρμογή όλων των όρων της Συμφωνίας και στα πλαίσια της αυτής συμφωνίας θα ασκήσουν δικαιώματα και θα εκτελούν καθήκοντα ως ταχυδρομικοί οργανισμοί οριζόμενοι από αυτή τη Συμφωνία. Η Ταχυδρομική Υπηρεσία ενεργεί σαν ενδιάμεσος στις σχέσεις τους με τους ταχυδρομικούς Οργανισμούς των άλλων συμβαλλομένων χωρών και με το Διεθνές Γραφείο. Εάν μια ταχυδρομική υπηρεσία δεν παρέχει τις οικονομικές υπηρεσίες όπως περιγράφονται σε αυτή τη Συμφωνία, ή εάν η ποιότητα της υπηρεσίας δεν ανταποκρίνεται στις απαιτήσεις των πελατών, οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες μπορούν να συνεργαστούν με μη-Ταχυδρομικούς Οργανισμούς σε εκείνη τη συγκεκριμένη χώρα.

Οι χώρες μέλη θα γνωστοποιούν στο Διεθνές Γραφείο, μέσα σε έξι μήνες μετά από το τέλος του Συνεδρίου, το όνομα και τη διεύθυνση του κυβερνητικού οργάνου αρμόδιου για την εποπτεία των ταχυδρομικών οικονομικών υπηρεσιών και το όνομα και τη διεύθυνση του χειριστή ή των φορέων εκμετάλλευσης που έχουν οριστεί επίσημα για να παρέχουν τις ταχυδρομικές οικονομικές

υπηρεσίες και για να εκπληρώνουν τις υποχρεώσεις που απορρέουν από τις Πράξεις της Ένωσης στην επικράτειά τους.

3.1 Οι χώρες μέλη θα γνωστοποιήσουν στο Διεθνές Γραφείο, μέσα σε έξι μήνες μετά από το τέλος του Συνεδρίου, τα στοιχεία των αρμοδίων για τη λειτουργία των ταχυδρομικών οικονομικών υπηρεσιών και της υπηρεσίας αναζήτησης.

3.2 Μεταξύ Συνεδρίων, κάθε αλλαγή στα κυβερνητικά Όργανα και στους επίσημα ορισμένους φορείς εκμετάλλευσης καθώς και στα αρμόδια πρόσωπα πρέπει να γνωστοποιείται στο Διεθνές Γραφείο το συντομότερο δυνατόν.

4 Η παρούσα συμφωνία διέπει τα ακόλουθα προϊόντα ταχ. πληρωμών :

4.1 ταχυδρομικές επιταγές συμπεριλαμβανομένων των ταχυδρομικών επιταγών αντικαταβολής COD (cash-on-delivery)

4.2 μεταφορές χρηματικών ποσών μεταξύ λογαριασμών.

5 Άλλες υπηρεσίες μπορεί να παρέχονται βάσει διμερών ή πολυμερών συμφωνιών μεταξύ των ενδιαφερομένων ταχυδρομικών υπηρεσιών.

Κεφάλαιο ΙΙ

Ταχυδρομικές επιταγές

Άρθρο 2
Απλή επιταγή

1 Συνήθης επιταγή

1.1 Ο εντολέας πελάτης παραδίδει τα χρήματα στη θυρίδα ενός ταχυδρομικού Γραφείου ή δίνει εντολή για τη χρέωση του λογαριασμού του και αιτείται την εξ ολοκλήρου καταβολή σε μετρητά του ποσού χωρίς καμία παρακράτηση στον δικαιούχο.

2 Επιταγή κατάθεσης σε λογαριασμό

2.1 Ο εντολέας πελάτης παραδίδει τα χρήματα στη θυρίδα ενός ταχυδρομικού Γραφείου και ζητάει να κατατεθούν ακέραια στο λογαριασμό του δικαιούχου που τηρείται σε μια Ταχυδρομική Υπηρεσία ή σε ένα λογαριασμό που χειρίζονται άλλοι χρηματοοικονομικοί οργανισμοί.

3 Επιταγή αντικαταβολής (cash-on-delivery)

3.1 Ο παραλήπτης ενός "αντικειμένου επί αντικαταβολή" παραδίδει τα χρήματα ή δίνει εντολή να χρεωθεί ο λογαριασμός του και ζητά την πληρωμή ολόκληρου του ποσού χωρίς οποιαδήποτε παρακράτηση στον αποστολέα του "αντικειμένου επί αντικαταβολή ".

Άρθρο 3
Κατάθεση επιταγών

1 Σε περίπτωση που δεν υπάρχει ειδική συμφωνία, το ποσό της επιταγής εκφράζεται στο νόμισμα της χώρας προορισμού.

2 Η εκδίδουσα την εντολή Ταχ. Υπηρεσία ορίζει την ισοτιμία μετατροπής του νομίσματος της σε αυτό της χώρας προορισμού

3 Το μέγιστο ποσό των ταχυδρομικών επιταγών καθορίζεται διμερώς.

4 Η Ταχυδρομική Υπηρεσία έκδοσης έχει την απόλυτη ελευθερία να ορίσει τα έγγραφα και τις μεθόδους κατάθεσης των ταχυδρομικών επιταγών . Εάν η ταχυδρομική επιταγή πρόκειται να μεταφερθεί ταχυδρομικώς, θα χρησιμοποιούνται μόνο τα έντυπα που ορίζονται από τους Κανονισμούς.

Άρθρο 4
Τέλη

1 Η εκδίδουσα Ταχυδρομική Υπηρεσία ορίζει ελεύθερα τα τέλη που εισπράττονται κατά την στιγμή της έκδοσης.

2 Οι ταχυδρομικές επιταγές που ανταλλάσσονται μεταξύ μιας χώρας που μετέχει σε αυτή την Συμφωνία και μιας χώρας που δεν μετέχει, μέσω μιας ενδιάμεσης χώρας επίσης μέρους της Συμφωνίας, μπορεί να επιβαρύνονται από την ενδιάμεση χώρα με επιπλέον τέλος που ορίζει η τελευταία με βάση το κόστος που δημιουργείται από τις υπηρεσίες που εκτελεί. Το ποσό αυτής της χρέωσης συμφωνείται μεταξύ των ενδιαφερομένων Ταχυδρομικών Υπηρεσιών και αφαιρείται από το ποσό της Ταχυδρομικής επιταγής . Ωστόσο, αυτή η χρέωση μπορεί να εισπράττεται από τον αποστολέα και να αποδίδεται στην Ταχυδρομική Υπηρεσία της ενδιάμεσης χώρας εάν έτσι έχει συμφωνηθεί από τις ενδιαφερόμενες ταχυδρομικές Υπηρεσίες.

3 Έγγραφα, παραστατικά και εντολές πληρωμής που αφορούν τις μεταφορές ταχυδρομικών κεφαλαίων που ανταλλάσσονται ταχυδρομικά μεταξύ Ταχυδρομικών Υπηρεσιών, εξαιρούνται όλων

των χρεώσεων σύμφωνα με τα προβλεπόμενα από τα άρθρα RL 110 και 111.

Άρθρο 5
Υποχρεώσεις της εκδίδουσας Ταχυδρομικής Υπηρεσίας

1 Η εκδίδουσα ταχυδρομική Υπηρεσία πρέπει να ανταποκρίνεται στα πρότυπα της υπηρεσίας, όπως αυτά ορίζονται στους Κανονισμούς, προκειμένου να παρέχονται ικανοποιητικές υπηρεσίες στους πελάτες.

Άρθρο 6
Διαβίβαση επιταγών

1 Οι ανταλλαγές ταχυδρομικών επιταγών μπορούν να διενεργούνται μέσω ηλεκτρονικών δικτύων που παρέχονται από το Διεθνές Γραφείο της Π.Τ.Ε. ή από άλλους οργανισμούς.

2 Οι ηλεκτρονικές ανταλλαγές διεξάγονται με αποστολή που στέλνεται απευθείας στο Γραφείο πληρωμής ή σε ένα Ανταλλακτήριο Γραφείο. Η ασφάλεια και η ποιότητα των ανταλλαγών πρέπει να είναι εγγυημένες, είτε μέσω των σχετικών με τα χρησιμοποιούμενα δίκτυα τεχνικών προδιαγραφών είτε μέσω διμερών συμφωνιών μεταξύ των Ταχυδρομικών Υπηρεσιών.

3 Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες μπορούν να συμφωνήσουν να ανταλλάσσουν ταχυδρομικές επιταγές μέσω των εντύπων που προβλέπονται από τους Κανονισμούς, και αποστέλλονται με ταχυδρομείο προτεραιότητας.

4 Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες μπορούν να συμφωνήσουν να χρησιμοποιούν άλλα μέσα ανταλλαγής.

Άρθρο 7
Διαχείριση στη χώρα προορισμού

1 Οι ταχυδρομικές επιταγές θα πρέπει να πληρώνονται σύμφωνα με τους Κανονισμούς της χώρας προορισμού.

2 Κατά γενικό κανόνα, ολόκληρο το ποσό της ταχυδρομικής επιταγής θα πρέπει να καταβάλλεται στο δικαιούχο, προαιρετικές χρεώσεις μπορούν να εισπραχθούν εάν ο τελευταίος ζητήσει συμπληρωματικές ειδικές υπηρεσίες.

3 Η εγκυρότητα των ηλεκτρονικών ταχυδρομικών επιταγών πρέπει να καθοριστεί από διμερείς συμφωνίες.

4 Η εγκυρότητα των ταχυδρομικών επιταγών σε έντυπα φυσικής μορφής θα παρατείνεται, κατά γενικό κανόνα, το αργότερο μέχρι το τέλος του μήνα που έπεται του μήνα της έκδοσης.

5 Μετά από την παραπάνω προθεσμία , μια ανεξόφλητη ταχυδρομική επιταγή θα πρέπει να επιστρέφεται άμεσα στην Ταχυδρομική Υπηρεσία που την εξέδωσε.

Άρθρο 8

Αποζημίωση της Ταχυδρομικής Υπηρεσίας πληρωμής

1 Για κάθε ταχυδρομική επιταγή που εξοφλείται, η Ταχυδρομική Υπηρεσία που την εκδίδει καταβάλλει στην Υπηρεσία πληρωμής μία αποζημίωση το ποσό της οποίας ορίζεται στους Κανονισμούς.

2 Αντί του ενιαίου ποσού που ορίζεται στους Κανονισμούς, οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες μπορούν να συμφωνούν για διαφορετικά ποσά αποζημίωσης.

3 Ατελείς μεταφορές χρηματικών ποσών δεν θα δικαιούνται αποζημίωσης.

4 Όταν συμφωνούν οι ενδιαφερόμενες Ταχυδρομικές Υπηρεσίες, μεταφορές χρηματικών ποσών παροχής βοήθειας που εξαιρούνται τελών από την εκδίδουσα ταχυδρομική Υπηρεσία μπορούν να εξαιρούνται αποζημιώσεων.

Άρθρο 9

Υποχρεώσεις της Ταχυδρομικής Υπηρεσίας πληρωμής

1 Η Ταχυδρομική Υπηρεσία πληρωμής πρέπει να ανταποκρίνεται στα πρότυπα της υπηρεσίας, όπως αυτά ορίζονται στους Κανονισμούς, προκειμένου να παρέχονται ικανοποιητικές υπηρεσίες στους πελάτες.

Κεφάλαιο III

Ταχυδρομικές εντολές μεταφοράς χρηματικών ποσών

Άρθρο 10

Ορισμός του προϊόντος

1 Ο κάτοχος ενός ταχυδρομικού λογαριασμού ζητά με χρέωση του λογαριασμού του την πίστωση ενός ποσού στο λογαριασμό του δικαιούχου που τηρείται από την ταχυδρομική υπηρεσία ή ενός άλλου λογαριασμού μέσω της Ταχυδρομικής Υπηρεσίας της χώρας προορισμού.

Άρθρο 11

Κατάθεση των εντολών

1 Το ποσό της μεταφοράς θα πρέπει να εκφράζεται στο νόμισμα της χώρας προορισμού ή σε οποιοδήποτε άλλο νόμισμα βάση της συμφωνίας μεταξύ των ταχυδρομικών υπηρεσιών έκδοσης και παραλαβής.

2 Η εκδίδουσα Ταχυδρομική Υπηρεσία καθορίζει τη συναλλαγματική ισοτιμία του νομίσματός της σε ένα από τα νομίσματα που εκφράζονται στην εντολή μεταφοράς.

3 Το ποσό των εντολών μεταφοράς είναι απεριόριστο, εκτός αν οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες αποφασίσουν διαφορετικά.

4 Η εκδίδουσα Ταχυδρομική Υπηρεσία θα είναι απόλυτα ελεύθερη να καθορίζει τα έγγραφα και τις μεθόδους έκδοσης των εντολών μεταφοράς χρηματικών ποσών.

Άρθρο 12

Τέλη

1 Η εκδίδουσα Ταχυδρομική Υπηρεσία αποφασίζει ελεύθερα τα τέλη που θα εισπράττονται τη στιγμή της έκδοσης. Στο βασικό τέλος, μπορεί να προσθέσει οποιαδήποτε τέλη σχετικά με τις ειδικές υπηρεσίες που παρέχονται στον αποστολέα.

2 Οι εντολές μεταφοράς ποσών που ανταλλάσσονται μεταξύ μιας χώρας που μετέχει σε αυτή την Συμφωνία και μιας χώρας που δεν μετέχει, μέσω μιας ενδιάμεσης χώρας επίσης μέρους της Συμφωνίας, μπορεί να επιβαρύνονται από την ενδιάμεση χώρα με επιπλέον τέλος. Το τέλος αυτό θα συμφωνείται μεταξύ των ενδιαφερομένων Υπηρεσιών και θα αφαιρείται από το μεταφερόμενο χρηματικό ποσό. Παρόλα αυτά το τέλος αυτό μπορεί να εισπράττεται από τον αποστολέα και να αποδίδεται στην υπηρεσία της ενδιάμεσης χώρας εάν έτσι έχουν συμφωνήσει οι ενδιαφερόμενες Ταχυδρομικές Υπηρεσίες.

3 Έγγραφα, παραστατικά και εντολές πληρωμής που αφορούν τις μεταφορές ταχυδρομικών κεφαλαίων που ανταλλάσσονται ταχυδρομικά μεταξύ Ταχυδρομικών Υπηρεσιών, εξαιρούνται όλων των χρεώσεων σύμφωνα με τα προβλεπόμενα από τα άρθρα RL 110 και 111.

Άρθρο 13

Υποχρεώσεις της εκδίδουσας Ταχυδρομικής Υπηρεσίας

1 Η εκδίδουσα Ταχυδρομική Υπηρεσία πρέπει να ανταποκρίνεται στα πρότυπα της υπηρεσίας, όπως αυτά ορίζονται στους Κανονισμούς, προκειμένου να παρέχονται ικανοποιητικές υπηρεσίες στους πελάτες.

Άρθρο 14

Διαβίβαση εντολών

1 Οι εντολές μεταφοράς χρηματικών ποσών θα πρέπει να πραγματοποιούνται μέσω των ηλεκτρονικών δικτύων που παρέχονται είτε από το Διεθνές Γραφείο της Π.Τ.Ε. είτε από άλλους Οργανισμούς, σύμφωνα με τις τεχνικές προδιαγραφές που αποδέχονται οι ενδιαφερόμενες Υπηρεσίες.

2 Η ασφάλεια και η ποιότητα των ανταλλαγών πρέπει να είναι εγγυημένες, είτε μέσω των σχετικών με τα χρησιμοποιούμενα δίκτυα τεχνικών προδιαγραφών είτε μέσω διμερούς συμφωνίας μεταξύ της εκδίδουσας και εξοφλούσας Ταχυδρομικής Υπηρεσίας.

3 Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες μπορούν να συμφωνήσουν να ανταλλάσσουν εντολές μεταφοράς χρηματικών ποσών μέσω εντύπων σε φυσική μορφή, που προβλέπονται από τους Κανονισμούς, και αποστέλλονται με ταχυδρομείο προτεραιότητας.

4 Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες μπορούν να συμφωνήσουν να χρησιμοποιούν άλλα μέσα ανταλλαγής.

Άρθρο 15

Διαχείριση στη χώρα προορισμού

1 Εισερχόμενες εντολές μεταφοράς χρηματικών ποσών πρέπει να διαχειρίζονται σύμφωνα με τους ισχύοντες κανονισμούς της χώρας προορισμού.

2 Κατά γενικό κανόνα, τα τέλη στη χώρα προορισμού θα πρέπει να πληρώνονται από το δικαιούχο, εντούτοις όμως αυτό το τέλος μπορεί να εισπραχθεί από τον αποστολέα και να αποδοθεί στην Ταχυδρομική Υπηρεσία της χώρας προορισμού, σύμφωνα με διμερή συμφωνία.

Άρθρο 16

Αποζημίωση των Ταχυδρομικών Υπηρεσιών πληρωμής.

1 Για κάθε εντολή μεταφοράς χρηματικού ποσού, η Ταχυδρομική Υπηρεσία πληρωμής μπορεί να ζητήσει την πληρωμή ενός τέλους άφιξης. Αυτό το τέλος μπορεί, είτε να χρεώνεται στον λογαριασμό του δικαιούχου είτε με μέριμνα της εκδίδουσας Ταχυδρομικής Υπηρεσίας να χρεώνεται στον λογαριασμό σύνδεσής της.

2 Ατελείς εντολές μεταφοράς χρηματικών ποσών δεν θα δικαιούνται αποζημίωσης.

3 Όταν συμφωνούν οι ενδιαφερόμενες Ταχυδρομικές Υπηρεσίες, εντολές μεταφοράς χρηματικών ποσών παροχής βοήθειας που εξαιρούνται τελών από την εκδίδουσα ταχυδρομική Υπηρεσία, μπορούν να εξαιρούνται των αποζημιώσεων.

Άρθρο 17

Υποχρεώσεις της εξοφλούσας Ταχυδρομικής Υπηρεσίας πληρωμής

1 Η Ταχυδρομική Υπηρεσία πληρωμής πρέπει να ανταποκρίνεται στα πρότυπα της υπηρεσίας, όπως αυτά ορίζονται στους Κανονισμούς, προκειμένου να παρέχονται ικανοποιητικές υπηρεσίες στους πελάτες.

Κεφάλαιο IV

Λογαριασμοί σύνδεσης, μηνιαίοι λογαριασμοί, αναζητήσεις, ευθύνη

Άρθρο 18

Οικονομικές σχέσεις μεταξύ των συμμετεχουσών Ταχυδρομικών Υπηρεσιών

1 Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες συμφωνούν μεταξύ τους τις τεχνικές μεθόδους που θα χρησιμοποιηθούν για την ρύθμιση των χρεών τους.

2 Λογαριασμοί σύνδεσης

2.1 Κατά γενικό κανόνα, όπου οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες διαθέτουν υπηρεσίες τρεχόντων λογαριασμών (GIRO)η κάθε μία θα ζητήσει να ανοιχτεί στο όνομά της ένας λογαριασμός σύνδεσης από την αντίστοιχη Υπηρεσία μέσω του οποίου θα ρυθμίζονται τα αμοιβαία χρέη και οι επιπλέον απαιτήσεις που απορρέουν από τις ανταλλαγές εντολών μεταφοράς χρηματικών ποσών και επιταγών και οποιεσδήποτε άλλες λειτουργίες που οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες θα ήθελαν να ρυθμίσουν με αυτόν τον τρόπο.

2.2 Όπου η Ταχυδρομική Υπηρεσία της χώρας προορισμού δεν διαθέτει σύστημα τρεχόντων λογαριασμών giro, ο λογαριασμός σύνδεσης μπορεί να ανοιχθεί σε άλλη Ταχ. Υπηρεσία.

2.3 Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες μπορούν να συμφωνήσουν να ρυθμίζουν τις χρηματοοικονομικές ανταλλαγές τους μέσω των προσδιορισμένων Ταχ. Υπηρεσιών μέσω πολυμερούς συμφωνίας.

2.4 Σε περίπτωση υπέρβασης ενός λογαριασμού σύνδεσης, θα πληρώνεται τόκος για τα οφειλόμενα ποσά, με επιτόκιο το οποίο ορίζεται από τους Κανονισμούς.

2.5 Η απόδοση τόκου για εκκρεμή υπόλοιπα στους λογαριασμούς σύνδεσης πρέπει να επιτρέπεται.

3 Μηνιαίοι λογαριασμοί

3.1 Ελλείψει ενός λογαριασμού σύνδεσης, κάθε Ταχυδρομική Υπηρεσία πληρωμής θα συντάσσει για κάθε εκδίδουσα Ταχυδρομική Υπηρεσία ένα μηνιαίο λογαριασμό στον οποίο θα εμφαίνονται τα συνολικά ποσά που πληρώθηκαν για ταχ. επιταγές. Οι μηνιαίοι λογαριασμοί ενσωματώνονται, κατά περιόδους, σε ένα γενικό συμψηφιστικό λογαριασμό ο οποίος συντελεί στον καθορισμό του υπολοίπου.

3.2 Ο διακανονισμός των λογαριασμών μπορεί επίσης να γίνεται βάσει μηνιαίων λογαριασμών, χωρίς συμψηφισμούς.

4 Κανένα μονομερές μέτρο, όπως η αναστολή πληρωμών, απαγόρευση μεταφοράς χρηματικών ποσών, κλπ δεν μπορεί να αντιτίθεται στις διατάξεις αυτού του άρθρου και εκείνων που απορρέουν από τους Κανονισμούς.

Άρθρο 19

Αιτήσεις αναζήτησης

1 Οι αιτήσεις αναζήτησης θα πρέπει να κατατίθενται εντός μιας περιόδου έξι μηνών μετά από την επόμενη ημέρα της κατάθεσης της ταχυδρομικής επιταγής ή της εκτέλεσης της εντολής μεταφοράς χρηματικού ποσού.

2 Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες έχουν το δικαίωμα να εισπράττουν από τους πελάτες ένα τέλος αναζήτησης για τις ταχυδρομικές επιταγές ή τις εντολές μεταφοράς χρηματικών ποσών.

Άρθρο 20

Ευθύνη

1 Αρχές και εύρος της ευθύνης

1.1 Οι Ταχυδρομική Υπηρεσία είναι υπεύθυνη για τα ποσά που πληρώνονται στη θυρίδα ή χρεώνονται στο λογαριασμό του αποστολέα έως ότου η επιταγή να πληρωθεί ή πιστωθεί στο λογαριασμό του δικαιούχου.

1.2 Οι Ταχυδρομική Υπηρεσία είναι υπεύθυνη για λανθασμένες πληροφορίες που παρέχονται από αυτή και που έχουν ως αποτέλεσμα είτε την μη πληρωμή είτε λάθη στην εκτέλεση της εντολής μεταφοράς χρηματικών ποσών. Η ευθύνη επεκτείνεται σε λάθη νομισματικής μετατροπής και διαβίβασης.

1.3 Η ταχυδρομική Υπηρεσία απαλλάσσεται από κάθε ευθύνη:

1.3.1 για καθυστερήσεις που μπορούν να προκύψουν κατά τη διαβίβαση, αποστολή ή πληρωμή των τίτλων και εντολών πληρωμής,

1.3.2 όταν, λόγω καταστροφής επίσημων υπηρεσιακών αρχείων λόγω ανωτέρας βίας, δεν μπορεί να επιβεβαιώσει την εκτέλεση της εντολής μεταφοράς χρηματικού ποσού, εκτός εάν η ευθύνη της αποδεικνύεται διαφορετικά,

1.3.3 όταν ο αποστολέας δεν κατέθεσε αίτηση για αναζήτηση εντός της περιόδου που ορίζεται από το άρθρο 19,

1.3.4 όταν έχει λήξει η καθορισμένη προθεσμία για ταχ. επιταγές στην εκδίδουσα χώρα.

1.4 Σε περίπτωση επιστροφής χρημάτων ανεξαρτήτου αιτίας, το επιστρεφόμενο ποσό προς τον αποστολέα δεν μπορεί να υπερβαίνει το ποσό που πλήρωσε ή χρεώθηκε στο λογαριασμό του.

1.5 Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες μπορούν επίσης να συμφωνήσουν μεταξύ τους να εφαρμόσουν ευρύτερους όρους ευθύνης που προσαρμόζονται στις ανάγκες των εσωτερικών υπηρεσιών τους.

1.6 Οι όροι εφαρμογής της αρχής οικονομικής ευθύνης και, ειδικότερα, θέματα καθορισμού ευθύνης, επιστροφής των

οφειλόμενων ποσών, δικαιώματος πληρωμής, επιτρεπόμενος χρόνος καταβολής και επανείσπραξη του ποσού από την Υπηρεσία που κατέβαλε την αποζημίωση, είναι αυτοί που περιγράφονται στους Κανονισμούς.

Κεφάλαιο V

Ηλεκτρονικά δίκτυα

Άρθρο 21

Γενικοί κανόνες

1 Για τη διαβίβαση των εντολών πληρωμών μέσω ηλεκτρονικών μέσων, οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες χρησιμοποιούν το δίκτυο της Π.Τ.Ε. ή οποιοδήποτε άλλο δίκτυο που επιτρέπει γρήγορες, αξιόπιστες και ασφαλείς εντολές μεταφοράς χρηματικών ποσών.

2 Οι ηλεκτρονικές χρηματοοικονομικές υπηρεσίες της Π.Τ.Ε. ρυθμίζονται μεταξύ των Ταχυδρομικών Υπηρεσιών βάση διμερών συμφωνιών. Οι γενικοί κανόνες λειτουργίας των ηλεκτρονικών χρηματοοικονομικών υπηρεσιών της Π.Τ.Ε. θα υπόκεινται στις σχετικές διατάξεις των Πράξεων της Ένωσης.

Κεφάλαιο VI

Διάφορες διατάξεις

Άρθρο 22

Αίτηση ανοίγματος ενός λογαριασμού giro στο εξωτερικό

1 Όταν ένας λογαριασμός giro ή κάποιος άλλος λογαριασμός ανοίγεται στο εξωτερικό, ή όταν ένα χρηματοοικονομικό προϊόν απευθύνεται στο εξωτερικό, οι Ταχυδρομικοί Οργανισμοί των χωρών που συμμετέχουν στην παρούσα συμφωνία θα συμφωνούν να παρέχουν υποστήριξη στη χρήση αυτών των προϊόντων.

2 Τα συμβαλλόμενα μέρη μπορούν να συμφωνούν διμερώς όσον αφορά την υποστήριξη που μπορούν να παρέχουν το ένα στο άλλο κατά τη λεπτομερή διαδικασία που πρέπει να ακολουθήσουν και για τις δαπάνες σχετικά με τη διαδικασία παροχής μίας τέτοιας υποστήριξης.

Κεφάλαιο VII

Τελικές διατάξεις

Άρθρο 23

Τελικές διατάξεις

1 Η Σύμβαση εφαρμόζεται, όπου απαιτείται, αναλογικά, σε όλες τις περιπτώσεις που δεν ρυθμίζονται επακριβώς από αυτή τη Συμφωνία.

2 Το άρθρο 4 του Καταστατικού δε θα ισχύει σε αυτή τη Συμφωνία.

3 Όροι έγκρισης προτάσεων σχετικά με την παρούσα Συμφωνία και Κανονισμούς της.

3.1 Για να ισχύσουν, προτάσεις που υποβάλλονται στο Συνέδριο σχετικά με αυτή τη Συμφωνία πρέπει να εγκρίνονται από την πλειοψηφία των παρόντων κρατών-μελών και ψηφίζουν αυτά που είναι μέρη της Συμφωνίας και έχουν δικαίωμα ψήφου. Τουλάχιστον μισά από τα κράτη-μέλη που αντιπροσωπεύονται στο Συνέδριο και έχουν δικαίωμα ψήφου πρέπει να είναι παρόντα την ώρα της ψηφοφορίας.

3.2 Για να ισχύσουν, οι προτάσεις που αφορούν τους Κανονισμούς αυτής της Συμφωνίας πρέπει να εγκρίνονται από την πλειοψηφία των μελών του Συμβουλίου της Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης τα οποία συμμετέχουν στη Συμφωνία και έχουν δικαίωμα ψήφου.

3.3 Για να ισχύσουν, οι προτάσεις που υποβάλλονται μεταξύ δύο Συνεδρίων και αφορούν αυτή τη Συμφωνία πρέπει να διασφαλίζουν:

3.3.1 δύο τρίτα των ψήφων, τουλάχιστον οι μισές χώρες-μέλη της Συμφωνίας των χωρών-μελών που έχουν δικαίωμα ψήφου και έχουν λάβει μέρος στην ψηφοφορία, εάν πρόκειται για προσθήκη νέων διατάξεων,

3.3.2 Απόλυτη πλειοψηφία, τουλάχιστον οι μισές χώρες-μέλη που συμμετέχουν στη Συμφωνία και έχουν το δικαίωμα ψήφου και έχουν λάβει μέρος στην ψηφοφορία, εάν πρόκειται για τροποποιήσεις των διατάξεων αυτής της Συμφωνίας,

3.3.3 Απόλυτη πλειοψηφία, εάν πρόκειται για ερμηνεία των διατάξεων αυτής της Συμφωνίας.

3.4 Παρά τις διατάξεις που προβλέπονται στο παραπάνω 3.3.1, οποιαδήποτε χώρα-μέλος της οποίας η εθνική νομοθεσία δε συμβαδίζει ακόμη με την προτεινόμενη προσθήκη μπορεί, εντός

90 ημερών από την ημερομηνία γνωστοποίησης της τελευταίας (προσθήκης) να υποβάλλει γραπτή δήλωση στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνές Γραφείου δηλώνοντας ότι δεν μπορεί να δεχτεί αυτή την προσθήκη.

4 Αυτή η Συμφωνία θα τεθεί σε ισχύ από την 1η Ιανουαρίου 2006 και θα ισχύει μέχρι την έναρξη ισχύος των Πράξεων του επόμενου Συνεδρίου.

Σε επικύρωση του παρόντος, οι πληρεξούσιοι των Κυβερνήσεων των συμβαλλόμενων χωρών υπέγραψαν αυτή τη Συμφωνία σε ένα μόνο πρωτότυπο το οποίο θα κατατεθεί στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου. Αντίγραφό του θα επιδοθεί σε κάθε συμβαλλόμενο μέρος από την Κυβέρνηση της κάθε χώρας στην οποία διεξήχθη το Συνέδριο.

Βουκουρέστι στις 5 Οκτωβρίου 2004 .

Άρθρο δεύτερο

Από την έναρξη ισχύος του παρόντος νόμου καταργείται ο ν. 3048/2002 (ΦΕΚ 206 Α΄) «Κύρωση των Πράξεων του XXII Παγκόσμιου Ταχυδρομικού Συνεδρίου (Πεκίνο 1999)».

Άρθρο τρίτο

Η ισχύς του παρόντος νόμου αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και των Πράξεων που κυρώνονται από την 1η Ιανουαρίου 2006, ημερομηνία θέσης τους σε ισχύ.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 28 Ιανουαρίου 2009

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΑΡΟΛΟΣ ΓΡ. ΠΑΠΟΥΛΙΑΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ ΚΑΙ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
Ι. ΠΑΠΑΘΑΝΑΣΙΟΥ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
Θ. ΜΠΑΚΟΓΙΑΝΝΗ

ΜΕΤΑΦΟΡΩΝ ΚΑΙ ΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ
Ε. ΣΤΥΛΙΑΝΙΔΗΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 30 Ιανουαρίου 2009

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

Ν.Γ. ΔΕΝΔΙΑΣ



ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ
ΚΑΠΟΔΙΣΤΡΙΟΥ 34 * ΑΘΗΝΑ 104 32 * ΤΗΛ. 210 52 79 000 * FAX 210 52 21 004
ΗΛΕΚΤΡΟΝΙΚΗ ΔΙΕΥΘΥΝΣΗ: http://www.et.gr – e-mail: webmaster.et@et.gr